

LE CATÉCHISME IMPÉRIAL DE 1806

ÉTUDES ET DOCUMENTS POUR SERVIR A L'HISTOIRE
DES RAPPORTS DE NAPOLEON
ET DU CLERGÉ CONCORDATAIRE

THÈSE COMPLÉMENTAIRE
POUR LE DOCTORAT ÈS LETTRES

présentée à la Faculté des Lettres de l'Université de Paris

PAR

ANDRÉ LATREILLE

Professeur Agrégé au Lycée de Lyon

SOCIÉTÉ D'ÉDITION *LES BELLES LETTRES*
95, BOULEVARD RASPAIL, PARIS

—
1935

LE CATÉCHISME IMPÉRIAL DE 1806

LE CATÉCHISME IMPÉRIAL DE 1806

ÉTUDES ET DOCUMENTS POUR SERVIR A L'HISTOIRE
DES RAPPORTS DE NAPOLEON
ET DU CLERGÉ CONCORDATAIRE

THÈSE COMPLÉMENTAIRE
POUR LE DOCTORAT ÈS LETTRES

présentée à la Faculté des Lettres de l'Université de Paris

PAR

ANDRÉ LATREILLE

Professeur Agrégé au Lycée de Lyon

SOCIÉTÉ D'ÉDITION *LES BELLES LETTRES*
95, BOULEVARD RASPAIL, PARIS

1935

DU MEME AUTEUR

*Napoléon et le Saint-Siège (1801-1808). L'Ambassade du Cardinal
Fesch à Rome, 1 vol. in-8°, Paris, Alcan, 1935.*

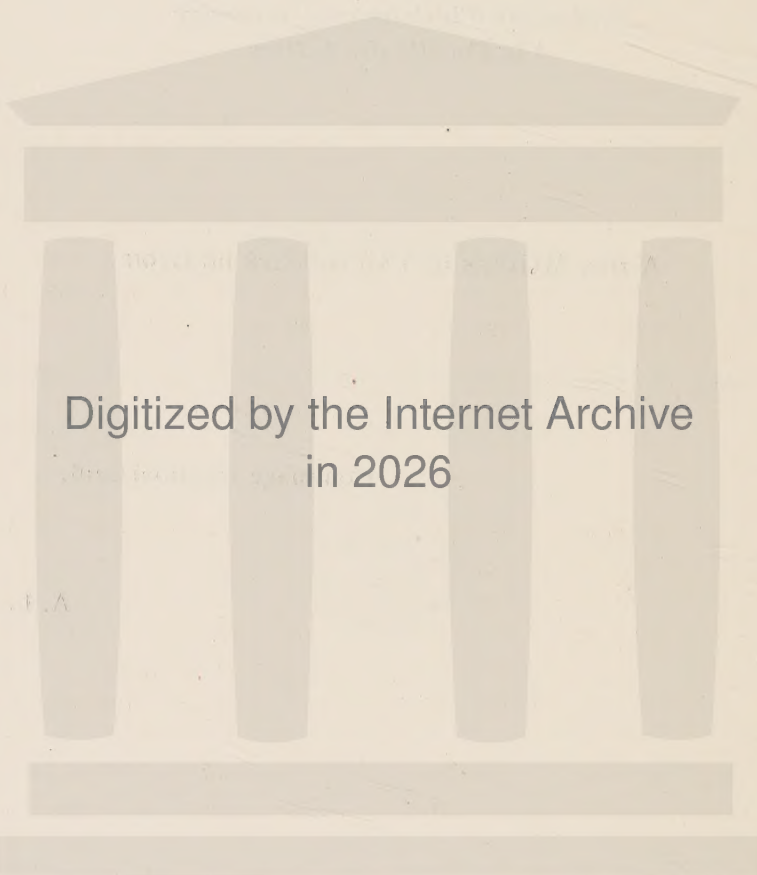


A MONSIEUR L. LEVY-SCHNEIDER
Professeur d'histoire contemporaine
à la Faculté des Lettres

A MES MAÎTRES DE L'UNIVERSITÉ DE LYON

Hommage reconnaissant.

A. L.



Digitized by the Internet Archive
in 2026

BIBLIOGRAPHIE

Nous nous excusons de renvoyer ici (nous le faisons une fois pour toutes) à notre ouvrage: « *Napoléon et le Saint-Siège* (1801-1808). *L'ambassade du Cardinal Fesch à Rome* », auquel la présente étude se rattache très étroitement, — en particulier au point de vue bibliographique. Les indications à quoi nous nous limitons ici y sont développées, et situées à leur véritable place dans l'histoire religieuse générale du Premier Empire.

I. — SOURCES MANUSCRITES

ARCHIVES NATIONALES

Les documents concernant directement la question du Catéchisme sont contenus dans:

- F¹⁹ 5438 Catéchisme Impérial (projets divers relatifs au).
5439 — — (correspondance avec les évêques de l'Empire).
5440 Documents relatifs au Catéchisme (datant du Second Empire).

Ils ne peuvent être utilisés qu'avec le secours: 1° de la correspondance et du travail administratif de la Direction des Cultes, surtout dans:

- AF IV 1044 Rapports du Ministre de l'Intérieur : Cultes.
Ans IX-XI.
1045 Rapports du Ministre de l'Intérieur : Cultes.
An XII-1806.
1046 Rapports du Ministre de l'Intérieur : Cultes.
1807-1809.

- F¹⁹ 202* Lettres aux évêques concernant les cultes (catéchisme, exemption de service militaire, police des cultes). 21 oct. 1806, 6 mai 1807.
- 210* *Id.* Mai-juillet 1807.
- 273* Feuilles de travail de l'administration des cultes. An XIV, 1808.
- F¹⁹ 326 Correspondance administrative (catéchisme, affaires diverses).
- 1073 (A) et (B) Plaintes et mesures de police dans les départements belges et rhénans.
- 1074 *Id.* Rapports de la célébration de la Saint Napoléon.

2° Des mandements épiscopaux.

Ces mandements remplissent une série de liasses dans F¹⁹ 5448 à 5460. Ils sont classés par ordre chronologique et, à l'intérieur de chaque liasse, ou de chaque année, par ordre alphabétique des diocèses (d'ailleurs ils ne sont jamais au complet) : exemple :

- F¹⁹ 5449 Mandements de 1801 à 1804.
- 5450 — de 1805.
- 5451 — de 1806 (A à L).
- 5452 — de 1806 (L à Z), etc...

Il y a aussi des mandements épiscopaux dans d'autres séries : les volumes AF* IV 86 à 89 offrent, reliés et complets, les mandements en l'honneur de Wagram, de la paix de 1809, de la naissance du Roi de Rome.

ARCHIVIO SEGRETO VATICANO

- Epoca Napoleonica : Francia 7: Correspondance entre la Secrétairerie d'Etat et le Légat Capara relativement au Catéchisme. Travaux de la Congrégation de 1807.
- Francia 17 b: Documents relatifs à la fête de la Saint Napoléon.
- Francia 24: Avis et consultations relatifs au nouveau Catéchisme ; correspondance avec certains évêques italiens.

Nunziatura Francia: Vol. 584: Correspondance de la Secrétairerie d'Etat, 1805-1806.

ARCHIVES DE L'ARCHEVÊCHÉ DE LYON

Papiers Fesch : Correspondance administrative du Cardinal Fesch.

Liasse relative au Catéchisme: Correspondance avec les évêques de l'Empire.

II. — SOURCES IMPRIMEES

a) CATÉCHISMES: ÉDITIONS DIVERSES

Il y a d'innombrables éditions des trois catéchismes les plus répandus en France avant la Révolution: le *Catéchisme Romain* ou « *Catechismus Concilii Tridentini Pii V. Pontif. Max. jussu promulgatus* »; — le « *Catéchisme du Diocèse de Meaux* » de BOSSUET; — le « *Catéchisme Historique, contenant en abrégé l'histoire sainte et la doctrine chrétienne* », par l'abbé Claude FLEURY. Il est impossible de choisir entre elles, mais, grâce aux divisions en parties et en chapitres, les références sont très aisées à retrouver dans l'une quelconque d'entre elles.

Instructions générales en forme de Catéchisme, par M. BERGER DE CHARANCY, évêque de Montpellier, 2 vol., Avignon, 1831.

Catéchisme du diocèse de Lyon, donné par Mgr A. DE MALVIN DE MONTAZET, archevêque et comte de Lyon, Primat de France, Lyon, 1785.

Catéchisme du diocèse d'Aix et d'Arles, imprimé par ordre de M. l'Archevêque..., pour être seul en usage dans son diocèse, à Marseille, chez J. Mossy, 1806.

Catéchisme à l'usage de toutes les Eglises de l'Empire français, Paris, V^o Nyon, 1806.

Catéchisme de toutes les Eglises catholiques de l'Empire français, imprimé par ordre de Son A. E. Mgr le CARDINAL FESCH... à l'usage de son diocèse, Lyon, Rusaud, 1806.

b) ACTES OFFICIELS ET PUBLICATIONS CONCERNANT
LA VIE RELIGIEUSE SOUS L'EMPIRE ET PLUS PARTICULIÈREMENT
LE CATÉCHISME

Le recueil essentiel est celui des « *Discours, rapports et travaux inédits sur le Concordat* » de PORTALIS, Paris, 1845.

Il faudrait citer ici les mandements épiscopaux, qui sont presque toujours imprimés, mais dans les liasses et les volumes des Archives Nationales, ils sont mêlés à la correspondance manuscrite entre les évêques et l'administration. Les collections et les recueils de mandements sont assez rares, surtout complètes. On peut citer les mandements du Cardinal Fesch, de l'an XI à 1816, dans le *Fonds Coste* de la BIBLIOTHÈQUE DE LA VILLE DE LYON : n^{os} 451.167 à 451.263; — le « *Recueil des Mandements* » de Mgr REYMOND, évêque de Dijon (1800-1815), Dijon, Bernard Defay, 1815; et du même un « *Cours d'Instructions religieuses* », an XI, Dijon.

On trouve des extraits très variés dans la presse périodique, le « *Moniteur* », le « *Journal des Débats* », le « *Journal des Curés* » (1806-1811). En même temps, ces journaux donnent des nouvelles religieuses, mais en général très officielles. Pour trouver des commentaires, et saisir la pensée du clergé, il faut se référer aux « *Annales Religieuses* » des abbés BOULOGNE et PICOT (qui portent successivement les titres de « *Annales littéraires et morales* », 1803-1806, 4 vol. in-8°, chez Leclère, à Paris, et de « *Mélanges de philosophie, d'histoire, de morale et de littérature* », 1806-1811, 10 vol. in-8°) et, à un moindre degré, au recueil d'articles intitulé « *Le Spectateur français au XIX^e siècle* », 1805-1812.

c) BROCHURES DE CIRCONSTANCE,
OUVRAGES ET MÉMOIRES CONTEMPORAINS

- « *Quel est l'intérêt de la religion et du clergé au Consulat à vie et à longue vie de Bonaparte* », 9 p. 8°, Paris, Leclère, 1802.

« *Extrait d'une lettre de Corneille Stevens en date du 31 août 1806, touchant le Nouveau Catéchisme* », s. l. n. d. 8°, B. N. Ld⁴ 4215.

« *Sommaire de la lettre de Corneille Stevens en date du 1^{er} décembre 1806, rédigé par lui-même* », s. l. n. d. 8°, B. N. Ld⁴ 4217.

BLANCHARD (Pierre-Louis). — « *Le véritable esprit du catéchisme à l'usage de toutes les églises de l'Empire français, qui vient d'être publié par M. Bonaparte. Instruction familière par demandes et par réponses adressées aux fidèles de France, par un prêtre français fidèle à son Dieu et à son Roi* », Londres, Cox et Baylis, 1806, B. N. Ld⁴ 4216.

D'ASTROS. — « *Discours sur le rétablissement de la religion en France* », Paris, Leclère, 1807.

[DE LA SAUSSE]. — « *Explication du Catéchisme à l'usage de toutes les Eglises de l'Empire français* », Paris, V^{re} Nyon, 1807.

[LAMBERT]. — « *La pureté du dogme et de la morale vengées contre les erreurs d'un anonyme* », par M. B. L^{***}, Paris, Brajeu, 1808.

LAMENNAIS. — « *Réflexion sur l'Etat de l'Eglise en France* » (la première édition parut à Paris en 1808, mais fut interdite : cf. Feugère : « Lamennais avant l'Essai sur l'Indifférence », chap. V. Nous citons l'édition de 1821, Paris-Lyon, 1 v. 8° avec les *Mélanges religieux et philosophiques*).

« *La Nouvelle Eglise Gallicane convaincue d'erreur, ou Réfutation du Catéchisme à l'usage de toutes les églises de l'Empire français* », s. l., mai 1810.

« *Oraison funèbre de Bonaparte par une société de gens de lettres, prononcée au Luxembourg, au Palais-Bourbon, au Palais Royal et aux Tuileries* », 2^e édit., Paris, 1816, B. N. Ld⁴⁵ 212.

DEPLACE (G. M., de Roanne). — « *Persécution de l'Eglise sous Bonaparte* », 8°, Lyon, Ballanche, 1814.

[JAUFFRET (Joseph)]. — « *Examen des Articles Organiques, publiés à la suite du Concordat de 1801, dans leurs rapports*

avec nos libertés, les règles générales de l'Eglise et la police de l'Etat », in-8°, Paris, Gueffier, 1817.

- « *Mémoires historiques sur les affaires ecclésiastiques de France pendant les premières années du XIX^e siècle », 3 vol. in-8°, Paris, Le Clère, 1819.*

III. — ETUDES

Comme études consacrées au Catéchisme de 1806, il n'y a guère à citer que le chapitre de d'HAUSSONVILLE: « *L'Eglise Romaine et le Premier Empire* », II, chap. XXVI, Paris, Michel-Lévy, 1870 — qui reste très utile. Une brochure de M^{me} M. DERIES: « *Le Catéchisme universel du Premier Empire* » (1806-1815), 16 p. in-8°, Saint-Lô, 1924, apporte peu de documents nouveaux. Ce catéchisme est situé à sa place par l'abbé HÉZARD: « *Histoire du Catéchisme depuis la naissance de l'Eglise jusqu'à nos jours* », Paris, Retaux, 1900, et dans l'article Catéchisme du « *Dictionnaire de Théologie catholique* » de VACANT et MANGENOT, col. 1951 et sqq. Voir aussi DUPIN: *Manuel de droit public ecclésiastique français*, in-12, Paris, 1844, — et OLLIVIER (E.): *Nouveau manuel de droit ecclésiastique français*, 2 v. in-16, 2^e éd., Paris, 1886.

Nous ajoutons ici les études d'histoire religieuse qui ont le plus de points de contact avec le Catéchisme napoléonien.

AULARD (A.). — « *Napoléon I^{er} et le monopole universitaire* », in-16, Paris, 1911.

BEURDELEY (P.). — « *Les Catéchismes Révolutionnaires; étude historique et pédagogique sur la morale civique* », Paris, in-16, 1893 (sans valeur scientifique, mais quelques extraits de brochures rares).

BORREY. — « *L'esprit public chez les prêtres franc-comtois pendant la crise de 1813 à 1815* », Th. lett. Besançon. Paris, Leroux, 1912.

CAUSSETTE (R. P.). — « *Vie du Cardinal d'Astros, archevêque de Toulouse* », in-8°, Paris, Vaton, 1853.

DECHÊNE (R. P.). — « *Contre Pie VII et Bonaparte: le Blanchardisme (1801-1829)* », Paris, Firmin Didot, 1932.

- DELEHAYE (R. P.). — « *La légende de Saint Napoléon* », dans « *Mélanges offerts à H. Piremie* », t. I, p. 81-88, Bruxelles, Vromant, 1926.
- DERIES (L.). — « *La police de la chaire sous le Premier Empire* », in *R. Et. hist.*, janv.-mars 1928, p. 39-74.
- DUBREUIL. — *Un évêque concordataire, Mgr Caffarelli*, in *La Révolution française*, t. LXXI et LXXII.
- DUPANLOUP. — *La vie de Mgr Borderies, évêque de Versailles*, in-16, Paris, Téqui, 1904.
- GRANDMAISON. — *La Saint Napoléon en Espagne*, in *Rev. heb.*, 13 août 1910.
- LANZAC DE LABORIE. — *La domination française en Belgique*, t. II, in-8°, Plon, 1895.
- LATREILLE (C.). — *Après le Concordat*, in-16, Paris, Hachette, 1910.
- *La Petite Eglise de Lyon*, in-16, Lyon, Lardanchet, 1911.
- LENFANT. — *Maurice de Broglie, évêque de Gand*, in *R. H. Egl. France*, juillet-septembre 1931, p. 312-347.
- LÉVY-SCHNEIDER. — *L'application du Concordat par un prélat d'Ancien Régime : Mgr Champion de Cicé (1802-1810)*, in-8°, Paris, Rieder, 1921.
- MARION. — *A propos du Catéchisme de 1806*, in *R. Et. hist.*, mai-juin 1933.
- MATHIEZ. — *La Révolution et l'Eglise*, in-16, Paris, Colin, 1910.
- MAZIN. — *Un évêque concordataire, Mgr de Pidoll, évêque du Mans (1802-1819)*, dans *Mélanges Albert Dufourcq*, in-12, Paris, Plon, 1932.
- MILLET. — *Mgr Champion de Cicé et la restauration du catholicisme sous le Premier Empire*, in *Rev. de l'hist. des religions*, 1922.
- MOUSSAC. — *Un prêtre d'autrefois, l'abbé de Moussac (1753-1827)*, in-8°, Paris, Perrin, 1911.
- PIERRE. — *Napoléon I^{er}, le clergé et le confessionnal*, in *Revue*, 1^{er} mars 1906, p. 44-58 et 235-43.
- PIRENNE. — *Histoire de Belgique*, t. VI, in-8°, Bruxelles, 1926.
- REBOUL. — *Un archevêque nommé d'Aix, évêque de Metz (G. A. Jauffret)*, in-8°, Aix, 1896.

SAGNAC. — *Les Juifs et Napoléon*, in *Rev. h. mod.*, t. II et III, 1901-02.

WEISS. — *L'origine et la signification de la loi du 18 Germinal an X*, in *Bull. Soc. hist. protest. français*, 1902, p. 286-36.

WELSCHINGER. — *L'abbé d'Astros et Napoléon*, in *Le Correspondant*, 25 sept. 1809, p. 997-1044.

La loi relative à l'organisation des Cultes (18 germinal an X — 13 avril 1802) comprenait, outre le Concordat passé entre le Pape Pie VII et le Gouvernement français, des Articles Organiques annexés à ladite convention par le Premier Consul. L'article 39 portait : « Il n'y aura qu'une liturgie et un catéchisme pour toutes les églises catholiques de France ».

Quatre ans s'écoulèrent avant que le décret impérial du 4 avril 1806 vînt réaliser une partie de cet article de loi, celle qui concernait le catéchisme. Le principe d'une unification de la liturgie ne fut jamais mis à exécution, tant en raison de l'intérêt politique médiocre que présentait cette unification qu'en raison des difficultés auxquelles se heurtait celle du catéchisme. Car le *Catéchisme à l'usage de toutes les Eglises de l'Empire français*, composé et rédigé assez aisément et même rapidement, suscita dès sa publication des protestations nombreuses, qui, dissimulées par le concert de louanges d'une partie de l'épiscopat, par l'assentiment apparent du Saint Siège, n'en furent pas moins assez fortes pour compromettre son succès. Les incidents dont il fut l'occasion constituent un chapitre mal connu des relations entre le gouvernement Napoléonien et Rome, et ouvrent des horizons nouveaux sur la vie intérieure de l'Eglise concordataire en France.

CHAPITRE PREMIER

LES ORIGINES

- I. — LE POINT DE VUE ECCLESIASTIQUE. — *L'idée d'un enseignement uniforme de la doctrine catholique depuis le Concile de Trente. Le « Catéchisme Romain ». Principaux catéchismes français aux XVII^e et au XVIII^e siècles. Le Saint Siège souhaite l'unité, mais respecte la liberté des évêques.*

Situation des diocèses français au lendemain du Concordat. Nécessité de refondre les anciens catéchismes. Vœux dans le clergé en faveur de l'unité. Portalis en tire argument pour justifier l'article 39 des Organiques.

- II. — LE POINT DE VUE POLITIQUE. — *Rôle traditionnel du Catéchisme dans l'enseignement populaire. Les Catéchismes révolutionnaires. Conflit entre la morale civique et les consciences catholiques. Conséquences sur l'esprit public. Bonaparte souhaite le concours de l'Eglise pour restaurer la notion d'autorité dans l'Etat.*

Comment le clergé se prête à la collaboration demandée, facilite la soumission des pays extérieurs, la conscription, etc.. Il fait prier pour l'Etat et pour la personne du Premier Consul. Prières publiques lors de la rupture de la paix d'Amiens (1803). Motifs de cette soumission : reconnaissance des catholiques; entraînement de l'enthousiasme général. Faveur que le clergé témoigne à la restauration d'un gouvernement monarchique.

En 1806, les évêques ont fourni à Napoléon un précieux concours et les éléments d'une véritable doctrine sur l'obéissance due aux pouvoirs établis.

I

Historiquement et logiquement, l'idée de rendre uniforme partout l'enseignement de la doctrine chrétienne doit être

examinée d'abord du point de vue ecclésiastique. Elle a été fréquemment débattue dans l'Eglise depuis le Concile de Trente.

Le Concile de Trente avait recommandé au clergé catholique de prêcher sans cesse la parole divine, surtout sous la forme du catéchisme, explication simple des vérités fondamentales à l'usage des enfants, des commençants, et de la généralité des fidèles. Un de ses décrets solennels ordonnait à chaque pasteur de faire avec soin le catéchisme aux jours de dimanches et de fêtes. Selon la tradition de l'Eglise, cet enseignement ne peut être donné que sous le contrôle de l'évêque qui a pour fonction propre de veiller, dans son diocèse, à la propagation de la pure doctrine. Le Concile s'était d'abord proposé de faire rédiger un catéchisme et un manuel de théologie, qui serviraient de fil directeur aux étudiants et aux pasteurs. La chose paraissait souhaitable pour opposer des formules partout identiques de la doctrine aux formes variées et souvent difficiles à saisir de la controverse protestante ; elle paraissait réalisable depuis que l'invention de l'imprimerie rendait possible la diffusion d'un texte unique. Mais lorsque le Concile prit fin, le travail de rédaction n'était que commencé. Le soin de le poursuivre fut confié à un certain nombre d'évêques et de théologiens dont le travail fut suivi par saint Charles Borromée et encouragé par les Papes Pie IV et Pie V (1).

Le Catéchisme dit communément du Concile de Trente parut à Rome en 1566 sous le titre de *Catechismus ex decreto Concilii Tridentini ad parochos Pii V. jussu editus*. Ce titre convenait exactement à son intention. L'ouvrage n'est pas « un livre symbolique ou une confession de foi s'imposant à tous les chrétiens : c'est un livre de doctrine, non sans doute un abrégé à l'usage des fidèles, ni un manuel destiné à l'enseignement de la théologie, mais bien un exposé doc-

(1) PASTOR : *Histoire des Papes*, T. XV, p. 342 ; DUFOURCQ : *Le Concile de Trente*, p. 111, 138.

trinal capable de compléter l'instruction théologique des prêtres et de leur faciliter la prédication et l'enseignement du catéchisme (2) ». Il n'a nullement l'aspect de nos catéchismes fixant par demandes et réponses brèves les formules des vérités essentielles à l'usage des mémoires enfantines, mais, dans une série de chapitres qui se déroulent d'une manière continue, en paragraphes serrés, il justifie une à une les affirmations de la doctrine, montrant leur enchaînement logique, les appuyant de références scripturaires et de preuves. Ainsi les prêtres disposent-ils avec lui d'un arsenal véritable dans les questions théologiques et disciplinaires (3), sur la Foi, les Sacrements, les Commandements, la Prière.

Le Catéchisme de Trente fut immédiatement traduit dans toute la chrétienté, où il jouit d'une autorité considérable. En France la première traduction parut à Bordeaux, en 1567; d'innombrables éditions, soit latines, soit françaises, parurent ensuite. L'assemblée du clergé de Melun (1579) recommanda aux prêtres de le suivre très exactement dans l'enseignement. Mais, d'une part, ce Catéchisme « Romain » comme il s'appelait communément ne pouvait pas ne pas se heurter comme l'œuvre entière du Concile de Trente aux résistances du gallicanisme. D'autre part et surtout, il ne supplanta pas les autres catéchismes et ne dispensa pas d'en composer de plus adaptés à l'enseignement élémentaire.

Avant l'achèvement du catéchisme Romain, un éminent théologien, le Jésuite Pierre Canisius, recteur de l'Université de Vienne, avait donné une gamme de trois catéchismes adap-

(2) MANGENOT : *Dictionnaire de Théologie Catholique*, art. *Catéchisme*, col. 1917.

(3) L'introduction adressée « omnibus Ecclesiae Catholicae Pastoribus », après avoir rappelé les conditions où le Catéchisme a été élaboré, conclut : « Ex his manifeste constat: primo cur hanc catechesis formam Tridentinus synodus edendam praeceperit ; secundo quando id decreverit ; tertio tantae esse auctoritatis hunc Catechismum, ut caeteris omnibus debeat anteponi ; quarto minime unquam a pastorum manibus recedere debere ; ipsis enim est verae theologiae promptuarium et totius ecclesiasticae disciplinae penus refertissima ».

tés aux différents âges des enfants (1556-1566), répondant aux vœux du Concile. Quelques années après (1603), l'illustre controversiste Bellarmin mettait au point une *Dottrina Cristiana* qui eut le plus grand succès dans les pays italiens. La valeur de ces ouvrages d'enseignement fut consacrée par les recommandations des Conciles et des papes : par ordre de Clément VIII, le catéchisme de Bellarmin fut adopté par la Confrérie de la Doctrine Chrétienne, spécialement fondée à Milan par saint Charles Borromée pour instruire les enfants.

Le zèle même que les clergés des différents pays catholiques mirent à répondre aux vœux du Concile de Trente et à développer l'enseignement religieux eut pour conséquence directe la multiplication des catéchismes. Des compagnies de prêtres : en France l'Oratoire à la suite de Bérulle, les Lazaristes de Saint Vincent de Paul, les Messieurs de Saint Sulpice sous l'impulsion d'Ollier, fondèrent des écoles et écrivirent pour elles des manuels élémentaires. D'autre part des ecclésiastiques publièrent des catéchismes privés, et des évêques en rédigèrent à l'usage de leurs ouailles. A partir du dix-septième siècle chaque diocèse eut ainsi non seulement un catéchisme particulier, mais parfois plusieurs catéchismes subsistant parallèlement.

Tant par suite de l'action des confréries qui travaillait dans le sens de l'unification qu'en raison des imitations d'un évêque par un autre, un plan général, conforme à celui du Catéchisme Romain, finit par prévaloir. Sur ce plan, Bossuet, en 1687, publia pour le diocèse de Meaux un des plus remarquables catéchismes de l'Ancien Régime. Afin de graduer l'enseignement selon les facultés des auditeurs, il divisa son ouvrage en trois parties : un « petit catéchisme » pour les enfants, un « grand catéchisme » pour l'âge de la première communion, des « instructions sur les solennités de l'Eglise » pour les personnes avancées. Le grand catéchisme devait aux qualités d'esprit de celui qui l'avait composé une structure claire, des formules bien frappées, un ton mesuré qui se

tenait au-dessus des controverses. Néanmoins, il serait erroné de s'imaginer qu'il fut adopté par l'Eglise gallicane comme un modèle ; il eut des imitateurs, mais ne découragea nullement évêques ou catéchistes de concevoir d'autres méthodes.

Certains trouvaient la forme scolastique des manuels de ce type sèche et abstraite. L'abbé Fleury rédigea un *Catéchisme historique*, soumis en 1683 à l'approbation de Bossuet lui-même, et dont le succès fut si grand qu'on devait le rééditer jusqu'au milieu du xix^e siècle (4). Il préconisait la forme narrative comme attrayante, propre à éviter le verbalisme et à permettre à des esprits d'enfants d'aller au fond des choses.

Les différences de méthode ne furent pas les seules, ni peut-être les plus essentielles. Lorsque la querelle janséniste s'envenima, à la fin du xvii^e et au xviii^e siècle, plus d'un évêque se fit une arme de polémique de ce manuel destiné aux simples fidèles, et présenta comme la vérité de l'Eglise la position qui lui paraissait la plus orthodoxe. Ainsi fit, en 1702, Charles Joachim de Colbert, évêque de Montpellier, dont le catéchisme devint la charte des « appelants ». Ainsi en 1767, Malvin de Montazet, archevêque de Lyon, qui souleva contre lui une partie des curés, qui lui reprochèrent de « compromettre leur doctrine et leurs lumières (5) ». En sens inverse,

(4) Il ne faut pas confondre l'abbé Claude FLEURY (1640-1723) avec le célèbre cardinal, ministre de Louis XV, dont il est à peu près contemporain. L'abbé, précepteur des jeunes princes de Conti, puis des petits-fils de Louis XIV, confesseur du roi Louis XV depuis 1716, fut un écrivain abondant dont les œuvres firent autorité dans l'Eglise Gallicane. Son *Catéchisme historique* (1683) fut traduit en plusieurs langues, mais mis à l'index à Rome, ainsi que *l'Institution du droit ecclésiastique* (1687). Ses œuvres maîtresses sont *l'Histoire Ecclésiastique*, 20 vol. in-4^e, et les *Discours sur les Libertés de l'Eglise Gallicane* (publication posthume 1624) : celui-ci est constamment cité par les canonistes et juristes français, par Durand de Maillane et Portalis. En 1807, sous le titre de *Nouveaux Opuscules de M. l'abbé Fleury*, M. EMERY publia des inédits de Fleury, disant de lui dans la préface qu'il était du « petit nombre d'auteurs dont la réputation se soutient et va même en croissant ».

(5) *Critique du catéchisme en forme de dialogue* (s. l. n. d.). L'archevêque répliqua par un mandement portant condamnation de cette *Critique* : il y invoquait en sa faveur l'autorité du Concile de Trente et de nombre de

les anti-jansénistes firent grand cas du catéchisme de Mgr Languet, évêque de Soissons (1716), qui fut très souvent reproduit et adapté. Plus d'une fois les prélats qui se succédèrent sur un même siège épiscopal bouleversèrent l'ouvrage de leurs prédécesseurs, — et cela sous l'apparence de rééditer simplement un manuel qui avait cours dans le diocèse. La mésaventure arriva au catéchisme de Colbert, que Mgr Berger de Charancy, en 1747, revisa et où il releva, tout en couvrant d'éloges un « livre si utile au progrès de la religion » —, des propositions peu exactes « principalement sur les dogmes qui font l'objet des dernières décisions de l'Eglise (6) ».

Il n'y eut presque aucune année du XVIII^e siècle, au dire de M. Mangelot, qui n'ait vu paraître un nouveau catéchisme. De là une multiplicité presque indéfinie, une variété, au moins dans le détail, qui rend à peu près impossible d'établir formellement des filiations (7). Les bons esprits n'étaient pas sans déplorer cette situation. Mais les tentatives pour y remédier furent très rares. Elles se heurtaient au principe de la liberté des évêques, à une prérogative si imprescriptible que le Saint-Siège même hésitait à y porter atteinte en imposant un ouvrage déterminé aux pasteurs des diocèses. Benoît XIV pouvait rappeler le vœu constant de Rome *ut unus deinceps idemque modus... ab omnibus tueatur. Nihil*

catéchismes en usage dans d'autres diocèses (Bossuet n'est pas cité). L'intérêt de ce mandement et de la polémique tient à l'aperçu qui est ainsi donné sur les divers catéchismes en usage.

(6) *Instructions générales en forme de Catéchisme*, n. ed., Avignon, 1831. Mgr Berger de Charancy déclarait dans son mandement que son prédécesseur « avait suivi quelquefois les sentiments qu'ont hasardés certains théologiens et qui ne sont pas assez autorisés dans les écoles catholiques ». Dans la première partie, il introduisit une longue étude (p. 456-70) sur les erreurs des jansénistes et des quesneliens, qu'il condamna sévèrement.

(7) M. MILLET (*Rev. de l'H. des Religions*, 1922) émet le vœu que l'on puisse établir des filiations. Mais, en admettant que ce ne soit pas une impossibilité matérielle, il serait bien délicat d'en tirer des conclusions ; les ressemblances sont fatalement très nombreuses et sont loin de résulter toutes d'intentions précises ; peut-être les différences, souvent peu apparentes, seraient-elles plus significatives du dessein poursuivi dans telle ou telle publication.

hac uniformitate optabilius, nihil ad praecavendos errores conducibilius atque opportunius. Il pouvait recommander aux évêques italiens d'adopter tous le même catéchisme, mais il n'allait pas jusqu'à les y obliger. Gardiens de la pureté de la doctrine, les souverains pontifes souhaitaient l'unité : ils l'avaient favorisée dans des matières moins importantes, en travaillant à remplacer les innombrables liturgies locales par la liturgie romaine ; ils ne se reconnaissaient pas le droit de formuler une injonction.

D'ailleurs, si « l'unité en toutes choses a toujours plu infiniment à la cour de Rome (8) », c'est à condition qu'elle ne s'établisse pas en dehors de l'Eglise mère de toutes les Eglises, et contre elle. Autant une unification des catéchismes et des liturgies dans toute la catholicité, par l'adoption progressive des modèles romains, était jugée souhaitable ; autant on l'eût redoutée, si elle s'était faite à l'intérieur d'une nation, par la publication de liturgies ou de catéchismes nationaux, sous l'inspiration de l'autorité séculière. On eût craint alors que le droit de juridiction du Saint-Siège ne fût méconnu et que des traditions particulières ne prissent corps et ne vinsent créer le risque d'un schisme national.

En France, l'idée de rédiger un catéchisme uniforme pour tous les diocèses du pays apparut timidement à la fin du XVIII^e siècle. En 1785, elle fit l'objet d'un vœu déposé devant l'Assemblée du clergé. Déjà soufflait l'esprit de la Révolution, celui qui inspirait aux rédacteurs des Cahiers de réclamer « une règle invariable dans toutes les parties de l'administration et de l'ordre public », et, plus précisément encore, d'écrire : « Les plaintes multipliées et les inconvénients réels qui résultent de la diversité des fêtes, des bréviaires, rituels et catéchismes faisant vivement désirer que tous ces objets soient ramenés à l'uniformité dans tout le royaume, les Etats Généraux prendront cet état en considération ». Le Comité

(8) D'HAUSSONVILLE : *L'Eglise Romaine et le Premier Empire*, II, 256.

ecclésiastique de l'Assemblée Nationale mit bien à son programme l'établissement d'une liturgie nouvelle, commune à tous les diocèses de France. Mais la seule annonce de ce projet révéla une opposition extrêmement énergique : celle des imprimeurs-libraires épiscopaux qui pétitionnèrent et protestèrent, défendant comme une forme du droit sacré de propriété leurs privilèges d'éditer les différentes liturgies locales (9).

Les événements détournèrent ensuite l'attention de cette question secondaire. Ce n'est que dix ans plus tard, tout à fait à la fin de la Révolution, qu'elle reparut un instant. Les évêques constitutionnels, au cours du Concile national qu'ils tinrent à Paris, en 1801, entendirent un rapport de Grégoire qui proposait de faire d'importants changements à la liturgie (10). Mais l'Eglise constitutionnelle n'était pas en mesure de s'attaquer à une pareille réforme. En la prenant à son compte, elle contribua peut-être surtout à alerter les insermentés qui, dès lors, craignirent que les anciens constitutionnels ne fussent tentés d'introduire des innovations dans les diocèses qui leur seraient confiés.

Au lendemain du Concordat, les espoirs d'unification administrative que la Révolution avait fait naître se trouvaient, au point de vue qui nous occupe, singulièrement déçus. Les diocèses, formés par la nouvelle circonscription, étaient extrêmement hétérogènes : celui de Nancy était constitué de morceaux de onze anciens diocèses ; celui d'Aix englobait le territoire de six évêchés supprimés, et ainsi de suite. Chacun de ces territoires avait son catéchisme, différent de celui du voisin, et auquel la population était attachée. Les curés de paroisse, aux prises avec des difficultés pratiques pour eux insolubles, sollicitaient des instructions. Pour Lyon, une en-

(9) Telles sont les indications que l'on trouve dans les divers rapports concernant les précédents historiques à l'unification du Catéchisme, A.N., F19 5438 et 5440.

(10) JAUFFRET : *Examen des Articles Organiques*, p. 65.

quête des vicaires-généraux sur la vie paroissiale, en 1804, montrait l'embarras des prêtres qui avaient trouvé en usage dans leur paroisse un rituel, un catéchisme, un missel selon le rite de diocèses proches ou de diocèses disparus. Comment ramener quelque unité ? Certains évêques se contentèrent d'étendre à tout leur diocèse un catéchisme qui leur semblait digne d'approbation. Ainsi à Bayonne, Mgr Loison adoptait le catéchisme de Paris, de Mgr de Harlay, pour le substituer aux neuf catéchismes différents qui avaient cours dans son diocèse. D'autres entreprirent de rédiger de nouveaux manuels. Mgr Reymond, à Dijon, commença par prêcher en sa cathédrale des « instructions religieuses » proposées en modèles à ses curés, puis, en 1804, il fit imprimer un catéchisme provisoire pour son diocèse. A Aix en Provence, Champion de Cicé publia en mars 1806 un catéchisme qui reproduisait, en le remaniant légèrement, le populaire ouvrage de Mgr de Brancas (11).

L'administration consulaire soutenait d'ailleurs que la question dépassait les cadres diocésains. Plus qu'autrefois, les déplacements fréquents des familles obligeaient les fidèles qui changeaient de résidence à r'apprendre un catéchisme inusité pour eux. Portalis tenait que les demandes des évêques et le « besoin généralement senti » d'une unification faisaient au gouvernement un devoir d'intervenir. Il laissait entendre qu'il était sûr du vœu presque unanime du clergé et qu'il se faisait fort « d'empêcher que des prélats à peine réconciliés avec le Saint-Siège ne missent leur opinion particulière à la place de la doctrine de l'Eglise ». Rome se plaignait que l'on eût admis d'anciens constitutionnels dans l'é-

(11) D'Osmond à Portalis, 23 août 1806. A. N. F 19 5439 (Cf. GUILLAUME, *Vie de Mgr d'Osmond*, p. 434) ; Loison à Portalis, 8 mai 1806, F 19 5451 ; Enquête des Vicaires Généraux de Lyon, Arch. Archev. ; Mandement de Mgr Reymond, 3 pluviôse an XI — 23 janvier 1803 ; Mandement de Mgr Champion de Cicé, 25 mars 1806 (en tête de *Catéchisme... imprimé par ordre de Mgr l'Archevêque d'Aix et Arles*, chez J. Mossy, 1806). Cf. MILLET in *Rev. d'H. des Religions*, 1922 ; Mangenot, col. 1951.

épiscopat concordataire ; elle s'inquiétait des maximes que ceux-ci, malgré leur réconciliation par Caprara, professaient encore publiquement ; elle incriminait la tolérance de l'autorité consulaire à leur égard. En réponse, le Directeur des Cultes offrait sa collaboration : la publication d'un catéchisme unique, surveillée par l'Etat, empêcherait les évêques de se laisser aller à leurs préférences en matière doctrinale. L'argument n'était pas de nature à convaincre les théologiens de la Curie, qui trouvaient déjà excessifs les empiètements de l'autorité laïque sur le domaine religieux, en France. Mais il était sensible au cardinal Caprara. Le Légat, responsable de l'absolution donnée aux ex-constitutionnels, avait été taxé d'imprudence à Rome. Quelle justification il tiendrait lorsqu'il pourrait démontrer à ses censeurs qu'il n'avait pas eu tort de compter sur le bon vouloir du Premier Consul pour assurer le triomphe de l'orthodoxie !

Ces considérations de fait et de droit expliquent que le Saint-Siège, en formulant ses protestations de fond contre les Articles Organiques, n'ait fait aucune allusion à l'article 39. Ni dans les notes transmises par Caprara à la Direction des Cultes, ni, plus tard, lors du voyage de Pie VII, dans le mémoire rédigé par le cardinal Antonelli, aucune objection préventive ne fut émise contre l'unification du catéchisme ou de la liturgie (12). Probablement ne soupçonnait-on pas, à Rome, que la réforme était étudiée à Paris, et presque prête ; certainement on ne se doutait pas de la manière dont Napoléon exploiterait l'article 39, — et le silence du Saint-Siège.

(12) Dans un chiffre de Consalvi à Severoli (12 mai 1804, Vat. Cif. Nunz., V, f° 155), il est dit que la réforme du Bréviaire a été refusée au Premier Consul, quoique ce fût une des choses fixées par les lois organiques. On préfère laisser les choses en l'état. Nous n'avons pas trouvé de traces des conversations qui purent avoir lieu à ce sujet. Le ton même de Consalvi prouve qu'à ce moment-là il ne semblait pas très inquiet et croyait que la réalisation de la réforme en tous cas dépendrait de l'assentiment de Rome.

II

Tel était, si l'on peut l'isoler, l'aspect purement ecclésiastique de la question.

De toute évidence, ce n'était point celui qui intéressait le gouvernement consulaire. Des motifs politiques, — au sens large du mot, — expliquaient l'insertion dans les Articles Organiques, code de règlements fixant les rapports des cultes avec le pouvoir civil, d'une disposition en faveur de l'unité du catéchisme. En admettant que des vues d'ordre et d'uniformité administrative seules l'eussent inspirée, les hommes de gouvernement se rendirent compte bientôt du parti qu'ils pouvaient en tirer, pour la restauration de l'autorité en France. Elle permettrait, comme les articles 49 à 53, conférant au gouvernement le droit d'ordonner des prières publiques, des publications au prône, des instructions pastorales, — de diriger les paroles et l'influence des ministres catholiques dans un sens favorable à la prospérité de la République et à l'affermissement du pouvoir consulaire. Quand nous parlons aujourd'hui de catéchisme, nous ne voyons qu'un des livres que les enfants ont entre les mains, — ceux du moins que leurs familles confient aux prêtres pour leur donner un enseignement religieux. Mais, dans l'ancienne France, le catéchisme était le premier livre de tout enseignement, le seul parfois, celui dans lequel on apprenait à lire et hors duquel les classes populaires ne lisaient pas grand'chose. L'efficacité de sa méthode d'enseignement, par demandes et réponses simples, immuables, était si généralement admise qu'on l'imitait volontiers. Ainsi fut-elle adoptée surtout à la fin du XVIII^e siècle par les réformateurs sociaux qui publièrent d'innombrables catéchismes moraux, civiques et politiques, dont la vogue contribua peut-être à altérer la notion propre de catéchisme.

Les « patriotes » de 1789 avaient eu l'ambition de donner

pour « pierre angulaire » à l'édifice politique une loi précise, claire et simple, où fussent résumés les droits de la nation et ceux du monarque. Le clergé avait mis son concours et son autorité au service de ces projets généreux. Plusieurs cahiers du clergé souhaitaient que « la Constitution pût être lue plusieurs fois par an au prône », et qu'elle fût résumée dans un « bréviaire catéchisme national (13) ». Sans doute il n'était pas question d'intégrer un chapitre d'enseignement civique dans les manuels d'enseignement religieux. Un catéchisme ecclésiastique ne doit, selon les théologiens, contenir aucune allusion à des circonstances politiques déterminées, seulement des principes généraux de morale sociale, valables pour tous les pays et tous les temps et qui ne soient pas susceptibles d'être interprétés selon les personnes et les lieux. Mais, en fait, à une époque d'examen de conscience national, alors que l'on concevait volontiers le rôle des ecclésiastiques comme celui d'officiers de morale, prêchant une morale évangélique diluée parfois jusqu'à se rapprocher des règles élémentaires de la vie en société, la distance qui séparait l'enseignement religieux de l'enseignement civique fut vite franchie. C'est ainsi qu'en 1790, un prêtre, l'abbé Hézard, publia un *Catéchisme national*, ou *Code religieux, moral et civil*, qui exposait bel et bien, et comme sur le même plan, les dogmes de la religion, les préceptes de la morale et les devoirs envers le Roi, la Loi et la Nation.

Après la rupture entre la Révolution et l'Eglise, il y eut une floraison de catéchismes civiques, purement laïques : tentatives pour établir une morale civique indépendante, souvent contre les « systèmes théologiques » inventés par les prêtres (14). Ils n'avaient plus avec les catéchismes catho-

(13) G. L'AVENEL, *L'Instruction depuis trois siècles*, in R. D. M., 15 août 1929, p. 851 : dans cet article suggestif, on trouve des vues intéressantes sur l'enseignement religieux et la place du catéchisme à l'école pendant l'Ancien Régime.

(14) P. BEURDELEY : *Les Catéchismes Révolutionnaires ; étude historique et pédagogique sur la morale civique*. Un des plus fameux de ces ouvrages

liques qu'une analogie de forme, — hommage rendu à la méthode mise en honneur par l'Eglise pour façonner les esprits d'enfants et pénétrer les masses populaires. Les adversaires de la Révolution, d'ailleurs, animés du désir de munir leurs partisans de consignes claires, dans des temps d'incertitude, avaient donné l'exemple. En Vendée, dès 1791, circulaient un « catéchisme à l'usage des fidèles dans les circonstances actuelles », un « catéchisme sur l'Eglise et la Constitution civile du clergé », répandus par des moines réfractaires (15). La rivalité des deux clergés, jureur et non-jureur, jusqu'à la pacification concordataire, alimenta des productions de ce genre. En un sens, puisque l'orthodoxie religieuse était intéressée, les auteurs de ces catéchismes étaient fondés à les présenter comme des ouvrages de caractère religieux ; mais ils sortaient évidemment de la définition stricte du catéchisme en « particularisant » leur enseignement et en faisant l'application des principes aux temps présents. Ils se défendaient de prêcher la résistance aux lois de l'Etat qui, disaient-ils, n'étaient pas en cause, la constitution

est le *Catéchisme du citoyen français* de Volney, qui est en réalité, comme l'indique son second titre : *La loi naturelle*, un traité de morale indépendante fondée sur la nature même. (Cf. G. MARTIN : *La Loi Naturelle ou Catéchisme du Citoyen Français*, de G.-F. VOLNEY, édit. critique, Paris, 1934).

(15) GABORY : *La Révolution et la Vendée*, T. I, p. 58 et 71 ; Cf. PATRY : *Le régime de la liberté des cultes dans le Calvados*, p. 184, qui cite un petit catéchisme enseigné dans le Calvados par les insoumis, imprimé à Rome en 1798 : « D. — Quand l'église des prêtres jureurs fut-elle établie et où ? — R. — Ce fut à Paris, le 29 novembre 1790. — D. — Durera-t-elle encore longtemps ? — R. — Son prompt anéantissement rétablira la paix de l'Eglise de J.-C. et nous devons continuellement prier pour cette fin ». De même M. SAGERET : *Le Clergé Morbihannais entre la pacification de 1800 et le Concordat*, donne en appendice le texte d'un *Petit Catéchisme pour les temps présents*, qui était enseigné dans l'Ouest en 1800. Il traitait des marques de la vraie Eglise et des Pasteurs légitimes pour condamner à chaque pas l'Eglise constitutionnelle qui « n'est ni une, ni sainte, ni catholique, ni Apostolique, ni Romaine ». Et il spécifiait qu'en parlant ainsi, il usait de la liberté due à tout citoyen : « Si j'appelle la société de Calvin hérétique, celle de 1791 schismatique, la loi ne s'en mêle point. Tant que je n'avance point de principes et que je ne forme point d'entreprise contraire à la tranquillité de l'Etat, j'use de mon droit. Celui qui veut m'enlever mon culte, ou m'empêcher de dire ce que je pense d'un autre, est lui-même un violateur des lois, contre lequel je puis invoquer leur puissance ».

garantissant à tout Français la liberté de conscience et de culte. Mais il n'est pas douteux que si la loi avait prétendu contraindre leur langage, ils auraient nié sa validité, et auraient cru se trouver dans le cas où une conscience religieuse doit opposer à la contrainte de l'autorité illégitime le mot de Tertullien : *Legis injustæ honor nullus*.

Car c'en est fait de l'idéal de 1789 depuis la condamnation du serment constitutionnel et depuis l'insurrection vendéenne : on rêvait d'un clergé qui enseignât la soumission aux pouvoirs établis, et voici que les réfractaires refusent d'obéir à une assemblée civile qui fait violence à leurs principes, et voici que des prêtres royalistes approuvent et soutiennent la sédition contre la République. Les innombrables promesses d'obéissance que les gouvernements révolutionnaires prétendent arracher aux ecclésiastiques achèvent de jeter le désarroi : on se demande avec angoisse quand il est conforme ou quand il est contraire aux principes de la morale chrétienne de promettre fidélité à la Constitution et les meilleurs théologiens divergent dans leurs appréciations (16). A la fin du Directoire le trouble dans les esprits est au comble. On glisse vers d'étranges désordres, funestes à l'équilibre du corps social, presque injurieux au bon sens. Négligeons certains cas extrêmes, vraiment pathologiques, où l'anarchie, les passions politiques, le brigandage pur et simple se couvrent du prétexte de la défense religieuse ; — il reste que des régions entières, insurgées au nom de leur foi, refusent ces obligations élémentaires de la vie sociale qui sont le service militaire et l'impôt. Si bien que chez des administrateurs à bout de moyens répressifs, chez des politiques peu enclins cependant à la mystique, l'idée se fait jour que, pour restaurer l'ordre, on ne peut se passer du ressort religieux. Cette idée, on la devine dans les serments exigés des prêtres à chaque

(16) Voir à ce sujet C. LATREILLE : *L'Opposition religieuse au Concordat*, chap. I, surtout pages 52-60.

changement politique, comme une mesure de paix intérieure, dans les tentatives pour obtenir du Saint-Siège des brefs de pacification ; elle est suggérée par certains fonctionnaires, tel le commissaire près le département du Var, Ricard, exprimant l'opinion que les levées militaires seraient facilitées si le gouvernement faisait des avances aux « bons prêtres (17) ».

Restait à tirer hardiment les conséquences pratiques de ces conclusions vers quoi s'acheminaient des hommes venus d'horizons très différents. Bonaparte Premier Consul, au lendemain de Marengo, s'y décida avec une netteté, une absence de retour sur le passé qui devaient lui permettre d'aboutir là où d'autres n'avaient manifesté que des velléités timides. Devant les curés d'Italie réunis à Milan le 5 juin 1800, il se dit « persuadé que cette religion (catholique) est la seule qui puisse procurer un bonheur véritable à une société bien ordonnée et affermir les bases d'un bon gouvernement ». Engageant audacieusement la Nation dont il est le chef, il affirme : « La France, instruite par ses malheurs, a ouvert enfin les yeux ; elle a reconnu que la religion catholique est comme une ancre qui pouvait seule la fixer dans ses agitations et la sauver des efforts de la tempête (18) ». Dès lors, il répétera sans cesse cette profession de foi. Sans doute, il l'adaptera aux changements de sa politique : en 1800, il démontre qu'il n'y a pas de régime que le catholicisme favorise davantage qu'une république démocratique ; en 1804, il se plaira à faire établir par Portalis les affinités qui existent entre catholicisme et monarchie. Mais le principe est constant : « Il n'y a que la religion qui donne à l'Etat un appui ferme et durable ».

En échange du pacte d'entente qu'il propose à l'Eglise Romaine, Bonaparte exige une triple collaboration. Le clergé

(17) MARION : *A propos du Catéchisme de 1806*, in *Rev. Et. hist.*, 1933, p. 407. Du même : *Le Brigandage sous la Révolution*, p. 196 et passim, sur certaines collusions monstrueuses entre le banditisme et la religion.

(18) Allocution aux Curés de Milan, 16 prairial an VIII. *Corr.*, VI, 4884.

prêchera la concorde et la soumission au gouvernement. Il amènera les citoyens à satisfaire aux deux obligations qui sont la base de l'ordre consulaire : l'impôt et la conscription. Il formera les jeunes générations à l'obéissance et à un dévouement actif qui leur feront accepter d'avance les exigences du pouvoir.

« Ministres d'une religion de paix, s'écrie-t-il, que cette religion qui vous unit vous attache tous par des nœuds indissolubles aux intérêts de la patrie.

« Déployez pour elle tout ce que votre ministère vous donne de force et d'ascendant sur les esprits, que vos leçons et vos exemples forment les jeunes citoyens à l'amour de nos institutions, au respect et à l'attachement pour les autorités tutélaires... Qu'ils apprennent de vous que le Dieu de la paix est aussi le Dieu des armées, et qu'il combat avec ceux qui défendent l'indépendance et la liberté de la France (19) ».

A mesure que se développeront, en France surtout, mais aussi dans les pays extérieurs, les effets de la restauration religieuse, Napoléon verra plus clairement jusqu'où il peut aller dans cette utilisation de la religion. A mesure qu'il s'acheminera vers le pouvoir monarchique, il croira la collaboration de l'Eglise avec son gouvernement plus souhaitable. Dans l'intérêt de l'ordre social surtout, mais aussi de l'ordre politique, il se dira convaincu que la religion doit prendre l'homme dès l'enfance, pour lui inculquer ses salutaires enseignements. S'il assigne dans l'enseignement public une place à la religion, ce n'est pas par préférence philosophique, c'est en raison de son efficacité pratique. Cette place est donc proportionnée aux facultés des élèves à qui on s'adresse. Il ne « prescrit que tout juste ce qu'il faut pour les lycées ». Au contraire toute la science nécessaire aux filles est contenue dans l'Evangile : « La religion est une importante af-

(19) *Corr.*, VII, n° 6042 : *Proclamation aux Français*, 27 germinal an X (17 avril 1802).

faire dans une instruction publique de demoiselles... Elevez-nous des croyantes et non pas des raisonneuses. La faiblesse du cerveau des femmes, la mobilité de leurs idées, leur destination dans l'ordre social, la nécessité d'une constante et perpétuelle résignation et d'une sorte de charité indulgente et facile, tout cela ne peut s'obtenir que par la religion, par une religion charitable et douce (20) ». *Mutatis mutandis*, les mêmes principes sont applicables aux classes inférieures de la société, au peuple peu éclairé. Et, de fait, l'enseignement primaire est pratiquement abandonné par Napoléon au clergé. Lui qui a tant d'hostilité pour les réguliers, il tolère et il approuve que les écoles élémentaires leur soient remises. Il avoue même que l'idéal, pour l'instruction publique, serait de disposer des congrégations, si l'on était sûr de leur dévouement à l'Etat : « Je préfère voir les enfants entre les mains d'un moine qui ne sait rien que son catéchisme que d'un quart de savant qui n'a point de base pour sa morale ». La morale civique indépendante, l'Empereur n'y voit que la chimère d'un idéalisme périmé, nébuleux. « L'homme sans Dieu, je l'ai vu à l'œuvre depuis 1793 ! Cet homme-là, on ne le gouverne pas, on le mitraille : de cet homme-là, j'en ai assez. Ah ! c'est cet homme-là que vous voudriez faire sortir de mes lycées ? Non, non, pour former l'homme qu'il nous faut, je me mettrai avec Dieu (21) ».

A entendre Napoléon c'est donc l'expérience seule, sa propre expérience, qui l'amène à ces conclusions. Il convient d'ajouter qu'il a été entraîné à demander toujours plus au « ressort religieux » par le mouvement d'une grande partie de l'opinion, par des collaborateurs de tout ordre, et par les manifestations de dévouement du personnel ecclésiastique.

M. Marion a fort opportunément rappelé que l'on ne saurait comprendre la tentative faite par Napoléon pour mettre

(20) *Note pour l'établissement d'Ecouen*, 15 mai 1807, *Corr.*, XV, 12585.

(21) AULARD : *Napoléon et le monopole universitaire*, p. 204.

à son service l'enseignement religieux sans tenir compte des appréhensions que suscitait, dans les premières années du XIX^e siècle, le souvenir des convulsions politiques d'où le pays sortait à peine, la terreur des « abîmes » que l'on côtoyait encore. Ce souvenir et cette crainte sont constamment évoqués, avec un luxe d'images surabondant, par les orateurs et les écrivains. Dans le personnel politique (surtout celui de tendance royaliste), dans le clergé, on constate avec effroi que dix années de révolution ont rompu « tous les liens de subordination », dans la famille et dans l'Etat (22), obscurci les notions d'autorité légitime et d'obéissance. Comment une nation qui a passionnément discuté l'origine du pouvoir, abattu la monarchie de droit divin en niant son caractère supranaturel, essayé toutes les formes de gouvernement fondées sur la volonté populaire, pour les rejeter aussitôt, comment cette nation pourrait-elle enfin, se demander Fontanes, être ramenée à ce « bon sens » qui « s'arrête avec respect devant le mystère du pouvoir et de l'obéissance » ? Y a-t-il un autre moyen que de demander à la religion qui « rendit les princes sacrés en les faisant l'image de Dieu même (23) », de recréer autour des chefs l'auréole de respect qui en impose aux révoltés et aux mécontents ?

Il n'est pas question d'attribuer ces pensées et ce langage à tous les Français, dès le Consulat. Nombreux sont ceux qui restent fidèles aux « principes libéraux qui ont fait la Révolution et fondé la République », mais ils sont condamnés à une extrême discrétion, et ils ont « le sentiment de leur faiblesse et de leur impuissance (24) ». Ceux qui parlent le plus

(22) « Tous les liens de la subordination avaient été rompus, dira un grand vicaire de Paris, Jalabert. Le génie, la force et la sagesse les ont rétablis, c'est à la Religion qu'il appartient de les consolider ». (*Journal des Curés*, 7 janvier 1807). Un certain nombre d'évêques, dans leurs mandements de 1806, insisteront sur l'urgence qu'il y avait à restaurer dans les consciences le sentiment du respect dû aux parents.

(23) Ces mots sont du grand maître de l'Université, Fontanes, parlant à Napoléon au nom du Sénat, en 1812.

(24) FAURIEL : *Les derniers jours du Consulat*, p. 13 et 40.

haut, dans les cercles politiques et littéraires qui entourent le Premier Consul, professent que le sens de l'ordre et de la tradition sera restauré parallèlement au sentiment religieux. Ici l'influence des émigrés rentrés est considérable. Dans l'exil, ils ont réfléchi sur les événements passés, et un lent travail des esprits les a amenés à conclure que tout édifice politique doit demander à la religion une garantie de stabilité. Un Calonne, un Lally-Tollendal, un Portalis, des « purs », des « monarchiens », des « fructidorisés » disent en termes presque semblables que la religion est la base fondamentale de la morale publique, donc de la société. De Bonald, dans sa *Théorie du pouvoir politique et religieux dans la société civile* (1797), puis dans sa *Législation primitive* (1802), établit en formules vigoureuses la nécessité d'une union entre les autorités temporelle et spirituelle : « La religion défend le pouvoir de l'Etat, et l'Etat défend le pouvoir de la religion ». Bonaparte a très vraisemblablement lu de Bonald (25). En tous cas un grand nombre des familiers du Premier Consul et de son frère Lucien font écho à ces idées nouvelles : ainsi le groupe du *Mercur*, dont Fontanes est l'animateur et qui jouit dans la presse d'une exceptionnelle liberté de parole.

Le gouvernement consulaire, après avoir exaucé d'une façon presque inespérée les vœux du clergé en faveur d'une restauration religieuse, semble vouloir l'associer à sa tâche de restauration de l'ordre social. Sans doute a-t-il des motifs intéressés, ne serait-ce que le désir d'effacer de l'esprit des peuples le souvenir de l'appui que se prêtaient l'autel et le trône des Bourbons. Mais l'offre est flatteuse pour la religion dont l'influence est ainsi reconnue, conforme à l'an-

(25) Sur ces controverses relatives au fondement du pouvoir. cf. BALDENSBERGER : *Etudes d'histoire littéraire*, 2^e série, p. 122-123, et surtout *Le Mouvement des Idées dans l'Emigration française*, t. II, livre III, en particulier p. 143 sqq. De Bonald figura parmi les rédacteurs du « *Mercur* », cf. G. WEIL : *Le Journal*, p. 134.

cienne tradition qui unit les idées de religion et de dévouement au bien public. A l'invitation qu'il reçoit, le clergé concordataire répond avec un empressement et un loyalisme qui ne connaîtront presque point de défaillances. Il se prête à enseigner la soumission aux institutions et à la personne même du Consul soit dans la généralité des principes, soit dans le détail des circonstances.

Aussi bien l'enseignement traditionnel de l'Eglise est-il formel. Tout gouvernement établi, dès lors qu'il exerce son activité en vue du bien commun, les princes et les magistrats qui l'incarnent et le représentent, ont droit au respect et à la coopération des catholiques. Ces principes viennent d'être invoqués par les anciens prélats gallicans qui ont accepté une place dans l'Eglise concordataire : « La religion, dit Cicé à Louis XVIII, fut toujours prête à reconnaître pour souveraine puissance celle qui dans le fait jouissait du suprême pouvoir, quelque contestation qu'on pût élever sur son origine (26) ». Ils sont donc parfaitement conséquents avec eux-mêmes lorsqu'ils prêchent le devoir d'obéissance à l'usage des fidèles, lorsque, prenant possession de leurs sièges, ils répètent la leçon du Catéchisme Romain et l'enseignement authentique des deux grands Apôtres, Pierre et Paul : « *Non est potestas nisi a Deo: quae autem sunt, a Deo ordinatae sunt...* Itaque qui resistit potestati, Dei ordinationi resistit (27) ». A Vannes, Mgr Maynaud de Pancemont déclare, à l'adresse du Premier Consul : « En toute occasion, nous dirons aux peuples que votre autorité vient de Dieu, et nous avertirons quiconque vous résisterait qu'il est rebelle à l'ordre que Dieu a établi (28) ».

(26) Cité par BALDENSPERGER, *Le Mouvement des Idées*, II, 234. V. le long *Exposé* par lequel Cicé justifie sa conduite dans LÉVY-SCHNEIDER : *Champion de Cicé*, p. 124.

(27) Cf. PAUL, ROM., XIII. 1 ; AD TITUM, II, 2 ; I PET., II, 13. Ce sont les citations fondamentales sur lesquelles s'appuie le chapitre du Concile de Trente (pars III; caput V).

(28) Lettre pastorale du 1^{er} fructidor an X (19 août 1802), cité par C. LATREILLE : *Après le Concordat*, p. 25.

L'abbé Paillou, vicaire général pour la Vendée, déclare .

« En rapportant à Dieu, comme nous le devons, l'avantage d'avoir obtenu la paix, persuadons-nous bien que cela ne nous dispense pas de l'obligation de témoigner notre reconnaissance envers les chefs de gouvernement dont il s'est servi pour nous la procurer. Respectons l'autorité dont ils sont revêtus et n'oublions jamais que c'est pour nous un devoir de conscience de leur obéir et de leur être soumis dans l'ordre temporel qu'ils gouvernent. Prions pour eux, selon le précepte de l'apôtre Saint Paul; demandons pour eux les grâces qui leur sont nécessaires et songeons que prier pour eux, c'est prier pour nous (29) ».

Quel langage dans des pays où depuis dix ans on ne faisait allusion au gouvernement que pour le maudire, où retentissaient des appels à l'insurrection, une ardente et âpre prédication dressant les consciences contre l'Etat ! Certains fonctionnaires s'empressèrent de tirer parti de ce revirement qui, par la vertu de la forte constitution hiérarchique de l'Eglise, s'imposait du haut prélat au moindre curé en communion avec l'évêque, au dernier desservant de succursale. La loi la plus difficile à faire accepter des populations était évidemment celle de la conscription. Il n'est que de parcourir la correspondance de Napoléon pour se convaincre que c'est par là que le Premier Consul, puis l'Empereur juge de la bonté de l'administration des préfets (30). Pour les administrateurs, les levées d'hommes furent, sans exception ni interruption, une hantise constante et la tâche délicate entre toutes. Les pays les plus difficiles à plier à cette loi d'origine révolutionnaire, pays nouvellement réunis comme la Belgique et la Rhénanie, provinces écartées de l'Ouest, régions monta-

(29) GABORY : *Napoléon et la Vendée*, p. 136.

(30) *Corr.*, t. X, 8623 et 8868 : « Un préfet qui ne fait pas marcher la conscription ou qui tolère des déserteurs, les laisse en repos et désorganise ainsi l'armée, ne peut conserver ma confiance ». « C'est mal servir l'Etat que d'apporter la moindre négligence à un objet aussi important ». Nombreuses citations dans MORVAN : *Le Soldat Impérial*, I, chap. I. — Le baron SERS (*Mémoires*, p. 31) dit que la « conscription était la grande affaire de l'Empire » et des préfets. Cf. PINGAUD, *Jean de Bry*, p. 272.

gneuses du Massif Central et des Alpes où les habitants étaient disséminés, les esprits lents à se soumettre, étaient ceux où l'influence des prêtres ultramontains et réfractaires demeurait la plus forte. « C'est dans les obstacles qu'éprouve l'exécution des lois sur la réquisition et la conscription qu'on remarque surtout les fâcheux effets de leur influence », écrivait le préfet de la Loire (31). Le Concordat publié, les habiles s'accommodèrent de cette situation et tâchèrent de la tourner à leur profit, parfois sans beaucoup de vergogne :

« Le préfet du Mont-Blanc m'écrit, rapporte Portalis au Premier Consul, le 11 ventôse an XI, que la conscription militaire éprouvant de grandes difficultés dans son département qui est très religieux, il s'est adressé à l'évêque de Chambéry pour l'inviter à publier sur cet objet une instruction à ses curés : il m'écrit que l'évêque s'est rendu avec zèle à son invitation (32) ».

En Vendée, constatations analogues ; dans les Bouches-du-Rhône, effet complet encore dans un autre ordre d'idées, pour le versement des impositions : « Les impositions, dans la plupart des communes, n'avaient pas été payées depuis la révolution. Les huissiers, les soldats n'opéraient rien. Le percepteur Jourdan, plus philosophe sous ce rapport que la plupart de nos écrivains en philosophie, a écrit une lettre-circulaire aux curés pour les engager à secouer la conscience des contribuables. L'intervention des curés a produit l'effet qu'il s'en promettait (33) ». Un an après la publication du Concordat, à l'ouverture de la session législative de 1803, l'exposé officiel de la situation de la République proclamait,

(31) Le préfet de la Loire au Ministre, vendémiaire an X, Arch. Loire, 10 M2.

(32) Portalis au Premier Consul, 11 ventôse, an XI. A. N., AF IV 1044. Le 16 brumaire, Portalis déclare que d'après le sous-préfet de Beaupréau, l'organisation définitive du culte dans le Maine-et-Loire « est urgente à cause de la conscription militaire. Celle-ci devient difficile si les prêtres ne nous aident pas... ». Le 16 frimaire, il annonce que les prêtres de Vendée ont déjoué les manœuvres des malveillants qui voulaient s'opposer à la conscription.

(33) Portalis au Premier Consul, 22 prairial, an XI, *eod. loc.*

parmi les bienfaits de la restauration des cultes: « La conscription s'exécute aux lieux où le nom seul de la conscription soulevait les esprits, et servir la patrie est une partie de la religion (34). » — Une histoire critique de la conscription napoléonienne qui, malheureusement, nous manque encore, pourrait seule préciser dans quelle mesure, pour atteindre ce résultat, les fonctionnaires du Consulat recherchèrent et obtinrent le concours des prêtres, et, dans les régions difficiles, de ceux qu'on appelait encore « les bons prêtres ». Peut-être s'expliquerait-on par le besoin de gagner les anciens réfractaires certaines tolérances du gouvernement, qui, des préfets au Premier Consul lui-même, fermèrent parfois les yeux sur les partialités évidentes des chefs de diocèse en leur faveur.

Plutôt que d'autoriser les abus qui découleraient des initiatives prises par certains fonctionnaires, les évêques acceptèrent de faire des ecclésiastiques, sous le contrôle de la hiérarchie, les porte-paroles du gouvernement. Jusqu'à la fin de l'Ancien Régime, la publication des nouvelles d'ordre administratif eut souvent lieu à l'occasion du rassemblement hebdomadaire des paroissiens dans l'église. Les prêtres acceptaient parfois de lire et d'expliquer au prône les actes royaux, et l'Assemblée Constituante essaya même, par un décret du 23 février 1790, de leur en faire une obligation légale (35). Après le Concordat, des maires ou des préfets prétendirent répandre, par ce moyen commode, les décisions du gouvernement et, après la grand'messe, prirent eux-mêmes la pa-

(34) *Corr.*, VIII, 6591.

(35) MATHIEZ : *La Révolution et l'Eglise*, ch. II : *La lecture des décrets au prône*. Les assemblées du clergé s'étant constamment opposées à cette lecture, la royauté, depuis Louis XIV, ne l'imposait plus ; mais elle se pratiquait encore. La Constituante, constatant que dans certaines provinces reculées, les décrets du 4 août n'étaient pas compris, décréta que les curés et desservants seraient obligés de proclamer les actes au prône. L'application fut très décevante. Mathiez montre très bien qu'un pareil principe supposait un régime d'étroite union entre l'Eglise et l'Etat, sous peine de tourner contre l'Etat.

role. Curés et évêques s'insurgèrent (36). Pour que l'on interdît aux laïcs de faire aucun discours à l'intérieur des sanctuaires, les chefs de diocèse acceptèrent de donner aux prêtres les instructions nécessaires quand le gouvernement ferait appel à eux. C'était se conformer à la lettre des Articles Organiques et admettre le droit de l'autorité civile à ordonner des publications étrangères au culte. Bien vite l'administration multiplia les communications confiées aux ecclésiastiques, tandis que par ailleurs elle invoquait les nécessités politiques pour surveiller le langage tenu par eux dans leurs sermons ou dans leurs écrits.

Bonaparte lui-même exerça fréquemment un contrôle direct sur les lettres pastorales des évêques. Dès la promulgation du Concordat, il exigea que le mandement préparé par Mgr de Belloy lui fût soumis : il en critiqua la conception, le style terne, les développements consacrés à la paix trop longs, les hommages rendus au gouvernement trop faibles : « Le Premier Consul doit être nommé en termes plus élevés et moins triviaux : ce doit être à la manière de Bossuet dans l'*Histoire Universelle*, et non à celle d'un discours improvisé dans une assemblée politique ». Portalis, en les atténuant, transmit ces ordres au prélat, qui corrigea (37). Ainsi fut établie la règle que les mandements dont l'objet n'était pas purement spirituel devaient être approuvés. Règle qui ne s'appliqua pas seulement à l'archevêque de la capitale. Le 12 vendémiaire an XI (4 octobre 1802) le ministre de l'Intérieur prescrivit aux préfets d'exercer la censure de tous les écrits publiés dans leur département. Les évêques protestèrent contre la prétention d'englober leurs lettres et mandements dans cette surveillance. Les préfets, qui pouvaient ne pas appartenir à la religion catholique, étaient incompétents ; d'ailleurs, les dio-

(36) Sur le conflit soutenu à ce propos par Mgr Caffarelli, évêque de Saint-Brieuc, contre les préfets et les sous-préfets, et qui tourna à l'avantage de l'évêque ; Cf. DURAND : *Le Département des Côtes-du-Nord*, I, 456.

(37) LANZAC DE LABORIE : *Paris sous Napoléon*, IV, 15.

cèses englobant parfois plusieurs départements, un même texte aurait à subir le visa de plusieurs fonctionnaires, dont les appréciations pourraient diverger. Portalis accepta de retirer aux préfets ce droit de regard, qui passerait à la Direction des Cultes (6 ventôse). Pareil contrôle dépassait probablement les forces du ministre : il ne l'exerça, en pratique, qu'après coup (38). Sauf les timorés ou les flatteurs, les évêques rédigeaient à leur gré leurs mandements, dont ils adressaient ensuite un exemplaire à Paris. Portalis excellait à louer le talent des auteurs, à couvrir de fleurs les réserves qu'il se permettait... Pour plus de sûreté, il suggérait par avance les sujets que le gouvernement désirait voir traiter, parfois même certains développements. Il appliquait pour sa part la méthode qu'il recommandait au Premier Consul à l'égard de la presse : « La première règle de conduite est donc non de laisser aux journalistes une liberté réelle et entière, mais d'accréditer sans affectation l'idée consolante pour les lecteurs que les journalistes sont libres. Pour cela, il ne faut que diriger habituellement, d'une manière secrète et invisible, la rédaction des journaux (39). »

Le Premier Consul n'exigeait pas seulement du clergé le concours de sa parole ; il voulait aussi celui de ses prières. L'article 8 du Concordat portait : « La formule de prière suivante sera récitée à la fin de l'office divin dans toutes les églises catholiques de France : *Domine, salvam fac rempublicam, salvos fac consules* ». A cette prescription, répétée

(38) JAUFFRET: *Mémoires sur les affaires ecclésiastiques*, I, 214. Le 15 pluviose, an XI (4 février 1803), LE COZ se plaignait (*Corresp.*, II, 97) de ne pas savoir par qui il devait faire approuver son mandement: « C'est peut-être la première fois qu'un évêque ait éprouvé pareille contradiction. Même sous le Directoire, mes mandements pour le Carême ne souffraient aucune difficulté ». En vendémiaire, an XIV (octobre 1805), le jeune Mgr de Broglie, à peine nommé évêque d'Acqui, avant d'être sacré, rédigeait son premier mandement et le faisait approuver par Portalis qui y trouvait « le plus franc dévouement... pour l'auguste personne » de Sa Majesté. (A. N., AF IV 1045).

(39) Portalis au Premier Consul, 23 brumaire an XI (14 novembre 1802), A. N., AF IV 1044.

dans les organiques, Napoléon attacha toujours une réelle importance. Est-ce pur calcul politique, superstition de joueur, reste d'une éducation chrétienne ? Tout cela à la fois, s'il faut admettre qu'il ait dit à un Conseiller d'Etat : « Ne comptez-vous pour rien un clergé qui priera tous les jours Dieu pour la république, et ses évêques qui seront obligés par serment de révéler tous les complots qui pourraient être formés contre elle (40) ? » A plusieurs reprises, le ministre des Cultes eut à s'assurer que les prières pour le Souverain n'étaient point négligées. En avril 1806, deux ans après la fondation de l'Empire encore, une circulaire de Portalis rappela les évêques à la vigilance. La plupart répondirent qu'ils n'avaient rien à se reprocher. A Besançon, Le Coz rédigea à ce sujet une nouvelle pastorale :

« Quoi, écrivit-il, nos pères se faisaient un devoir de prier même pour des Empereurs païens, même pour des hommes qui les persécutaient ou les livraient à des persécuteurs ! et nous, nous omettrions de prier pour un Empereur qui a relevé nos autels, rebâti nos temples, rendu la liberté à notre culte, commandé le respect pour notre religion et pour ses ministres ; pour un Empereur qui nous assure ce que demandaient nos pères, une existence honnête, une vie paisible et tranquille (41). »

La rupture de la paix d'Amiens fut la première grande circonstance de la vie nationale où le gouvernement requit des prières publiques extraordinaires : Bonaparte, à qui Portalis venait d'enseigner les formules que « nos anciens rois observaient », écrivit aux évêques : « Je vous fais cette lettre pour vous dire que je souhaite que vous ordonniez des prières pour attirer la bénédiction du Ciel sur nos entreprises ». Le premier, le cardinal de Belloy s'exécuta. Les autres évêques suivirent, développant, selon leur tempérament, ou selon les nécessités locales, trois thèmes principaux.

(40) PELTIER : *Paris en 1801*, t. XXXIII, p. 427.

(41) A. N., F¹⁹ 5451.

Le premier consista à expliquer aux fidèles l'étendue des devoirs qu'ils ont contractés à l'endroit des chefs du gouvernement. Pancemont, à Vannes, écrit (15 prairial an XI) « que l'Eglise catholique, instruite par son divin Auteur, place les droits des Puissances de la terre à l'égal des droits de Dieu, et qu'elle leur assure même plus solidement la soumission et le cœur des peuples que ne pourraient faire toutes les lois, toutes les prières et toutes les récompenses temporelles (42) ». Reymond, à Dijon, commente le sens de la promesse de fidélité faite par les ecclésiastiques (26 prairial) :

« Cette fidélité, qui doit être sincère, par cela seul que c'est Dieu qui l'ordonne, puisqu'il ne peut ordonner que des actes de l'esprit et du cœur, cette fidélité doit être également active ; l'inaction d'un citoyen au moment où les besoins de la République réclament son activité serait en évidente opposition avec les devoirs qu'impose une fidélité sincère. Pourrait-on dire, en effet, qu'on est sincèrement fidèle au gouvernement, lorsque indifférent aux intérêts de l'Etat, à sa prospérité et à sa gloire, on ne ferait rien pour y concourir;... lorsque, se faisant un système de fidélité passive, on se contenterait de ne pas s'opposer aux lois, de n'être ni rebelle, ni conspirateur? Ah! N. T. C. F., si jamais, ce qu'à Dieu ne plaise, on voulait vous persuader que cela suffit aux yeux de Dieu, repoussez avec une sainte indignation cette suggestion perfide: elle est diamétralement opposée au précepte que je viens de vous rapporter. D'après la doctrine constante de l'Eglise, fondée sur ce précepte divin, vous devez au gouvernement une fidélité active. Nés citoyens avant de naître chrétiens, l'auteur de la nature, qui est le même que l'auteur de la religion, vous ordonne d'aimer efficacement votre patrie, de la servir, de la défendre au besoin, même au péril de votre vie. C'est là ce que pensaient, c'est là ce que faisaient les chrétiens des premiers siècles. »

Suit un long développement sur le devoir de la conscription (43).

Un second thème, plus difficile à traiter, consistait, pour

(42) A. N., F¹⁹ 5449.

(43) REYMOND : *Recueil des mandements* (mandement du 26 prairial).

convaincre les Français du bon droit de leur gouvernement, à dénoncer l'agression anglaise. Plus d'un mandement évoqua, à propos de cette orgueilleuse puissance maritime, les imprécations d'Ezéchiel contre Tyr et Sidon. Ainsi, à Saint-Brieuc, Caffarelli qui « transpose en style biblique les invectives des *Bulletins et Proclamations* (44) » (il est vrai qu'il s'agit de faire oublier aux anciens chouans l'alliance avec l'Angleterre) ; ainsi à Strasbourg Saurine, et, dans un mode plus discret, Fesch à Lyon, qui insiste plutôt sur les bienfaits de la paix.

Une troisième catégorie de mandements s'attache à exalter l'œuvre et la personne du Premier Consul, sur qui pèsent les destinées de la Patrie. Cambacérès, le 23 prairial, exhorte les diocésains de Rouen à prier :

« Demandons-lui (à Dieu), demandons surtout que l'*Homme de sa Droite*, cet Homme qui, sous sa direction et par ses ordres, a tout fait pour le rétablissement de son culte, qui se propose de faire encore davantage, continue d'être comme Cyrus, le *Christ* de la Providence ; qu'elle veille sur sa vie, le couvre de ses ailes ; qu'elle écarte de sa personne auguste les dangers que l'on rencontre dans les combats quand on a son courage, et ceux qu'on doit craindre de l'envie et de ses noirceurs, quand on a son mérite... Des méchants, quand on aime le bien... De l'impiété, quand on relève la religion... De la politique et des passions étrangères, quand on est le premier homme d'un grand Etat, et que le bonheur de l'Empire qu'il gouverne est essentiellement lié à sa conservation (45) ».

Deux mois à peine se sont écoulés, et de nouveaux mandements paraissent dans toute la France, pour ordonner que de « solennelles actions de grâces soient rendues toutes les années à Dieu, le jour de l'Assomption de la Sainte Vierge, en mémoire du rétablissement de la Religion et des autres bienfaits accordés à la France depuis l'époque du 18 brumaire ».

(44) DURAND : *Le département des Côtes du Nord*, I, 436.

(45) A. N., F¹⁰ 5449.

Le 15 août est bien l'anniversaire de la publication du Concordat et le jour de l'Assomption, mais il est aussi l'anniversaire de naissance du Premier Consul et l'allusion faite au 18 brumaire indique clairement que l'on doit un tribut de louanges au Héros et à son gouvernement réparateur. On habitue les fidèles à célébrer une fête annuelle religieuse, nationale, mais aussi personnelle. S'il faut en croire Portalis, l'administration n'a rien eu à ordonner ; elle a seulement canalisé, régularisé la manifestation. De tous côtés des demandes étaient venues au ministère pour obtenir l'autorisation de célébrer la fête de la naissance du Consul en même temps que celle du rétablissement du culte : « Ma lettre aux évêques sur cet objet n'est qu'une autorisation intervenue sur leur propre demande... Ainsi tout sera, comme tout est réellement, l'ouvrage spontané du zèle, de la reconnaissance et de l'amour (46) ». De fait, le rappel des hauts faits de Bonaparte, de sa prodigieuse destinée, remplit les mandements (47). Le ton s'élève : le dithyrambe et la prosopopée suffisent à peine à traduire l'enthousiasme :

« O Bonaparte, s'écrie Leblanc de Beaulieu (Soissons), en vous rendant le juste hommage, le tribut mérité de notre reconnaissance et de notre amour, nous avons moins ajouté à votre gloire qu'à notre propre bonheur ».

Ainsi dans le cours de la première année qui suivit la mise en vigueur du Concordat, le clergé catholique, loin de discuter les prérogatives du pouvoir civil, enseigna au peuple le devoir de la soumission. Entrant dans les vues du Premier

(46) Portalis au Premier Consul, 15 thermidor an XI, A. N., AF IV 1044. — Cf. JAUFFRET : *Mémoires... sur les affaires ecclésiastiques* (I, 208), qui pense que certains évêques plus empressés à faire leur cour engagèrent leur confrères et prétendirent parler au nom de l'église gallicane.

(47) A. N., F¹⁹ 5449. — L'attitude de Portalis en cette circonstance est à comparer avec celle qu'il avait eue un mois avant, blâmant les préfets qui prétendaient exiger des évêques qu'ils célébrassent le 14 juillet. (CONTRASTY : *Le Mouvement religieux dans la Haute-Garonne sous le Consulat*, p. 135). Aussi le représentant du gouvernement invitait les préfets à laisser tomber en désuétude l'ancienne fête révolutionnaire et sollicitait doucement les évêques d'accepter l'innovation d'une fête du souverain.

Consul, acceptant ses directives, il témoigna même à sa personne un attachement poussé jusqu'à l'adulation. Les évêques acceptèrent presque que le souverain, en leur demandant des prières de supplication ou d'actions de grâces, leur dictât le mandement convenable à la circonstance. Du moins le cardinal archevêque de Paris, que sa position met plus en vue, que Bonaparte surveille de plus près, donne-t-il le ton. Les autres évêques, surtout dans les circonstances délicates, s'inspirent du modèle qui leur est fourni. De là une grande uniformité dans la plupart des mandements : le thème central est donné, les citations propres au sujet ne sont pas en nombre illimité. Ce qui varie, c'est le ton et en quelque sorte la dose de la louange, que personne ne sait où fixer, et que certains augmentent sans vergogne. Et l'on a parfois des surprises à constater comment le partage se fait entre les évêques. Tandis qu'un cardinal Fesch, allié par le sang au Chef de l'Etat, le loue avec une discrétion de bon aloi et donne à ses collaborateurs l'exemple de « ne considérer les faits que sous le point de vue de la Religion et dans l'ordre de la Providence (48) », des prélats d'Ancien Régime, que l'on aurait supposés plus retenus par leur dignité, sinon par leurs anciennes convictions royalistes, tombent dans une plate adulation, comme de Noé, ou La Tour d'Auvergne. Et Bonaparte se félicite des résultats obtenus : « Voyez le clergé, dit-il à Rœderer. Tous les jours il sera, malgré lui, plus dévoué au gouvernement qu'il ne l'avait prévu (49) ».

(48) Cette formule se trouve dans le mandement de Fesch après Austerlitz (12 brumaire an XIV), mais elle est énoncée par lui avec insistance sous une forme ou sous une autre, dans bien d'autres mandements.

(49) RÔDERER : *Œuvres*, III, 459. C'est de Noé qui, lors du Consulat à Vie, a écrit la phrase fameuse : « Les sénatus consultes, qui n'ont pu rendre le Premier Consul immortel, nous assurent du moins tous les instants de sa vie ». Il n'est que juste de dire que dans les milieux politiques, le ton était à un diapason encore plus élevé. FAURIEL cite (*Les derniers jours du Consulat*, p. 42) des propos d'une « enflure dégoutante » comme cette exclamation d'un magistrat qu'il ne nomme pas : « Pourquoi n'a-t-on pas pu nous proposer cette question : Le Premier Consul sera-t-il éternel ? » D'autres tombent dans le comique, comme le préfet La Chaise, auteur de

Cette soumission générale, enseignée par la parole et par l'exemple, ne saurait être expliquée suffisamment ni par l'obéissance aux préceptes de l'Eglise, ni par la faiblesse de certains caractères. Il faut tenir compte, d'une part, du sentiment d'admiration que le Premier Consul inspirait à la plupart des Français, d'autre part, des motifs particuliers que le clergé catholique avait de se laisser entraîner par l'enthousiasme de l'opinion.

Un royaliste, le comte de Vaublanc, traduira plus tard, à ceux qui n'avaient pas vécu comme lui cette période de relèvement national, la prodigieuse impression que provoquaient les exploits de Bonaparte. Et il défendra du reproché d'adulation ceux qui furent ralliés par une extraordinaire succession de réformes intérieures et de victoires militaires :

« J'étais, dit-il, du grand nombre des Français qui se réjouissaient de voir la France enfin gouvernée avec fermeté. Les premières années furent admirables : c'était bien sincèrement que j'appuyais, autant qu'il dépendait de moi, l'autorité du Premier Consul... Le retour de l'ordre, le rétablissement de la religion, le rappel des émigrés et des proscrits, la restitution des biens qui n'avaient pas été vendus, étaient certainement de grandes actions politiques. Combien d'hommes, même victorieux, appelés au pouvoir n'auraient pas osé faire ce que fit alors Bonaparte. On a dit souvent que jamais un prêtre ni un émigré n'avaient été insultés ; cela est vrai et doit être remarqué parce qu'il faut être juste. En vain dirait-on que c'était l'effet de l'opinion générale, fatiguée des révolutions, cette opinion eût été différente si l'autorité avait été faible, ou si, pour fonder son pouvoir, elle avait ménagé les révolutionnaires (50). »

Nous ne chercherons pas à accumuler ici les témoignages de l'« exaltation très sincère (51) » que le Premier Consul

l'apophtegme : « Pour assurer le bonheur et la gloire de la France, Dieu créa Bonaparte, et se reposa ». A quoi la malice populaire ajouta ce quatrain : « Dieu n'en resta pas là. Il fit aussi La Chaise. Puis il se reposa. Beaucoup plus à son aise » (MARION : *Rev. Et. hist.*, 1933).

(50) VAUBLANC : *Mémoires*, chap. XXIV.

(51) DE BOIGNE : *Mémoires*, I, 214. En 1805, Madame DE RÉMUSAT, dans une lettre à son mari, se disait donc, dans l'intimité, éblouie par l'état de la

inspirait même dans des milieux *a priori* peu favorables ; nous voulons seulement retenir les termes de celui de Vaulblanc parce qu'ils semblent spécialement applicables à la majorité de l'épiscopat. Le clergé, avec une grande partie de l'opinion, savait gré à Bonaparte d'avoir rendu à l'autorité ce que l'abbé Frayssinous appelait dans un article des *Débats* (10 prairial an X) « la considération nécessaire aux gouvernements », résultat de la capacité, des vertus, de la dignité et des succès militaires. Sur ce dernier point surtout, Frayssinous ne tarissait pas : la valeur militaire, « qui contient principalement les factions intestines et l'ambition des peuples voisins », lui paraissait « le premier mérite dans l'ordre politique... Si c'est là un blasphème aux yeux de la philosophie, qu'elle s'en prenne aux passions des hommes... ». Etrange apologie des armes ! surprenante agression contre la philosophie ! C'est que le clergé, dans sa masse, éprouve une répulsion très vive pour l'anarchie qu'il reproche à la philosophie d'avoir déchaînée naguère en France. Il l'éprouve par goût naturel de l'ordre social, et parce qu'il est persuadé que le désordre a fait courir à la religion et à l'établissement catholique un péril mortel. Lorsque, après la conspiration de Cadoudal, des prières publiques sont ordonnées, le cardinal Fesch n'hésite pas à écrire dans son mandement que si l'exécration complot avait réussi, la France aurait été ramenée aux temps de la déesse Raison, et il n'est pas seul à frémir de l'abîme affreux où la Religion et la Patrie auraient pu à l'instant être replongées (52).

La reconnaissance des catholiques pour Bonaparte n'était pas feinte, si elle était outrée. Aujourd'hui les historiens se

France. « Lorsque je songe que cette prospérité est l'ouvrage d'un seul homme, je me sens pénétrée d'admiration et de reconnaissance... » (*Lettres*, I, 160). PASQUIER : *Mémoires*, I, 220, décrit les raisons du clergé de se montrer « un des auxiliaires les plus dévoués... de la couronne impériale ».

(52) Mandement du 7 ventôse an XII (27 février 1804). Des sentiments analogues étaient souvent exprimés par les ministres du culte protestant. Cf. WEISS (N.) : *L'origine et la signification de la loi du 18 germinal an X*, in *Bull. Soc. hist. protest. français*, 1902, p. 286-87.

demandent dans quelle mesure le Concordat était nécessaire au rétablissement du culte : de La Gorce admet qu'il n'a pas, à proprement parler, relevé les autels ; Aulard dénonce le *mensonge historique* qui consiste à faire du Premier Consul le restaurateur du catholicisme (53). Sans toucher au fond du problème, il faut avouer que ce titre, s'il a été usurpé, l'a été avec le plein consentement, avec la complicité de l'épiscopat. En prenant possession de son diocèse, Boisgelin, un des représentants autorisés de l'ancien clergé gallican, saluait le « gouvernement protecteur, gouvernement légitime, à la fois national et catholique, sans lequel nous n'aurions *ni culte, ni patrie* (54) ». L'idée ne lui appartient pas en propre, il n'y a pas un évêque qui ne l'accueille en ses mandements ; elle est partout exprimée, répétée, amplifiée. Bonaparte est transformé en un être élu de Dieu pour le salut de son peuple. La jeune littérature contribue à cette apothéose. C'est peut-être dans les écrits du mystique lyonnais Ballanche qu'apparaît pour la première fois la comparaison avec Cyrus, le libérateur d'Israël, prédit par les prophètes : bien avant les évêques que nous avons cités, un an avant la première édition du *Génie du Christianisme*, il trace de la providentielle destinée du vainqueur d'Egypte, de l'homme de Brumaire, un tableau qui semble contenir en germe tous les mandements futurs sur ce sujet (55). Ce thème était politiquement trop utile pour n'être pas admis aussitôt et par les représentants du gouvernement consulaire et par le clergé.

Car on ne remarque pas assez avec quelle ingéniosité le clergé, en opposant aux principes destructeurs de la Révolution la sagesse du Consul, cherchait à s'assurer la bienveillance du chef du gouvernement et à l'entraîner dans son sens. Dès 1802, une brochure anonyme, intitulée : *Quel est l'intérêt de la religion et du clergé au Consulat à vie et à la*

(53) AULARD : *Etudes et leçons*, 2^e série, p. 185.

(54) Cité par C. LATREILLE : *Après le Concordat*, p. 26.

(55) J. BUCHE : *L'Ecole Mystique de Lyon*, p. 64.

longue vie de Bonaparte ?, posait en principe : « L'affermissement du culte catholique dans la République française, et le sort de ses ministres, auront besoin longtemps de son appui... ». Le Concordat, que nous considérons presque toujours comme un point d'aboutissement, était regardé par les catholiques comme un point de départ à partir duquel il s'agissait d'élargir les avantages obtenus pour la religion. Avantages d'ordre matériel : subventions aux ministres, aux édifices et aux séminaires ; avantages d'ordre moral : publicité du culte, rang d'honneur assigné aux membres du clergé, protection contre les retours possibles de l'incrédulité, ou, comme l'on disait, de la philosophie. L'acharnement que les publicistes et les orateurs apportaient dans leur lutte contre la philosophie, ses principes et ses représentants, prouve qu'ils ne se croyaient pas à l'abri de ses menaces (56). Ou plutôt, ils ne se sentaient à l'abri que dans la mesure où l'auteur du Concordat garantissait et consolidait les positions occupées par le catholicisme. De là l'empressement du clergé à prouver sa soumission :

« Tout ce qui est un devoir pour les fidèles doit être la matière de vos instructions, écrivait l'évêque de Saint-Brieuc à ses coopérateurs à propos de la conscription. Le gouvernement n'en sera que plus fortement porté à favoriser et à soutenir la religion catholique, lorsqu'il verra que ses ministres inspirent au peuple ces sentiments de respect et de soumission pour le Prince dont se sont toujours glorifiés les chrétiens (57) ».

De là l'empressement indiscutable de la majorité à favoriser la transformation du Consulat en un régime monarchique, personnel et héréditaire. On attendait du Consul à Vie, de l'Empereur, qu'il optât définitivement pour le catho-

(56) Fiévée écrivait au Premier Consul, en novembre 1802... « Le Gouvernement s'apercevra bientôt que la religion n'a pas conservé autant d'ascendant que pourraient le faire croire les cris continuels poussés contre le fanatisme ; elle aura longtemps encore plus besoin d'être soutenue que contenue ». (*Corresp. de Fiévée avec Bonaparte*, I, 21).

(57) DURAND : *Le Département des Côtes-du-Nord*, I, 439.

licisme et qu'il prît à cœur de refouler les forces hostiles qui se seraient déchaînées si elles n'avaient été contenues par une main ferme. En 1805, le fondateur du *Spectateur Français* (58) expliquera dans sa préface que la France, à son sens, est à la croisée des routes : devant elles s'ouvrent deux voies : l'une, celle de la philosophie, qui sous les fleurs cache les anciens précipices « où la religion, les mœurs et les lettres auraient péri sans un miracle de la Providence », et l'autre, celle qui conduisit les contemporains de Louis XIV au comble de la prospérité, celle du pouvoir monarchique appuyé sur la religion. Aussi les évêques ont-ils en général bien accueilli l'Empire. Ils ont éloquentement vanté la supériorité du gouvernement monarchique :

« Eh! s'écrie Reymond, comment un Dieu infiniment bon et infiniment juste pourrait-il se refuser à nos vœux et ne pas protéger un gouvernement qui est le restaurateur du vrai culte..., un gouvernement qui est, autant que cela est possible aux hommes, l'imitation et comme l'image du sien (59) ».

Ils ont rappelé les titres de Napoléon, sauveur de l'Etat et de l'Eglise, au trône de France. D'ailleurs, qui pouvait refuser son adhésion, alors que le Pape lui-même, venu de Rome, faisait du nouvel Empereur l'Oint du Seigneur ? Les ecclésiastiques, jusque dans le bas clergé, votaient et faisaient voter pour l'allié de la Papauté : « ils signent en tête de liste sur les registres des municipalités pour entraîner les suffrages des populations encore dociles à leurs inspirations (60) ». Pariset, étudiant dans les adresses des Assem-

(57) Fabry, neveu d'un des propriétaires des *Débats*, Poujade de Ladevèze, publia de 1805 à 1812 : *Le Spectateur français au XIX^e siècle, ou variétés morales, politiques et littéraires*. Il se proposait, en recueillant les articles les plus marquants de la presse dans l'ordre moral et religieux surtout, de favoriser « ce retour vers le bien [qui] caractérise l'époque présente ».

(59) Lettre pastorale du 2 ventôse an XII (22 février 1802).

(60) BENAERTS: *Le Régime Consulaire en Bretagne*, p. 353.

(61) PARISSET: *Le Système Napoléonien de Gouvernement*, in R. Paris, 15 mai 1921.

blées, les journaux, les mémoires, le mouvement des esprits qui a abouti à la proclamation de l'Empire, a établi qu'il avait été tout à la fois spontané et provoqué (61). La formule est parfaitement exacte si on l'applique au clergé.

★
★★

Le 21 janvier 1806, le ministre Portalis adressait à l'Empereur un rapport où il résumait les résultats obtenus dans le domaine de l'organisation des Cultes. Il se félicitait sans réserve des qualités dont le clergé offrait le modèle, et de l'amélioration de l'esprit public sous son influence. Sans doute restait-il encore à faire, dans les pays rhénans surtout.

« Mais, disait-il, les merveilles qu'opère V. M. et l'admiration qu'elles inspirent hâteront l'ouvrage du temps.

Tous les Evêques français se sont distingués par leurs mandements et leurs instructions dans la guerre de sept semaines que Votre Majesté vient de terminer si glorieusement. Ils se sont distingués par les instructions qu'ils ont données sur la conscription et par le zèle qu'ils ont su inspirer à leurs coopérateurs. Ainsi la conscription militaire a été opérée avec plus de rapidité et moins d'obstacles que jamais.

Si l'on peut présenter deux ou trois évêques comme faibles et peu capables d'administrer leur diocèse, il n'en est aucun qu'on puisse présenter comme mal intentionné et le plus grand nombre d'entre eux nous offre des prélats plus forts que la plupart de ceux qui les avaient anciennement précédés dans le ministère épiscopal (62) ».

Par nature et par méthode, Portalis était enclin à l'optimisme. Il n'en est pas moins vrai que, à cette date, régnait entre les catholiques français et l'administration, une harmonie, fondée sur des services mutuels, rendus ou escomptés. Sans doute ne faut-il pas prendre pour mesure de cette harmonie le langage exorbitant de tel mandement ou de tel dis-

(62) Portalis au Premier Consul, 25 janvier 1806, A. N., A F IV 1317.

cours. On a trop tendance à isoler et à monter en épingle des phrases en faveur du nouveau Cyrus, du second Constantin, de cet « être envoyé de Dieu sur la terre pour le bonheur des hommes (63) », qui ont été invoquées et exploitées à satiété depuis 1815. L'exagération n'est jamais un gage sûr de fidélité. Mais derrière ces louanges outrées, on pourrait trouver, — ce qui était autrement important, — tous les éléments d'un enseignement théologique complet sur les devoirs des sujets envers le Prince, que les événements, de 1801 à 1806, avaient amené le clergé, et surtout les évêques, à formuler, à répéter. Cela Napoléon n'était pas homme à le laisser perdre, et il allait s'en servir dans la rédaction du catéchisme universel, qui depuis trois ans était étudiée par les bureaux du Ministère des Cultes.

(63) Le mot est de Mgr de Barral, évêque de Troyes, dans son mandement pour la victoire d'Austerlitz (VTE DE BARRAL: *Souvenirs*, p. 8-9).

CHAPITRE II

LA RÉDACTION ET L'APPROBATION

- I. — DU COTE FRANÇAIS, Portalis fait sienne l'idée du Catéchisme unique. Il renonce à consulter les évêques. Premiers projets rédigés par ses collaborateurs ecclésiastiques. L'abbé d'Astros. Rôle de MM. Jauffret et Emery.

Bernier chargé de rédiger un projet de chapitre sur l'obéissance due au chef de l'Etat. Critique du Premier Consul, qui ajourne la question. Elle est reprise au moment du Sacre. L'Empereur corrige la première version. Portalis propose de solliciter l'approbation de Pie VII.

- II. — DU COTE ROMAIN, Pie VII soumet à une Congrégation le projet français. Napoléon le fait redemander brusquement (septembre 1805). L'impression des théologiens est mauvaise. Le Secrétaire d'Etat interdit formellement au Légat Caprara de s'associer à la publication d'un tel ouvrage.

Caprara, gagné par Napoléon, donne la main à ses projets : il approuve l'institution de la fête de Saint Napoléon (février 1806) ; il est amené par Portalis à approuver le futur catéchisme (30 mars). Décret de l'Empereur ordonnant que le Catéchisme soit seul en usage dans l'Empire (4 avril). Comment Caprara explique sa conduite, qui engage le Saint Siège.

L'histoire de la rédaction du Catéchisme Impérial a été racontée de bien des façons, et la responsabilité du texte définitif attribuée un peu au hasard à divers auteurs. On peut, par recoupement des archives de Rome et de Paris, sinon mettre fin à toutes les incertitudes d'attribution, du moins fixer les étapes de la genèse de l'ouvrage et deviner la part des principaux collaborateurs.

I

La rédaction a été dirigée de bout en bout par Portalis, d'abord chargé des affaires concernant les Cultes, puis, en 1804, Ministre des Cultes. S'il est vrai, selon un mot de Dupin, que « jamais homme n'a été plus complètement identifié avec son œuvre que M. Portalis ne l'a été avec toute la législation qui se rattache au Concordat (1) », nous croyons que le Catéchisme est peut-être la partie de cette œuvre où se manifestent le mieux les tendances et la manière d'administrer du premier conseiller de Bonaparte en matière religieuse.

Lorsqu'il avait défendu le Concordat devant le Corps Législatif, Portalis s'était efforcé de montrer le profit que le gouvernement tirerait d'une législation qui lui permettrait de surveiller les Cultes. Cette éloquence officielle ne doit point donner le change sur ses dispositions personnelles. Résolu à appliquer à la lettre la loi du 18 germinal an X (y compris les Organiques qu'il avait lui-même inspirés), il avait trop de respect pour la religion, trop de modération et de « flexibilité » de caractère (2) pour ne pas préférer à un système de tutelle de l'Etat sur l'Eglise une collaboration consentie par les deux pouvoirs. Pour lui un gouvernement d'ordre, surtout s'il se rapproche des formes monarchiques, si, respectant la hiérarchie du catholicisme, il propose à la

(1) DUPIN : *Manuel de droit ecclésiastique*, p. 119.

(2) Le mot est de MÉNEVAL, cité par STENGER : *La Société française sous le Consulat*, VI, 286, qui rappelle aussi ce jugement de Thibaudeau : « Il n'avait pas un caractère assez fortement trempé pour prendre un parti. Il était au fond essentiellement monarchique, dévoué au Premier Consul, alliant la religion et la philosophie..., la franchise d'un homme libre et la souplesse d'un courtisan ». Ces contradictions expliquent les jugements opposés portés sur lui par les historiens. LANZAC DE LABORIE (*Paris sous Napoléon*, IV, 83) le représente comme porté à étendre indéfiniment les attributions du pouvoir civil ; DUBREUIL (*Mgr Caffarelli*, in « La Rév. Française », janvier 1919) comme le « serviteur souvent peu honnête d'insupportables exigences ultramontaines » ; LÉVY-SCHNEIDER (« *Champion de Cicé* », p. 183 et 261) insiste sur les concessions qu'il fit aux évêques.

religion une alliance fondée sur l'intérêt bien entendu des deux parties, peut tout attendre du concours du clergé. Ses rapports et ses notes de l'an X et de l'an XI le montrent tout entier à cette œuvre d'harmonie ; il hâte l'organisation des diocèses au prix de quelques concessions faites aux évêques et de quelque tolérance dans les « objets de détail », — tolérance dont il est payé par les résultats obtenus. Il se permet, en retour, des indiscretions qui seraient choquantes si elles n'étaient inspirées par tant de bon vouloir. Ainsi, à la fin de l'an XI, rédige-t-il un projet d'instruction pastorale « pour recommander aux curés et aux desservants de prêcher aux fidèles confiés à leurs soins l'attachement et la soumission au gouvernement ». Lui-même s'émerveille des ressources qu'offre l'enseignement de l'Eglise sur ce grand sujet : « Heureusement, dit-il au Premier Consul, à propos de la fête du 15 août, on trouve dans les livres de la religion tout ce qui peut être utile au gouvernement et à la société. Il n'est jamais question que de choisir (3). »

Aussi est-il porté à souhaiter que l'instruction publique soit largement imprégnée d'esprit religieux :

« Nous sentons plus que jamais la nécessité d'une instruction publique. L'instruction est un besoin de l'homme ; elle est surtout un besoin des sociétés ; et nous ne protégerions pas les institutions religieuses qui sont comme les canaux par lesquels les idées d'ordre, de devoir, d'humanité, de justice coulent dans toutes les classes de citoyens ?... C'est elle (la religion) qui enseigne, qui révèle toutes les vérités utiles à l'homme qui n'a ni le temps ni les moyens d'en faire la pénible recherche. Qui voudrait donc tarir les sources de cet enseignement sacré qui sème partout les bonnes maximes, qui les rend présentes à chaque individu, qui les perpétue en les liant à des établissements permanents et durables et qui leur communique ce caractère d'autorité et de popularité sans lequel elles seraient étrangères au peuple, c'est-à-dire à presque tous les hommes (4). »

(3) Rapport du 16 thermidor an XI, A. N., F¹⁹ 1044.

(4) Discours du 15 germinal an X, dans *Discours et rapports...*, p. 13.

Ce caractère d'autorité et de popularité réclamé par le ministre, quel ouvrage d'enseignement le possède à un degré comparable au Catéchisme par lequel l'Eglise parle au plus humble et au dernier de ses fidèles ? Encore est-il souhaitable que ce langage soit partout uniforme : dans la diversité des expressions, Portalis n'hésite pas à voir « un danger pour le fond de la doctrine ». Que l'Etat soit qualifié pour provoquer et guider l'unification du catéchisme, l'importance de la matière au regard du bon ordre et de la sûreté publique ne lui permet pas d'en douter. Répondant aux observations transmises par le Légat sur les Articles Organiques, il aborde spontanément l'objection, qui pourtant n'est pas venue sous la plume de Caprara : si l'autorité ecclésiastique n'est pas seule apte à se prononcer sur cet objet.

« Nous répondons que c'est sans doute à l'autorité ecclésiastique à rédiger des catéchismes, des liturgies et des bréviaires, mais c'est une maxime, que l'on ne peut faire aucun changement dans les catéchismes reçus, dans la liturgie, dans les prières de l'Eglise, sans une autorisation expresse du souverain. « La nécessité de rapporter cette permission, dit M. Le Vayer de Boutigny, dérive de la protection que les souverains doivent à leur Eglise, et qui doit les déterminer à maintenir la discipline et à la défendre toutes les fois qu'elle est attaquée ». Or, comme tout changement dans les lois dogmatiques, dans les cérémonies du culte et dans les prières publiques menace, en quelque sorte, la discipline existante, et peut entraîner des suites fâcheuses dans l'enseignement, il est naturel qu'aucun changement quelconque ne puisse être effectué sans l'intervention du souverain, en sa qualité de protecteur.

Dans les circonstances présentes, il était donc nécessaire pour pouvoir réaliser le projet d'un seul catéchisme et d'une seule liturgie pour toute l'Eglise de France, que ce projet fût sanctionné par le vœu formel de la loi (5). »

(5) Réponse de Portalis au Cardinal Caprara, 5^e compl., an XI, 22 sept. 1803, dans OLLIVIER : *Manuel de Droit Ecclésiastique*, t. I, 150. Notons que le principe défendu par Portalis, que l'intervention de la puissance temporelle en ce qui concerne les changements dans les offices, les liturgies, etc..., déborde sa personne et ses opinions particulières ; il est conforme à la tradition des juristes Gallicans, et des hommes de la Constituante. Cf. DURAND DE MAILLANE : *Lib. de l'Eglise Gall.*, art. XLI, t. II, p. 38-40.

Plaidoyer qui est bien caractéristique de Portalis. Conciliant dans la forme, dangereux dans son imprécision : qu'est-ce qu'un « changement dans les lois dogmatiques ? », comment le droit de protection du souverain se mue-t-il en intervention active ? comment passe-t-on de la nécessité de sanctionner à un texte de loi prévenant le vœu du clergé ?

Au moment où il écrivait ces lignes, le Directeur des affaires ecclésiastiques venait de faire achever la refonte du Catéchisme, sous ses yeux, par quelques ecclésiastiques de confiance.

L'épiscopat concordataire n'avait pas eu de part à ce travail. Il eût pu paraître logique de confier à une commission d'évêques le soin d'élaborer un texte. N'eût-ce pas été le moyen d'éviter les critiques des prélats français, et d'opposer, le cas échéant, leur assentiment à la mauvaise humeur de Rome ? Pour s'en dispenser, Portalis alléguait la difficulté de faire l'accord, le risque de mécontenter ceux qui n'auraient pas été consultés. Ces craintes n'étaient point chimériques. Les évêques n'eussent pas admis de bon gré de renoncer au droit de façonner le texte selon leurs préférences personnelles ou selon les besoins de leurs diocésains. Consultés en groupe, peut-être se fût-il trouvé, comme plus tard, au Concile de 1811, une majorité pour prendre position contre les projets du gouvernement (6). Il importait d'aboutir plus rapidement et avec toute la discrétion possible.

Or Portalis était en relations assez amicales avec des membres représentatifs du clergé gallican pour se croire sûr de

(6) D'après un document du Vatican (Vat., Ep. Nap. Francia 1) les évêques français, dès la fin d'octobre 1803, exprimaient leurs alarmes au sujet d'un catéchisme qui serait proposé par le Gouvernement, et qui, même si sa doctrine était bonne, émanerait cependant d'une autorité incompétente. D'après un historien de Mgr Jauffret (REBOUL : *Un Archevêque... d'Aix*, p. 34) un groupe d'ecclésiastiques, réuni à l'archevêché de Paris, en 1805 probablement, manifesta de vives répugnances contre l'application de l'article 39 des organiques : les évêques et « les plus anciens dans le sacerdoce » se prononcèrent pour le droit des évêques à pourvoir selon les besoins à la rédaction des liturgies et des catéchismes.

son adhésion. Il maintenait en particulier la liaison avec le clergé parisien, avec le petit groupe des Sulpiciens guidé par M. Emery, avec les amis du cardinal Fesch.

Le conseiller ecclésiastique le plus écouté du ministre était alors son neveu, l'abbé d'Astros (7). Né à Tourves (Var), Paul Thérèse David d'Astros avait passé sa jeunesse en Provence, dans une étroite intimité avec les Portalis. Clerc tonsuré en 1789, il n'était entré dans les ordres qu'après le 18 fructidor, mais avait joué un rôle actif dans la propagande des « missionnaires » insermentés jusqu'à la paix religieuse. Aussitôt nommé Conseiller d'Etat chargé des Cultes, Portalis lui confia la direction de son cabinet. « Il fut alors initié à toutes les dispositions importantes et à toutes les négociations si délicates qui rendirent possible l'exécution du Concordat et le rétablissement du culte public ». Son intelligence, sa piété, la douceur de son caractère valurent à ce jeune prêtre de moins de trente ans la confiance des ecclésiastiques français, et même celle du personnel de la Légation pontificale, en particulier de Mgr Sala. Il fut bientôt pour le ministre un coopérateur précieux, s'entretenant familièrement avec lui et fixant souvent, par ses avis, la théologie de l'ancien avocat d'Aix. C'est ainsi qu'il assumait le rôle principal dans la rédaction du Catéchisme universel. Les nombreux remaniements et les adjonctions que reçut le texte primitif ne permettent pas de lui en attribuer la paternité exclusive. Et malheureusement nous n'avons pas ce texte primitif sur lequel on voudrait juger son œuvre. Mais, plus tard, lors des difficultés que souleva la publication du volume, d'Astros le défendit auprès du Ministre des Cultes et l'expliqua en auteur qui ne cherche pas à fuir ses responsabilités.

La participation de l'abbé d'Astros prouve que la fraction

(7) Sur d'Astros, dossiers personnels dans A. N. F¹⁹ 2501 et 2587, CAUSSETTE: *Vie du Cardinal d'Astros*; WELSCHINGER: *L'abbé d'Astros et Napoléon*, in « Le Correspondant », 25 septembre 1889, p. 997-1044; LANZAC DE LABORIE: *Paris...*, IV, 30 ; DUDON: *Autour du Concordat*, in *Etudes*, 5 mai 1924, p. 273.

insermentée du clergé, malgré son indépendance à l'égard du gouvernement, n'éprouva pas de répugnance à contribuer à l'unification du catéchisme. Elle en aurait plutôt précipité la réalisation. On savait d'une manière certaine que le catéchisme unique était voulu par le Premier Consul. Puisque la complicité du Ministre des Cultes permettait de réaliser cette innovation dans un sens qui ne fût point contraire aux intérêts de la religion, le mieux n'était-il pas de s'y associer plutôt que de laisser les ennemis de l'orthodoxie profiter de l'indifférence ou de l'inertie de la majorité des évêques ? Tel est bien le raisonnement que nous trouvons exposé, à l'adresse du cardinal Fesch, par l'abbé Jauffret, un ami de Portalis et d'Astros, un Provençal encore, un Sulpicien et un disciple de M. Emery :

« Il serait, en effet, un peu extraordinaire, disait-il en parlant de l'unité de liturgie, que l'on trouvât des inconvénients à faire pour une église ce que l'on a pratiqué avec succès pour toutes les Eglises, et si le bréviaire romain, par exemple, a été adopté dans un temps par les diocèses de tous les pays *ad maiorem dei gloriam*, pourquoi la gloire de Dieu ne se trouverait-elle pas dans un bréviaire et un missel nationaux... Je dirai de même par rapport au catéchisme. Il sera très intéressant à tous les Français de savoir les mêmes vérités de la même manière. Mais au surplus, la question étant préjugée par les articles organiques du concordat, j'en reviens à l'idée que j'avais eu l'honneur de vous présenter, qu'il est intéressant de choisir le moment où Votre Eminence est à Rome, où nous sommes assurés de la rédaction tant du catéchisme que des autres parties de la liturgie pour faire ce que l'on ferait à coup sûr dans des temps ultérieurs et qu'il n'est pas certain que l'on fit avec les mêmes intentions très pures et très saintes (8) ».

De ce texte, un fait évident se dégage : au milieu de l'incertitude générale, il y eut un groupe de prêtres, ceux que l'on retrouve en toute occasion autour de l'archevêque de Lyon et du Ministre des Cultes, qui, hardiment, prit l'initia-

(8) Jauffret à Fesch, 20 oct. 1805, dans REBOUL : *Un Archevêque... d'Aix*, p. 34.

tive. Il s'employa à activer la réalisation d'une importante réforme, qui paraissait entourée de sérieuses garanties : garantie du texte dont la rédaction était réservée à des ecclésiastiques d'orthodoxie irréprochable, garantie de l'adhésion du Saint Siège que le cardinal Fesch, ambassadeur à Rome, s'emploierait à obtenir.

Pour sa part, Jauffret ne devait intervenir qu'assez tard dans la confection du Catéchisme. Quand Portalis la fit entreprendre, Jauffret était à Lyon : premier vicaire général, en l'absence de l'archevêque, il se consacrait tout entier à l'organisation du diocèse. Ce n'est qu'après son affectation à la Grande Aumônerie, qui le fixa à Paris vers le début de 1805, qu'il put jouer un rôle actif dans les affaires d'intérêt général. D'ailleurs il ne contribua pas positivement à la rédaction. Il faut en dire autant de M. Emery. D'Astros ne manqua pas de prendre l'avis du Directeur de Saint-Sulpice : dans toutes les grandes affaires qui lui étaient confiées, il avait coutume de soumettre ses hésitations à celui qui était l'oracle du clergé parisien. Une note conservée aux Archives nationales (malheureusement sans date ni attribution) montre qu'on alla feuilleter cette immense érudition pour être fixé sur les précédents historiques de l'entreprise (9). Au delà, il ne semble pas qu'il ait voulu être mêlé à l'établissement du texte. On sait seulement qu'il insista pour que les rédacteurs suivent d'aussi près que possible les deux catéchismes qui jouissaient de l'autorité la mieux établie dans l'ancienne Eglise Gallicane, ceux de Bossuet et de l'abbé Fleury. Ce faisant, nous le verrons, il avait surtout l'intention de mettre ses amis en garde contre les aventures et de les tirer des difficultés où leur entreprise semblait achopper.

(9) A. N., F¹⁰ 5438 : ... « M. Emery ne croit pas qu'on ait jamais agité la question d'un même catéchisme dans les Assemblées du Clergé ». Dans un autre rapport (anonyme également) on fait allusion à l'intervention d'Emery, qui lut au dernier moment les projets de catéchisme. Le fait est confirmé par une lettre d'Emery à Fesch (avril 1806), *Papiers Emery*, V., f° 5.097, Arch. Saint-Sulpice.

**

A la fin de fructidor an XI (septembre 1803), Portalis avait en mains la version première du futur catéchisme. Le 28 de ce mois-là, il informait le Premier Consul que le travail de rédaction était achevé : sans insister, il signalait que le fond était emprunté aux catéchismes publiés autrefois par M. Bos-suet et par M. l'abbé Fleury. Mais il soumettait au chef du gouvernement un chapitre nouveau :

« On a expliqué tout ce qui est de dogme et de morale religieuse, relativement à la soumission qui est due à la puissance civile. Un pareil développement n'a encore existé dans aucun catéchisme antérieur. Les rédacteurs du projet ne sont point entrés dans des détails qui leur paraissaient inutiles et qui leur inspiraient la crainte de paraître avoir été trop influés par l'autorité civile (10) ».

Bonaparte avait donc exigé l'insertion d'un chapitre nouveau de morale civique. Mais quels étaient les anonymes « rédacteurs » à qui Portalis avait pu demander un projet sur ce point délicat ? Une curieuse lettre de Bernier nous l'apprend. Le 27 fructidor, l'évêque d'Orléans avait écrit au Directeur des Cultes :

« Citoyen Conseiller d'Etat,

J'ai l'honneur de vous adresser l'extrait du Catéchisme que vous m'avez demandé pour le soumettre vendredi à l'approbation du Premier Consul.

J'ai extrait mot à mot, de Saint Paul et de Saint Jean Chrysostome, les réponses que j'ai faites aux questions proposées. J'ai cru devoir puiser dans ces sources, pour ne laisser aucune prise à la censure.

Je n'ai fait que fort peu de demandes, pour éviter toute affectation et empêcher la malveillance de dire qu'on n'a fait ce catéchisme que pour prêcher la soumission au gouvernement. Il vaut mieux se contenter d'un petit nombre de questions ac-

(10) Portalis au Premier Consul, 28 fructidor an XI, A. N., AF IV 1044.

compagnées de réponses précises que d'étendre trop une matière qui donnerait au catéchisme une étendue considérable et induirait les ignorants et les exagérés à croire que l'autorité civile la (*sic*) seule rédige.

Je désire que le Consul adopte cette rédaction. Je vous prierai de m'en prévenir ainsi que des corrections, s'il croit devoir en faire ».

Etait joint un « extrait du projet de catéchisme à l'usage des Eglises de France. Troisième partie, article du quatrième commandement » :

« D. — Ce commandement ne regarde-t-il que les devoirs des enfants envers leurs père et mère ?

R. — Il regarde aussi les devoirs des inférieurs envers leurs supérieurs.

D. — Qu'entend-on par ce mot *supérieurs* ?

R. — On entend ceux qui ont l'autorité dans l'Eglise ou dans l'Etat.

D. — De qui les chefs des Etats tiennent-ils leur autorité ?

R. — De Dieu.

D. — Quels sont les devoirs à leur égard ?

R. — Nous devons les aimer, les révéler, leur obéir, et considérer en eux les Images de Dieu et les dépositaires de sa Puissance sur la Terre.

D. — Est-il permis de manquer à ces devoirs ?

R. — Non, Dieu a menacé de sa malédiction ceux qui oseraient les enfreindre.

D. — La soumission due aux chefs de l'Etat est-elle un dogme de l'Ecriture ?

R. — Oui, l'Ecriture enseigne que ceux qui résistent aux Puissances résistent à l'ordre de Dieu et cette résistance attire la condamnation sur eux-mêmes.

D. — Ne doit-on leur obéir que par crainte ?

R. — Saint Paul nous enseigne qu'il faut leur obéir non seulement par crainte, mais encore par principe de conscience (11) ».

Habemus confitentem. Cette lettre ne laisse subsister aucun doute sur la paternité de ce fameux chapitre qui devait être un signe de contradiction entre les catholiques sous l'Empire, puis, plus tard, entre les historiens. L'idée d'insérer un développement sur les devoirs des sujets envers l'autorité civile

(11) A. N., F¹⁹ 5438.

vient de Bonaparte lui-même. Mais pour la traduire en formules, pour la revêtir de l'autorité des Apôtres et des Pères, le Directeur des Cultes, qui, par ailleurs, a son catéchisme tout prêt, n'ose s'adresser à un d'Astros. Reste Bernier. C'est le conseiller des moments difficiles, le diplomate et le théologien d'une inépuisable ingéniosité qui n'a d'égale que sa complaisance, qu'on retrouve sans cesse, entre 1801 et 1806, derrière Talleyrand, derrière Portalis, derrière Caprara, selon que ministres ou légat, tour à tour, à bout de ressources, sollicitent son aide. Sans doute le personnage a été jaugé par Bonaparte et, sauf Caprara (12), par tous ceux qui l'emploient. Mais le Premier Consul sait que la demi-disgrâce qu'il a imposée à l'évêque d'Orléans n'a pas eu raison de sa courtisanerie (13), et personne n'a renoncé à l'utiliser.

Le projet de Bernier, quel que fût l'art avec lequel il était adapté à ce que les consciences catholiques pouvaient admettre, n'eut pas l'heur de plaire à Bonaparte. Portalis dut répondre à deux critiques, dans un rapport présenté aux Consuls le 10 germinal an XII. La première portait sur la question : « Ne doit-on obéir au Gouvernement que par crainte ? », jugée inopportune, mais que le ministre défendit comme le développement indispensable du précepte de Saint Paul et comme conforme à la tradition constante des Parlements en France. La seconde tendait à faire préciser l'avant-dernière question, en la libellant : « La soumission au Gouver-

(12) Il n'y a qu'à lire la correspondance de Caprara avec Bernier, pendant toutes les années 1803 et 1804 pour être édifié : A. N., A F IV 1892 et 1893. « C'est avec la plus grande satisfaction que j'ai appris par votre dernière lettre que votre retour est prochain, écrit Caprara à l'évêque d'Orléans, le 28 avril 1804. Il me tarde de vous posséder ici de nouveau et les différentes affaires sur lesquelles je vous ai consulté vous prouveront qu'il est bien plus commode d'en conférer de vive voix que par écrit... ». Le 23 mars, il lui demandait un *plan de réponse* à faire au Gouvernement Français.

(13) THIÉBAULT, alors en garnison à Orléans, déclare que, lorsque l'évêque montait en chaire « son thème était généralement l'éloge du Premier Consul d'abord (plus tard de l'Empereur). Et lorsqu'il arrivait à la gloire de nos armées... il ne tarissait plus. Seules nos victoires avaient rendu possibles tous les miracles accomplis par un génie qui résolvait l'art de gouverner les peuples... ». (*Mémoires*, III, 349).

nement de la France est-elle un dogme de l'Eglise ? » Portalis estimait que cette manière de *particulariser* la question ne pourrait se concilier avec les principes. Tout devait être universel et général comme l'Eglise même.

« Cependant, concédait-il, il est bon de parler de la France et on peut le faire en proposant cette autre question : *Que devons-nous en particulier au Gouvernement français ?* La réponse serait celle-ci : Nous devons l'aimer et le chérir, comme protecteur de la religion et de l'Eglise, et être prêts à faire tous les sacrifices pour son service (14) ».

Les observations de Portalis devaient porter leurs fruits. Mais, sur le moment, Bonaparte se contenta de prononcer l'ajournement et de renvoyer au Ministre son rapport « jusqu'à l'année prochaine ». On était en effet à la veille de la proclamation de l'Empire ; les négociations destinées à amener le Pape à Paris allaient s'ouvrir. Il était plus expédient d'attendre que la transformation monarchique du régime fût achevée. Le catéchisme alors prêcherait la soumission non plus seulement en termes vagues au « gouvernement de la France », mais d'une manière précise, à la quatrième dynastie, et peut-être cette leçon aurait-elle la sanction du Chef de la religion, quand celui-ci aurait consenti au Sacre.

Lorsque le Pape fut à Paris, Portalis et Bernier ne doutèrent pas que le moment assigné par Napoléon n'eût enfin sonné. Rivalisant d'empressement, ils s'employèrent auprès de Pie VII et de l'Empereur pour obtenir la publication du catéchisme sous la double sanction de l'Eglise et de l'Etat. Le 8 nivôse an XIII (29 décembre), Bernier avait achevé la révision du chapitre sur l'obéissance au souverain, et présentait en ces termes la nouvelle version au Ministre :

« J'ai l'honneur de vous adresser les articles du Catéchisme relatifs à la soumission due à l'Empereur tels que vous me les

(14) A. N., F¹⁹ 5438.

avez demandés. Je ne pense pas qu'ils puissent maintenant éprouver aucune difficulté, ou plutôt aucun ajournement, car il paraît que l'Empereur n'attendait que les événements qui ont eu lieu pour les adopter.

Je vous prie de faire sentir à Sa Majesté en les lui adressant qu'il est urgent de décider, si la France aura un seul catéchisme. La Révolution les a détruits partout. Il faut, dans presque tous les Diocèses, en faire de nouvelles éditions, ou plutôt les réformer en entier, et Dieu sait comment se fera cette réforme avec les nuances d'opinion qui existent dans le clergé. J'ai par exemple dans mon seul Diocèse huit catéchismes différents. Perpétuer cette variété, ne serait-ce pas consacrer un ridicule? N'en est-ce pas déjà un d'enseigner la même religion dans un même Empire, en autant de manières différentes qu'il y a eu d'anciens diocèses, quoique ces mêmes diocèses n'existent plus?

Ces raisons et mille autres doivent engager à rapporter tout à l'unité, et à y ramener les esprits par un enseignement uniforme. Si l'on ne profite pas de cette occasion pour l'établir, il faut y renoncer pour jamais. Chaque évêque est trop jaloux de l'exercice particulier de son autorité pour renoncer au droit d'enseigner la Religion comme il l'entendra dans son diocèse ».

Le nouveau projet pour le chapitre sur le quatrième commandement joint à ce billet d'envoi, était en gros celui de l'an XI, avec les additions ou substitutions suivantes :

Première Réponse. — « Il regarde aussi les devoirs des inférieurs envers leurs supérieurs » (add. « et des sujets envers leurs princes »).

Troisième Demande. — « De qui les Chefs des Etats tiennent-ils leur autorité »? (rempl. par « l'Empereur qui nous gouverne »).

Quatrième R. — « Nous devons les aimer, les révéler », etc..., rempl. par « Nous devons le révéler, l'aimer, lui obéir et considérer en lui », etc...

Cinquième D. — « La soumission due aux chefs des Etats »... (rempl. par « à l'Empereur »).

Sixième D. — « Ne doit-on leur obéir que par crainte » (rempl. par « obéir à son autorité » (15)).

Vingt-quatre heures plus tard, Portalis adressait à Napoléon un rapport sur la question du Catéchisme. Il décrivait habilement les circonstances favorables : les éditions anciennes des catéchismes diocésains épuisées, les évêques désireux de recevoir des instructions, le Pape favorable à l'unité, « disposé à faire ce que Votre Majesté jugerait utile et convenable », ne pouvant refuser une approbation qui dispenserait ensuite de toute autre sanction (16). Il soumettait ensuite le seul chapitre susceptible d'intéresser l'Etat :

« Déjà on avait présenté, avant le nouvel ordre de choses, divers articles relatifs à cet objet. Ces articles parlaient vaguement de la soumission que l'on doit aux puissances et aux chefs de l'Etat d'après la doctrine Evangélique.

Mais il me semble que ces généralités ne suffisent plus. Il s'agit d'attacher la conscience des peuples à l'auguste personne de Votre Majesté, dont le Gouvernement et les Victoires garantissent la gloire et le bonheur de la France. Recommander en général la soumission des sujets à leur souverain ce ne serait pas, dans l'hypothèse présente, diriger cette soumission vers son véritable but. Le précepte général peut suffire dans les temps ordinaires, et quand on vit sous un ordre de choses qui existe depuis longtemps. Mais aujourd'hui le mot *souverain* n'est qu'une expression vague dont chacun pourrait arbitrairement faire l'application selon ses intentions ou ses préjugés. J'ai donc cru qu'il était nécessaire de s'expliquer franchement et de rapporter le précepte, d'une manière précise, à Votre Majesté. Cela ôte toute équivoque, en fixant les cœurs et les esprits sur celui qui peut seul et doit réellement fixer les esprits et les cœurs.

En conséquence, j'ai l'honneur de faire passer à Votre Majesté le nouveau projet d'articles. Relativement à ce sujet, il est une observation, Sire, que je dois soumettre à votre haute sagesse. S'agissant ici d'une nouvelle dynastie et d'un nouvel empire, ne serait-il pas bon pour lier cet ordre de choses à toutes les affections et à toutes les idées, de dire un mot de l'obéissance qui sera également due à tous les successeurs légitimes de l'Empereur selon les constitutions de l'Empire et par là, de rendre la loi de l'hérédité aussi religieusement obligatoire qu'elle l'est civilement ?

(16) Rapport du 9 Nivôse an XIII, A. N., AF IV 1045.

Dès que Votre Majesté m'aura fait connaître sa détermination, l'ouvrage marchera rapidement ».

Portalès faisait donc litière des scrupules qu'il avait exprimés un an plus tôt. Lui qui avait si bien rappelé l'authentique tradition de l'Eglise, selon laquelle le catéchisme ne doit contenir que des vérités universelles, applicables à tous les temps, à tous les pays, à toutes les circonstances, il était maintenant le plus acharné à « particulariser » les questions proposées sous le couvert du Quatrième Commandement. Et cependant il était encore loin de répondre aux désirs de son Maître. Le projet revint au Ministère des Cultes, annoté de la main même de Napoléon : « Renvoyé par ordre de S. M. l'Empereur à M. Portalès avec les additions y jointes. Paris, 10 nivôse an XIII ».

« Additions à l'extrait du projet de catéchisme à l'usage des Eglises de France, troisième partie, article du quatrième Commandement ».

« Après la demande : De qui l'Empereur qui gouverne tient-il son autorité ? et la réponse : de Dieu, ajoutez :

D. — Comment Dieu a-t-il manifesté sa volonté que l'Empereur actuel et son successeur occupent le trône de France ?

R. — En conduisant l'Empereur Napoléon par la main dans les circonstances les plus difficiles, en lui faisant obtenir partout la victoire et en lui donnant constamment la volonté pour le rétablissement de la Société, de la justice et de notre sainte religion. Enfin par la nomination de tout le peuple et la consécration de l'Eglise dans la personne du Vicaire de Saint Pierre qui en est le chef.

Après ces mots : Nous devons le révéler, l'aimer, lui obéir et considérer en lui l'image de Dieu et le dépositaire de sa puissance sur la terre,

ajoutez : Nous devons payer avec empressement les impositions nécessaires pour le maintien de l'Etat et nous ranger sous ses drapeaux, pour la défense de notre patrie et de son trône.

Supprimez les deux dernières demandes et réponses (17) ».

Ainsi l'Empereur lui-même prenait rang parmi les rédacteurs du Catéchisme. Il mettait la main au chapitre le plus important et le plus malaisé à présenter. Mais le texte démesurément développé qu'il imposait, dépassant en hardiesse ce qu'aucun des collaborateurs ecclésiastiques du Ministère n'avait prévu, ce que Bernier et Portalis avaient osé, ne risquait-il pas de compromettre définitivement à Rome l'entreprise dont le succès avait été trop tôt annoncé ?

II

Jusque-là, c'est-à-dire jusqu'aux tout premiers jours de 1805, Rome était, au sujet du futur catéchisme, dans une complète incertitude. Quelques évêques français avaient dû exprimer au légat Caprara leurs appréhensions, à la perspective d'une pareille réforme émanant de l'autorité civile. Mais personne ne pouvait prendre position contre un ouvrage dont on ignorait et le contenu et les modalités de publication. Le gouvernement l'imposerait-il aux évêques ou le proposerait-il seulement comme un modèle à imiter ? Ne devrait-il pas, pour en garantir la doctrine, rechercher une sanction religieuse autorisée ?

Il est piquant de constater qu'entraîné par la logique de ses méthodes centralisatrices et autoritaires, le gouvernement impérial, écartant l'éventualité d'une consultation de l'épiscopat national, sollicita lui-même l'intervention directe du Saint-Siège dans une affaire purement intérieure. Portalis était si persuadé de l'impossibilité de demander aux évêques, soit séparément, soit en corps, leur approbation, qu'il n'hésitait pas à écrire à Napoléon : « L'entreprise d'un catéchisme uniforme ne peut... se réaliser sous le rapport religieux, que par l'intervention du Pontife que tous les autres évêques reconnaissent comme supérieur (18) ». La présence

(18) Rapport du 9 nivôse, A. N., AF IV 1045.

de Pie VII à Paris devait donc être utilisée. Le subtil Bernier, chargé de sonder le terrain, se montrait tout à fait optimiste :

« Excellence, mandait-il à Portalis, — je viens de voir Sa Sainteté à qui j'ai parlé du projet d'un catéchisme uniforme en France. Non seulement elle goûte ce projet, mais elle m'a déclaré qu'elle le croyait indispensable et que c'était le seul moyen de faire cesser cette diversité d'enseignement qui existe aujourd'hui en France.

En conséquence elle fera examiner le projet de catéchisme par le cardinal Caselli et Mgr Bertazzoli son aumônier, à mesure que je lui en donnerai chaque partie. Tout se fera secrètement, et lorsqu'on trouvera quelques difficultés dans les articles, on m'appellera pour les discuter, et alors, vous me ferez part des intentions du gouvernement. Sa Sainteté renonce à tout projet d'appeler une députation d'évêques pour cet examen pour n'exciter aucune jalousie entre les appelés et ceux qui ne le seraient pas. Elle munira le tout de son approbation. Le gouvernement y joindra ses ordres et tout sera fini. Voyez si ce projet vous convient et daignez m'en donner avis. Veuillez aussi en prévenir Sa Majesté afin que dans le cas où Sa Sainteté lui en parlerait, il n'ignore pas ce qui se passe sur cet objet (19) ».

L'évêque d'Orléans, s'il était parfaitement convaincu de ce qu'il affirmait, témoignait ainsi qu'il nourrissait des illusions singulières. En pareille matière, Pie VII n'était pas disposé à se départir des prudentes méthodes d'examen du Siège Apostolique. L'exemplaire du catéchisme, — le seul qui existât alors —, fut remis à une congrégation de cardinaux et de consultants, et le cardinal Antonelli fut chargé de suivre ses travaux. Tout se passa dans le secret, sans qu'aucun représentant du gouvernement impérial fût appelé à donner des éclaircissements ou à discuter. Le cardinal Fesch qui, comme ambassadeur près le Saint Siège, ne laissait passer sans y intervenir aucune question intéressant l'Eglise Gallicane, ne fut au courant de rien. Est-ce parce que, en reprenant son poste à Rome, il fut assailli par une foule d'affaires plus ur-

(19) A. N., F¹⁹ 5438.

gentes ? En tous cas, sa correspondance ministérielle ne contient aucune allusion aux travaux de la commission. Sa correspondance personnelle, avec ses amis de France, tendrait même à prouver qu'il ne put rien connaître de l'avis des consultants : « Je n'ai point entendu parler ici du catéchisme, écrivait-il à Jauffret, le 31 août 1805 ; il faudrait m'en envoyer ici une copie avec les observations de M. Emery (20) ». A la date où l'ambassadeur s'exprimait ainsi, le gouvernement français venait de faire redemander le texte confié au Pape, avec tant de précipitation et de mystère, s'il faut en croire le dire des Romains, qu'en le retournant, le Quirinal ne prit même pas le temps d'en dresser une copie, *per gelosia di mantenere il segreto*, par souci de garder le secret. En réalité, on dut supposer que Paris renonçait à un projet inadmissible.

Nous savons en effet que le texte n'avait été approuvé par aucun des membres de la congrégation, « eu égard, écrivait Antonelli, à l'absence sur certains points d'instructions opportunes et nécessaires, eu égard sur d'autres points à une surabondance de maximes n'appartenant pas à la doctrine catholique (21) », et enfin faute d'une précision particulièrement nécessaire dans un catéchisme propre à l'usage de toutes les Eglises d'un si vaste Empire. A ces objections pertinentes qui visaient le contenu du petit livre, di Pietro ajoutait qu'il ne pouvait admettre l'expression malheureuse par laquelle on prétendait prescrire un catéchisme unique pour une Eglise nationale.

« En matière de doctrine de foi il n'y a qu'une seule Eglise ; il n'est donc pas exact d'en reconnaître une qui soit distincte de l'Eglise de Rome. On peut bien dire Eglise Gallicane, Germanique, Milanaise, mais dans un tout autre sens que dans celui de doctrine de foi (22) ».

(20) Fesch à Jauffret, 31 août 1805, *Papiers Fesch*, Arch. Archev.

(21) Vat., Ep. Nap. Francia, 24.

(22) Vat., Ep. Nap. Francia, 24 (Le document semble être un projet de dépêche à Caprara, daté du 11 septembre 1805).

Le Saint-Siège se trouvait amené par les circonstances à se poser en défenseur de l'indépendance des évêques pour écarter la menace que faisait peser sur eux l'entreprise du pouvoir civil. Consalvi, chargé d'adresser à Caprara des instructions pour l'avenir, les rédigea avec autant de souplesse dans l'exposé des principes que de fermeté dans les conclusions pratiques.

« Le Saint-Siège a toujours souhaité l'uniformité dans la manière d'enseigner ou d'apprendre la doctrine chrétienne, et à cette fin le pape Pie V, en conséquence du décret du Concile de Trente, avait ordonné l'impression du catéchisme romain pour les curés, le pape Clément VII celle du catéchisme de Bellarmin pour les enfants. Néanmoins la liberté du choix n'a jamais été enlevée aux évêques et particulièrement à ceux d'outre-monts, sous la réserve seulement de ce qui est prescrit par Benoît XIV, dans la constitution *Etsi minimum...*, ch. 17. Ainsi pourvu que l'on observe ces sages prescriptions du pape Benoît XIV, le Saint-Père, à l'exemple de ses prédécesseurs, ne s'opposera point à ce que les évêques de France adoptent chacun le catéchisme qu'il croira le plus convenable aux circonstances particulières de son troupeau ; mais Sa Sainteté ne pourrait souffrir en aucune façon que quelque évêque fit choix d'un catéchisme qui aurait déjà été condamné par le Saint-Siège, ou qui, quoique n'ayant pas encore été condamné parce qu'il serait inconnu, contiendrait des doctrines corrompues ou seulement suspectes. Au second cas, c'est-à-dire si le gouvernement voulait donner la préférence à un catéchisme ou peut-être en composer un nouveau et en imposer d'autorité l'usage aux évêques, Sa Sainteté ne pourrait regarder cet acte que comme une injure faite au corps entier de l'épiscopat...

Il sera donc digne du zèle de Votre Eminence que, comme évêque et comme légat du chef des évêques, elle s'emploie de tous ses moyens pour empêcher qu'un tel catéchisme soit publié. S'il arrivait à votre connaissance que quelqu'un visât à surprendre la religion de l'empereur pour en obtenir l'autorisation de promulguer un catéchisme de cette espèce, que Votre Eminence n'hésite pas à prévenir Sa Majesté et à lui dire, au nom de Sa Sainteté, qu'elle se garde des auteurs de semblables conseils, et que le Saint-Père est persuadé qu'en matière de doctrine Sa Majesté impériale ne pense certainement pas à s'arroger une faculté que Dieu confie exclusivement à l'Eglise et au vicaire de Jésus-Christ.

Sa Sainteté m'ordonne de dire à Votre Eminence pour sa gouverne que dans la partie du catéchisme renvoyée par ce même courrier qui a été lue et examinée, il s'est trouvé des inexactitudes, des défauts et beaucoup de choses qui auraient besoin d'être corrigées ; mais, admettant qu'on eût la faculté et le temps de l'approfondir et de l'examiner en entier, le Saint-Père n'en éprouverait pas moins une grande répugnance à faire ce que n'a jamais fait aucun de ses prédécesseurs, à savoir de prescrire aux évêques d'une nation tout entière une méthode de catéchisme pour les enfants, dont il ne serait pas permis aux évêques de se départir selon les besoins de leurs diocèses respectifs (23). »

Trop tard parvenait cet appel à la vigilance et à la fidélité du Légat. Les historiens du Catéchisme impérial ne sont pas d'accord sur le moment où Caprara fut engagé dans l'affaire. Ce ne peut guère être avant août 1805. Tant que Portalis espéra obtenir la sanction de Pie VII, pourquoi aurait-il songé à demander l'approbation du Légat ? Lorsqu'il se rendit compte que l'examen poursuivi à Rome n'aboutirait pas, il dut se rabattre sur un procédé plus rapide et plus aisé. Amener Caprara à se servir des pouvoirs qu'il possédait et à consacrer avec l'autorité apostolique une situation que le Saint Siège refusait de reconnaître, la chose n'était pas impossible : la réconciliation des évêques constitutionnels l'avait prouvé. Napoléon et son ministre des Cultes savaient jusqu'où le vieux cardinal se laissait entraîner par sa confiance, son amour de la paix, sa faiblesse. C'est au cours du voyage de Napoléon en Italie, pour le couronnement de Milan, que Caprara est entré, consciemment ou non, dans le jeu des Français. Déjà le fait que ce valétudinaire craintif, qui s'était à peine dérangé, six mois avant, pour aller au-devant de son propre souverain, le Pape, en France, acceptât de se rendre à Milan pour y faire le couronnement est-il surprenant. L'Empereur-Roi l'en récompense par des mesures gra-

(23) Le Secrétaire d'Etat à Caprara, 18 septembre 1805. Vat., Nunz. Fr. 584, f^{os} 275-77 (en partie cité et traduit par d'Haussonville, II, 276-280).

cieuses : il le place à la tête de la section ecclésiastique du Conseil d'Etat, le consulte avant de signer ses décrets concernant le culte, — décrets qui dotent généreusement le clergé séculier, et assignent à l'archevêché de Milan, dont Caprara est titulaire, 150.000 livres de revenu. Notons la coïncidence des dates : le 10 août, Napoléon arrête ces mesures ; le 18, Caprara écrit à Rome pour redemander à la Secrétairerie d'Etat le catéchisme qui avait été soumis en mai à l'examen du Saint Siège. En le retournant, le 18 septembre, Consalvi enjoint au légat de prendre préventivement position contre le catéchisme unique ; Caprara ne transmet même pas les objections de sa Cour à Portalis. Peut-être est-il guidé par un sourd désir de revanche contre ces conseillers de Curie qui l'ont si souvent malmené, qui, pendant le séjour de Pie VII à Paris l'ont tenu ostensiblement à l'écart, et qui prétendent maintenant juger des intérêts de l'Eglise de France mieux que lui qui est sur place (24). En tout cas, son siège est fait.

Très discrètement l'entente se resserre entre Caprara et le Ministre des Cultes. Elle n'apparaît au jour qu'en février 1806, où ministre et légat échangent une série de billets qui semblent se référer à des conventions orales, et qui permettent de suivre la dernière phase de leur collaboration, si l'on peut employer ce terme. Alors, avec une simultanéité et une rapidité surprenantes, aboutissent deux affaires, évidemment parallèles, et dont Portalis depuis longtemps a fait son grand dessein : la proclamation de la fête de Saint Napoléon, l'approbation du Catéchisme.

Le 10 février 1806, le Ministre des Cultes, sur les instructions de l'Empereur, signait un rapport concluant à l'établissement de deux fêtes nationales, l'une fixée au 11 frimaire (2 décembre) destinée à commémorer le Couronnement et

(24) C'est ce que suppose DE PRADT (*Quatre Concordats*, II, 217), et le ton des défenses postérieures de Caprara ne permet pas de condamner absolument cette hypothèse.

la Victoire d'Austerlitz, l'autre, le 15 août, pour rappeler la naissance de l'Empereur et la ratification du Concordat. « La fête patronale de Votre Majesté Impériale et Royale doit être celle de tout l'Empire », disait Portalis, mais il ajoutait aussitôt que « les pompes civiles ne sont rien si elles ne se rattachent aux pompes et aux cérémonies de la religion », et il demandait à Caprara un bref approuvant l'institution de la fête du 15 août. Quinze jours après, le légat, ayant préparé un projet, demandait à Portalis s'il était bien tel qu'il devait être :

« Je me suis occupé de l'appuyer de moyens tirés de la Sainte Ecriture qui m'ont paru convenables à la circonstance et propres à se faire accueillir avec un esprit religieux et de pieuses dispositions. J'ai d'ailleurs à cette fin statué d'accorder aux Evêques le pouvoir extraordinaire de donner ce même jour après leur messe solennelle, la bénédiction papale, et partout les Fidèles pourront gagner l'indulgence plénière ».

Le décret impérial instituant la fête parut en effet le 19 février (25) ; le 1^{er} mars, Caprara signa son indult, bientôt suivi d'instructions aux évêques pour la célébration de la Saint Napoléon.

Au même moment, en moins de six semaines, Caprara se laissait arracher l'approbation du Catéchisme, dont l'achèvement traînait depuis septembre 1803, et dont Rome, après un examen prolongé de quatre mois, avait pratiquement annoncé la condamnation.

Comment s'y prit-on pour déterminer le Légat à sanctionner un catéchisme présenté par le pouvoir séculier ? Sous la forme définitive où il l'approuva, le texte différait-il au moins de celui qui avait été blâmé à Rome ? Les documents, sur ces deux points, ne permettent pas de se prononcer d'une façon formelle.

(25) Caprara à Portalis, 25 février 1806. A. N., F¹⁹ 5438. L'indult de Caprara est dans les *Annales religieuses* de BOULOGNE, de 1806, p. 564.

Un billet de Caprara à Portalis, daté du 22 février 1806, montre d'abord le cardinal associé à la rédaction :

« J'ai l'honneur de remettre à Votre Excellence les deux premiers cahiers du catéchisme. Après que vous les aurez considérés et eu la bonté de les renvoyer avec les notes que vous aurez jugé à propos d'y faire, je vous en enverrai d'autres auxquels on travaille sans relâche.

Comme j'espère, vous y trouverez une particulière modération et circonspection dans toutes ses parties, puisque, en développant nécessairement la doctrine, on évite les mots d'hérétiques, de schismatiques et d'excommuniés (26) ».

Il y eut donc un projet rédigé à la légation, par les théologiens de Caprara. Le fait d'ailleurs est attesté par un billet d'Emery, où celui-ci, renseigné par Jauffret et d'Astros, jugeait sévèrement « le catéchisme qu'avait composé et proposé le théologien du légat », défectueux, disait-il, et propre à exciter des troubles dans l'Eglise gallicane (27). Pourquoi ce projet italien ? Même s'il renonçait à celui qu'il avait en mains, Portalis pouvait-il sérieusement penser à imposer au clergé français l'œuvre d'un théologien italien ? Quel aveu d'impuissance, et quelle singulière façon de faire accepter l'ouvrage par les théologiens nationaux !

Mais nous avons la preuve que tout en affectant de solliciter un projet italien, le Ministre poursuivait son dessein : obtenir l'approbation de son propre projet, qu'il tenait en réserve. En effet, le 26 février, quatre jours après la lettre que nous venons de citer, Caprara adressait à Portalis un billet d'envoi pour annoncer « l'unique et simple variation » qu'il avait cru devoir faire « dans le projet de l'article du catéchisme que vous m'avez remis ». La feuille où était consignée la rectification de Caprara manque, mais la formule prouve que, tandis que les Italiens travaillaient, le légat avait

(26) Caprara à Portalis, 22 février 1806. A. N., F¹⁹ 5438.

(27) *Papiers Emery*, V, 5097; cf. LYONNET: *D'Aviau*, p. 548, note 1.

dû accepter de reviser une version française. Un rapport de Portalis à Napoléon établit qu'il en était bien ainsi, et que ce sont les fameux articles sur les devoirs des sujets envers leur souverain que le ministre travaillait à faire agréer par Caprara (28).

Au vrai, il n'y réussit pas sans peine. Il semble bien que les théologiens de la légation, dont l'étroitesse inspirait tant de défiance à Portalis, surent, un temps, insuffler au vieux cardinal leur esprit de résistance. Mais Caprara fut regagné par la bienveillance de l'Empereur envers sa famille et les mesures gracieuses prises pour sauver de ses dettes son neveu, le comte Charles (29). Surtout on l'affolait par la description des périls que, dans une passe difficile des relations entre la France et le Saint-Siège, son refus créerait inévitablement, et enfin on le plaçait devant un véritable ultimatum. Le 30 mars, remettant à Caprara la copie du catéchisme déjà examinée par lui antérieurement, Portalis lui demandait une approbation immédiate, le tout devant être présenté dans l'espace de vingt-quatre heures à Sa Majesté.

(28) A. N., F¹⁰ 5438. Caprara n'eut-il pas à donner outre son agrément, une rédaction au fameux article sur le Quatrième Commandement ? Une tradition que d'Astros rapportait dans sa vieillesse (CAUSSETTE : *Vie de d'Astros*, p. III) assure que le légat fut, avec l'Empereur, le rédacteur de ce chapitre. Il est certain que le texte définitif (cf. notre chapitre III) diffère de celui qu'avaient préparé Bernier, Portalis, puis Napoléon. Caprara aurait-il accepté, *in extremis*, de donner une forme théologique aux additions audacieuses de Napoléon ? — Peut-être ; en tous cas, son intervention n'aurait pas laissé de traces, à Paris ni à Rome. — Quant à la résistance de l'entourage de Caprara, Gaillard, le Confident de Fouché, raconte que Napoléon rendant responsable des difficultés rencontrées l'auditeur de la nonciature, l'abbé Sala, le manda aux Tuileries, et menaça de le faire pendre. Sala aurait répondu avec tant de sang-froid que Napoléon, vaincu, aurait cessé de menacer, et que « les articles ne furent pas insérés dans le Catéchisme ». (DESPATYS : *Un ami de Fouché*, d'après les Mémoires de Gaillard, p. 87). Mais la conclusion de cette anecdote est si contraire à la réalité, qu'il est bien difficile d'accepter le récit de Gaillard.

(29) D'HAUSSONVILLE (*L'Eglise Romaine*, II, 288) a fait une confusion en interprétant la lettre de Napoléon à Eugène Beauharnais (23 mars 1806, *Corr.*, XII, 10.012) où il est question de « retirer Caprara de l'abîme où il est » en payant ses dettes. Ce n'est pas du cardinal qu'il s'agit, mais du comte Charles (A. N., A F IV 1709 B) ; cf. PINGAUD : *Les hommes d'Etat de la République Italienne*, p. 128). Le Légat put céder à la reconnaissance, mais pas à des arguments d'argent.

Avant l'expiration du délai, le légat s'était exécuté. Il adressait le Décret d'Approbation, en faisant remarquer, comme précédemment pour la fête du 15 août, qu'il avait eu soin « de lui donner la forme la plus authentique » et d'y employer « les termes les plus convenables au but désiré (30) ».

Ces termes étaient les suivants :

... « Nous, après avoir fait examiner cet écrit, et avoir reconnu que les principaux points de la religion chrétienne y sont exposés d'une manière conforme à la doctrine de l'Eglise Catholique, nous avons cru devoir, non seulement approuver cet ouvrage ayant pour titre : *Catéchisme à l'usage de toutes les Eglises de l'Empire français*, mais encore en proposer et en recommander l'usage aux RR. Evêques de l'Empire français, comme par le présent décret, en vertu de l'autorité apostolique dont nous sommes revêtus en qualité de Légat *a latere* du Saint-Siège et de notre très Saint-Père le Pape Pie VII, nous l'approuvons, et nous en proposons et recommandons l'usage, pénétrés de cette pensée, que la *Foi étant une*, il est singulièrement à désirer qu'il n'y ait qu'une seule et même manière d'en exposer les dogmes et d'en instruire les peuples.

Nous laissons à la sollicitude des RR. Evêques que N.-S. J.-C., auteur de la foi, a établis pour en conserver le dépôt, et pour paître le troupeau qui leur est confié, de veiller avec soin à ce que les Curés et les autres Prêtres qui expliqueront ce Catéchisme le fassent avec suite, faisant connaître les rapports des leçons entre elles et l'accord de toutes les parties, et à ce qu'ils s'expriment toujours, comme dit l'Apôtre, d'une manière pleine de sagesse et de gravité, et digne en tout de la saine doctrine ».

Sur quoi, Napoléon, le 4 avril, décréta :

« Art. I. — En exécution de l'article 39 de la loi du 16 germinal an X, le Catéchisme annexé au présent décret, approuvé par Son Em. le Cardinal Légat, sera publié et seul en usage dans toutes les Eglises Catholiques de l'Empire.

II. — Notre Ministre des Cultes surveillera l'impression de ce Catéchisme; et, pendant l'espace de dix années, il est spécialement autorisé à prendre à cet effet toutes les précautions qu'il jugera nécessaires »...

(30) A. N., F¹⁹ 5438. Le décret d'approbation de légat est dans F¹⁹ 195.

D'un bout à l'autre, Caprara avait agi de son chef, sans même tenir au courant le Secrétaire d'Etat, dont il avait complètement trahi les intentions. On ne voit même pas qu'il ait obtenu des modifications fondamentales au texte que Rome avait désapprouvé. Il y eut bien, d'après certain rapport officiel, des modifications, mais de détail. Un ouvrage de ce genre était un travail considérable, qu'on ne pouvait aisément transformer en dernière heure. Probablement, sous l'influence d'Emery, chercha-t-on à se rapprocher davantage de Bossuet. En tout cas, quant au chapitre sur le quatrième commandement, Caprara, nous le verrons, n'avait pas obtenu d'amélioration substantielle.

Le 5 mai 1806, le *Journal de l'Empire* fit connaître au public le décret impérial concernant le nouveau catéchisme, et l'approbation du légat.

C'est par cette voie de la presse que Rome apprit la publication redoutée. Le 15 mai seulement, Caprara se décida à informer le Secrétaire d'Etat de sa conduite. Il la justifiait à la fois par la nécessité de ne pas abandonner à l'arbitraire et à la malveillance l'entreprise du gouvernement, et par l'insistance de nombreux évêques « zelanti » auprès de lui. Le catéchisme, composé d'après celui de Mgr Bossuet et d'autres catéchismes communément reçus, lui avait paru, après un mûr examen, digne d'approbation. Il n'avait pas informé sa Cour plus tôt, dans la crainte que son décret ne fût pas accepté par le Ministre des Cultes, mais finalement, disait-il avec un soulagement qui devait bien étonner son correspondant, « par lettre officielle du Ministre Portalis en date du 7 courant, et par d'autres nouvelles, assuré que mon décret a été admis, et qu'il sera reproduit au catéchisme en question, je me suis vu en mesure d'en informer V. Em. (31) ».

Cette dépêche fut soumise au jugement de deux cardinaux, Antonelli et probablement di Pietro. Le premier, tout en con-

(31) Caprara à Consalvi, 15 mai 1806, Vat., Ep. Nap. Francia 24.

damnant une démarche, injustifiable après l'avertissement de Rome, ne jugea pas trop sévèrement le texte du décret. Lorsque le Saint-Siège avait été pressenti, on lui demandait une véritable injonction aux évêques d'adopter exclusivement cet ouvrage, — ce qui eût été inadmissible. Le légat se bornait maintenant à approuver le catéchisme et à en recommander l'usage. Par ailleurs l'approbation d'un catéchisme pour toutes les Eglises soumises à sa juridiction ne dépassait pas les facultés du légat ; la difficulté venait seulement de ce qu'il approuvait *auctoritate apostolica*, mais il usait de l'autorité apostolique *ex officio*, et non en vertu d'une commission spéciale que lui aurait envoyée le Saint-Siège (32).

Si Antonelli ne croyait pas l'avenir absolument compromis ni l'autorité apostolique directement engagée, le second cardinal se montra plus inquiet. La lettre du légat, malgré ses justifications, avait un tour capable d'exciter le soupçon. On ne connaissait ni les notes de Portalis ni les réponses de Caprara. Mais on connaissait par les journaux le décret impérial, d'où il ressortait clairement que le gouvernement laïque s'arrogeait le pouvoir de contraindre les Evêques et se fondait sur l'application d'une loi (un des articles organiques) contre laquelle le Pape avait tant de fois protesté.

« Ainsi l'approbation du légat sera regardée comme superfétatoire, et tandis qu'il exhorte et engage les Evêques à adopter un catéchisme, le gouvernement contraint les mêmes Evêques à l'adopter, les obligeant finalement à dépendre en cela du ministre des Cultes auquel revient l'exécution du décret et est attribué le pouvoir de réglementer l'impression ».

Les Papes eux-mêmes ne s'étaient jamais attribué pouvoir pareil. Di Pietro concluait à l'urgence de barrer la route aux empiètements du pouvoir civil (33).

(32) Consultation d'Antonelli (s. d.). Vat., *ibid.*

(33) 7 juin 1806, dans Vat. Ep. Nap. Francia, 24.

Caprara se défendit, mais avec plus de véhémence que de bonheur. En fait de documents, quand on lui demande d'en soumettre à Rome, il n'a à produire que des billets insignifiants. Dans le domaine des principes, il est assez fort : il rappelle les précédents historiques qui établissent que le Saint-Siège favorise l'unité d'enseignement ; il s'étonne qu'on ait si souvent à la bouche la liberté laissée aux évêques : « il ne faut pas oublier les plaies produites et occasionnées par cette liberté, et que la prudence veut qu'on prévienne l'erreur plutôt que de chercher à l'extirper, car jamais elle ne s'extirpe suffisamment, mais *serpit ut cancer* ». Dans les faits, il est convaincu de la correction des procédés de Napoléon. L'Empereur avait reconnu la compétence exclusive du Pape en lui faisant remettre un premier projet par Bernier.

« Ne se voyant pas approuvé, il fut délicat au point de ne plus vouloir ce projet de catéchisme auquel Sa Sainteté n'avait pas donné son approbation ; il s'empessa d'ordonner qu'on en préparât un second, qui fut présenté au légat pour approbation, par ordre exprès de Sa Majesté. Le cardinal légat émit le décret dans lequel il expose expressément que S. M. « flagita^{nt} exoptet atque studeat » non pas de donner elle, de son autorité propre, mais que soit donné, « ut singularis communisque Catechismus detur »... Finalement par le nouveau catéchisme on enseigne, au su de Sa Majesté et de son ministre que le Catéchisme est un enseignement qu'on doit recevoir de l'Eglise et de ses pasteurs ».

Reste à expliquer son propre silence vis-à-vis de Rome ; Caprara retombe alors dans ses défaites coutumières : le peu de temps qu'on lui a accordé, la crainte du pire. On a commencé à lui communiquer la seconde version le 19 février ; le 30 mars on lui remettait l'ensemble, pour l'avoir, approuvé, dans les vingt-quatre heures.

« Et tout retard était tenu par les Personnes éclairées et de bon sens comme extrêmement périlleux et de nature à ruiner la bonne œuvre, — car le nouveau Catéchisme passe pour tel, qui contient les vérités les plus combattues dans les temps actuels,

comme sont par exemple celles de l'indissolubilité du mariage, de l'Autorité de l'Eglise pour faire des lois, de la Primatie du Pontife Romain, du salut éternel, de la rémission des péchés, qu'on ne saurait obtenir hors de l'Eglise catholique (34) ».

L'argumentation était spécieuse. Il fallait que Caprara sollicitât bien les mots pour arriver à se persuader d'une victoire remportée par le Saint-Siège, et à répondre au réquisitoire de di Pietro sur les empiètements de la puissance civile. L'autorité apostolique pouvait-elle tirer de la collaboration qui lui avait été demandée plus de profit que l'autorité impériale de la mise en vigueur du catéchisme universel ? L'événement seul devait permettre de répondre à cette question.

(34) Long mémoire de Caprara, accompagné des lettres échangées par lui avec Portalis, en février et mars, dans Vat., Ep. Nap. Francia, 7.

CHAPITRE III

LA PUBLICATION

- I. — LE PLAN DE PORTALIS. — *Rapport de Portalis à l'Empereur (4 avril 1806). Il est chargé de surveiller l'impression. Comment il pense en assurer l'uniformité : privilège accordé à la maison Nyon-Nicolle. Les évêques invoquent leur droit de régler l'impression des livres religieux. Les imprimeurs diocésains protestent.*
- II. — LE TEXTE DU CATECHISME. — *Plan général. Comparaison avec le Catéchisme de Bossuet. Simplifications et omissions. Une addition considérable : le chapitre sur les devoirs envers le prince, — qui n'a aucun précédent dans la tradition gallicane.*
- III. — MALAISE DANS L'OPINION CATHOLIQUE. — *Le mandement du cardinal de Belloy publié au « Moniteur » du 23 août. Il annonce la soumission, mais révèle les inquiétudes du clergé. Entre l'adoption du Catéchisme par l'Empereur (avril) et la mise en circulation dans le public (août), il y a eu des protestations. Des corrections de fond ont été consenties.*
- IV. — ROLE DU CARDINAL FESCH. — *Il ne s'est jamais déclaré contre le principe du catéchisme unique. Son mandement d'approbation (novembre 1806). Mais il improuve le procédé de publication. Il lance une édition lyonnaise. Fin du privilège des libraires parisiens. Les évêques de l'Empire approuvent son action.*
Fesch affirme à Napoléon qu'il a contribué au succès du Catéchisme.

I

Le 12 août 1806, le *Moniteur* publia le décret impérial du 4 avril et l'indult du Cardinal Légat sur le Catéchisme. Un

ample rapport du Ministre des Cultes, daté du 4 avril, constituait l'exposé des motifs. Portalis rappelait les précédents historiques qui autorisaient et les circonstances actuelles qui rendaient souhaitable la publication d'un catéchisme unique. Il prouvait éloquemment l'importance de l'enseignement religieux pour l'enfant, pour l'homme, pour la société. Enfin, il présentait le nouvel ouvrage :

« Cette rédaction, disait-il..., a été faite sous les yeux et par les soins de M. le Cardinal Légat, muni de tous les pouvoirs du Saint-Siège.

L'Eglise de France s'est toujours distinguée par ses lumières et par son zèle ; elle compte des prélats illustres qui ont commandé le respect dans tout l'univers chrétien. On n'a pas eu la prétention de vouloir faire mieux et autrement que ces prélats qui ont exposé avec pureté, clarté et précision, la doctrine catholique dans les instructions qu'ils publiaient pour les fidèles confiés à leur surveillance pastorale. Le catéchisme de Bossuet a principalement dirigé le travail des rédacteurs, et l'ouvrage de ceux-ci n'est à proprement parler qu'un exemplaire de ce catéchisme, et, j'ose dire, l'ouvrage même de l'Eglise Gallicane dont ce prélat a été si souvent l'éloquent interprète. Le nom de Bossuet dont la science, les talents et le génie ont servi l'Eglise et honoré la Nation, ne s'effacera jamais de la mémoire des Français, et la justice que tous les Evêques de la Chrétienté ont rendue à la doctrine de ce grand homme, nous en garantit suffisamment l'exactitude et l'autorité (1) ».

Cette manière de présenter les choses n'était pas sans habileté. Le patronage de l'illustre évêque de Meaux était étendu à tout l'ouvrage, dont le rapport omettait de signaler les innovations, — ce qui permettait d'enjoindre aux évêques concordataires de s'incliner devant l'œuvre du Père et du Docteur de l'Eglise gallicane. Cependant le gouvernement affectait de grands ménagements pour l'autorité épiscopale. Il tenait à préciser que le décret du légat ne privait pas les Ordinaires diocésains de leur droit d'examen. Le ministre li-

(1) *Moniteur universel*, 12 août 1806.

mitait son rôle aux mesures nécessaires pour propager et garantir un texte qui se présentait avec pareilles cautions ; il témoignait son respect à la hiérarchie en faisant l'envoi du livre aux évêques, par qui le catéchisme arriverait aux fidèles.

Les précautions prises par Portalis étaient en contradiction avec ces belles assurances. En application du décret impérial du 4 avril qui le chargeait de surveiller l'impression, il avait arrêté qu'il n'y aurait qu'un seul imprimeur, placé sous son contrôle, et qu'un fonctionnaire aurait charge de vérifier chaque exemplaire et d'apposer une griffe, garante de conformité. Une circulaire du 23 août expliqua aux évêques le dispositif. La maison Veuve Nyon, à Paris, était chargée de l'impression et de la vente. Pour garantir une identité absolue, elle devait utiliser le procédé stéréotype Herhan. Les frais où elle s'engageait : fabrication d'un grand nombre de planches stéréotypées, établissement de 30 presses, — lui étaient garantis par son privilège exclusif d'emploi du procédé (2).

Le système se révéla lent à mettre en marche, et plein d'inconvénients. Au début d'août seulement, les premiers catéchismes furent distribués dans Paris. Il fallait prévoir des délais importants avant que les exemplaires arrivassent en province en nombre suffisant pour être répandus. Ce retard favorisa la résistance de la plupart des évêques. Il y en avait bien, comme celui de Nancy, qui se plaignaient de l'attente. Beaucoup de prêtres de paroisse, assurait-il, étaient amenés à suspendre leur enseignement religieux, car les parents, à qui le nouveau avait été annoncé, ne voulaient plus acheter

(2) A. N., F¹⁹ 5438. La Veuve Nyon, née Saillant — associée à son fils et à Nicolle — avait une imprimerie-librairie rue du Jardinot, n° 1, à Paris, qui était une des plus sérieuses maisons d'éditions catholiques. On invoqua en sa faveur la probité de la maison et les pertes que la Révolution lui avait infligées. Henri Nicolle (1767-1829), publiciste de tendance monarchiste qui avait collaboré pendant la Révolution avec Bertin de Vaux, s'était fait libraire-éditeur et avait lancé une collection de classiques « connue sous le nom d'éditions stéréotypes et remarquables par leur extrême correction ». (*Nouvelle Biographie...*, DIDOT, t. 38, p. 2).

l'ancien catéchisme diocésain, et les enfants se trouvaient dépourvus de livres. Mais Mgr d'Osmond était un courtisan habile. Ses confrères ne partageaient pas son impatience. Le changement en effet ne manquerait pas de provoquer dans la masse des fidèles la résistance des plus anciennes et plus chères habitudes locales. Chaque petit peuple de tel fragment d'ancien diocèse tenait au texte récité par les ancêtres. Toute contrainte ferait naître un mécontentement dont ne manqueraient pas de profiter « certaines personnes qu'il est important de ne pas fournir de prétextes », comme disait Mgr Duvoisin, de Nantes. Les anti-concordatistes répandraient le bruit d'innovations dans la religion imposées par le gouvernement. Au contraire, une lente introduction du catéchisme préparerait les esprits doucement. Quelques exemplaires nouveaux sembleraient mis en comparaison avec les autres, — le choix définitif devant être prononcé par l'évêque pour des raisons intrinsèques. Si l'on voulait d'ailleurs être fidèle aux déclarations faites en faveur du droit d'examen des évêques, il ne faudrait pas répandre uniformément l'édition de Paris, précédée du mandement du cardinal de Belloy, mais admettre que le catéchisme en usage dans un diocèse ne paraîtrait qu'avec le mandement de l'évêque diocésain.

Les protestations des libraires épiscopaux provoquaient d'autres difficultés. Chaque évêque avait son imprimeur. Un décret impérial du 7 germinal an XIII avait même reconnu leur privilège, au détriment de tous les libraires qui auraient tenté de contrefaire leurs éditions (3).

La vente d'un nouveau catéchisme venu de Paris devait

(3) « Napoléon... etc..., décrète :

Art. 1. — Les livres d'Eglise, les Heures et Prières ne pourront être imprimés ou réimprimés que d'après la permission donnée par les Evêques diocésains, laquelle permission sera textuellement rapportée et imprimée en tête de chaque exemplaire ;

Art. 2. — Les imprimeurs, libraires, qui feraient imprimer ou réimprimer les livres d'Eglise, des Heures ou Prières sans avoir obtenu cette permission seront poursuivis conformément à la loi du 19 juillet 1793.

faire un grave tort aux imprimeurs locaux. Les uns, à la demande de l'autorité ecclésiastique, venaient de rééditer les anciens catéchismes diocésains, et se voyaient menacés de garder sur les bras des milliers d'invendus. Les autres trouvaient draconiennes les conditions auxquelles ils étaient obligés de traiter avec Nyon. Cette maison avait établi le prix de l'ouvrage à 12 sols pour l'édition in-12, et 8 pour l'in-18. A cela s'ajoutait un droit de griffe de 2 sols, qui constituait une prime versée à la Caisse d'Amortissement, « où il serait ouvert un compte au nom du Ministre des Cultes, pour telle destination qu'il plairait à Sa Majesté d'en faire ». On visait ainsi à former un fonds de secours pour les séminaires. Mais le prix de vente deviendrait exorbitant : 12 à 15 sols au moins, alors que ce petit ouvrage populaire n'avait jamais coûté 5 sols. Encore les libraires de province se plaignaient-ils de n'avoir qu'une marge de bénéfice insignifiante, tandis que les évêques seraient privés des ressources que beaucoup d'entre eux tiraient de l'édition de leur catéchisme.

Portalès dut très vite admettre une modification. Les soumissionnaires Nyon-Nicollé traiteraient avec les éditeurs locaux. Le ministre, sur l'indication des évêques, leur transmettrait le nom de l'imprimeur-libraire épiscopal. Les soumissionnaires vendraient à la maison qui leur serait indiquée les planches stéréotypées, se réservant seulement le tirage de la première feuille. Cette feuille porterait la signature du commissaire vérificateur, qui tiendrait compte du nombre de feuilles tirées. Un compte courant correspondant serait ouvert à la Caisse d'Amortissement au profit du diocèse. L'édition diocésaine porterait, en tête, le mandement de l'évêque du lieu (4).

Le ministre, qui avait d'abord posé en principe que tout serait imprimé à Paris, faisait une concession. Les intérêts locaux, — ceux des libraires et ceux des diocèses —, recevaient

(4) A. N., F¹⁰ 5438 et 5439. Cf. JAUFFRET : *Mémoires... sur les affaires ecclésiastiques*, II, 168-170.

partiellement satisfaction, mais pas ceux des populations, obligées de payer le catéchisme trois fois plus cher que par le passé. L'uniformité serait garantie : restait à savoir si les évêques s'accommoderaient de règles aussi étroites, qui rendraient leur droit de regard tout à fait théorique.

Car la réglementation des conditions de la publication n'était pas simplement une question de forme ; elle touchait au fond même du débat. Ou le gouvernement tiendrait la main aux règles posées par lui, et serait sûr que le texte officiel du catéchisme ne risquerait aucune altération. Ou l'épiscopat obtiendrait plus de liberté dans l'impression et la mise en vigueur du petit manuel, et il réussirait à y faire passer ainsi les amendements de caractère doctrinal qui paraissaient nécessaires.

II

Le *Catéchisme à l'usage de toutes les Eglises de l'Empire français* se présentait, dans l'édition in-12 de la Vve Nyon, comme un volume de 144 pages, soigneusement édité, avec un portrait du Pape régnant en frontispice. Il était distribué selon un plan d'une belle ordonnance, inspiré du plan devenu classique pour ce genre de manuels depuis les prescriptions du Concile de Trente.

Au début, un *Abrégé de l'Histoire Sainte* résume en 8 leçons et 14 pages le contenu des Livres Inspirés, en commençant à la création du monde et en déroulant l'histoire judéo-chrétienne jusqu'au triomphe de l'Eglise sous Constantin. Vient alors le Catéchisme proprement dit bâti sur un plan logique et doctrinal, avec trois grandes divisions : (1) Le *Dogme* est exposé en dix-neuf leçons, qui, prenant un à un les articles du *Credo*, exposent tour à tour « les vérités que Dieu a révélées à son Eglise » sur Dieu, l'homme, les Mystères, la vie du Christ, la grâce, l'Eglise, les fins dernières.

(2) La *Morale* contient également dix-neuf leçons, dont treize exposent et commentent le Décalogue et les Commandements de l'Eglise, et les suivantes traitent de l'amour de Dieu, du péché, des vertus théologales. (3) Sous le titre *Du Culte Divin* enfin, vingt-cinq leçons ont pour thème la prière et les Sacrements. Une suite à cette troisième partie contient des explications sur les principales cérémonies dont la paroisse est le centre et sur les fêtes de l'année. Dans chacune de ces parties (à l'exception de l'appendice), un astérisque indique au catéchiste les questions les plus importantes et « les plus nécessaires à savoir ».

L'inspiration de Bossuet est évidente. Le *Catéchisme du diocèse de Meaux* (1686) était formé d'un *Premier Catéchisme* pour ceux qui commencent, et d'un *Catéchisme pour ceux que l'on commence à préparer à la sainte Communion*. Le second est le seul qui, développé dans son ampleur, puisse passer pour le prototype du manuel de Portalis. Il s'ouvrait par l'abrégé de l'Histoire Sainte (tel que le reproduisait intégralement le Catéchisme de 1806), puis il se déroulait en cinq parties, traitant la première des premiers principes de la religion, les suivantes de la foi, de l'espérance et de la prière, des Commandements et du péché, des Sacrements. (La dernière, très succincte, était complétée par « des instructions particulières sur les principaux sacrements. ») Enfin un copieux *Catéchisme des fêtes et autres solennités et observances de l'Eglise*, constituait véritablement un troisième manuel, ajouté aux deux autres.

Les rédacteurs du catéchisme de 1806 avaient été fidèles au plan du Grand Catéchisme de Bossuet, mais avec un parti-pris de simplification. Les deux premières parties de Bossuet avaient été fondues dans l'ensemble des leçons sur le dogme ; la partie 4 (des Commandements et du péché) avait fourni la morale ; les parties 3 et 5 (la Prière et les Sacrements) avaient été rassemblées sous le titre du culte. Enfin les appendices étaient allégés, ce qui d'ailleurs était une nécessité,

puisque depuis le Concordat, le nombre des fêtes religieuses et des observances de l'Eglise était très diminué. Ces changements donnaient un dessin plus sobre et plus ferme, dont Portalis louait naïvement la clarté :

« Il n'a été question, disait-il, que de mettre dans la distribution des matières un plus grand ordre, parce que dans le temps de Bossuet l'esprit d'ordre n'était peut-être pas encore porté au degré de perfection où il est arrivé de nos jours. On a retranché quelques expressions vieilles. On ajoute d'autres matières dont les circonstances exigent aujourd'hui le développement et dont on ne parlait pas alors... L'ouvrage de Bossuet est d'ailleurs conservé dans les expressions et dans le fond des choses pour tout ce qu'il a d'essentiel, parce que les évêques conviendront eux-mêmes qu'il leur serait difficile de faire mieux que n'a fait ce prélat dont les lumières et le talent ont si fort honoré l'épiscopat français (5) ».

Le compliment que Portalis adressait aux rédacteurs de ses bureaux, n'était pas immérité. Le catéchisme de 1806 avait somme toute des lignes générales simples et logiques. De même on y sentait une recherche vers une forme serrée, d'ailleurs aussi abstraite et sèche. Son aspect était celui d'un manuel de théologie, alors que celui de Bossuet, plus pédagogique, faisait assister d'une manière presque concrète, aux démarches du maître ouvrant peu à peu les esprits d'enfants à la lumière par des questions répétées, des exemples, des conclusions morales. Pour définir et exposer les principaux points de la doctrine, c'est bien à l'ancien catéchisme que le nouveau empruntait, littéralement, ses formules ; mais il ramassait en une plusieurs réponses, coupait telle fin de chapitre, renonçait à telle exhortation adressée à l'âme enfantine. Ainsi, sur le péché, le catéchisme impérial reproduisait la leçon de Bossuet (6), mais omettait, à la fin, les demandes suivantes :

(5) A. N., A F IV 1045.

(6) Partie IV ; leçon 4 : du péché et de la justice chrétienne.

« D. — Quelle horreur faut-il avoir d'un péché ? R. — Plus que d'un poison.

D. — Quel remède y a-t-il au péché ? R. — La pénitence.

D. — Avons-nous tous besoin de la pénitence ? R. — Oui, puisque nous sommes tous pécheurs.

D. — Quel fruit recueillez-vous de cette doctrine des commandements et des péchés ? R. — C'est d'avoir et de pratiquer la justice chrétienne.

D. — Qu'est-ce que la justice chrétienne ? R. — C'est fuir le mal, faire le bien, prier Dieu qu'il nous en fasse la grâce, et lui demander continuellement pardon ».

De pareilles suppressions étaient évidemment commandées par un souci d'allègement, exempt de toute arrière-pensée. Il y en avait d'autres, qu'un œil exercé pouvait discerner, et qui étaient peut-être moins indifférentes. Ainsi, à propos de l'Eglise, le catéchisme de 1806 (1^{re} partie, leçon XIV) expliquait comme Bossuet les attributs *catholique*, *apostolique*, *romaine*, mais ne reproduisait pas la question :

« D. — Peut-on être sauvé hors de l'Eglise catholique, apostolique et romaine ? R. — Non. Ainsi les juifs, les païens, les hérétiques, n'auront pas la vie éternelle, s'ils meurent hors de l'Eglise ».

Dans le chapitre sur « l'Ecriture sainte et la tradition », (*ibid.*, leç. XV), manquait la question :

« D. — Et ceux qui pensent pouvoir entendre l'Ecriture sainte par eux-mêmes ? — R. — Ils s'exposent à faire autant de chutes que de pas ».

Des théologiens catholiques ne pouvaient manquer de signaler là une de ces corrections que la « philosophie », au nom de la tolérance, cherchait à imposer à leur doctrine, ou ces ménagements que l'administration napoléonienne exigeait à l'égard des autres cultes admis dans l'Etat.

Une tendance aussi constante à la simplification faisait ressortir d'autant plus nettement les additions que contenait

le catéchisme de l'Empire. Il n'y en avait guère que deux, mais elles étaient considérables. L'une était une leçon entière sur la Grâce (partie I, XIII) que l'on pouvait s'étonner de ne pas trouver chez Bossuet (jugeait-il le sujet trop brûlant, ou au-dessus de la capacité des enfants ?). L'autre était un commentaire au quatrième Commandement, à quoi trois leçons (part. II, V à VII) étaient consacrées, afin de définir les devoirs envers les parents, les supérieurs ecclésiastiques, et surtout envers les princes. Ce commentaire, dans Bossuet, tenait en trois questions :

« D. — Expliquez le quatrième commandement ; — R. — Il est commandé aux enfants d'honorer leurs pères et leurs mères, et de les aider en leurs nécessités spirituelles et temporelles.

D. — Que nous prescrit encore ce commandement ? — R. — De respecter tous supérieurs, pasteurs, rois, magistrats et autres.

D. — Et que nous est-il défendu ? — R. — Il nous est défendu de leur être désobéissants, de leur faire peine, et d'en dire du mal (7) ».

Dans le catéchisme impérial, les devoirs envers les parents et les ministres de la religion étaient explicités (il était même question de l'obligation de donner « des secours temporels à ceux par qui nous recevons la vie de la grâce et les autres biens spirituels »), mais ce développement ne suffisait pas à balancer celui de la leçon VII sur les devoirs des sujets dans l'ordre temporel, dont il faut reproduire ici le texte définitif :

« D. — Quels sont les devoirs des chrétiens à l'égard des princes qui les gouvernent, et quels sont en particulier nos devoirs envers Napoléon Premier, notre empereur ?

R. — Les chrétiens doivent aux princes qui les gouvernent, et nous devons en particulier à Napoléon I^{er}, notre empereur, l'amour, le respect, l'obéissance, la fidélité, le service militaire, les tributs ordonnés pour la conservation et la défense de l'empire et de son trône ; nous lui devons encore des prières ferventes pour son salut et pour la prospérité spirituelle et temporelle de l'Etat.

C. — Pourquoi sommes-nous tenus de tous ces devoirs envers notre empereur ?

R. — C'est, premièrement, parce que Dieu qui crée les Empires et les distribue selon sa volonté, en comblant notre empereur de dons, soit dans la paix, soit dans la guerre, l'a établi notre souverain, l'a rendu le ministre de sa puissance et son image sur la terre. Honorer et servir notre empereur est donc honorer et servir Dieu même. Secondement parce que Notre Seigneur Jésus-Christ, tant par sa doctrine que par ses exemples, nous a enseigné lui-même ce que nous devons à notre souverain : il est né en obéissant à l'édit de César Auguste ; il a payé l'impôt prescrit ; et de même qu'il a ordonné de rendre à Dieu ce qui appartient à Dieu, il a aussi ordonné de rendre à César ce qui appartient à César.

D. — N'y a-t-il pas des motifs particuliers qui doivent plus fortement nous attacher à Napoléon premier, notre empereur ?

R. — Oui ; car il est celui que Dieu a suscité dans les circonstances difficiles, pour rétablir le culte public de la religion sainte de nos pères, et pour en être le protecteur. Il a ramené et conservé l'ordre public, par sa sagesse profonde et active ; il défend l'Etat par son bras puissant ; il est devenu l'oint du Seigneur, par la consécration qu'il a reçue du souverain pontife, chef de l'Eglise universelle.

D. — Que doit-on penser de ceux qui manqueraient à leur devoir envers notre empereur ?

R. — Selon l'apôtre saint Paul, ils résisteraient à l'ordre établi de Dieu même, et se rendraient dignes de la damnation éternelle.

D. — Les devoirs dont nous sommes tenus envers notre empereur nous lieront-ils également envers ses successeurs légitimes, dans l'ordre établi par les constitutions de l'empire ?

R. — Oui, sans doute ; car nous lisons dans la sainte Ecriture, que Dieu, Seigneur du ciel et de la terre, par une disposition de sa volonté suprême et par sa providence, donne les empires, non seulement à une personne en particulier, mais aussi à sa famille.

D. — Quelles sont nos obligations envers nos magistrats ?

R. — Nous devons les honorer, les respecter et leur obéir, parce qu'ils sont les dépositaires de l'autorité de notre empereur.

D. — Que nous est-il défendu par le quatrième Commandement ?

R. — Il nous est défendu d'être désobéissants envers nos supérieurs, de leur nuire et d'en dire du mal ».

Cette leçon, une des plus copieuses du catéchisme, avec des réponses qui devaient être singulièrement lourdes à des mémoires enfantines, était cependant tout entière imposée par l'astérisque réservé aux matières essentielles.

Pour garantir une pareille amplification du texte de Bossuet, Portalis avait-il, cette fois, une autorité grave à invoquer ? On est tenté de chercher du côté de Fleury, que le ministre des Cultes aimait à citer. Mais on s'aperçoit vite que d'une manière générale, le *Catéchisme historique* de l'abbé Fleury, d'une méthode très particulière, n'a pu fournir que peu de choses aux rédacteurs de 1806. Il se composait de récits fondés sur l'Écriture, à la suite desquels venaient quelques exposés dogmatiques, dont l'auteur avait délibérément retranché les demandes et réponses usuelles. Peut-être celui qui était consacré au quatrième commandement était-il plus complet que celui de Bossuet :

« La plupart des maux de l'Etat et de l'Eglise, dit Fleury, viennent du mépris de ce Commandement... Sous le nom de pères sont compris tous ceux que Dieu a établis au-dessus de nous. Les Evêques et les Prêtres, particulièrement les Pasteurs de qui nous avons reçu la naissance spirituelle par le Baptême, et la nourriture par les autres Sacrements et par la parole de Dieu, et qui veillent sur nous pour rendre compte à Dieu de nos âmes. Nous devons aussi regarder comme nos pères les Princes, les Magistrats, et tous ceux qui exercent sur nous la puissance publique. Qui résiste à cette puissance, résiste à l'ordre de Dieu; et il faut obéir aux loix, non seulement par la crainte de la peine, mais par obligation de conscience »... (leçon XXV).

Voilà tout ce qu'avaient jamais enseigné les catéchismes habituellement reçus dans l'Eglise gallicane. On ne s'était pas encore imaginé de découvrir dans l'Écriture le fondement du devoir de l'impôt et de la conscription, l'obligation d'aimer le prince régnant, et de reporter ensuite sur ses successeurs et sur sa famille les mêmes sentiments de fidélité.

III

L'édition parisienne du Catéchisme universel, la première rendue publique, portait, en tête, comme preuve de l'approbation ecclésiastique, après le décret de Caprara et avant celui de Napoléon, un mandement de l'archevêque de Belloy.

« Le vœu constant de l'Eglise, N. T. C. F., est que la doctrine chrétienne, essentiellement *une, soit enseignée partout d'une manière uniforme* (8), et que les chrétiens *parlent le même langage, comme ils doivent avoir le même sentiment et la même croyance* (9). Pour atteindre ce but, et en exécution d'une loi antérieure conforme au vœu de l'Eglise, un Catéchisme vient d'être rédigé, *pour être seul en usage dans toutes les Eglises de l'Empire français*.

Ce n'est pas, N. T. C. F., qu'on ait méconnu le droit inhérent à l'Episcopat, d'enseigner les vérités saintes. On sait qu'aux Apôtres seuls J.-C. a dit : *Allez, enseignez toutes les nations; je serai avec vous tous les jours jusqu'à la consommation des siècles* (10). Le prince qui nous gouverne, quoique élevé par la Providence au faite de la puissance humaine, fait gloire de reconnaître que *ce n'est point aux Empereurs, mais aux Pontifes, qu'il appartient de prêcher les dogmes de la sainte Eglise de Dieu* (11). Il confesse, avec un de ses illustres prédécesseurs sur le trône de France que *« si le devoir des Prélats est d'annoncer avec liberté la vérité qu'ils ont apprise de J.-C., celui du Prince est de la recevoir de leur bouche, prouvée par les Ecritures, et de l'exécuter avec efficace* (12) ».

Il s'est donc adressé au représentant du Premier des Pasteurs et du Chef de l'Eglise, pour donner à la France un exposé uniforme de cette doctrine sainte que nous ne devons *recevoir que de l'Eglise et de ses Pasteurs* (13); et ce n'est qu'après avoir été muni de l'approbation du légat du Saint-Siège, que le nouveau

(8) *Catéch. Trid., Praef. X.* [Les notes (8) à (20) appartiennent au mandement de l'archevêque de Belloy.]

(9) *I. Cor., I, 10.*

(10) *Matth., XXVIII, 20.*

(11) *Scis, Imperator, Sanctae Ecclesiae Dei dogmata non Imperatorum esse, sed Pontificum, quae recte debent praedicari. Greg. II Epist. ad Leon. ante 7 synodi acta.*

(12) *Pragm. cap. VII apud Bossuet, Disc. sur l'Unité de l'Eglise.*

(13) *Catéch., leçon prélim.*

Catéchisme nous est parvenu. Nous l'avons reçu avec le respect que mérite une autorité si grande, et notre confiance en la personne du Pontife qui représente dignement au milieu de nous le Chef de l'Eglise aurait suffi pour nous faire adopter cet écrit sans aucun nouvel examen. Mais nous nous sommes souvenus que ce n'est point à un seul membre de l'Episcopat, mais à tous, que J.-C. a *confié le dépôt sacré de la Foi* (14); qu'en qualité d'Evêque, nous sommes placés *en sentinelle sur les tours de la ville sainte, pour veiller à sa sûreté* (15); que la vigilance des uns ne dispense pas les autres d'être attentifs et vigilants, et que nous sommes tous solidairement responsables à J.-C. de la conservation de la Foi dont il nous a établis dépositaires et juges.

Nous avons donc examiné attentivement le *Catéchisme à l'usage de toutes les Eglises de l'Empire français*. Nous y avons vu la doctrine catholique exposée dans son intégrité, et nous y avons retrouvé presque en entier l'ouvrage de l'illustre Evêque de Meaux, cet immortel défenseur de la Foi, dont l'Eglise Gallicane se plaît tant à entendre répéter les éloquentes paroles.

Les devoirs des sujets envers les Princes qui les gouvernent y sont expliqués avec plus d'étendue qu'ils ne l'ont été jusqu'à ce jour, parce que les circonstances des temps où nous vivons ne ressemblent point à celles des temps qui ont précédé, et que les chrétiens n'ont jamais craint quand les circonstances ont paru l'exiger, de déclarer leurs sentiments envers les Puissances établies par Dieu pour régir le monde. Mais les principes qui y sont enseignés sont de tous les siècles, parce que la Religion ne change pas de principes. En publiant aujourd'hui les obligations qu'elle nous impose envers l'Empereur, nous ne faisons que ce que firent les premiers Chrétiens; nous nous servons des mêmes expressions dont il se servirent. Avec eux nous mettons au nombre de nos devoirs celui *d'invoquer l'Eternel pour le salut du Prince. Nous demandons pour lui une longue vie, un règne tranquille, une famille heureuse, un sénat fidèle, un peuple probe, la paix avec l'univers, enfin tout ce qu'il peut désirer comme personne privée et comme personne publique* (16).

Nous prions, disaient encore ces héros des premiers siècles de l'Eglise, et puissions-nous le dire avec eux : *nous prions pour l'Empereur, les mains élevées vers le ciel, parce qu'elles sont pures; le front découvert, parce que nous n'avons point à rougir; sans qu'il soit besoin qu'on nous avertisse de remplir ce*

(14) *I. Tim.*, IV, 20.

(15) *Isaïe*, LXII, 6.

(16) *Tertul. Apol.* XXIX.

devoir, parce que nous prions d'affection, et dans la sincérité de notre âme (17).

Nous reconnaissons l'ouvrage de Dieu dans la puissance dont l'Empereur est revêtu, et nous portons un respect religieux à cette seconde Majesté qui, sur la terre, est l'image de la Majesté Divine elle-même (18).

Enfin, N. T. C. F., le Prince qui règne sur la France est loué d'avoir rétabli, dans des circonstances difficiles, le Culte public de la Religion sainte de nos pères (19), parce qu'un tel usage de sa puissance mérite d'éternelles louanges; et parce qu'il est juste de consigner, dans les fastes de la Religion, à côté du nom de Constantin (20), le nom du héros qui, à l'exemple de cet illustre Empereur, s'est fait le protecteur de la Religion véritable ».

On a trop souvent cité incomplètement ce mandement, qu'il est essentiel de connaître en entier pour juger de l'attitude de l'épiscopat en face du Catéchisme universel. Non que de Belloy, toujours docile aux inspirations du ministère, ait su exprimer les sentiments de ses collègues. Mais plutôt parce qu'il leur dictait ceux dont ils devaient faire montre. Le vénérable doyen de l'épiscopat rendait à ses collègues le service de leur fournir un thème acceptable sur quoi bâtir leurs propres mandements. Et du même coup il ôtait à ceux qui éprouvaient des répugnances la possibilité morale de les exprimer.

Ce que pouvaient être ces répugnances, il l'avouait lui-même par sa manière d'aller au-devant des objections. Les évêques devaient ressentir vivement la contrainte qui leur était imposée par le pouvoir civil d'une part, et d'autre part le caractère exorbitant du chapitre relatif aux devoirs des sujets. Nous avons trop tendance aujourd'hui à juger l'attitude de l'épiscopat dans l'affaire du catéchisme par la faible

(17) *Ibid.*

(18) Quid ego amplius de religione atque pietate christiana in Imperatorem, quem necesse est suscipiamus ut eum, quem Dominus noster elegit... Temperans majestatem Caesaris infra Deum... cui soli subicio (*ibid.* XXXII) Velim tamen in hac religione secundae majestatis... etc... (*ib.* XXVII).

(19) Catéch., p. 2, leç. IX.

(20) Catéch., abrégé de l'Hist. Sainte, p. 14.

résistance qu'il opposa au chapitre qui, selon le mot de Grégoire, « pour ériger en dogme les prétentions du despotisme (dénaturait) le sens des textes bibliques(21) ». La plupart des évêques furent certainement mal à leur aise, et leur embarras se lit dans leur approbation même. Mais ils étaient, à la suite de l'archevêque de Paris, bien engagés à l'égard de Napoléon pour exprimer ouvertement des objections contre des formules qui, pour être choquantes, indiscrètes et abusives, n'étaient pas en contradiction absolue avec la doctrine. Le clergé avait trop à attendre de l'Empereur pour lui opposer un refus direct sur le chapitre pour lequel, évidemment, avait été voulu le Catéchisme universel. Il était d'une meilleure tactique de faire porter les critiques sur d'autres points, au moins aussi sensibles aux catholiques, et surtout de chercher la victoire sur la question de principe de la liberté des évêques dans l'enseignement de la doctrine.

Les documents sont malheureusement très incomplets qui nous permettraient de saisir les réactions des évêques, et de suivre leurs démarches pour obtenir des modifications du catéchisme. Par quatre sources au moins, nous savons que, dès la publication, ils obtinrent des retouches dans le chapitre et les questions consacrées à l'Eglise.

En face de la part exorbitante faite à l'autorité du Prince, celle consentie à l'autorité de l'Eglise et à ses prérogatives semblait particulièrement restreinte.

D'Astros a affirmé qu'au cours des conférences où se prépara le catéchisme, « quelqu'un de grave d'ailleurs, mais qui pouvait avoir deviné (les projets de l'Empereur), osa proposer de ne donner à l'Eglise que les titres d'une, *catholique* et *apostolique*, alléguant pour raison qu'il n'est pas de foi que le Saint-Siège ne puisse pas être transféré dans une autre ville que Rome ». Cet incident, sur lequel nous ne som-

(21) GRÉGOIRE : *Histoire des Sectes*, III, 114.

mes renseignements que par d'Astros, n'eut sans doute pas de suite, et les questions de Bossuet sur la note *romaine* de l'Eglise figurèrent intégralement dans le catéchisme (22).

Une lettre de Caprara au Secrétaire d'Etat en date du 25 août 1806 nous apprend que dans les tout premiers exemplaires du catéchisme (en particulier dans celui qui avait été envoyé à Rome), il y avait eu des omissions. Par exemple on n'y trouvait pas les deux demandes : « Que deviennent ceux qui rejettent les décisions de l'Eglise ? » — Ceux qui rejettent les décisions de l'Eglise sont hérétiques », et : « L'Eglise peut-elle priver quelqu'un de la communion des saints ? — Elle peut priver les pécheurs scandaleux par l'excommunication (23) ». L'importance de ces questions amena le légat à en demander le rétablissement. « Le ministre Portalis sur mes instances suspendit la distribution du catéchisme lui-même jusqu'à leur totale réintégration, et les exemplaires qui avaient été distribués aux curés de Paris furent retirés ». La rectification faite, avec quelques abréviations dues au manque de place, le catéchisme se trouva ainsi complet et c'est sous cette forme qu'il fut adressé aux curés de Paris et aux Ordinaires dans tout l'Empire. Dès lors on pouvait soutenir qu'il contenait sur le salut éternel et la rémission des péchés quelques-unes des vérités les plus favorables à l'autorité de l'Eglise (24).

Cette relation de Caprara est, dans le fond exacte ; mais, sans vouloir lui enlever tout le mérite en cette affaire, ce n'est certainement pas à ses instances que le gouvernement céda, c'est aux observations de l'épiscopat français. Jauffret,

(22) CAUSSETTE : *Vie du Cardinal d'Astros*, p. XLI. Cf. REBOUL : *Un Archevêque... d'Aix*, p. 33. La leçon sur l'Eglise (leg. XIV, 1^{re} partie) contient exactement les deux réponses de Bossuet : « (*) D. Pourquoi appelle-t-on l'Eglise catholique, *Eglise* romaine ? R. Parce que l'Eglise établie à Rome est le chef et la mère de toutes les autres Eglises... Parce qu'à Rome est établie la chaire de Saint Pierre, prince des Apôtres, et des Papes ses successeurs ».

(23) Première partie, leg. XIV (de l'Eglise); leg. XV (de la Communion des Saints).

(24) Vat., Ep. Nap. Francia 7 (Caprara à Consalvi, 25 août 1806).

fonctionnaire au ministère des Cultes, remet les choses au point. On avait d'abord retranché certaines formules traditionnelles, qui se trouvaient dans Bossuet, mais qui paraissaient peu conformes à l'esprit de la législation concordataire (25). Quand la nouvelle se répandit qu'on « retranchait des dogmes celui de hors de l'Eglise, point de salut », une vive émotion s'empara des cercles ecclésiastiques. Le cardinal Fesch, qui arrivait de Rome au moment où sortaient des presses les premiers exemplaires, « engagea M. l'abbé de Boulogne à lui faire un travail sur plusieurs omissions dont cet ecclésiastique se plaignait. Le vœu de S. E. fut rempli, et comme les passages omis parurent au cardinal de la plus haute importance, il se rendit sur le champ à Saint-Cloud et vint à bout de persuader à Napoléon que ces omissions discréditeraient le catéchisme. Le chef du gouvernement, qui tenait beaucoup à ce que cet ouvrage élémentaire fût partout favorablement accueilli, à cause du chapitre qui le concernait, donna des ordres pour qu'on rétablît de suite les passages dont l'omission aurait pu en faire suspecter la doctrine, sans excepter les mots *hors de l'Eglise point de salut*, dogme que les éditeurs avaient cru devoir exprimer d'une autre manière (26) ».

Une lettre de Portalis à l'évêque de Versailles vient corroborer sur plusieurs points les dires de Jauffret. Le 3 février 1807, le ministre répondait à diverses objections de l'évêque sur le contenu du catéchisme (27). Il reconnaissait que

(25) Dans son rapport du 15 germinal an X, sur le Concordat, Portalis avait cru devoir réfuter longuement « un des grands reproches que l'on fait au catholicisme » et qui « consiste à dire qu'il maudit tous ceux qui sont hors de son sein et qu'il devient par là intolérant et insociable ». (*Discours et rapports...*, p. 47-48).

(26) JAUFFRET : *Mémoires sur les affaires ecclésiastiques*, II, 166, n. 1. — LYONNET (*Le Cardinal Fesch*, II, 51) ne fait que reproduire la version de Jauffret. — Nous avons vainement cherché le travail attribué à de Boulogne, soit à Paris (son dossier personnel A. N., F¹⁹ 2590 ne contient rien), soit à Lyon dans les papiers de Fesch.

(27) A. N., F¹⁹ 202*, f^{os} 167-170. Sur l'enfer, le Catéchisme de 1806 finit par être plus explicite que celui de Bossuet. — Bossuet disait : « Et ceux

quelques corrections avaient dû être faites. A la question : « L'Eglise est-elle infaillible ? », on avait omis, dans la première édition de répondre : « et ceux qui rejettent ces décisions sont hérétiques ». On avait de même négligé de mentionner le droit d'excommunication, et de parler du « feu éternel de l'enfer ». Portalis affirmait que tout cela était déjà impliqué dans le texte. Ces omissions n'étaient point intentionnelles ; elles existaient dans un grand nombre de catéchismes de diocèses particuliers, et le sens ne s'en trouvait pas changé au fond. Quand les corrections n'auraient pas été faites, le Catéchisme n'en aurait pas moins été très catholique.

« On ne les a faites que, parce que s'agissant d'articles qui se trouvaient dans Bossuet, quelques personnes auraient pu voir dans leur omission l'intention qui n'y était pas ; que ceux qui ont demandé lesdites corrections ne les ont demandées que par ce motif... M. le cardinal Fesch et M. l'archevêque de Tours que vous citez ont adopté le catéchisme et ils n'ont jamais eu l'intention de rompre l'unité désirable que Sa Majesté a voulu établir.

Je n'ai pas encore trouvé un seul évêque qui eût proposé les mêmes observations qu'un autre. Vous sentez donc qu'il y aurait autant de sentences que de têtes sur le mode de rédaction si chacun rédigeait à sa manière. Car autrefois chaque évêque avait son Catéchisme, tous les Evêques avaient certainement une bonne doctrine, mais pour la rédaction pas un de ces Catéchismes ne ressemblait à l'autre ».

Portalis aimait à démontrer que l'unité ne résisterait pas aux changements que les évêques lui suggéraient, chacun de leur côté. Il triomphait de ces contradictions, qui étaient à la fois la justification de la méthode qu'il avait employée pour aboutir, et des refus qu'il opposait courtoisement aux chefs de diocèses.

qui l'offensent (Dieu) et meurent dans le péché mortel ? — leur supplice n'aura point de fin » (leçon XI, 2^e partie). — Le Catéchisme impérial porte : « Que deviendront ceux qui l'offensent... etc... — Ils seront pour toujours privés de Dieu et livrés au feu éternel de l'enfer ». (1^{re} partie, leç. XVI).

Pourtant, nous venons de voir qu'il y avait eu un mouvement concerté en faveur des droits de l'Eglise méconnus. Par ailleurs, il y avait accord entre des ecclésiastiques très éloignés les uns des autres par leur origine, leur passé, leurs tendances, pour reprocher amèrement au gouvernement d'avoir méconnu le double droit des Pasteurs à amender un catéchisme et à fixer eux-mêmes les conditions de sa publication. Un d'Aviau, type représentatif du prélat d'Ancien Régime dans le meilleur sens, insermenté intransigeant, blâmait l'initiative prise par le pouvoir civil : « Est-ce à lui de se mêler de ces questions ? qui lui en a donné la mission ? A lui les choses de la terre, à nous les choses du ciel. Bientôt, si nous laissons faire, il mettra la main à l'encensoir, et peut-être voudra-t-il plus tard monter à l'autel. En vérité, cela ne se peut pas (28) ».

Un de Barral, qui devait plus tard montrer tant de complaisance, se plaignait, lui, directement à Portalis :

« Plus je vais dans cette affaire, plus je regrette qu'un ouvrage, auquel on veut donner la sanction de tout le clergé de France n'ait pas été vu, avant de le livrer à l'impression, par aucun évêque français. Notre épiscopat manque-t-il donc de lumières, d'hommes instruits, exempts de préjugés ou de petites-esses, attachés à la saine doctrine et qui s'y connaissent ? Votre Excellence ne le pense sûrement pas et je m'étonne qu'après avoir confié le travail de la composition à d'habiles rédacteurs, elle n'en ait pas confié la révision à deux ou trois évêques plus particulièrement dignes de son estime sous le rapport théologique, tels que les archevêques d'Aix et de Bourges, les évêques de Nantes, Trèves ou d'Evreux (29) ».

Ce qu'on sait moins c'est que quelques-unes des plus violentes protestations vinrent de ces ex-constitutionnels, si souvent accusés d'excessive déférence aux vœux de l'autorité civile. Un Saurine prenait carrément sa plume pour faire

(28) LYONNET : *Mgr d'Aviau*, II, 550.

(29) A Portalis (s. d.), cité par P. DUDON, in *Etudes*, 20 décembre 1805, p. 573.

part de ses sentiments à Portalis. Le catéchisme « évidemment trop gros et trop cher », allait « faire crier contre le Gouvernement et son ministre ». Son contenu n'était pas satisfaisant.

« Si Votre Excellence avait daigné consulter les évêques, conformément à leurs droits et à l'usage immémorial, avant de faire imprimer ce catéchisme, en leur envoyant le manuscrit ou les premières épreuves, sans éprouver aucun obstacle, vous auriez reçu des observations utiles qui auraient contribué à donner à cet ouvrage la perfection qui lui manque, et à le purger des taches qui le déparent : car je l'ai lu attentivement, et je l'ai collationné moi-même avec celui de Bossuet, et je n'ai pas trouvé, il s'en faut bien, *qu'il ne fût, à proprement parler, qu'un exemplaire de ce catéchisme* ».

Portalis fut assez piqué de cette critique qui l'atteignait directement ; il répondit, comme d'ordinaire, que l'on avait pris toutes les précautions que la sagesse indiquait, se retrancha derrière le légat, derrière Bossuet, derrière le « sentiment unanime des évêques » qui était « très favorable ». Saurine se fâcha tout de bon : « Vos lecteurs se plaisent à vous lire mes lettres tout de travers, et à y mettre ce qui n'y est pas, à en ôter ce qui y est, tout exprès sans doute pour me ridiculiser et pour rendre inutiles mes observations ». Il énonça quelques-unes des différences qui existaient entre Bossuet et le Catéchisme universel, et conclut qu'il indiquerait les autres quand il pourrait espérer « qu'on en rende un compte fidèle à Votre Excellence (30) ».

(30) L'Evêque de Strasbourg à Portalis, 18 octobre et 3 décembre 1806. A. N., F¹⁹ 5439 ; Portalis à Saurine, 13 novembre, F¹⁹ 202*. On note au passage que Saurine était d'accord avec d'Aviau pour reprocher au Catéchisme de présenter comme une croyance de l'Eglise l'Immaculée Conception, qui n'était qu'une *opinion pieuse* admise dans l'Eglise.

IV

Celui qu'on s'étonne le plus de voir nommer parmi les opposants en cette affaire, c'est le cardinal Fesch, oncle de l'Empereur.

Il convient de préciser son rôle et les principes dont il s'inspirait, qui sont un peu différents de ce que pourraient laisser supposer les allusions de certains contemporains ou de biographes intéressés à le tirer à eux.

Fesch n'avait jamais pris position contre le principe d'un catéchisme unifié sous le contrôle de l'administration. Écrivant de Rome à Jauffret, le 31 août 1805, il convenait qu'il serait très utile d'établir en France une liturgie uniforme. Le manque de bréviaires et de missels présentait l'occasion d'en imprimer un qui serait commun à tout l'Empire ; il conseillait à son ami d'en préparer un projet, qui serait soumis à tous les archevêques de France. A la même époque, nous l'avons vu, ses familiers collaboraient d'une manière plus ou moins directe à la composition du catéchisme. Il se contentait de leur prêcher la prudence :

« J'attends, écrivait-il à Jauffret, le mémoire auquel vous dites travailler sur le *catéchisme de Lyon*, mais observez qu'il ne faut point d'innovations et qu'il ne s'agit que de purifier, encourager, améliorer le mode d'instruction pratiqué actuellement par les curés. Car ces messieurs sont assez revêches. D'ailleurs après l'établissement du *Séminaire de Saint-Irénée*, nous pourrons avoir des moyens plus grands en y établissant les usages des sulpiciens (31) ».

L'archevêque de Lyon est tout entier dans ces courts billets : ennemi des innovations et défenseur des anciens usages, gardien jaloux des droits de l'épiscopat et de sa dignité.

(31) Fesch à Jauffret, 31 août et 22 novembre 1805, *Papiers Emery*, Arch. Saint-Sulpice.

Aussi, tout pressé qu'il fût des affaires de l'ambassade de France, dont il avait, disait-il, « par-dessus la tête », trouvait-il le temps de suivre la question. Elle prit vite un tour dont il s'alarma.

« Je suis bien fâché, écrivait-il de Rome à Jauffret, que l'on précipite la formation du nouveau rituel. Je prévois des innovations dans la discipline de l'Eglise, et M. Portalis se charge d'une affaire bien épineuse... Pour moi, je proteste que je ne l'accepterai ou le refuserai qu'après un mûr examen. Car je ne veux pas me déshonorer devant Dieu et devant les hommes. Il est inconcevable qu'on veuille oublier à ce point les droits essentiels des évêques. Je vous charge de rapporter fidèlement à M. Portalis ma pensée et de lui dire que le travail que l'on fait ne peut être considéré que comme un projet proposé à la libre acceptation des évêques, et que le parti le plus raisonnable était de réunir les dix évêques les plus instruits de France pour travailler à ce projet ».

Même son de cloche un mois plus tard (16 avril) dans une lettre à Emery, où envisageant son retour, il avoue qu'il ne le souhaiterait pas trop proche, « si je n'étais peiné de tout ce qu'on va faire à Paris au sujet du Catéchisme et du Rituel (32) ».

Au moment où Fesch écrivait ainsi, Napoléon signait l'ordre de son rappel, prétextant le bien de l'Eglise de France. Le cardinal arriva à Paris fin mai 1806. Nous avons dit ailleurs comment, refusant de se laisser éloigner à nouveau et d'aller prendre possession de la coadjutorerie du Primat de Germanie, il invoqua les devoirs importants de sa double charge d'archevêque de Lyon et de Grand Aumônier. Au premier rang de ses devoirs, il plaçait alors celui de veiller à la publication du Catéchisme. Il se fit mettre aussitôt au courant par l'abbé de Boulogne. Mais il y aurait flatterie ou exagération à l'imaginer groupant les opposants, défendant

(32) Fesch à Jauffret, 15 mars 1806 ; à Emery, 16 avril, *Papiers Fesch*, Arch. Archev.

avec intrépidité la doctrine menacée, enrayant les entreprises de la puissance séculière. Nous n'avons malheureusement pas retrouvé le rapport de Boulogne, qui aurait inspiré ses démarches; mais il semble qu'il ne faut pas en surfaire l'importance. Lyonnet, qui tend toujours à grossir le rôle de Fesch, parle de quelques *notes* sur les chapitres des Sacrements, de l'Eglise et des Fêtes. Portalis, faisant allusion à ces objections dans sa réponse à l'évêque de Versailles, s'inscrivait en faux contre le bruit qui attribuait à l'archevêque de Lyon un refus catégorique. Et, tel que nous connaissons celui-ci, s'il avait assumé le rôle d'un *defensor* du clergé gallican, il n'aurait pas manqué, lui si enclin à jouer les Primats et à tirer vanité de ses initiatives, de s'en vanter. Or, sa correspondance est très discrète sur toute cette affaire.

Ses actes, comme ses professions de foi de l'époque, interdisent de supposer qu'il a mené une offensive contre les droits de l'Etat et les désirs de l'Empereur. Tous ses projets, — et ils sont nombreux, et ils lui tiennent à cœur (séminaires à ouvrir, établissement de missions à fonder, avantages matériels demandés pour le clergé...), — reposent sur l'accord entre le clergé et le gouvernement, en France, et tendent à le consolider (33). Il admet que les prêtres fassent servir, dans la limite des convenances, l'influence de leur parole et de leur enseignement au profit de la nation et du Prince. Comment, en son for intérieur, apprécia-t-il le chapitre du catéchisme sur le Quatrième Commandement ? Il n'en a fait à personne la confidence. Son inaltérable dévouement à la personne de son neveu et aux intérêts dynastiques, sa conviction profonde que la morale chrétienne enseigne aux subordonnés l'obéissance, et son aptitude à plier à cette conviction les textes scripturaires, nous empêchent de croire qu'il ait été opposé au principe d'un pareil enseignement. La rédaction du chapitre le choqua, comme nous le saurons plus tard

(33) Cf. A. LATREILLE : *Napoléon et le Saint Siège*, chap. XIII, passim.

par ses vicaires généraux ; mais il ne convenait pas à sa dignité d'en rien laisser voir.

Il y a peu de chose à tirer du mandement d'approbation de Fesch, si l'on peut appeler ainsi le mandement qu'il fit rédiger par Courbon, en lui laissant à peu près toute latitude (34). C'est un des plus sobres qui aient paru, et un des plus réservés sur les griefs qu'on dirigeait communément contre le catéchisme.

L'archevêque de Lyon y parle en chef qui a pris ses responsabilités, sans trahir des hésitations de conscience, sans exagérer la note de la déférence due aux autorités légitimes :

« Les augustes Chefs de l'Eglise et de l'Etat, dans leurs négociations pour le rétablissement du Culte public en France, pensèrent à introduire partout le même catéchisme. Sa Majesté Impériale et Royale l'annonça par l'article 39 de la loi du 18 Germinal an X, et par son Décret du 4 avril 1806 ; et le Légat du Saint-Siège, pour prévenir les difficultés résultantes de l'impossibilité d'assembler les Evêques de France leur a offert un Catéchisme basé sur celui du grand Bossuet. Nous l'avons examiné avec cette attention que nous inspire notre zèle pour la conservation du dépôt sacré qui nous est confié. Déjà tous les Evêques de France l'ont accepté, et nous vous le transmettons, N. T. C. F., avec l'assurance qu'il ne renferme que *le lait spirituel et tout pur de la Doctrine céleste* (I. Petr. II, 2). Recevez-le avec la certitude la plus entière d'y trouver les vérités saintes que Jésus-Christ a enseignées à ses Apôtres, que les Pothin et les Irénée ont cimentées parmi nous de leur sang ; qui nous sont parvenues d'âge en âge, par le ministère de l'Eglise, et que tous nos vénérables prédécesseurs vous ont enseignées. *Jésus-Christ était hier ; il est aujourd'hui ; il sera le même dans tous les siècles. Le Ciel et la Terre passeront. La parole de Dieu demeure éternellement* (Hébr. 13, Matth. 24, Psal. 116). »

Après avoir rappelé la tentative faite à la suite du Concile de Trente pour aboutir à établir un corps d'instruction chrétienne, l'archevêque poursuivait :

(34) « Préparez un mandement pour le Catéchisme, mais qu'il soit court... » (8 septembre), *Papiers Fesch*. Le mandement fut daté du 1^{er} novembre 1806. Dans son édition, Fesch le plaça avant l'approbation de Caprara.

« Tous les petits catéchismes qui ont paru depuis, n'ont été que comme des ruisseaux émanés de cette source pure et féconde. Mais, qui a mieux connu le véritable esprit du Catéchisme du Concile de Trente ? qui a pu l'analyser plus parfaitement que Bossuet, ce grand homme suscité de Dieu, pour le soutien des décrets de cette sainte Assemblée ?

Vous avez donc, nos très-chers coopérateurs, dans le *Catéchisme à l'usage des Eglises Catholiques de France*, les éléments de la Doctrine de Jésus-Christ; vous en avez le développement dans le Catéchisme, dit du Concile de Trente. *Méditez-les, soyez-en toujours occupés. Veillez sur vous-mêmes... Soyez attentifs à instruire les autres; persévérez dans ces saints exercices; vous vous sauverez vous-mêmes et ceux qui vous écoutent* (I, Tîmot. 4). »

La correspondance de Fesch montre que son opposition aux desseins de Portalis se situa sur le terrain pratique. Elle visait moins la doctrine du catéchisme que le problème de sa diffusion.

Lorsqu'il apprend les conditions imposées par les soumissionnaires de Paris, il est scandalisé; scandalisé dans son âme d'évêque : il craint de voir les fidèles éloignés, par le prix de ce manuel, du bienfait de l'éducation chrétienne, — scandalisé dans son esprit d'homme d'affaires : ne va-t-il pas jusqu'à parler des « concussions » des imprimeurs ? Dès le 26 juin, il avertit Courbon : « Mon dessein est de l'imprimer moi-même. Je veux avoir une imprimerie dans mon palais de Lyon où non seulement cet objet, mais les mandements et les ouvrages de piété en tout genre seront imprimés... ». Il renoncerait même, lui, l'évêque des séminaires, à faire de l'argent pour ses futurs prêtres, tant il tient à ce que le petit livre soit à la portée de tous (35).

Les vicaires généraux de Fesch l'orientent vers une solution un peu différente. Il y a à Lyon une maison estimée de librairie religieuse, celle de Matthieu-Placide Rusand. Jus-

(35) Fesch à Courbon, 26 juin-28 septembre 1806. *Papiers Fesch*, Arch. Archev.

qu'ici l'archevêque ne s'est jamais adressé à elle, car Rusand passe pour un « chouan (36) » (il a servi naguère à l'armée de Condé) ; mais c'est un homme très digne ; on peut faire valoir qu'il s'est toujours intéressé aux Frères de la Doctrine Chrétienne ; et puis, il est intègre et habile en affaires. Il offre de faire, en beaux caractères, un volume in-18 broché contenant le nouveau Catéchisme (grand et petit catéchisme, lettre du cardinal légat, mandement de Son Eminence) pour quatre sous le volume ; le volume in-12 pour cinq sous ; et les éditions du petit catéchisme au prorata. Fesch, qui a hâte de tout terminer, autorise Courbon à traiter, et les Vicaires Généraux signent avec Rusand le 12 novembre 1806, s'engageant à recommander l'édition « aux Pasteurs, Professeurs, Instituteurs et maîtres d'écoles du diocèse comme un moyen ménagé par S. A. Eme pour épargner aux fidèles la dépense, et faciliter l'adoption et circulation dudit catéchisme ».

Les mesures arrêtées par Portalis pour l'impression du Catéchisme se trouvent contredites *in radice*. Il n'est plus question nulle part des planches stéréotypées de Nyon et Nicolle, ni même de la griffe du commissaire vérificateur sur chaque exemplaire ; l'ouvrage est composé en caractères mobiles. Les soumissionnaires qui se croyaient autorisés à garder pour tous les diocèses l'impression et à fixer pratiquement les prix de vente accusent Rusand de contrefaçon ; mais ils ont affaire à forte partie. Fesch se plaint auprès du ministre des Cultes de leurs agissements. Et Portalis, déjà flotant, qui sent l'inutilité de la résistance, répond (29 novembre 1806) :

(36) Il avait émigré après le siège de Lyon ; rentré en 1795, il cachait les prêtres réfractaires. En 1804-1805 on le soupçonna de vendre des brochures suspectes, de tendances royalistes, mais il se disculpa. (A. N., F^r 6439) ; sous la Restauration la police (F^r 4352 A) le signalera comme l'agent le plus actif du parti dévot et un ultraroyaliste militant. Fesch se disait persuadé de sa loyauté (probablement par Jauffret ; cf. abbé MELLERY : *Notice biographique sur M. Matthieu Placide Rusand*, Paris, 1840, pp. 25-26 et passim.

« La conduite vraiment étrange de MM. les imprimeurs de Paris à l'égard de M. Rusand, à qui V. A. Eme a confié à Lyon, l'impression du nouveau Catéchisme, me surprend autant qu'elle m'indigne. Je leur avais notifié que M. Rusand avait rendu un grand service, en les forçant à imprimer et à vendre eux-mêmes le nouveau catéchisme à un prix qui fût à portée des citoyens de toutes les classes. Je leur avais déclaré que MM. les Archevêques et Evêques sont, chacun dans leur diocèse, les maîtres de faire imprimer, d'acheter, de faire vendre et débiter cet ouvrage, essentiel à l'instruction religieuse, aux plus bas prix et aux meilleures conditions qu'ils pourraient trouver, pour le plus grand bien de leurs diocésains. C'est donc à eux à soutenir leur concurrence et leur rivalité, par la bonté de l'impression et par la modération des prix, au lieu de s'arroger des droits qu'ils n'ont pas, par des menaces absurdes, et qui deviendraient même des délits; je vais leur réitérer les mêmes déclarations, en les avertissant que s'ils continuaient à user de procédés hostiles, ils s'exposeraient à des mesures plus sévères (37)... »

Autant dire que le privilège a vécu. Fesch exploite aussitôt son succès. Est-ce pur souci désintéressé de faire bénéficier tous les diocèses des avantages obtenus par lui ? Est-ce désir de prouver à ses confrères dans l'épiscopat ce qu'ils peuvent attendre de ses interventions ? Rêve-t-il de voir un monopole de fait Rusand remplacer le monopole de droit Nyon, et l'édition de Lyon inonder la France ? Le voilà qui donne ordre à son secrétaire Groboz d'envoyer à tous les évêques les lettres qu'il vient d'échanger avec Portalis et de centraliser les réponses.

De ces réponses, trente-neuf nous sont parvenues (38). Elles ne nous donnent pas l'impression que l'épiscopat fût disposé à s'insurger contre le catéchisme. Sans doute, les signataires, s'adressant à l'oncle de l'Empereur, ne peuvent-ils s'exprimer très librement. Cependant la démarche du cardinal semblait plutôt destinée à appeler les confidences,

(37) Portalis à l'Archevêque de Lyon, 29 déc. 1806 ; à l'évêque de Valence, 9 janvier 1807. A. N., F¹⁹ 156.

(38) Elles forment un dossier spécial aux Arch. de l'Archev. de Lyon. Les citations qui suivent sont empruntées à cette source.

à grouper les résistances contre l'arbitraire ministériel. La plupart des évêques remercient Fesch, avec toutes les formules protocolaires voulues, et avouent à mots couverts les inquiétudes qu'ils ont éprouvées.

Un des plus ardents est Le Coz (Besançon), qui pourtant n'entretenait avec Fesch que des rapports empreints de méfiance, — mais qui, par ailleurs, détestait Portalis.

« La même Providence, Mgr, lui écrit-il, qui a placé votre auguste neveu, S. M. l'Empereur à la tête de la nation française, a aussi placé Votre Altesse à la tête de l'Eglise Gallicane: c'est donc à vous, Mgr, que celle-ci doit porter ses justes et respectueuses représentations, afin qu'elles parviennent jusqu'au trône impérial.

Par la lettre du ministre à V. A., je crois, Mgr, que le Catéchisme cause aussi dans votre diocèse quelque embarras.

L'idée de S. M. en décrétant ce catéchisme était belle, sublime, digne en tout de ses autres conceptions; pourquoi des vues à intérêt particulier sont-elles venues la rapetisser, en faire un juste sujet de plaintes et de murmures ?

D'abord ce catéchisme, pour l'honneur de l'Episcopat, pour l'honneur même de la Religion, aurait dû, avant d'être rendu public, avoir été communiqué à Mgrs les archevêques et évêques français: combien par cette précaution naturelle il eût été plus parfait, plus digne de S. M. I. elle-même, qui voulait en faire un ouvrage national !

En second lieu le catéchisme nécessaire à la classe la plus indigente devait être d'un prix convenable aux familles les plus pauvres; une spéculation que je n'ose qualifier en a fait un objet d'agiotage et de friponnerie; car, à mes yeux les contre-facteurs sont des fripons, et la mesure prise pour la publication de ce catéchisme tend naturellement à multiplier ces insectes malfaisants.

En voici une preuve, Mgr: On a d'abord exigé que mon imprimeur prit le catéchisme imprimé à Paris, à raison de 15 s. l'exemplaire. A force de représentations j'ai obtenu qu'il fût imprimé à Besançon; mais on a absolument voulu que ce fût avec des caractères stéréotypés, précaution ridicule, qui un jour fournira matière aux plus amers sarcasmes. On a voulu que l'imprimeur privilégié prélevât, de plus, environ dix centimes ou deux sous sur chaque exemplaire.

Il en résulte que mon imprimeur qui comptait donner à 5 s.

chaque exemplaire serait obligé de le vendre 8 s. 6 d. Les contrefacteurs auront donc 3 s. 6 d. de profit. Et cet appât, combien ne va-t-il pas multiplier ces fripons ? Et de cette multiplication, que d'abus n'avons-nous pas à craindre ? Hélas, de quel avilissement l'Eglise de France ne se voit-elle point menacée par l'exécution fausse et mercantile de la plus sublime conception ?

Je vous l'avoue, Mgr, mon respect pour notre doyen, Mgr l'archevêque de Paris, m'a entraîné, et aujourd'hui je me regarde comme une sorte de prévaricateur d'avoir donné les mains à cet agiotage indigne de l'Eglise de J. C. Combien il serait facile à V. A. Eme, Mgr, d'arrêter les tristes suites de cette malheureuse complaisance que beaucoup d'autres prélats partagent avec moi ! J'ai l'honneur d'être, avec un profond respect, etc... »

La même note ne se trouve, pour les évêques de France, que dans les remerciements de Primat (Toulouse) :

« Cette réponse cathégorique (*sic*), dit-il de la lettre de Portalis, nous délivre des embarras que nous occasionnait le privilège exclusif donné à la veuve Nyon : par là les évêques recouvrent la puissance d'un droit inhérent à leur ministère ; c'est une obligation qu'ils devront tous au zèle et au caractère de l'illustre pontife de la première Eglise des Gaules ».

Les évêques des pays ci-devant étrangers remercient avec chaleur. Dans les départements belges, « l'affaire du catéchisme (s'était) fort mal passée », comme disait Gand. L'initiative de Fesch fit luire, pour les évêques désemparés, l'espoir. La voix publique ayant appris à Tournai que l'édition de Fesch contenait « outre les changements faits dans l'édition du ministère par les bons soins de Votre Altesse encore d'autres redressements » (ce qui n'était pas exact) (39), ce-

(39) Le seul changement est dans le titre. Au lieu de « Catéchisme à l'usage de toutes les Eglises de l'Empire français », titre de l'édition de Paris, le volume de Rusand porte : *Catéchisme à l'usage de toutes les Eglises CATHOLIQUES de l'Empire français, imprimé par ordre de S. A. E. Mgr le Cardinal Fesch, Archevêque de Lyon, Vienne et Embrun, Primat des Gaules, etc., à l'usage de son diocèse* ». L'addition de l'adjectif *catholiques* répond à une critique faite contre l'équivoque qu'aurait récelée la formule « toutes les Eglises », et le reste du titre montre la prétention de Fesch d'agir de son propre mouvement.

lui-ci s'empresse de demander des exemplaires qu'il n'a pu se procurer à Paris. D'Italie, Verceil disait la joie des évêques d'être débarrassés des obstacles pour l'édition du catéchisme ; il suppliait Fesch de ne pas se relâcher de sa vigilance :

« Nous serions heureux si l'on avait consulté Son Altesse pour la rédaction du catéchisme: il n'y aurait sûrement pas des expressions inexactes dans ce livre élémentaire.

Mais l'on se propose encore de nous donner un nouveau bréviaire et un nouveau rituel.

Le bréviaire Romain, dont nous nous servons, mérite certainement des corrections dans la légende de plusieurs saints. Ainsi je pense que si S. A. veut bien influencer sur une bonne rédaction du Bréviaire, il sera très bien reçu de la partie italienne de l'Empire français. Mais pour le rituel je souhaiterais bien qu'on nous conservât le rituel Romain pour son admirable clarté et simplicité. Nos peuples n'entendent point la langue française, et l'introduction de la langue italienne dans notre rituel nous exposerait à des inconvénients graves dont les suites pourraient être fâcheuses. D'ailleurs le rituel Romain est un livre fait avec toute la sagesse et l'exactitude possible.

Pardon, si j'azzerde (*sic*) ces deux mots. Mais à présent on ne veut plus que les évêques se mêlent de rédiger le catéchisme, les bréviaires et les rituels. L'autorité nous les présente avec un décret impérial en tête du livre. Nous ne pourrions donc représenter les inexactitudes qu'en provoquant sur nous des reproches amers et flétrissants. Et comme la prudence ne veut pas qu'on s'expose lorsqu'il ne s'agit d'erreurs formels (*sic*), ainsi toutes les inexactitudes resteront consacrées par l'usage.

Vous me direz, mon cher chanoine, que M. le cardinal Légat est à Paris et qu'il examinera bientôt le livre avant de donner son approbation. Soit, mais cela n'a pas été pour le catéchisme. »

Ces derniers témoignages prouvent que l'initiative de Fesch avait fait naître des espoirs très étendus, d'ailleurs fondés sur des bases fragiles. Ce qui dominait chez les évêques c'était plutôt l'hésitation. On se demandait jusqu'où on devait se croire affranchi. Nancy avait des doutes, et se demandait comment concilier le texte de la lettre ministérielle à Fesch avec les précédentes circulaires et défenses. Cham-

béry voyait une contradiction éclatante entre ces documents, et félicitait Fesch d'avoir « maintenu avec courage la religion et la justice ». Bordeaux remerciait du « grand service » rendu au clergé de France « en provoquant une explication à laquelle il ne semblait pas qu'on dût s'attendre, et qui délivre les évêques des entraves d'un privilège exclusif ».

En fait, la capitulation de Portalis et la défaite des soumissionnaires étaient complètes. Les doléances de Nyon-Nicolle leur attirèrent du ministre la réponse suivante (30 janvier 1807) :

« Messieurs, il ne peut plus être question du privilège exclusif. La difficulté de faire parvenir dans tous les diocèses d'un Grand Empire les exemplaires du nouveau catéchisme à un prix modéré ne permet point de continuer une mesure de police que tant de circonstances rendent impraticable. »

Cette mesure avait été prise uniquement pour empêcher l'altération du texte; il paraissait maintenant possible d'atteindre le même but par une autre voie. Les évêques étaient en mesure de surveiller eux-mêmes la publication, tout en choisissant les dispositions les moins onéreuses aux fidèles.

« Mon arrêté du 8 août 1806, concluait-il, est rapporté et vous devez vous diriger d'après les nouveaux principes que je viens de vous développer (40) ».

Pour soutenir la concurrence; les libraires de Paris avaient déjà été contraints de lancer deux nouvelles éditions, l'une à huit, l'autre à quatre sous. Sur la seconde, ils perdaient, disaient-ils, mais ils auraient pu accepter ce sacrifice si Ruscand avait été leur seul concurrent. Seulement un très grand nombre d'évêques préparaient une édition diocésaine, et naturellement, en traitant avec l'éditeur de leur choix, s'efforçaient d'obtenir le plus bas prix.

(40) A. N., F¹⁰ 5439.

*
**

Le 8 janvier 1807, le cardinal Fesch, qui venait d'arriver dans son diocèse, rendait compte à Napoléon de son activité depuis son retour de Rome :

« Sire, affirmait-il, mon séjour à Paris jusqu'à la fin de décembre a été très utile pour régler différentes affaires de la Grande Aumônerie, et pour préparer un travail sur les missions, travail que j'aurai l'honneur de présenter à V. M. à son retour. Mais ma présence à Paris a été en outre nécessaire pour ranimer la confiance du clergé, pour l'encourager dans votre service, et surtout pour paralyser les concussions des imprimeurs du catéchisme et le monopole qu'ils faisaient peser sur vos peuples en les forçant de l'acheter à 14 sols.

Je l'ai fait imprimer ce nouveau catéchisme à Lyon, et vendu à 4 sols; cette concurrence a obligé le ministre des cultes à abolir le privilège exclusif et à déclarer que les évêques étaient libres de traiter avec qui ils voudraient; dès ce moment, leurs plaintes ont cessé, le nouveau catéchisme est partout accueilli, recherché; mon libraire à Lyon ne peut pas suffire, avec cinq presses en activité, à approvisionner mon diocèse qui lui en demande 200.000 exemplaires. Je l'adresse à V. M. qui verra que les faiseurs ne visent qu'à leurs intérêts, et que les évêques, intéressés par état au bien de leurs ouailles, sont très souvent obligés de lutter pour faire le bien (41)... »

Fesch parlait donc librement de ses conceptions sur le catéchisme. Il affirmait avoir été l'exécuteur fidèle des intentions de son neveu, et n'avoir combattu que les « maladroitesses dispositions » du ministre des Cultes. Il annonçait le succès du catéchisme, auquel il prétendait avoir largement coopéré. C'était présenter les choses sous un jour trop flatteur.

Les lettres d'évêques que nous avons analysées prouvent incontestablement que le mécontentement suscité avait été général, mais aussi que ce mécontentement éprouvait beaucoup de peine à s'exprimer, et à s'exprimer d'une manière uniforme. Chez les uns, qui parlaient haut, il était motivé

(41) Fesch à l'Empereur, Lyon, 8 janvier 1807, A. N., F¹⁹ 1904.

par les précautions blessantes dont l'administration entourait l'impression du catéchisme. Chez d'autres, plus réservés, il aboutissait à condamner le fond même et le principe du catéchisme universel. Fesch déclarait qu'en donnant satisfaction sur la question du monopole d'impression, on mettait fin à toutes les difficultés. Pourtant il ne pouvait manquer de savoir jusqu'où certains évêques projetaient déjà d'étendre la liberté qu'il venait de leur faire garantir. L'évêque de Tournai, nous l'avons vu, émettait l'hypothèse que les éditions épiscopales pourraient comporter des changements dans le texte même du livre. Mgr d'Aviau, poursuivant la correspondance entamée avec Fesch, ne dissimulait pas qu'il avait le même espoir. Le remerciant d'une réponse dont malheureusement le texte ne nous est pas parvenu, il écrivait :

« Je juge sur cette réponse que je pourrai sans inconvénient faire corriger selon mes observations communiquées, les fautes qui se sont glissées dans l'édition stéréotype du catéchisme national, s'il se réimprime ici; ou si nous sommes fournis par M. Rusand joindre ces mêmes observations à nos exemplaires. Je partage la reconnaissance due aux soins qui procurent à tant de familles peu aisées ce considérable rabais dans le débit de l'ouvrage (42) ».

Lettre un peu sibylline. Quelles sont ces observations ? à qui ont-elles été communiquées ? quelles sont ces erreurs à corriger ? Nous ne le savons pas. Mais l'essentiel est d'enregistrer ici l'idée que quand les évêques seront maîtres de l'impression, ils auront aussi la possibilité de faire amender le catéchisme. Et cette idée, le Grand Aumônier, s'il n'en a pas profité pour lui, a contribué à l'autoriser et ne l'a pas combattue, semble-t-il, chez les autres.

(42) D'Aviau à Fesch, 6 février 1807, Arch. Archev.

CHAPITRE IV

LES ACCEPTANTS

- I. — CORRESPONDANCE DE PORTALIS AVEC LES EVEQUES. — *Le Ministre excite les évêques à hâter la publication des éditions diocésaines. Il s'en remet à eux du soin de les surveiller. Il refuse les corrections, autorise et suit les traductions. Le Catéchisme se répand très rapidement dans les pays italiens. La question des « petits catéchismes ». Danger des commentaires. Le clergé manifeste sa volonté de corriger le Catéchisme.*
- II. — LE LANGAGE DE L'EPISCOPAT. — *Revue des mandements épiscopaux, publiés fin 1806 et début 1807. Ceux qui suivent le cardinal de Belloy : approbation nuancée de réserves des théologiens de Barral et Duvoisin. — Ceux qui vont au delà : louanges et adulations. — Ceux qui se débent. — Impression générale.*
- III. — L'ACTION DE L'EPISCOPAT. — *Entre 1806 et 1808, elle est conforme à la doctrine du Catéchisme et aux espérances de Napoléon. Le clergé est requis :*
— *d'associer la religion aux fêtes d'Etat : la « Saint Napoléon » (15 août). L'histoire du saint, forgée par Caprara est adoptée par les évêques ;*
— *de prêcher l'obéissance à la conscription : répugnances manifestées par certains évêques ;*
— *de répandre les nouvelles de la Grande Armée : comment le gouvernement renonce à faire lire les Bulletins officiels.*
A mesure que la guerre se prolonge, le clergé subit la lassitude générale et avoue l'aspiration des citoyens à la paix. Après Tilsit, le 15 août 1807 fait éclater l'harmonie entre le régime et le clergé.

I

Le Catéchisme, annoncé dès le mois de mai 1806, n'avait commencé à se répandre dans le public que vers la mi-août. Ce retard de quatre mois avait été la conséquence et l'occasion tout ensemble des résistances de l'épiscopat.

Napoléon avait tenu compte des objections qui portaient sur le fond de l'ouvrage. En cédant sur le chapitre des droits de l'Eglise, il fermait la bouche aux évêques qui eussent osé critiquer la part consentie aux droits de l'Etat. Surtout il empêchait l'opposition, encore tâtonnante, incertaine, de prendre corps, — les voix isolées, peu sûres d'elles-mêmes, de quelques prélats gallicans, de recevoir le renfort d'une condamnation du Saint-Siège. Mais il importait désormais d'aller vite.

Portalès se trouvait atteint par la leçon sévère que lui infligeaient la réaction des évêques et l'attitude du cardinal Fesch. En imaginant un monopole injurieux à la dignité des évêques, il avait manqué à sa maxime de n'agir qu'en accord avec la hiérarchie et de demander plus à la persuasion qu'à l'autorité. Quand il vit le danger, il revint à son ancienne méthode, et put, un temps, se flatter de ressaisir le succès.

Sa correspondance avec le clergé nous fait assister à ses efforts pour rétablir la situation.

« Il ne suffit pas de chercher à faire le bien, il faut encore le bien faire, aime-t-il à répéter. Personne ne connaît mieux que vous, M. l'Evêque, l'état moral de votre diocèse ».

Dès le début, il s'était montré conciliant sur la date de mise en vigueur du Catéchisme.

« Pour l'intérêt de l'ordre, il faut indiquer une date fixée pour toutes les opérations, mais il n'existe point de délais ri-

goureux dans des matières délicates qui tiennent à l'opinion et intéressent la tranquillité publique et j'abandonne toujours beaucoup à la prudence et à la sagesse des prélats qui, comme vous, unissent la lumière au zèle ».

Dans des cas délicats, il se déclare même partisan « d'une sorte de lenteur réfléchie pour écarter l'idée de la contrainte, et pour prouver (au) clergé que le nouveau Catéchisme n'est point propagé par la force, mais par la persuasion ».

Non qu'il renonce à forcer la main aux récalcitrants. Sous les yeux des retardataires, il met avec insistance l'exemple de leurs collègues.

« En attendant, le nouveau catéchisme circule partout. Il est à peu près publié dans tous les diocèses de France, même à Gênes et dans le ci-devant Piémont. Il a été publié dans tout le Royaume d'Italie par tous les évêques. Cette approbation uniforme isole les perturbateurs et les laisse dans le mépris (1) ».

Ceux qui s'exécutent sont loués habilement de leurs mandements, qui tous passent, bien entendu, devant Portalis, sinon même devant l'Empereur.

« Les éloges que vous donnez à la rédaction du nouveau catéchisme me causent une véritable satisfaction, et je me félicite vivement de voir un ouvrage aussi important obtenir le suffrage unanime des prélats les plus éclairés (2) ».

A ceux qui ne bougent pas, il rappelle ce que l'Empereur attend d'eux. A Metz, le Catéchisme n'a pas encore été publié. « J'ai l'honneur, écrit Portalis à l'évêque nommé, fin janvier 1807, de recommander cet objet à votre sagesse et à votre zèle ». Et il fait allusion au passage prochain dans la ville, de Sa Majesté qui verrait avec satisfaction cette preuve d'empressement à remplir ses intentions. A Carcassonne, le

(1) Portalis aux évêques de Rennes, de Gand, de Liège, 26-29 octobre 1806. A. N., F¹⁹ 202*.

(2) Portalis à Liège, 25 octobre, *eod. loc.*

9 février, il annonce qu'il va rendre compte à Sa Majesté du zèle que mettent les évêques à publier le Catéchisme, et il regretterait de ne pouvoir le comprendre parmi ceux qui se sont acquittés de ce devoir.

« Il me suffit, M. l'Evêque, de vous avoir rappelé cet objet pour être assuré d'avance que vous ferez bientôt connaître à votre troupeau toute la bonté du nouveau Catéchisme (3) ».

On voit que le thème même du mandement est indiqué.

En ce qui concerne les modalités de l'impression et de l'édition, il professe maintenant une tolérance illimitée. C'est qu'aussi les évêques le harcèlent. Certains lui reprochent tout net d'avoir supporté du cardinal de Lyon ce qu'il interdisait aux autres. Aix et Rouen, qui ont à peine répondu à Fesch, — peut-être parce qu'ils ont coutume d'arranger eux-mêmes leurs affaires et de défendre seuls leurs droits —, sont catégoriques.

Champion de Cicé, pour sa part, n'admettra pas qu'un monopole Rusand succède à un monopole Nyon et Nicolle. Dès mars 1807, il travaille à éliminer l'édition lyonnaise, entendant qu'il ne se débite chez lui que des ouvrages autorisés par lui.

« Rusand ne peut être blâmé de vendre son édition à tous ceux qui lui en demandent, mais il ne peut conférer le droit de la débiter dans des diocèses où une autre édition est la seule autorisée par l'Evêque diocésain ».

En septembre, il obtient une sentence favorable de Portalis, qui écrit en marge de sa lettre: « Répondre que le concours de l'édition de Lyon est seulement autorisé là où les évêques le désirent (4) ».

(3) Le même à Metz (31 janvier 1807) — à Carcassonne (7 février), *eod loc.*

(4) Champion de Cicé à Portalis (8 octobre 1807). A. N., F¹⁰ 5438.

Le cardinal Cambacérès, dont on connaît le naturel aigre, récrimine :

« Je ne ferai aucune observation sur les motifs que le gouvernement a de soustraire à la vigilance des évêques l'édition du catéchisme, a-t-il dit d'abord (18 février), mais je vous dirai que nos diocèses doivent être traités comme celui de Lyon ».

Un mois plus tard (25 mars), il gronde :

« Il est important que Sa Majesté acquière la preuve que l'impression de ce catéchisme appartenait aux Evêques et qu'elle sera toujours dupe de la méfiance que l'on jette dans son âme sur des hommes qui seront toujours ses plus fidèles sujets (5) ».

Terrible insinuation, que vraiment le pauvre Portalis n'avait pas méritée.

Quel moyen en tout cas de refuser plus longtemps une latitude totale aux Ordinaires diocésains ? Le 19 mars 1807, Portalis avoue à Cahors :

« Chaque Evêque est maître dans son diocèse des arrangements à prendre pour l'impression et le débit du nouveau catéchisme, parce que chaque évêque est responsable à l'Eglise et à l'Etat du dépôt de la doctrine ».

Le ministre ne prétend qu'être instruit des moyens auxquels on se sera arrêté dans chaque cas pour la publication. L'Evêque munissant de son autorisation un imprimeur, aucun autre n'aura le droit d'imprimer et de débiter ; il serait souhaitable qu'à la tête de chaque exemplaire il y ait le mandement d'approbation, et la griffe d'un vérificateur préposé à cet effet. Portalis s'efforce de tirer une ultime garantie de ces concessions forcées.

« Vous ne pourriez plus répondre de la non-altération du Catéchisme si vos mesures n'étaient pas fidèlement exécutées, insi-

(5) Cambacérès à Portalis (18 février-25 mars 1807). A. N., F¹⁰ 5439. Cf. MATHIEZ : « Le Cardinal Cambacérès, archevêque de Rouen », in *Rev. Et. Nap.*, 1916, p. 25-64.

nue-t-il à Besançon... L'objet essentiel du Gouvernement est que le texte ne soit point altéré, et il ne peut trouver sa garantie que dans la sage sollicitude des Evêques (6) ».

On s'achemine vers une nouvelle conception : collaboration des évêques avec les fonctionnaires de l'administration, pour obtenir la propagation d'une doctrine également salutaire pour l'Eglise et l'Etat. Le privilège d'abord conféré aux imprimeurs de Paris, explique Portalis à Cicé, n'était qu'une mesure de police, pour opérer la prompte propagation du nouveau catéchisme et pour empêcher qu'il ne fût altéré. Le premier de ces buts étant atteint, les évêques, ayant tous adopté le nouveau catéchisme, se trouvent être, depuis cette adoption, les meilleurs surveillants contre toute altération du texte (7). Surveillance matérielle dans leur diocèse, coopération morale au delà. Le ministre invoque le gage de confiance qu'il a reçu de la majorité pour refuser aux mécontents les modifications qu'on lui demande.

Or il reçoit sans cesse des demandes de modifications, même de prélats bien disposés. Elles sont inévitables, elles ne cachent pas toujours d'arrière-pensées, mais répondent à des difficultés pratiques d'adaptation.

Il y a d'abord les départements où une traduction est indispensable. Dès la fin d'octobre 1806, la traduction allemande, demandée par Strasbourg et Trêves est autorisée et en voie d'achèvement. A cette occasion, Trêves a demandé un petit changement dans le chapitre sur l'Ecriture et la Tradition. Réponse de Portalis (24 octobre) :

« ...Il y aurait du danger à faire des changements au catéchisme maintenant qu'il a été adopté par le plus grand nombre des Evêques. On donnerait lieu de penser qu'ils l'ont reçu trop légèrement, on blesserait leur délicatesse, et l'on fournirait à

(6) Portalis à Cousin de Grainville (19 mars 1807). A. N., F¹⁹ 5438 ; à Simon (Grenoble), 5 février ; à Le Coz (2 mars). A. N., F¹⁹ 202*.

(7) Portalis à Cicé, 30 décembre 1806. A. N., F¹⁹ 202*.

ceux qui ne l'ont point encore adopté un prétexte plausible d'y faire d'autres changements.

Cependant comme il s'agit du catéchisme traduit en allemand une légère correction n'aurait pas les mêmes inconvénients, et si la conservation de la demande dont il s'agit pouvait produire du trouble, on pourrait adopter la correction du dernier catéchisme de Meaux...

Mais dans aucun cas je ne puis officiellement autoriser la correction. Cela doit être l'affaire de l'éditeur ou du traducteur (8) ».

A la même époque se poursuivent des traductions flamande, hollandaise et italienne. Mais des cas plus particuliers se présentent. Le 26 août, l'évêque de Quimper expose que « la presque totalité de mon diocèse n'entend et ne parle que le breton ». Il hésite à faire passer première l'édition française; les habitants des campagnes se plaindraient et l'effet produit serait déplorable. Comme la situation du diocèse où Mgr Dombideau de Crouseilles venait seulement de rétablir la tranquillité, exigeait encore de très grands ménagements, le ministre s'en remit à l'évêque du soin de faire faire une traduction. Situation analogue à Nice, où le bas-peuple n'entend que le patois. L'adaptation, dirigée par Mgr Colonna d'Istria, est revue au ministère par d'Astros, qui la déclare assez fidèle, quoique inférieure à celle de Gênes (9).

Les pays italiens sont ceux où Napoléon s'intéresse le plus à la propagation du catéchisme. Dès le 30 juillet 1806, il l'a fait envoyer à Aldini aux fins de traduction.

« S'il pouvait sans inconvénient l'être (adopté) pour le royaume d'Italie, ce serait un grand bien; mais ce sont des matières très délicates sur lesquelles il faut être très circonspect. Consultez le ministre des cultes. Le mieux serait que quelque évêque le publiât dans son diocèse comme catéchisme diocé-

(8) Portalis à Mannay, 24 octobre, *ibid.*

(9) Dombideau de Crouseilles à Portalis, 26 août 1806 ; Colonna d'Istria à Portalis, 13 septembre. A. N., F¹⁹ 5439.

sain; mais il faut mettre à cela beaucoup de prudence et de secret (10) ».

Pourquoi chercher bien loin l'homme qu'il faut, quand on a sous la main Caprara ? en avril 1807, le légat, agissant comme archevêque de Milan, fait publier dans son diocèse une édition italienne. Aussitôt Napoléon en ordonne l'usage exclusif dans tout le royaume. Il est assez facilement obéi :

« Je vois par votre lettre du 25 juin, écrit-il à Eugène, que le catéchisme a été publié dans tous les diocèses du royaume d'Italie. Il ne faut donner aucune importance à la résistance que le Pape fait comme évêque d'Imola, quand Bologne, Ferrare, Ravenne, Trévise, Venise, Vicence, Padoue, l'ont publié. Il faut aller doucement sur l'opposition de deux ou trois évêques (11) ».

Ainsi le catéchisme va circuler jusque dans les provinces ex-vénitiennes, que Napoléon entend assimiler administrativement à la Lombardie. Même situation à Lucques où, par décret du 18 juillet, Son Altesse Impériale la princesse Elisa a ordonné l'enseignement exclusif du Catéchisme à l'usage de l'Empire.

Il semble bien que les évêques italiens mirent en effet toute la hâte que Napoléon pouvait souhaiter à adopter pour leurs diocèses respectifs une des traductions italiennes du Catéchisme. Celle que l'on proposait en modèle était celle de Caprara, mais Spina en avait fait faire une bonne également à Gênes. Ces deux noms à eux seuls constituaient déjà un patronage impressionnant en faveur de l'œuvre nouvelle. Nous avons vu par les confidences de Verceil à Fesch que les prélats de second rang en Italie étaient souvent assez timorés. Enfin le retard de Rome à se prononcer fournit une excuse à ceux qui n'aimaient pas s'exposer aux reproches de l'Empereur-Roi. Les conseillers du Pape diront, trop tard,

(10) Corr., XIII, 10556 et 10619. — Cf. PINGAUD : *La politique italienne de Napoléon I^{er}*, R. H., janvier 1927.

(11) Napoléon à Eugène, 5 juillet 1807, Corr., XV, 12858.

leur surprise de constater que la provenance de ce catéchisme, imposée par la puissance civile, n'ait pas suffi à éveiller la méfiance des évêques, et qu'un trop grand nombre n'ait écrit à Rome qu'après avoir adopté le catéchisme. Tel par exemple le vicaire général d'Imola, le chanoine Luca Mancurti dal Carretto, qui dut être fortement blâmé pour avoir négligé les avis du Saint Siège et avoir publié une circulaire en opposition avec les principes qu'on lui avait donnés. Le Saint Siège qui aurait tant voulu mettre les pays italiens à l'abri des innovations religieuses importées de France, éprouva une vive amertume à constater que le Catéchisme ne rencontrait pas plus de résistance, au moins apparente. Et ce fut un grief de plus contre Caprara, dont la complaisance assurait le triomphe des volontés impériales non seulement en France, mais encore en Italie (12).

Les traductions, somme toute, menacèrent moins l'intégrité du texte du Catéchisme que les demandes, assez nombreuses, d'adaptations. Fréquemment, les chefs de diocèse se plaignaient de la difficulté qu'il y avait à apprendre aux enfants un manuel aussi gros; dans les campagnes surtout, le catéchisme complet était au-dessus de la portée de ceux à qui il était destiné. Les rédacteurs avaient paru admettre l'objection, en convenant qu'un astérisque distinguerait les demandes essentielles, mais l'astérisque affectait quelques-unes des leçons les plus lourdes comme celle sur le Quatrième Commandement, justement pour les mettre à l'abri des simplifications. On sait que l'ancienne tradition française faisait précéder le Grand Catéchisme d'un Petit, pour les commençants. Les évêques eurent la faculté de le composer à leur guise:

(12) Vat., Ep. Nap. Francia 7 (8 avril 1807) ; Cf. A. N., F¹⁹ 5439, pour la propagation du Catéchisme en Italie. En 1808, une nouvelle traduction sera faite à Turin. Un rapport au Ministre des Cultes (signé Raillon) y signalera des additions : elles ne contredisent pas le sens, mais on ne peut souffrir qu'un catéchisme devenu « le code religieux de tout l'Empire », soit altéré : « les paroles même en sont sacrées ».

« Quant au petit catéchisme, écrivit Portalis à Nantes, c'est un ouvrage particulier au sujet duquel vous pouvez prendre, M. l'Evêque, les arrangements qui vous sembleront les plus convenables. Celui qui s'est trouvé joint par hasard à l'exemplaire du catéchisme qui vous a été adressé est à l'usage du diocèse de Paris et a été rédigé pour cet effet par les ordres de S. Em. le Cardinal Archevêque (13) ».

Mais ces petits catéchismes étaient très sommaires. Celui de Fesch comprenait treize leçons, en onze pages, le strict minimum des tout petits. Et on n'autorisait pas autre chose. Il faut citer ici une opinion de d'Astros, qui, consulté sur l'opportunité d'un abrégé, répondait à Bigot de Préameneu, le 13 février 1808, qu'on ne pouvait pas laisser faire un évêque isolé, car alors chacun en voudrait faire autant.

« Dès lors, l'uniformité sera rompue. Pour éviter ces innovations, il faudrait que l'on fit le travail dont il s'agit sous vos yeux (il sera très court), que M. le cardinal Légat l'approuvât, et qu'ensuite V. Exc. en adressât un aux évêques, leur laissant la faculté d'user de cet abrégé ou de n'en pas user.

...Quant aux rédacteurs, je demande à V. Exc. la permission de lui en dire les noms de vive voix seulement et de lui raconter la manière dont ils ont été appelés à ce travail (14) ».

Cet avis est tout à fait intéressant. Il prouve que le clergé, même dans sa fraction ultramontaine, — deux ans plus tard d'Astros sera emprisonné comme un des chefs de l'opposition religieuse, — n'était point hostile en principe à ce qui avait été tenté en vue de l'unité. Mettons que d'Astros y apporte quelque vanité d'auteur; en tous cas, il admet, il sollicite une intervention administrative, alors qu'il a pu mesurer les inconvénients de la première. Du même coup, ce document officiel établit que la volonté de modifier le catéchisme était assez répandue, et si quelques évêques, pour

(13) Portalis à Duvoisin, octobre 1806, F¹⁹ 202*.

(14) A. N., F¹⁹ 5438. Les demandes des évêques pour obtenir de publier des éditions simplifiées se poursuivront jusqu'en 1810. F¹⁹ 5439.

obtenir satisfaction, persistent à s'adresser au gouvernement, est-il exagéré de penser que d'autres s'en dispensent ?

Tel quel, enfin, le Catéchisme eut ses commentateurs. Le 30 mai 1807, le *Journal des Curés* annonçait la publication « d'un ouvrage qui sera utile, nécessaire même à tous les Catéchistes, aux maîtres de pensions, aux pères et mères de famille. Il a pour titre *Explication du Catéchisme à l'usage de toutes les Eglises de l'Empire Français* (15). »

Ledit ouvrage était un fort volume in-16, de 628 pages, publié sans nom d'auteur, chez la Veuve Nyon. A elles seules, cette origine et la caution du très officiel *Journal des Curés* lui donnaient quelque chose de rassurant. Sa carrière très brillante (dès février 1808, il atteignit sa troisième édition), ne laisse pas croire qu'il ait été mal vu de l'administration.

Il se présentait comme un auxiliaire des catéchistes. Dans l'ordre du texte officiel, il reproduisait sous forme de discours suivi, la leçon du Catéchisme, et la faisait suivre d'une « explication », long commentaire, et de « traits historiques », où alternaient avec ces naïves histoires anonymes des traités de morale enfantins, certains épisodes des Deux Testaments et de l'histoire de l'Eglise. Peut-être y a-t-il quelque abus à chercher, derrière ces commentaires, des intentions, d'insensibles retouches. Pourtant on ne peut pas ne pas voir des passages bien peu conformes à l'esprit du texte, précisément à propos des chapitres qui avaient donné lieu aux critiques des catholiques.

(15) *Journal des Curés*, 30 mai 1807. Sur l'*Explication du Catéchisme...* et son auteur le sulpicien DE LA SAUSSE, voir BERTRAND : *Bibliothèque Sulpicienne*, II, 84. — De la Sausse était un auteur extrêmement fécond mais toute son œuvre se maintient sur le plan purement religieux, et il n'y a rien à en dire au point de vue politique. Son *Explication du Catéchisme* fut attaquée par le Père LAMBERT (Bernard), dominicain, janséniste, ancien conseiller théologique de Mgr de Montazet, qui publia en 1808 *La Pureté du Dogme et de la Morale vengée contre les erreurs d'un anonyme*, par M. B. L..., à Paris, chez Brajeu. — Lambert critique à bon droit le « mauvais goût » qui règne dans l'*Explication*, le « ton fade et niais », et se plaint moins justement des « honteux relâchements » qu'elle autorise en morale. Aucune allusion n'est faite au chapitre sur le Quatrième Commandement, et l'auteur s'abstient d'attaquer le Catéchisme de l'Empire.

La leçon XIV, « de l'Eglise » reçoit une explication de dix pages. La définition des notes de l'Eglise romaine: l'unité, la sainteté, etc., est le prétexte d'attaques insistantes contre Luthériens ou Calvinistes. Suit ce trait historique:

« Pourquoi dernièrement avez-vous gardé le silence tout le temps que M... a été avec nous ? Est-ce sa présence qui vous a fait partir si tôt ? » disait-on à un Chrétien bien attaché à l'Eglise Catholique. Il répondit: M... ne croit pas aux décisions de l'Eglise, il le dit tout haut et s'en glorifie. Il est à mes yeux comme un païen qui ne croit pas en Dieu, comme un publicain, comme un homme souillé d'iniquités. Jésus-Christ a dit qu'il fallait regarder ainsi ceux qui n'écoutaient pas l'Eglise: ils sont hérétiques ».

Que restait-il des prescriptions de tolérance mutuelle entre les cultes reconnus par l'Etat? (16).

Plus courtes, les explications consacrées au Quatrième Commandement contiennent cependant des traits dont on ne peut manquer d'être frappé. La leçon VI développe les devoirs envers les supérieurs ecclésiastiques. Elle parle de la *primauté d'honneur et de juridiction* de l'Eglise-mère, Rome, ce qui est d'ailleurs la formule de tradition en France. Mais dans les traits historiques figure l'histoire de Théodose, soumis à la pénitence publique par l'évêque de Milan Saint-Ambroise: « Ce prince religieux... s'humilia... (il) ne rentra dans le temple du Seigneur qu'après qu'Ambroise le lui eut permis. » La leçon VII, sur les devoirs envers le Prince, renforce l'impression qui reste de la précédente. Le commentaire du fameux chapitre est bien pâle, comparé au texte officiel:

« Celui qui a la puissance souveraine dans l'Etat, c'est celui qui en est le chef, et c'est de son autorité dans l'état monarchique, que toutes les autres autorités émanent... » Les

(16) Art. 52 des Organiques : « Ils (les curés) ne se permettront dans leurs instructions aucune inculcation directe ou indirecte, soit contre les personnes, soit contre les autres cultes autorisés dans l'Etat ».

deux citations de Saint Paul aux Romains et de Saint Pierre (Ep. I, 13) encadrent ce paragraphe sur l'obligation de l'obéissance :

« Cette obligation est fondée sur le devoir de la conscience parce que le Souverain agit au nom de Dieu et par son autorité.

Les Souverains sont hommes, ils sont faibles. S'ils ont des défauts, il faut les supporter; s'ils font des fautes, il faut les excuser; il faut observer encore plus à leur égard, qu'envers les autres hommes, les lois sévères de l'Evangile sur la Charité. Qu'on se garde bien de toucher à celui qui est le Christ du Seigneur, à le juger témérairement, à se servir de sa langue pour blesser l'honneur qui lui est dû.

Ce n'est que dans le cas où un Souverain commanderait ce que Dieu défend, qu'il serait permis de lui désobéir; ce serait alors un devoir: il est juste, avantageux et nécessaire de préférer le Créateur à la Créature ».

Ce qui est historiquement prouvé par trois exemples des premiers temps chrétiens, celui de Saint Maurice et de la Légion thébaine et deux anonymes:

« Prince, disait un courtisan, qui méritait le nom de Chrétien, nous sommes vos sujets jusqu'à l'autel, mais point au-delà. Commandez-nous ce que Dieu ne nous défend pas, et nous obéirons.

Un Empereur Païen commandait une chose injuste à un de ses Ministres. Il lui répondit avec dignité: « Prince, vous êtes notre Empereur, nous devons vous obéir en tout ce qui est permis; mais Dieu est votre Empereur: vous lui devez, pour le moins, aussi bien que nous, l'obéissance ».

Enfin, on rappelle que Thomas Morus tint tête au Roi Henry VIII et à tout le Grand Conseil, disant: « Si j'étais seul contre tout le Parlement, je me défierais de moi-même; mais j'ai pour moi toute l'Eglise qui est le grand Conseil des Chrétiens... »

Les lecteurs de l'ouvrage eurent-ils la curiosité d'y chercher ailleurs des applications de ce principe? Si oui, ils purent lire, à propos du Mariage (3^e partie, XXV, p. 614):

« Le mariage par la loi de Jésus-Christ, est tellement indissoluble, que toutes les Puissances de la terre réunies ne pourraient pas le dissoudre; et dès lors, quel crime pour un mari et pour une femme de faire divorce, et d'agir, après l'avoir obtenu civilement, comme s'il y avait eu un véritable divorce qui fût permis ! Les lois humaines ne peuvent pas anéantir une loi divine (17) ».

Et ne s'étonnèrent-ils pas, ailleurs (p. 196), de l'allusion très claire à la dime envers le clergé: « Est-ce que la piété des chrétiens de nos jours ne les portera pas à faire ce que faisaient les Fidèles des premiers siècles, pour faire subsister les hommes apostoliques, qui se sacrifiaient afin d'augmenter le nombre des Chrétiens ? »

Nous ne méconnaissions pas, encore une fois, ce qu'a d'arbitraire le rapprochement des fragments que nous venons de citer. Cependant les textes sont là; ils ont passé. Et d'ailleurs la plupart étaient irréprochables du point de vue de la doctrine catholique. Bien d'autres documents ecclésiastiques allaient prouver aux instigateurs du Catéchisme Impérial s'ils n'avaient pas su le prévoir, le danger qu'il y avait à charger le clergé de répandre, — et de commenter, — au nom de l'Etat, une doctrine officielle.

II

Il n'y eut certainement pas partout des éditions diocésaines du Catéchisme. Tous les mandements épiscopaux ne nous ont pas été conservés, loin de là. Du moins l'étude de ceux que nous possédons donne-t-elle une impression un peu différente de celle qu'on risque de retirer des citations fragmentaires dont on se contente trop souvent.

(17) Le 27 novembre 1808, Napoléon écrira à Joseph : « La considération la plus importante dans le Code Napoléon est celle du divorce ; elle en est le fondement. Vous ne devez y toucher d'aucune manière : c'est la loi de l'Etat », *Corr.* XVIII, 14519.

Le thème général était donné par le mandement du cardinal de Belloy, véritable document officiel, puisque l'administration en envoya un exemplaire à chaque évêque. Il n'est donc pas arbitraire de le prendre pour guide. Rappelons qu'en deux parties bien tranchées, il établissait que la publication du catéchisme ne portait pas atteinte au pouvoir d'enseignement des évêques et que le texte était conforme à la doctrine constante de l'Eglise. La première partie était sensiblement plus développée que la seconde et, à lire de près, on pouvait y relever des affirmations assez vigoureuses de l'indépendance de l'Eglise : Bossuet, dont les ministres de Napoléon aimaient à évoquer l'autorité, était habilement retourné contre les prétentions exorbitantes du pouvoir civil. De Belloy montrait aux évêques embarrassés quel parti on pouvait tirer de l'éloge du grand docteur gallican, et aux habiles quelles ressources on pouvait trouver dans des textes utilisés avec art.

Un première catégorie d'évêques se contenta de reproduire purement et simplement le mandement de Paris, ainsi ses suffragants de Soissons (Leblanc de Beaulieu) et d'Amiens (de Mandolx), ou de s'en inspirer, comme Avignon (Périer), Valence (Bécherel), etc. (18). A Nantes, Duvoisin en adopta le plan, mais ce théologien déjà célèbre dans l'Eglise concordataire, en possession d'une véritable réputation d'écrivain, sut donner une forme plus personnelle, et plus flatteuse pour l'Empereur, à la pensée de Mgr de Belloy :

« En ordonnant la publication d'un catéchisme commun, l'Empereur, N. T. C. F., ne s'attribue aucune juridiction sur l'enseignement de la foi. Il se montre dans l'Eglise comme protecteur, et non comme docteur. Ce n'est pas de lui, c'est de l'Eglise que le nouveau catéchisme empruntera son autorité. L'Empereur lui-même le déclare, en exigeant l'approbation préalable du Souverain Pontife représenté à l'égard de l'Eglise de France par son légat... »

(18) A. N., F¹⁹ 5451 et 5452.

Après avoir rapproché le Catéchisme de celui de Bossuet, Duvoisin signalait l'explication du Quatrième Commandement : « C'était une doctrine si universellement reçue, si conforme aux sentiments des Français envers leurs princes, si profondément gravée dans tous les cœurs, que l'on n'avait pas cru devoir insister, dans les instructions élémentaires, sur cette partie de la morale chrétienne. Mais, hélas ! nos pères avaient trop compté sur la loyauté de leurs descendants : et qui sait, N. T. C. F., si leur imprévoyance n'a pas contribué dans ces derniers temps, aux progrès de la révolte, en laissant croire aux personnes peu instruites que la religion n'était pas compromise dans les attaques livrées à l'autorité légitime ? »

Quoiqu'il en fût, sans jamais changer de principes, l'Eglise s'est toujours fait une loi de développer sa doctrine et sa morale selon les besoins de ses enfants. Aujourd'hui sans doute il n'est pas nécessaire de vous recommander la soumission et l'amour à l'égard d'un Prince qui a sauvé l'Etat et les familles et l'Eglise : ce que la religion vous prescrit, la reconnaissance vous l'a déjà inspiré (19) ».

Un autre théologien renommé, l'archevêque de Tours, de Barral, s'exprima en termes très voisins, et, tout en laissant pressentir quelques objections possibles des spécialistes, justifia avec un luxe de références plus grand encore qu'aucun de ses collègues, l'explication du Quatrième Commandement :

« Rien, disait-il, ne nous oblige à relever ici quelques déficiences qu'un zèle pur a cru observer dans le nouveau Catéchisme... Quel est celui de nos anciens Catéchismes auquel on ne puisse reprocher aucun défaut ? Quel est l'ouvrage sorti de la main des hommes qui s'élève tout d'un coup au plus haut degré de perfection ?...

Nous avons toutefois remarqué une addition importante dans le nouveau Catéchisme... Mais la doctrine contenue dans cette leçon n'est pas nouvelle... Nos pères, il est vrai, ne peuvent pas être accusés d'imprévoyance pour n'avoir pas insisté, dans les livres élémentaires, sur cette partie si essentielle de la morale chrétienne, parce qu'alors la doctrine de la fidélité, de la soumission et de l'amour pour le Souverain semblait innée dans le cœur de tous les Français...

(19) Mandement de Mgr Duvoisin (s. d.). A. N., F¹⁹ 5439.

Mais à la suite de l'époque désastreuse où une philosophie anti-sociale a tenté de réduire en système la révolte et l'anarchie, l'Eglise se devait à elle-même, elle devait au Prince qui a relevé ses autels en sauvant l'Etat et le peuple, elle devait à ses enfants dont on empoisonnait l'esprit par des doctrines perverses, non seulement de rappeler aux fidèles les principes de leurs devoirs envers le Souverain, principes sur lesquels elle n'a jamais varié, mais aussi de leur indiquer les preuves et l'application d'une doctrine pure, plus nécessaire encore au bonheur des peuples qu'elle n'est favorable à la majesté des Souverains ».

Ce mandement savant et éloquent eut l'honneur d'être publié dans le *Journal des Curés*, où S. A. Emc le cardinal Fesch n'avait eu que des extraits du sien (20).

Après avoir examiné les principaux mandements qui sont tributaires de celui de Paris, on peut classer dans un second groupe les mandements qui vont au delà dans le sens de l'approbation. Leurs auteurs, sans s'arrêter, même pour les écarter, aux objections suscitées par le catéchisme, se tiennent pour complètement rassurés par les garanties qu'offre sa publication, et aiment à y retrouver la preuve des desseins prévoyants de l'Empereur et de son amour pour la religion.

A tout seigneur tout honneur : Bernier, qui sait mieux que quiconque à quoi s'en tenir, présente effrontément aux fidèles d'Orléans le catéchisme comme émanant directement de Rome.

« Protecteur généreux de l'Eglise, il (l'Empereur) laisse à son Chef et aux Evêques le soin d'enseigner les vérités toutes célestes qui appartiennent à la Foi, et qui sont l'immuable fondement de nos espérances. Ainsi, quelque pressante que lui paraisse l'édition d'un Catéchisme général pour établir dans l'enseignement de la jeunesse une sage uniformité, il hésite encore. Ce n'est point à lui qu'il s'en rapporte: c'est la Mère et la Maîtresse de toutes les Eglises qu'il consulte dans la personne du Représentant du Saint Siège: c'est son approbation qu'il attend et ce n'est qu'après l'avoir obtenue qu'il munit cet ouvrage du sceau de son autorité suprême.

C'est donc du premier Siège que nous recevons directement cet abrégé de la Doctrine Chrétienne: c'est le successeur de Pierre qui, par l'organe de son Représentant, le déclare conforme à la Doctrine enseignée par J.-C. et les Apôtres, et le recommande comme tel à toutes les Eglises catholiques de France ».

Aucune allusion au chapitre qui préoccupe tant d'évêques : Bernier s'en explique à Portalis: « Je n'ai point parlé de ce qu'il contient sur la puissance civile. On n'en parle pas ici, et il y a quelque maladresse à prévenir des objections qui ne sont pas faites. En pareil cas, trop de précaution amène la prévention (21) ». Thèse, après tout, fort plausible.

A Besançon, Le Coz avait émis des critiques de fond, de forme et même de circonstance contre le catéchisme, qui aurait été bien meilleur si on l'avait soumis à l'examen des évêques « comme les règles de l'Eglise semblent l'exiger ». Mais ce qu'il disait à Portalis par lettres, il le tut dans son mandement.

« Jésus-Christ devant qui sont présents tous les objets utiles à son Eglise, avait renvoyé à nos jours l'exécution de celui du Concile de Trente: il semblait en réserver la gloire à l'homme des prodiges, par qui il voulait changer la face de l'Europe, et la même main qui devait opérer dans la société politique des modifications si étonnantes était aussi destinée à procurer à l'Eglise catholique un avantage après lequel elle soupirait depuis plusieurs siècles. Se borneront-elles là les vues paternelles de notre Dieu ? Et celles du nouveau Cyrus qu'il a choisi pour les exécuter ? Nous l'ignorons, N. T. C. F., mais dans celles qui se réalisent sous nos yeux, pouvons-nous ne pas voir une main divine ? (22)... »

Dans le camp des flatteurs, l'ancien chouan et l'ex-constitutionnel avaient pour émule Mgr de Roquelaure, d'une

(21) Mandement de Mgr Bernier, 28 août 1806. A. N. F¹⁹ 5452 ; — Bernier à Portalis, 29 août, F¹⁹ 5438.

(22) Mandement de Mgr Le Coz, 8 septembre 1806 ; Le Coz à Portalis, 8 septembre 1806, 20 janvier 1807, F¹⁹ 5451.

vieille famille d'Ancien Régime, premier aumônier de Louis XVI avant la Révolution, et réfractaire intrépide, depuis 1802 archevêque de Malines et modèle de dévouement à l'Empereur.

« Depuis, déclara dans son mandement le premier évêque de Belgique, que la Providence nous a confié le soin de veiller à la saine doctrine qui doit être enseignée dans notre Diocèse, nous nous serions empressés de mettre fin à vos plaintes sur la diversité des catéchismes en usage dans les différentes paroisses qui s'y trouvent ajoutées, si nous n'en avions été empêché par l'intime persuasion que le gouvernement réparateur, sous lequel nous avons le bonheur de vivre, ne tarderait pas à remplir l'objet de vos désirs et de nos vœux les plus empressés ». Sur quoi, il intima l'ordre à ses prêtres d'adopter le nouveau livre, qui contenait « les moyens d'apprendre aux enfants à devenir des saints (23) ».

L'évêque du Mans, Mgr de Pidoll, sut unir dans ses actions de grâces le chef de l'Etat et celui de l'Eglise :

« Cet avantage inestimable (de l'unité) était réservé au règne de Napoléon le Grand, qui ne connaît point d'obstacle ou qui sait les écarter quand il s'agit d'opérer le bien. Accoutumé à donner à ses institutions la solidité et la durée la plus assurée, après avoir sauvé l'Etat, il le préserve de nouvelles scissions anarchiques, en introduisant par un nouveau code l'uniformité des lois. Il a considéré de même l'uniformité dans l'enseignement de la Doctrine Catholique comme le moyen le plus efficace pour prévenir de nouvelles dissensions religieuses aussi désastreuses pour l'Etat que pour la Religion. Fidèle imitateur des Constantin, des Théodose, des Justinien, des Clovis, des Charlemagne, etc., qui se faisaient une gloire de recourir aux chefs de l'Eglise, non pour leur dicter des lois, mais pour fixer par leurs décisions, la croyance des fidèles et rétablir de concert avec eux la morale dans sa pureté, ce zélé protecteur de la Foi a recours, comme eux, au Souverain Pontife qu'il reconnaît pour le chef de l'Eglise, et c'est du centre de l'unité qu'il veut qu'on

(23) Nous citons le texte du mandement — que nous n'avons pu trouver — d'après BLANCHARD : *La Vérité sur le Catéchisme*, p. 22 ; cf. LANZAC DE LABORIE : *La Domination Française en Belgique*, II, 116.

puise l'enseignement qui doit diriger les Pasteurs et les Fidèles de son Empire.

Pie VII, aussi recommandable par sa sainteté que par sa sagesse, a confié à son légat en France, la rédaction du nouveau Catéchisme et ce digne représentant du chef suprême de l'Eglise ne croit pouvoir répondre mieux à la confiance dont il est honoré qu'en puisant dans les ouvrages de l'immortel Bossuet, l'enseignement qu'il est chargé de transmettre... »

Et voilà, nantie de la garantie d'un évêque qui l'avait forgée de toutes pièces, une version de la rédaction du catéchisme qui réconciliait harmonieusement Napoléon et Pie VII, un cardinal romain et le grand docteur gallican ! Version qui avait sans doute l'ambition de tranquilliser les consciences dans les pays ultramontains. D'une manière générale, les évêques de Belgique et ceux de l'Ouest se distinguèrent par l'enthousiasme dont ils firent montre : ils avaient été choisis à bon escient pour diriger des diocèses difficiles, et ils répondirent à la confiance du gouvernement en affrontant résolument les préventions des populations défiantes.

Certains d'entre eux cependant se sentaient désarmés devant les bruits propagés par la malveillance. Montault des Isles (Angers) essayait de les convaincre de fausseté et de rassurer « la piété timide » qui « commençait à s'alarmer ». Paillou (La Rochelle) écrivait dans une circulaire relative au catéchisme :

« Les malheurs de la Révolution ont rendu nos fidèles défiant et soupçonneux ; ils craignent toujours qu'on ne les trompe et qu'on ne leur enseigne une mauvaise doctrine... Si les fidèles, quelque soupçonneux qu'on les suppose, voulaient se rendre à des raisons convaincantes, il serait aisé de leur montrer que le catéchisme qu'on leur présente n'est nouveau que quant à la méthode et quant aux mots et que la doctrine qui y est enseignée est précisément la même que celle qui se trouve dans l'ancien catéchisme ; mais il n'y a que trop de gens à qui la défiance et la prévention ne permettront pas même d'écouter les raisonnements les plus évidents (24)... »

(24) Nous devons ces citations à une obligeante communication de M. l'abbé Poirier, qui prépare un ouvrage sur Mgr Paillou.

Dans ces diocèses où les opposants de la Petite Eglise étaient nombreux et convaincus, les évêques manquaient de tous les moyens de requérir l'obéissance, car les anticoncordatistes ne s'inclinaient pas plus devant l'autorité du Pape que devant les ordres de Napoléon.

Certains évêques se tirèrent d'affaire en examinant simplement et en commentant tel ou tel point de la doctrine traditionnelle, développée dans le catéchisme. Leurs mandements pourraient former un troisième groupe, où entreraient, avec les deux que nous venons de citer, ceux de Vannes (Pancemont) et de Bayonne (Loison) (25). Nous nous y arrêterons peu, car leur intérêt, en raison de leur impersonnalité, est moindre pour l'histoire des rapports entre le clergé et le pouvoir.

Le dernier groupe pourrait être enfin fourni par les neutres, qui se contentèrent d'annoncer presque sans commentaires la mise en vigueur du nouveau catéchisme. On est réduit à deviner ce que couvre cette brièveté, de la part de Clermont (Duwalk de Dampierre) ou de Mende (Morel de Mons). Elle est certainement une forme d'obéissance pour Arras (La Tour d'Auvergne) (26) qui, en quelques lignes très nettes, fixe une date précise pour la disparition des catéchismes autres que le Catéchisme officiel. Elle traduit certainement le désir de sauver son indépendance ou de manifester sa mauvaise humeur, chez Aix en Provence (Champion de Cicé) ou Rouen (Cambacérès). Ce dernier se contenta de signer un brevet d'orthodoxie tout négatif, suivi d'une vague recommandation d'obéissance :

(25) Mandements de Mgr Loison et de Mgr Maynaud de Pancemont, A. N., F¹⁰ 5451 et 5452. Cet examen théologique n'était pas inutile, s'il faut en croire l'évêque d'Agen, qui lui aussi se plaignait des critiques répandues dans le public : « Un plaisant dit en riant que le nouveau catéchisme retrancherait trois ou quatre sacrements, et crut sans doute que l'absurdité sauvait l'imprudence. Ce propos en l'air, cette idée incroyable a volé de bouche en bouche »... (A Portalis, 28 juin. F¹⁰ 5451).

(26) Sa docilité à l'égard du gouvernement établi fut d'une constance indéfectible. Cf. LESUEUR : *Le cardinal de la Tour d'Auvergne Lauragais*.

« Le Catéchisme à l'usage des Eglises de France nous a été adressé, N. T. C. F., par le Ministre de S. M. I. et R. Nous avons examiné cet ouvrage élémentaire avec l'attention la plus sévère et la plus scrupuleuse: n'y ayant trouvé aucune proposition contraire à la foi, à la morale et à la discipline de l'Eglise catholique, apostolique et romaine, dont vous êtes les enfants, et nous le premier pasteur dans ce Diocèse, nous approuvons ledit catéchisme et ordonnons qu'il soit enseigné dans notre Diocèse (27). »

Un seul évêque, à notre connaissance, refusa, dans un écrit public, de prescrire l'usage du catéchisme à ses diocésains : c'est l'archevêque de Bordeaux, Mgr d'Aviau. Dans une très longue lettre pastorale à ses collaborateurs, le 20 novembre 1806, il donna de l'ouvrage l'étude la plus minutieuse qu'aucun théologien français lui ait consacrée (28), pour aboutir à cette conclusion :

« Quoiqu'il en soit, messieurs, nous regardons comme très utile pour l'instruction cet ouvrage déjà revêtu d'une approbation si respectable. J'y ai reconnu la doctrine catholique telle que nous l'avions reçue vous et moi par la constante Tradition de cette Eglise vénérable, dont le gouvernement n'a pu être confié qu'à la charge de conserver et de transmettre à mon tour le précieux dépôt. Je pourrais donc, sauf les observations qui viennent de vous être communiquées, prescrire aujourd'hui en mon Diocèse cette forme d'enseignement, si pour quelque temps encore je ne me trouvais retenu par des motifs dignes de considération; celui entre autres d'une édition fort récente du catéchisme de Bordeaux sera sensible pour tout le monde.

Ce n'est pas que dès à présent, et en continuant de le faire apprendre, tel catéchiste, voulant donner sur certains objets une instruction plus étendue, ne pût, selon la capacité de ses élèves ou d'autres circonstances, s'aider utilement du catéchisme destiné à être national. Mais dans l'usage de celui-ci même on ne devra pas négliger de semblables attentions. Et cet

(27) Mandement du Cardinal Cambacérès, 8 septembre 1806. A. N., F¹⁹ 5439.

(28) Mandement de Mgr d'Aviau, 20 novembre 1806. A. N., F¹⁹ 5451. — D'Aviau incrimine l'omission de quelques réponses de Bossuet (sur le X^e article du symbole) ; l'addition d'une réponse sur l'Immaculée Conception, présentée comme une croyance de l'Eglise, alors qu'elle n'appartient qu'à un certain nombre de docteurs... etc...

usage fût-il déjà, par autorité de l'Ordinaire, rendu exclusif de tout autre pour le Diocèse, il ne faudrait pas néanmoins perdre de vue ce que dit M. le Cardinal Légat dans son décret approbatif: « Il est réservé à la sollicitude des Evêques que N. S. J. C., auteur de la foi, a établis pour en conserver le dépôt, et pour paître le troupeau qui leur est confié, de veiller avec soin à ce que les Curés et les autres Prêtres qui expliqueront ce Catéchisme le fassent avec soin... »

Il suffira souvent pour cela de « rapprocher telle ou telle leçon d'une autre leçon, et de montrer le rapport qu'elles ont ensemble », comme le marque ici le décret. D'autre fois, il conviendra de rétablir quelques mots du catéchisme de Bossuet, omis apparemment dans le nouveau...

J'ai pensé, Messieurs, que les remarques et réflexions dont je viens de vous entretenir, contribueraient à rendre ce catéchisme nouveau plus utile. soit dès maintenant à ceux de vous ou d'entre les simples fidèles qui l'ont déjà dans les mains, soit pour l'avenir, lorsque je pourrai en répandre et en prescrire l'usage ».

Cette revue des mandements n'est pas exhaustive. Des études d'histoire locale permettraient peut-être de la compléter. Toutefois les conclusions qui s'en dégagent ne semblent pas devoir être modifiées, car elles se fondent sur les documents les plus importants, et elles sont corroborées par les rapports de l'administration des Cultes.

I) La grande majorité des évêques s'est acquittée entre août et décembre 1806 de l'obligation de publier le nouveau catéchisme et de le recommander par un mandement approprié. Quand Portalis annonce que le catéchisme circule partout, qu'il a obtenu le suffrage unanime de nos prélats les plus éclairés, il a raison, au moins en apparence.

II) L'accueil a été rarement très empressé, sauf de la part d'un petit nombre d'évêques qui, portés à la complaisance par tempérament plutôt que par principe (puisque ce sont des hommes dont l'attitude passée a été tout à fait différente) ont exagéré l'éloge de l'initiative gouvernementale. Portalis, quand il invoque le *vœu unanime* du clergé, grossit cette fois les choses. Les évêques étaient froissés d'avoir été tenus à l'écart du travail de préparation.

III) Aussi la majorité des évêques a fait la publication soit avec des réserves avouées (parfois dictées par les répugnances qu'ils pressentaient dans leur troupeau), soit avec des arrière-pensées. Un rapport anonyme, émanant de l'administration des Cultes et adressé, quelque temps après la mort de Portalis, au nouveau ministre, concluait, après un historique de la publication, sur ces mots où la prudence s'alliait à la fierté du succès :

« Votre Excellence jugera facilement, d'après cet exposé, combien il est important de surveiller l'impression de ce catéchisme. La volonté de le corriger ne manque pas; et peut-être faut-il compter entre les preuves que le clergé ne cesse de donner de sa fidélité à se conformer aux intentions du gouvernement l'enseignement aujourd'hui universel d'un livre contre lequel il n'y a peut-être pas un membre du clergé qui n'ait trouvé quelque objection à faire (29) ».

III

Au cours de la période qui va du Sacre à la paix de Tilsit, soit pendant les années 1805, 1806 et 1807, le haut clergé, dont le langage avait préparé la voie au catéchisme impérial, prêcha sans défaillance le terrible chapitre des devoirs des sujets envers le Souverain.

Ce chapitre nouveau était *lancé* dans des conditions favorables. Au début de 1806, le soleil d'Austerlitz jette un rayon de gloire sur le front du monarque, à la renommée de qui il semblait impossible de rien ajouter. Une campagne rapide, qui s'est déroulée tout entière hors du territoire national, s'est terminée par l'écroulement du principal ennemi de la France sur le continent, et a ouvert de sérieuses perspectives de paix. Cent-vingt drapeaux ennemis ont été envoyés à

(29) Rapport (anonyme), A. N., F¹⁹ 5438.

Paris. Recevant ceux qui lui sont destinés, le Sénat décrète que Napoléon sera appelé Napoléon le Grand, qu'un monument triomphal portera, dans Paris, sa statue, et que le 15 août, jour anniversaire de sa naissance, sera fête nationale. L'Empereur lui-même vient à Notre-Dame, le 15 janvier, et confie à l'archevêque les étendards qu'il met en dépôt dans l'ancienne cathédrale.

Comment les catholiques ne seraient-ils pas sensibles aux attentions du chef du gouvernement ? comment ne partageraient-ils pas la satisfaction des assemblées politiques, des milieux d'affaires, des hommes dans la rue ? A peine si quelques prêtres soupçonnent les premiers dissentiments avec le Saint-Siège : encore sont-ils persuadés que cela n'intéresse en rien l'Eglise, ni surtout l'Eglise de France. Que le catéchisme ordonne aux fidèles d'aimer l'Empereur, cette manière de prescrire un sentiment qui ne peut se donner, Mme de Staël n'est sans doute pas seule à en être choquée ; du moins le clergé a-t-il bien des raisons d'accorder son admiration et d'enseigner la soumission (30).

La hâte du gouvernement à en finir avec le catéchisme entre février et avril, à en imposer l'adoption entre août et décembre, est une manière d'exploiter ce mouvement, en vue des difficultés qui, déjà, renaissent. Six mois après le retour de l'Empereur, la guerre est inévitable. Pour en finir avec la Prusse, la conscription de 1806 est appelée en août. Et l'on entre dans cette terrible année, où Napoléon, aux prises avec la Russie, inépuisable réservoir d'hommes, doutera un instant des ressources de la France, et devra, en neuf mois,

(30) JAUFFRET : *Mémoires sur les affaires ecclésiastiques*, II, p. 165. — Le pamphlet intitulé : *Oraison funèbre de Bonaparte par une Société de Gens de Lettres...* (Paris, 1814) cite une phrase de Jalabert, grand vicaire du diocèse de Paris, d'après le *Moniteur* du 11 mars 1806 : « Depuis plus de 1400 ans, la France n'a jamais eu de monarque qui n'ait été enfant de l'Eglise catholique. Le Trône français est sans tache, et toujours uni au Saint Siège. Il semble à cet égard avoir participé à la fermeté de la pierre. Cette remarque que Bossuet se complaisait à faire sous le règne de Louis XIV est bien plus frappante et bien plus précieuse aujourd'hui ».

appeler trois levées, deux cent cinquante mille hommes (31). Tous les ressorts de l'Etat tendus en vue de l'effort à fournir, le ressort religieux doit jouer : les représentants des différents cultes en conviennent. Les Juifs, réunis en assemblée générale, acceptent de déclarer « qu'ils défendront la France comme ils défendraient Jérusalem, puisqu'ils sont traités en France comme ils le seraient dans la cité sainte (32) ». Le concours des Eglises réformées n'est pas douteux : depuis l'an X les protestants se rangent parmi « les plus fermes appuis d'un gouvernement protecteur » ; depuis l'Empire, ils ont introduit dans la liturgie des prières spéciales pour le souverain. Les évêques catholiques ne refusent ni leurs mandements, ni leurs circulaires : Napoléon obtient qu'ils les multiplient en multipliant les prières publiques et les fêtes religieuses. Août 1806 : c'est la première levée, — et c'est la Saint Napoléon, puis les mandements sur le catéchisme ; décembre : appel anticipé de recrues de 1807, — et c'est l'anniversaire du couronnement, avec des sermons sur le devoir militaire ; au printemps de 1809 : troisième appel, — et ce sont les *Te Deum* en l'honneur des victoires.

Le Pape, « pour se rendre aux désirs et demandes du Premier Consul », avait réduit les fêtes légales à quatre pour la France, soit Noël, l'Ascension, l'Assomption et la Toussaint. Depuis 1802 l'administration avait dû déployer une vigilance et une fermeté incessantes afin d'empêcher une résurrection des anciennes fêtes chômées. La lutte entre les pré-

(31) MORVAN : *Le Soldat impérial*, I, 43-51.

(32) SAGNAC : *Les Juifs et Napoléon*, R. H. Mod., II, p. 601. Le Grand Sanhédrin en 1807 fit une obligation religieuse aux Israélites de l'Empire et du Royaume d'Italie de défendre ces Etats comme leur patrie et pour faciliter l'obéissance à la loi militaire dispensa tout Israélite pendant la durée de son service des observances religieuses incompatibles avec le service (*ibid.*, p. 620). — Pour les protestants, Napoléon, à plusieurs reprises, en décembre 1805, en août 1807, leur témoigne combien il est satisfait de leur fidélité et proclame qu'il les met « au rang de mes plus chers amis ». Cf. N. WEISS : *L'origine et la signification de la loi du 18 Germinal an X*, et F. KUHN : *La vie intérieure du protestantisme sous le premier Empire*. *Bull. hist. protest. français*, 1902, p. 60 et 295.

fets, d'une part, et, d'autre part, les populations et le bas clergé qui tenaient à leurs traditions, constitue un chapitre inépuisable de l'histoire de la résistance au Concordat. Les évêques avaient généralement accepté de rappeler les desservants au respect des volontés du gouvernement. Le 6 juillet 1806 encore, le légat Caprara leur transmettait un bref précisant les intentions de l'Eglise et de l'Etat relativement aux fêtes supprimées : les ecclésiastiques devaient s'abstenir d'en faire les annonces, de les indiquer la veille par le bruit des cloches, et d'en célébrer l'office avec la pompe et l'appareil extérieur employés pour les fêtes légales. Ces dispositions étaient plus ou moins appliquées aux pays réunis postérieurement à la France, le Piémont en 1803, la Ligurie en 1806, non sans protestations de Rome qui voyait un abus dans l'extension des lois françaises aux pays italiens. Or, au moment où il pourchassait le souvenir des anciennes fêtes liturgiques, Napoléon entreprit d'en créer d'autres, qui seraient « religieuses, mais d'Etat », comme dit très bien Pariset (33). Sans doute les fit-il coïncider avec des jours chômés, mais en les superposant à des anniversaires liturgiques, il paraissait les substituer à ceux-ci. Telles furent les fêtes du 15 août et du premier dimanche de décembre.

Nous avons vu naître, grâce aux soins de Portalis, la fête du 15 août, destinée à commémorer la publication du Concordat et l'anniversaire de Bonaparte. En 1806, elle devint la Saint Napoléon. En janvier le Ministre des Cultes rappelant que sous les rois, la saint Louis était fête nationale, propose de célébrer la saint Napoléon en unissant cette fête à celle de l'Assomption : « il suffirait de donner plus d'éclat à la célébration de cette solennité ». Le 18 février, un décret impérial est signé ; le 1^{er} mars, Caprara accorde un indult :

« ...ayant égard à ces sentiments de religion et de gratitude envers Dieu, et pour nous conformer à la pieuse volonté de l'Empereur,

(33) *Histoire de France Contemporaine*, t. III, p. 289.

nous avons décrété et décrétons, par l'autorité apostolique, que la fête de l'Assomption de la Sainte Vierge et celle de Saint Napoléon seront unies désormais à perpétuité... »

Paraissent ensuite le 21 mai des instructions pour les cérémonies. On dira une messe pontificale, en ajoutant à l'office de l'Assomption, les oraisons d'un martyr non pontife. Après la messe, la bénédiction papale et l'indulgence plénière seront accordées aux fidèles qui se seront approchés des sacrements. (Le décret impérial a déjà prévu un sermon solennel, le chant du *Te Deum* et une procession générale, en recommandant aux évêques d'éviter de rappeler « des souvenirs inutiles », — c'est-à-dire le souvenir de l'ancienne procession du vœu de Louis XIII.)

D'après Caprara, Saint Napoléon était un martyr du début du quatrième siècle. Son nom était *Neopolis* ou *Neopolus*, — qui par corruption aurait donné Napoléon —. Certains martyrologes le citaient comme compagnon de captivité de saint Saturnin, dans les prisons d'Alexandrie, à l'époque de la grande persécution de Dioclétien. On s'était donné beaucoup de mal pour arriver à cette identification, laquelle ne résiste pas à l'examen (34). Le prénom de Napoléon, en effet, fréquent en Corse, était d'origine italienne récente : à partir du xvi^e siècle, on le trouve dans certaines grandes familles, sous des formes diverses, mais dont aucune ne peut scientifiquement dériver, dit M. Rodocanachi, de *Neopolus*. Il n'était peut-être ni plus ni moins chrétien que bien des prénoms usuels. A ce sujet, le cardinal Fesch avait eu, pendant son ambassade, une vive altercation avec le Secrétaire d'Etat.

(34) Cf. RODOCANACHI : *Etudes et fantaisies historiques*, t. I, ch. II; — H. DELEHAYE : *La légende de Saint Napoléon*, in *Mélanges d'histoire offerts à H. Pirenne*, I, p. 81-88 (intéressante bibliographie relative à Saint Napoléon en Belgique). — Des estampes populaires, éditées pour le colportage représentèrent « Saint Napoléon, officier romain, martyr..., nommé auparavant Neopolis ou Neopole, célèbre par sa naissance et ses emplois, mais plus encore par la constance inébranlable avec laquelle il confessa la foi à Alexandrie, en Egypte... » (Cf. R. GUYOT : *Napoléon*, d'après la B. N. Coll. de Vinck, n^{os} 8136 et 8137)

Trois ecclésiastiques de Morrovalle avaient refusé de baptiser un nouveau-né, sous ce nom « qu'aucun saint n'avait porté ». Fesch avait vainement appelé la rigueur des lois sur ceux qui affectaient de mépriser « le nom d'un souverain qui doit être cher à l'Eglise », mais il n'avait pu prouver que ledit nom figurât au martyrologe (35). Il cherchait lui-même à établir l'identité de ce saint, lorsque Caprara se chargea de le faire pour l'épiscopat français, un peu interloqué par l'indult du 1^{er} mars.

Les lettres pastorales sur la Saint Napoléon, qui doivent être rapprochées des mandements pour le catéchisme, dont elles sont presque contemporaines, évitèrent généralement un terrain délicat (36). Ce ne fut pas le saint qui en fit le sujet, mais le Héros qui avait rétabli la religion. Son merveilleux destin fut narré avec un grand luxe de détails : huit pages pour Champion de Cicé, généralement peu prolix, quatorze pour Lacombe, Saurine, Charrier de la Roche. Triomphe de la platitude à prétentions bibliques chez Lacombe : « L'Ange qui veille au salut de la France, rappela son Héros que la victoire avait conduit jusques au Nil. Il aplanit la mer sous ses pas, il le couvrit de son bouclier divin, et le plaça à la tête des Français... ». Nouvelle mouture de Bossuet de la part de Rousseau et de Pancemont : « Ils (les hommes) n'admireront pas seulement en vous le grand capitaine et l'invincible conquérant, ces titres finissent au tombeau ; mais ils loueront, ils exalteront le Restaurateur et le Protecteur de la Religion. Le nom de Napoléon sera placé dans les fastes de l'Eglise, avec les Théodose, les Charlemagne et les Saint Louis... ». Tout cela est bien mauvais, mais préférable peut-être encore à certaines protestations de soumission :

(35) Fesch à Consalvi, 4 Vendémiaire an XIV, 10 brumaire, Arch. Rh., 1 F 21, 390 et 452. Lui-même, dans son mandement adopta la version de Caprara (tout en appelant le Saint Naopole), sur laquelle d'ailleurs il ne s'appesantit guère, n'y faisant qu'une allusion en note (3 juillet 1806).

(36) A. N., F¹⁰ 5451 et 5452.

« Tant de gloire et tant de merveilles, où l'esprit humain se perd, disait Charrier de la Roche; tant de services signalés et tant de dévouement, où le sentiment suffit à peine pour en reconnaître le prix, doivent donc provoquer l'unanimité de nos hommages, les transports de notre zèle, et les témoignages les plus signalés de notre amour.

Concourons tous à l'affermissement d'un ordre de choses qui nous a rendu la considération, la paix et le bonheur, en y intéressant le ciel; reconnaissons-y son ouvrage, qui nous promet tant de prospérités, après nous avoir préservés de tant de périls, en nous assurant à jamais les deux seuls biens qui forment toute notre félicité sur la terre, le plus parfait des gouvernements et l'exercice de la religion.

La puissance publique est dans l'ordre temporel ce que le dogme est dans l'ordre de la conscience. Il n'est pas permis d'y toucher sans ébranler tout l'édifice ».

Les auteurs de mandements avaient une excuse : le sujet n'était pas inépuisable. L'ayant traité, — et pas pour la première fois —, six mois auparavant pour Austerlitz, ils l'allaient reprendre six mois plus tard pour une fête nouvelle. En même temps que la Saint Napoléon, le décret de février avait institué, en mémoire du couronnement et de la bataille d'Austerlitz, une fête fixée au premier dimanche de décembre. Dans toute l'étendue de l'Empire, en présence des autorités militaires, civiles et judiciaires, le *Te Deum* devait retentir, accompagné de sermons de circonstance. Austerlitz ayant, selon Portalis, « sauvé le midi civilisé de l'Europe de la tyrannie du Nord encore barbare », les discours porteraient « sur la gloire des armées françaises et sur l'étendue du devoir imposé à chaque citoyen de consacrer sa vie à son prince et à la patrie ». Plus d'un évêque, désespérant de trouver un prédicateur qui eût assez d'habileté pour plaire au gouvernement et assez d'autorité pour s'imposer au public, se sentait condamné à monter personnellement en chaire.

Si encore ces circonstances extraordinaires eussent été les seules où leur concours eût été réquisitionné ! Mais mainte-

nant la conscription était en permanence à l'ordre du jour. En décembre 1806 parut le premier numéro du *Journal des Curés*, remplaçant, par ordre de Napoléon, tous les autres journaux ecclésiastiques et « devant servir spécialement à l'instruction des ecclésiastiques ». Il s'ouvre par une lettre de S. Exc. le Ministre des Cultes aux Evêques les priant de parler en faveur de la conscription et « d'appuyer de toute l'autorité de la religion les devoirs sacrés qui lient si étroitement les sujets à leur prince et à leur patrie ». Le numéro du 29 décembre contient la lettre pastorale du cardinal de Belloy « sur les instructions à donner aux Peuples relativement à la guerre ». Le bon archevêque s'efforce de donner une homélie morale, exhortant la jeunesse qui part pour les camps à la vaillance, à l'amour de la religion, à la pureté des mœurs. Mais il ne peut se dispenser d'insister sur la gravité de l'obligation militaire :

« Quant au service militaire, dont l'Evangile n'a pas dédaigné de nous instruire : *Interrogabant autem eum milites : Quod faciemus et nos ? et ait illis : Neminem conculcatis, neque calumniam faciat; et contenti estote stipendiis vestris* (Luc, III, 4), et à la nécessité d'écouter la voix du Souverain qui les appelle à s'armer pour la défense commune, vous ne négligerez pas de leur faire connaître à cet égard leurs devoirs, et de les exhorter à les remplir, en leur montrant que le rétablissement de la paix générale est le but que l'Empereur se propose dans le nouvel effort qu'il exige; que, par conséquent, exécuter avec empressement les nouveaux ordres de Sa Majesté, c'est hâter le moment où la paix et le bonheur seront rendus à la France, rien n'étant plus capable d'étonner les Puissances ennemies, et de les amener à des sentiments pacifiques, que le mouvement simultané et subit de la jeunesse française se levant au premier ordre de son Souverain ».

Dans les jours qui suivirent, le *Journal des Curés* publia sur le même sujet des lettres des évêques d'Agen, de Cambrai, de Poitiers, etc., alternant avec quelques-uns des discours marquants prononcés à Paris ou en province le premier dimanche de décembre. Certains évêques agissaient

plus énergiquement encore. Se distinguèrent ceux de Mende, de Quimper et de Vannes. Dès la fin de 1805, de Pancemont consacra une lettre pastorale à démontrer que la désertion était, canoniquement et légalement, un crime; au début de 1807, il ordonna aux curés de faire conduire au tirage au sort, par des hommes sûrs, les jeunes gens de leurs paroisses (37).

Il serait cependant erroné de croire que les évêques furent aussi unanimes et explicites sur le chapitre de la conscription que sur les principes de l'obéissance à l'Empereur. Prêcher la soumission au souverain et aux lois était facile; imposer la conscription, la faire aimer, beaucoup plus délicat. Les citations de l'Écriture manquaient pour justifier le service militaire universel (et c'est pourquoi de Belloy ne traduisait pas la sienne, visiblement inadéquate). La vie des camps n'a jamais passé (les paternelles recommandations des pasteurs l'avouaient indirectement) pour l'école de la pureté des mœurs, de l'amour de Dieu, ni même de la simple moralité. Les évêques en avaient tellement conscience qu'ils cherchaient à éviter cette épreuve à leurs jeunes clercs. A la fois parce qu'ils manquaient de personnel et parce qu'ils trouvaient malséant que les clercs fissent le métier des armes, ils ne cessaient de revendiquer l'exemption du service militaire pour les jeunes gens engagés dans les ordres. L'Empereur refusait une mesure générale qui eût entamé le principe de l'universalité, mais accordait en fait des dispenses, « individuellement et sans bruit », aux sujets signalés par leurs évêques (38). Cette dispense ecclésiastique, quoiqu'elle ne reposât que sur une concession gracieuse et prétendue secrète, contribuait peut-être, dans certaines régions, à favori-

(37) PIERRE : *Napoléon I^{er} et le clergé...*, *Revue*, 1906, p. 57-58; cf. PINGAUD : *Jean de Bry*, p. 274.

(38) Napoléon à Champagny : 19 février 1806, *Corr.*, XII, 9849; — A Portalis, 17 février 1807, A. N., F¹⁹ 156*. — L'évêque du Mans, dans une circulaire du 15 juin 1807 (*Journal des Curés*, 16 juillet) faisait allusion à cette mesure comme à une des preuves du zèle de l'Empereur pour la religion.

ser les vocations. A coup sûr, elle rendait malaisé aux prêtres de se transformer en auxiliaires du service de recrutement.

S'ils n'osèrent pas refuser leur concours lorsqu'il s'agissait de levées indispensables à la défense nationale, du moins des évêques très en vue avouèrent leur répugnance lorsqu'une circulaire ministérielle les invita à faire faire par les curés, avant ou après l'office divin, la lecture des Bulletins de la Grande Armée. L'oncle de Napoléon, le cardinal Fesch, avait aussitôt pris position, non contre le principe de la décision, mais contre son application littérale. Il s'en expliquait à Portalis le 20 décembre 1805 :

« Je crois que Votre Excellence s'est trompée en insinuant de faire faire la lecture des Bulletins. J'aurais préféré qu'elle eût bien voulu ne parler que de l'exposé familial des détails des événements. Le prêtre de l'Evangile devrait-il lire des réflexions corruptrices échappées aux auteurs des Bulletins ? Pourrait-il dire au peuple « que les drapeaux sont l'objet du culte du soldat français comme un présent reçu des mains d'une maîtresse » (25^e Bulletin) ? Ces gaietés qu'on se permet dans un camp peuvent-elles être prononcées par la bouche pure du ministre de J.-C. ?

On s'est fort scandalisé ici que le ministre de France ait fait circuler le 25^e Bulletin, quoique réimprimé à Rome, sous la date de Milan. On induira sans une explication de la part de V. Exc. que l'on veut faire des curés de France des hérauts pour publier des obscénités et des principes prévaricateurs. D'ailleurs on a assez dit et assez crié contre l'esclavage sous lequel on prétend que le gouvernement tient l'Eglise. Intéressé comme je le suis, par toutes sortes de motifs, à détruire toutes les calomnies qui attaquent le souverain et l'Eglise de France, je ne dois pas laisser ignorer à V. Exc. ma manière de voir ».

Le même jour, avant d'avoir par conséquent la réponse de Portalis, le cardinal donnait à son grand vicaire Courbon ce conseil :

« Il faut suivre l'esprit et non pas la lettre de la dite circulaire et les curés et desservants doivent retrancher de cette lec-

ture des réflexions ou des mots qui échapperaient aux auteurs des Bulletins contre les principes et les mœurs religieuses. (39)... »

D'avoir séjourné à l'étranger rendait peut-être Fesch plus chatouilleux sur la dignité des chefs de l'Eglise de France. Cependant d'autres évêques qui n'avaient pas les mêmes raisons que lui ni les mêmes facilités pour se faire écouter prirent une position non moins nette. De Barral, à Tours, adressait à ses curés des conseils qui furent rendus publics.

Il admettait qu'il serait intéressant pour la religion et pour l'Etat que les peuples eussent connaissance des faits relatés dans les Bulletins :

« Je ne vous propose pas, mes chers coopérateurs, d'en faire une lecture solennelle à l'Eglise, soit avant, soit après l'office divin ; et si quelques circonstances particulières venaient à rendre une telle lecture utile ou nécessaire, vous recevriez de moi ou de mes vicaires généraux, les directions convenables...

Vous vous souviendrez que les discours d'un ministre du Dieu de paix, d'un ami de l'humanité, quand il parle de la guerre et des combats, respirent nécessairement un grand amour pour la paix, et n'offrent pas le plus léger indice de haine et d'outrage contre les peuples ennemis. Enfin vous n'oublierez pas que si, dans de tels sujets, vos instructions doivent être simples et affectueuses, comme celles d'un père qui parle à ses enfants de leurs intérêts communs, il faut encore qu'elles soient toujours dignes de la gravité et de la sainteté du sacerdoce dont vous êtes honorés (40) ».

Simple et dignes paroles, qui compensent les faiblesses de ces pasteurs qui acceptaient de mettre dans leurs mandements de longs développements de stratégie ou un tableau de la situation misérable des catholiques d'Irlande destiné à dresser les catholiques contre la perfide et schismatique Angleterre ! Napoléon finit par renoncer à prescrire ces lectures qui, dès lors qu'elles pouvaient prêter à des commentaires au

(39) Fesch à Portalis ; — à Courbon, 20 décembre 1805, *Papiers Fesch.*, Arch. Archev.

(40) *Annales...*, DE BOULOGNE, 1806, p. 426.

gré des ecclésiastiques, risquaient de tourner contre le résultat désiré et de donner au clergé un sentiment excessif de son rôle politique (41).

Il devenait difficile de trouver le langage propre à soutenir le moral des Français à mesure que la campagne, brillamment commencée à Iéna, s'enlisait dans les boues de la Pologne et manquait d'aboutir à un désastre au cimetière d'Eylau. La nation était saisie d'une angoisse croissante à mesure que la paix semblait s'éloigner, en même temps que l'Empereur dont on n'entendait parler que p  ur apprendre qu'il avait besoin de soldats. Le 6 avril 1807, le Sénat votait une troisième levée de 80.000 hommes (42). La nouvelle de la prise de Dantzig survint heureusement, deux mois plus tard ; Napoléon donna l'ordre de la célébrer en France, « en ne considérant que le bien que cela peut faire pour la conscription ». De nouveaux *Te Deum* furent chantés, non seulement dans l'ancienne France, mais encore dans les pays alliés, qui étaient invités à s'associer aux succès de leur Protecteur. Au même moment, le combat de Friedland, livré le jour anniversaire de Marengo, ramenait sous nos aigles la victoire et la paix. C'était, semblait-il, la « paix solide et glorieuse, digne de nous et de notre grand peuple », telle qu'elle « console l'humanité et nous met      même de donner plein essor à tous les projets que nous méditons pour le bien de la religion et de nos peuples », qu'avait souhaitée Napoléon et pour laquelle il avait fait prier (43).

(41) Napoléon    Fouché : 25 décembre 1805, 4 janvier 1806, *Corr.* — Napoléon parle de cette lecture des bulletins comme si elle avait été ordonnée par Portalis « sans savoir si c'était mon intention ». Il n'est pas impossible en effet que Portalis ait pris sur lui de donner cet ordre. — Au printemps de 1807, Portalis négocie avec les évêques de l'Ouest, — qui se font prier — pour obtenir un mandement relatif aux catholiques d'Irlande. A. N., F¹⁹ 210* (15 et 21 mai 1807).

(42) THIRY : *Le Sénat de Napoléon et l'organisation militaire...*, p. 21. Le Sénat ne fit aucune difficulté et protesta de sa fidélité et de son dévouement à l'égard de l'Empereur.

(43) *Corr.*, XIII, 11.117 (au Prince Primat, 30 octobre 1806). XII, 12648.



Le 28 juillet 1807, Napoléon, de retour à Paris, recevait les hommages et les vœux du clergé de sa capitale.

« Croyez, Sire, disait de Belloy, à notre zèle pour instruire les peuples de la soumission et de l'obéissance qu'ils doivent à tous les décrets et à tous les ordres de Votre Majesté. Nous ne cessons de bénir Dieu du bienfait de la paix que V. M. nous a donnée, et à laquelle sa présence au milieu de nous ajoute un nouveau et très grand prix ».

L'Empereur ne répondit pas simplement par de gracieux compliments. Il se rendit personnellement le 15 août, à Notre-Dame, pour la cérémonie religieuse. « Assurez le clergé de ma capitale de ma protection, dit-il au cardinal ; dites-lui que, dans toutes les occasions, je lui en ferai sentir les effets ». Ce fut la plus brillante Saint-Napoléon qu'ait connu l'Empire, non seulement parce qu'elle ouvrait une ère de paix, mais aussi parce que le clergé s'y associa avec une spontanéité qui ne devait plus se retrouver. L'abbé d'Astros, jeune lumière du clergé de Paris, auteur « insoupçonné » du catéchisme, prononça un éloquent discours sur le rétablissement de la religion en France. Le *Journal des Curés* remarquait « comme un des faits les plus merveilleux des temps anciens et modernes », que les fêtes en l'honneur de Napoléon étaient célébrées dans toutes les villes et communes de l'Empire « depuis la Grande Grèce jusqu'au fond de la Sarmatie ; dans les royaumes de Naples, d'Italie, d'Etrurie, de Hollande, de Wurtemberg, de Bavière, de Prusse, dans les Etats de Saxe, de Hanovre, de Brunswick et jusque dans la capitale du royaume de Pologne (44) ».

(44) *Journal des Curés*, 25 décembre 1806 ; — 12 octobre 1807. *Mélanges de philosophie*.... DE BOULOGNE, I, III (1807), p. 96-143 et 322.

CHAPITRE V

LES OPPOSANTS

- I. — *DANS L'EMPIRE, deux foyers d'opposition : les groupes de dissidents dans l'ancienne France ; les populations ultramontaines de Belgique.*

La « Petite Eglise » lutte contre la tyrannie que « l'usurpateur » fait peser sur la religion. Brochure de l'abbé Blanchard contre le Catéchisme. L'exagération de son langage et ses intentions politiques lui enlèvent de la portée.

En Belgique, l'opposition est à peu près générale dans le bas-clergé et chez les fidèles. Elle entraîne l'épiscopat : les évêques qui approuvent le catéchisme ne peuvent le faire adopter ; les autres ne le publient pas. Mémoire de Mgr Hirn au Légat. Réplique de Caprara. Portalis consent un sursis aux évêques de Tournai et Namur.

- II. — *A ROME. — Atmosphère dans laquelle l'affaire du Catéchisme est examinée. Plaintes sur la servitude qui pèse sur l'Eglise gallicane ; condamnation de la Saint Napoléon. Travaux de la Congrégation chargée d'examiner le Catéchisme (août 1806-juillet 1807). L'ouvrage serait admis pour le fond, mais son origine le rend condamnable.*

Hésitations du Saint Siège, en raison de l'attitude décevante de l'épiscopat et de la gravité des circonstances. Le Pape encourage secrètement les évêques qui résistent, sans prononcer une condamnation qui consommerait la rupture avec Paris.

I

La correspondance des évêques avec le Ministre des Cultes, les lettres reçues par le cardinal Fesch, prouvent d'une manière très nette que les régions où le Catéchisme à l'usage de toutes les Eglises de l'Empire rencontrait le plus d'opposition étaient l'Ouest de la France et les départements rhénans et belges.

L'opposition, dans ces pays, eut un caractère surtout populaire ; elle partit d'en bas, du clergé de second ordre, souvent poussé par les fidèles. Presque tous les évêques livrés à eux-mêmes, eussent accepté le catéchisme, se persuadant au besoin que, puisqu'il n'était pas en soi mauvais, lorsqu'ils l'auraient adopté, le vice de son origine disparaîtrait. Quelques-uns croyaient pouvoir, par des éloges outrés ou par la sévérité, en imposer à leurs diocésains, sans se rendre compte qu'ils contribueraient probablement à justifier le courant d'hostilité qui se formait. Finalement ce courant, d'une manière plus ou moins apparente, entraîna l'épiscopat.

Dans l'ancienne France, l'opposition eut d'abord peu de chances de succès parce qu'elle fut le fait des dissidents de la Petite Eglise. Répartis à travers le Sud-Est, dans le Lyonnais, le Sud-Ouest, autour de Rodez et Toulouse, surtout dans l'Ouest, avec les départements de Maine-et-Loire, Vendée et Deux-Sèvres, leurs groupes vivaient, à côté de la Grande Eglise, sans compromission avec elle, car leurs chefs portaient de terribles jugements sur l'Eglise concordataire : « Là, disaient-ils, ne respire pas l'esprit de Jésus-Christ, là ne se perpétue pas sa doctrine, là n'existe ni la liberté de l'enseignement ni celle qui doit être inséparable de la conduite des choses saintes. Une main profane et usurpatrice a tout envahi... (1) ». Pour eux, l'illégitimité de Napoléon ne fut pas effacée par le Sacre. Ils réservaient leur fidélité au « roi de France Louis XVIII ». La plupart par royalisme, tous par conviction religieuse, se tenaient en marge de la société civile comme de l'ecclésiastique :

« Nous demeurâmes, écrira l'un d'eux, entièrement passifs, pendant tout le temps de son usurpation (de Bonaparte), n'acceptant aucune place, ne nous liant par aucun serment, ne pre-

(1) Extrait d'une lettre de Seignelay-Colbert, ancien évêque de Rodez, 1^{er} janvier 1810, d'après C. LATREILLE : *Après le Concordat*, p. 56. Sur les centres d'opposition, pp. 32-44.

nant aucune part au service militaire et préférant nous exposer à toutes sortes de vexations plutôt que de donner la moindre coopération aux actes de ce chef du parti révolutionnaire (2) ».

De fait, jusqu'à la fin de l'Empire, jusque sous la menace de l'invasion du territoire français, ils refusèrent toute coopération au gouvernement établi. Par principe, ils furent réfractaires à la conscription (allant jusqu'à refuser de se faire remplacer pour le service), ils cachèrent les réfractaires ; ils refusèrent de prier pour « Buonaparte » : « Le nom de l'usurpateur, disaient les dissidents de Lombez, n'a jamais souillé nos lèvres ». Cette attitude ne se démentit jamais, car elle était le fruit d'une conviction réfléchie. Aussi, avec quelle vigilance les anticoncordatistes épiaient-ils les gestes de l'Eglise officielle, « espérant y surprendre une faiblesse, un prétexte qui put réchauffer le zèle des attiédis (3) », et justifier leur sévérité contre elle.

Le décret impérial du 19 février instituant la Saint Napoléon fut une première occasion de scandale. Portalis, informé de l'agitation qui se répandait à Orléans, écrivait au Préfet :

« Si des malveillants cherchent à faire croire que le Gouvernement veut exercer une action isolée sur des matières qui ressortent de la puissance spirituelle, il [le Gouvernement] ne pense pas qu'il soit possible de les confondre plus entièrement qu'en faisant connaître le décret donné le 1^{er} mars par le cardinal Légat ».

Argumentation vaine ; car les anticoncordatistes ne s'inclinaient guère plus devant le Pape, qui, à leur avis, avait prévarié, que devant l'usurpateur, qui avait fait violence au pouvoir spirituel. Quant à Caprara, ils le méprisaient par-

(2) TARDY : *Un groupe d'anticoncordatistes dans le diocèse de Lyon*, p. 52. Cf. DROCHON : *La Petite Eglise*, p. 117. GABEUT : *Les illuminés de l'ancien diocèse de Lombez*, p. 101.

(3) CHAUVIGNY : *La résistance au Concordat de 1801*, p. 119.

faitement et le considéraient comme un des instruments dont on se servait à Paris pour tromper le Pape (3).

Dans ces conditions, le catéchisme de 1806 ne pouvait, ni par son origine, ni par son contenu, trouver grâce auprès des dissidents. En revanche, ils étaient tout disposés à accueillir la critique acharnée qui en fut faite dans la brochure publiée à Londres, par l'abbé Blanchard : « *Le véritable esprit du catéchisme à l'usage de toutes les églises de l'Empire français, qui vient d'être publié par M. Buonaparté... par un prêtre français fidèle à son Dieu et à son Roi* ».

A vrai dire, Pierre Louis Blanchard ne peut pas passer pour un représentant authentique de la Petite Eglise. Il n'est tout au plus qu'un « enfant perdu » de l'opposition ; il est lui-même, et son récent biographe a raison de parler du « blanchardisme » qui ne se confond point avec l'anticoncordatisme, ou qui n'en est qu'une forme extrême et exaltée. Cet infatigable libelliste était un bachelier de Sorbonne, modeste curé normand, des environs de Lisieux, qui avait quitté la France en 1792, et, depuis 1796 au moins, vivait à Londres. La capitale anglaise donnait asile au groupe le plus important d'évêques non démissionnaires et d'exilés royalistes. Blanchard, sous le titre modeste « d'un membre de l'Eglise Gallicane », y avait déjà publié plusieurs ouvrages contre le Concordat. Mais, prenant pour point de départ les principes des prélats « réclamants », il avait prétendu en tirer toutes les conséquences et se permettre une condamnation « explicite et formelle du schisme concordataire ». Dès 1806, il était, non point désavoué, mais abandonné à son sort par ceux dont il se constituait l'interprète (4).

(3 bis) C. LATREILLE : *Après le Concordat*, p. 14-15.

(4) Abel DECHÈNE : *Contre Pie VII et Bonaparte : le Blanchardisme*. — L'abbé PICOT dit (*Mémoires*, III, 505) que Blanchard s'était cru suscité de Dieu pour défendre une cause dont on ne le chargeait pas, et pour pousser la guerre contre le Pape. Ses assertions téméraires finirent par révolter les catholiques romains d'Angleterre : les deux vicaires apostoliques du Midland district, et de Londres, Milner et Douglas, censurèrent ses brochures (1808) puis l'interdirent, sans d'ailleurs parvenir à le réduire au silence.

Sa brochure *Le véritable esprit* se présentait elle-même sous la forme d'un enseignement catéchistique, par demandes et réponses alternées ; mais la passion politique troublait le déroulement des arguments d'ordre religieux et amoindrisait parfois la portée de critiques topiques ou ingénieuses. Il y avait de bons morceaux polémiques, mais l'ensemble (soixante pages in-8°) n'évitait ni la prolixité ni la lourdeur.

La publication du catéchisme était d'abord étudiée dans trois articles. Blanchard y voyait une manœuvre longuement préméditée en vue de l'anéantissement de la vraie religion.

« D. — Quel est le premier et l'un des principaux objets que M. Buonaparté, de concert avec les persécuteurs, s'est proposé en publiant ce catéchisme ?

R. — C'est incontestablement de faire reconnaître de plus en plus, par un exercice continu, la puissance qu'il s'est arrogée sur les choses spirituelles et sur ce que la Religion a de plus sacré... »

L'âme damnée du complot était Portalis, « personnage aussi philosophe que M. Buonaparté lui-même », vraisemblablement auteur du catéchisme, en tous cas, depuis le décret impérial le chargeant de veiller à son adoption, « chef de l'enseignement public dans l'Eglise ». Les approbations ecclésiastiques mises en tête de l'ouvrage ne lui conféraient aucune autorité. Celle du Légat ? mais Caprara avait bien approuvé les Articles Organiques, rejetés par le Pape, accordé des décrets destructeurs de la discipline ; son « irrégion » était notoire, et si Rome ne le rappelait pas, c'était uniquement par peur de Buonaparté. Celle des évêques ? mais, par définition, elles étaient nulles, puisque les évêques concordataires étaient des intrus, ayant communiqué avec des intrus. En l'occurrence, ils faisaient abandon des droits sacrés de l'Episcopat. « L'Eglise nouvelle en France reçoit des mains de la puissance civile le nouveau catéchisme ; et, en souscrivant les articles organiques, elle avait pris l'enga-

gement de le recevoir. Elle s'est ainsi dégradée du rang d'Eglise véritable ».

Peut-être y avait-il quelque paradoxe à démontrer que l'Eglise concordataire s'était dégradée, puisqu'une tache indélébile souillait son origine. Certainement y avait-il quelque imprudence dans des attaques personnelles aussi violentes et aussi générales. Plus habiles étaient les critiques qui portaient sur le fond de l'ouvrage.

« Pourquoi, demandait Blanchard, dans la rédaction de ce catéchisme, a-t-on principalement compilé celui de Bossuet ?

Pour en imposer par ce grand nom, si justement vénérable... On a voulu persuader aux ignorants et aux simples que l'immortel Evêque, dont on empruntait les leçons, n'était dans ses principes ni contraire aux injustices de la révolution desquelles on s'est enrichi et par lesquelles on avait fait ou conservé des partisans, ni même à l'usurpation des trônes puisque la leçon sur M. Buonaparté et l'application même qu'on lui fait des vérités les plus certaines, devaient naturellement être attribuées à Bossuet... »

En réalité, l'autorité de Bossuet, « si perfidement vanté dans tous vos mandements », disait Blanchard aux évêques, couvrait des choses exactement opposées à sa pensée. Quels principes invoquait-on en faveur de Bonaparte ? Que Dieu crée les Empires et les distribue selon sa volonté ? « Maxime générale qui par elle-même ne prouve rien, et serait favorable à tous les factieux, autoriserait leurs entreprises et troublerait sans cesse la société jusque dans ses fondements... Un autre voleur pourrait dire aussi avec le même droit : je possède légitimement votre bourse, puisque c'est Dieu qui crée et distribue les richesses ». Que Dieu l'a rendu ministre de sa puissance et son image sur la terre ? Attila aussi fut ministre de sa puissance, et, au lieu d'être appelé son image, il fut surnommé le fléau de Dieu. Quant aux motifs particuliers invoqués en sa faveur, ils n'existent pas. Le rétablissement du culte est fait sur de fausses bases et purement imaginaire :

« Témoin la misère du clergé, la pauvreté des Eglises, le défaut presque absolu d'ordinations, les lois organiques, la tyrannie du ministre des cultes, celle de Buonaparté lui-même, ce nouveau catéchisme, la réunion des constitutionnels sans rétractation, et la protection ouverte dont le prétendu Empereur favorise des hommes toujours hérétiques et schismatiques ».

Il cache une perfide manœuvre de la part d'hommes qui « ne veulent pas plus de cette Religion substituée par eux à la secte constitutionnelle que de la secte constitutionnelle elle-même ». La définition de l'Eglise qui se lit dans le catéchisme le prouve : elle est assez vague pour autoriser « le projet de réunir dans une même communion et peut-être même sous un seul chef toutes les sectes : calvinistes, luthériens, constitutionnels, prétendus catholiques ».

L'ex-docteur de Sorbonne ne se tenait pas longtemps, on le voit, à un examen critique et objectif du catéchisme ; sans cesse il glissait vers un procès de tendance politique, où sa combativité le rendait parfois éloquent. Ainsi dans ce morceau final, où, ayant démontré la tyrannie de Buonaparté, il se retourne vers les catholiques et leur annonce :

« Il trouble toutes les nations par une ambition effrénée et sans bornes... Il ne cessera jamais de vous enlever de force vos enfants et vos proches pour les envoyer essuyer toutes les rigueurs de l'hiver, tantôt en Autriche, tantôt en Russie, tantôt en Pologne et jusqu'au bout de l'univers, s'il continue d'avoir des succès ; que si vos enfants, par un principe religieux de fidélité au Souverain légitime, ou par la crainte, ou par la délicatesse de leur tempérament, se dérobent à la conscription,.. il vous en fera répondre... Vous n'aurez aucun égard aux devoirs dont le Corse dit que vous êtes liés non seulement envers lui, mais encore envers toute sa race étrangère qu'il substitue à la maison de Bourbon, comme il s'est mis lui-même sur le trône de Louis XVIII ».

La brochure de l'abbé Blanchard fut surtout répandue parmi les populations belges (5). Certains détails du texte :

(5) Au point que JAUFFRET : *Mémoires sur les affaires...* (t. II, p. 162) parle de Blanchard comme d'un prêtre dissident de Belgique. Ses brochures circulaient autant que celles de Stevens dans le département de la Lys.

la critique sans merci du mandement de Roquelaure, la modération relative du ton quand il était question du Pape, font penser que c'était bien à elles que l'auteur s'adressait. Cependant elle circula dans l'Ouest de la France : des émissaires, qui étaient aussi des royalistes à la solde de l'Angleterre, la jetèrent dans le Morbihan. Au début de 1807, les vicaires généraux de Vannes en eurent des exemplaires entre les mains (6). Portalis averti ne s'émut pas beaucoup ; il en réfuta quelques points, à l'intention des évêques. De plus en plus, sa tendance était de donner aux Ordinaires diocésains les éléments essentiels pour s'éclairer, et de les laisser se tirer d'affaire avec leur troupeau. Mais c'était là que les difficultés commençaient, nous l'avons vu par les aveux de certains évêques. Une brochure comme celle de Blanchard contenait toutes les thèses propres à réchauffer le zèle des anticoncordatistes (ceux-ci, obstinés *a priori* à refuser tout autre catéchisme que l'ancien, avaient-ils besoin d'être stimulés?) (7) et quelques arguments qui pouvaient en appeler à la masse du peuple, comme la condamnation de la conscription. Il ne semble pas qu'elle ait atteint un public étendu. Quelques années plus tard, à propos d'un volume anonyme, de la même veine : *La Nouvelle Eglise Gallicane convaincue d'erreur*, le préfet du Lot-et-Garonne écrira très justement : « Dans le public, on s'en est occupé un moment ; mais le style forcené de l'auteur, les mauvaises intentions qu'il manifeste d'une manière trop claire en ont fait promptement justice, et l'on n'en parle déjà plus (8) ».

(6) Portalis aux Vicaires Généraux de Vannes, 5 juin 1807. A. N., F¹⁹ 210* (f^o 164). — Cf. D'HAUTERIVE : *La Police secrète...*, III. — On regrette que M. Dechène ait renoncé à nous renseigner plus sur la propagande qui a dû s'organiser à Londres et sur les liaisons avec l'ouest de la France (p. 65).

(7) Le Préfet de la Sarthe au Ministre des Cultes, 6 décembre 1806. A. N., F¹⁹ 5452.

(8) C. LATREILLE : *Après le Concordat*, p. 75, Cf. J. GROS : *La petite Eglise à Toulouse*, R. Paris, 1^{er} juin 1906, p. 620-44. — Dans un rapport de 1807, le préfet de la Vienne (A. N. F⁷ 6563) dit que les prêtres anticoncordataires ont « une grande influence sur les consciences des fidèles. On ne voit point qu'ils l'exercent contre le gouvernement, on en apercevrait les effets ».

Somme toute, dans l'ancienne France, l'opposition n'a été le fait que d'une poignée de dissidents, dont la propagande a pu accroître les répugnances contre le catéchisme, intimider ou paralyser des évêques ; mais aucun chef de diocèse n'a été entraîné par un mouvement, suspect parce qu'il n'était pas purement religieux, et demeurant, pour ainsi dire, extérieur à l'Eglise nationale.

Au contraire, en Belgique, l'opposition eut une généralité qui la rendit insurmontable. Tous les évêques sentirent la résistance du bas-clergé et du peuple ; tous avertirent Portalis des difficultés probables ; un seul, sur cinq, décida sans hésitation et entreprit de faire observer l'enseignement du catéchisme ; les autres durent ou refuser de le promulguer ou fermer les yeux sur les désobéissances des catholiques.

L'attachement des évêques de Belgique au gouvernement était au-dessus de tout soupçon : Portalis et les fonctionnaires napoléoniens, depuis 1803, l'avaient bien souvent attesté (9). Mais, comme le notait Pelet de la Lozère, « leur pouvoir sur les ecclésiastiques était « timide et mal assuré ». Le bas-clergé était profondément ultramontain, plus que les Italiens mêmes, assurait de Broglie ; Faipoult parlait plaisamment de « ce pays où la croyance en Jésus-Christ et celle en l'infaillibilité du Pape remontent à la même époque d'ancienneté ». Boutade évidemment, car les Flandres avaient été la patrie du Jansénisme. Portalis essayait bien de se persuader « que parmi les prêtres de Belgique il en est qui sont ultramontains jusqu'à l'excès et d'autres qui, jansénistes outre mesure, voudraient tout contester au Pape (10) ». En réalité la tradition janséniste était morte : l'Université de Louvain

(9) Important rapport de Portalis aux Consuls, 4 messidor an XI, A. N., AF IV 1317 : Portalis peint l'archevêque de Malines : « Il a toutes les formes d'un courtisan de l'ancien régime. Par ses habitudes il est toujours prêt à faire ce que le gouvernement veut. Il est content de sa place et on est content de lui ».

(10) Cf. LANZAC DE LABORIE : *La Belgique sous la domination française*, I, 414.

(10) A. N., F¹⁰ 202*, f^o 63.

avait façonné à l'ultramontanisme une génération qui avait fait ses preuves en tenant tête aux réformes étatistes de Joseph II. De ses rangs étaient sortis des hommes comme Duvivier et Van de Velde qui, ralliés par le Concordat, occupaient en 1806 des postes de vicaires généraux à Tournai et à Gand, et d'autres comme l'insaisissable agitateur Corneille Stevens qui maintenaient contre la législation française sur les Cultes les mêmes objections que contre les édits de Joseph II. Tous d'ailleurs avaient en commun le respect de l'autorité pontificale, et Stevens, très différent en cela des anticoncordatistes français, prétendait non pas révoquer en doute la légitimité des pasteurs de l'Eglise mais lutter contre les empiètements de l'autorité civile (11).

Au lendemain du Concordat, à propos des serments exigés des ecclésiastiques, lors de l'institution de la Légion d'Honneur, Stevens avait lancé une série de brochures contre le nouvel ordre de choses. Leur retentissement fut d'autant plus grand que l'auteur, traqué par la police et échappant à toutes ses recherches, prenait figure de persécuté. Mais, à partir de 1804, la vie religieuse reprenant normalement, l'accord entre la France et le Saint Siège paraissant confirmé par le Sacre, la propagande Steveniste manqua d'aliment et cessa d'être dangereuse. C'est dans ces conditions qu'éclata l'affaire du Catéchisme.

Le texte de l'ouvrage n'est pas encore publié que, fin août

(11) PIRENNE : *Histoire de Belgique*, VI, 200. Le même auteur dit de Stevens : « C'est certainement à tort que Monge, revenant d'un voyage d'inspection en Belgique, l'a soupçonné d'être à la solde de l'Angleterre. Nulle trace de politique dans sa propagande. Il n'est que le champion de l'Eglise telle qu'il la conçoit, et plus papiste que le pape, s'embarrasse fort peu des concessions que le malheur des temps a pu arracher à Pie VII ». A plusieurs reprises, des évêques ou des fonctionnaires en Belgique et dans les pays rhénans, regrettent qu'on ne puisse faire passer les prêtres par des Séminaires français, ce qui serait « une occasion de former ces ecclésiastiques aux principes de l'Eglise Gallicane » (Rapport de Bigot de Préameneu, 1812, dans A. N., F¹⁰ 1073 (A); — le Ministre de la Police aux Cultes, 4 septembre 1806, F¹⁰ 1073 (B). — Cf. LANZAC DE LABORIE : *La Domination française*, II, 102). — En Rhénanie, le clergé protestant se formait à la Faculté française de Strasbourg. (SAGNAC : *Le Rhin français*, p. 311).

1806, paraît un pamphlet de quelques pages, imprimé clandestinement : *Extrait de la lettre de Corneille Stevens touchant le nouveau Catéchisme*. Quelques pages seulement, mais qui condamnent d'avance un manuel irrecevable parce qu'imposé par l'autorité civile. Stevens s'empare des déclarations imprudentes du Légat. Caprara a écrit à l'archevêque de Malines le 12 mai 1806 : « *Et quidem si civilis potestas exoptet studeatque ut communis catechismus detur, patens est quod ipsa non est, quae illum dare velit aut det...* ». Les textes contredisent cette affirmation :

« Lui, Légat, dans son acte d'approbation, exprime uniquement une exhortation, un désir pour l'usage du nouveau catéchisme, *probamus, proponimus et commendamus*, ce qui n'importe (*sic*) nullement une ordonnance ou une autorité qui commande *sive bene sive male* ; mais l'empereur, dans son décret du 4 avril, ne montre pas un désir seulement et une application, mais porte une ordonnance et un commandement très exprès...

Béni soit le Seigneur qui hors même du chaos ténébreux, fait rejaillir la lumière pour ceux qui sont attentifs à la rechercher... Car tandis que le Légat travaille pour faire adopter le nouveau catéchisme, ses principes ou ses raisonnements insinuent qu'il n'est pas permis en conscience de l'admettre... » En effet « on doit sentir que le Légat insinue que si le catéchisme était donné à l'Eglise et prescrit par la puissance civile, la répugnance et les oppositions auraient leur pleine force: or... il conste (*sic*) clairement d'après le décret du 4 avril que c'est la puissance civile qui donne et prescrit à l'Eglise et aux évêques le nouveau catéchisme ; ainsi il faut inférer que les répugnances et les oppositions contre l'admission du nouveau catéchisme sont justes et fondées ».

La grande force de Stevens c'est qu'il parle le langage qui convient au pays. Le point de départ est voisin de celui de Blanchard; mais combien éloigné le ton de sa critique! Pas d'arrière-pensées politiques; sans jeter l'anathème d'une intransigeance maladroite sur toute l'Eglise concordataire, il prétend n'atteindre que le gouvernement qui empiète sur le domaine de la religion. Autre avantage: la rapidité avec laquelle il a pris position. Cette résurrection inattendue de

l'homme qu'on croyait réduit au silence, impressionne l'évêque. Gand et Liège surtout multiplient les lettres à Portalis. Le Ministre affecte de négliger un pamphlet, « comble de l'ignorance et de la déraison (12) ». S'il y a des prêtres inquiets, qu'on leur conseille de s'adresser au Légat !

Deux évêques se rendent ; Roquelaure, de Malines, et, après bien des atermoiements, Fallot de Beaumont, de Gand, publient des mandements approbatifs. Ils provoquent l'insurrection de leur clergé. Roquelaure tient tête, censure les rebelles. Fallot de Beaumont désespère d'en venir à bout : « La fermentation au sujet du catéchisme augmente et se répand dans le département de la Lys. Je ne pourrai peut-être pas empêcher quelque éclat, et je suis bien fâché que la police ne nous délivre pas de cette inondation d'écrits stéveniques ». Il plaidera si bien et sa loyauté et son impuissance, — déclarant que son « exactitude à faire exécuter les ordres du gouvernement » a fourni « un grand moyen de le décrier » —, qu'il obtiendra de quitter Gand (1807) où il laissera une situation déjà difficile à son successeur Mgr de Broglie (13).

L'évêque de Liège semble s'être réfugié dans un silence prudent. Les deux autres, Tournai et Namur, refusèrent ouvertement de publier le catéchisme.

Hirn, de Tournai, demanda d'abord un sursis. Surpris par la rapidité avec laquelle se répandaient, du diocèse voisin, les écrits stévenistes, il fit valoir au Préfet et au Ministre son désir de ne pas allumer le feu dans son diocèse. Il réunit quelques ecclésiastiques, sûrs, disait-il, et attachés au gouvernement (14), et, les ayant consultés, prépara et envoya au

(12) Portalis à l'évêque de Liège, 28 octobre, A. N., F¹⁹ 202*, f° 15 ; à Gand, 29 novembre, f° 68. L'évêque de Tournai au Ministre des Cultes, 14 août 1806, F¹⁹ 1073 (B).

(13) LANZAC DE LABORIE : *La domination française*, II, 118. — LENFANT : *Mgr de Broglie, R. H. Eglise de France*, 1931, p. 318 sqq.

(14) L'Evêque de Tournai au Ministre des Cultes, 4 novembre 1806, A. N., F¹⁹ 1073 (B). Parmi les théologiens consultés, il y avait cependant son grand vicaire Duvivier.

Légat, sous sa responsabilité propre, un important recueil d'observations (26 septembre). Ainsi pensait-il se conformer aux conseils de Portalis lui-même.

Les observations de l'évêque de Tournai portent bien la marque de l'opposition belge, et à elles seules suffiraient à prouver le retentissement de la polémique stéveniste. Hirn avance d'abord sans sourciller que le titre de « catéchisme à l'usage de toutes les Eglises de l'Empire français » est équivoque. Il y a des églises catholiques et protestantes, toutes reconnues par les lois de l'Empire. Voudrait-on « faire un monstrueux amalgame de catholicisme et de protestantisme » ? Il ajoute que la vue du décret de Sa Majesté en tête de l'ouvrage fait qu'on se demande en Belgique : l'Empereur ne s'arroge-t-il pas l'initiative par rapport à l'enseignement religieux, puisqu'il veut que ce catéchisme soit seul en usage alors que le Légat ne fait que le recommander et que les évêques ne l'ont pas encore examiné ?

On reconnaît l'argumentation de Stevens, et les craintes imprécises, mais latentes, entretenues en Belgique, quant à un projet de réunion des communions chrétiennes sous la coupe de l'autorité laïque. Aucun Français n'aurait osé, à cette date, articuler ni concevoir une pareille hypothèse. En revanche, les objections qui portent sur le texte du catéchisme sont à peu près celles que nous avons vu développer en France, avec seulement une note ultramontaine plus marquée. Hirn relève que les questions sur l'Eglise Romaine parlent de sa primauté d'honneur, mais omettent le mot essentiel de *primauté de juridiction*. Il relève l'omission de la réponse explicite de Bossuet : « Ainsi les Juifs, les Payens, les Hérétiques n'auront pas la vie éternelle s'ils meurent hors de l'Eglise ». Au chapitre sur le Quatrième Commandement, il fait grief de ne pas exiger l'obéissance à l'égard des supérieurs spirituels.

« Ceci semble naturellement faire entendre que les supérieurs ecclésiastiques n'ont pas les pouvoirs de faire des lois qui obli-

gent rigoureusement sous peine de péché. Il est à remarquer que, à la page suivante, parlant des devoirs envers le souverain, on se garde bien d'omettre ce même devoir d'obéissance. »

Sur les devoirs envers les princes, Hirn déclare le catéchisme trop prolix : Critique qu'il s'efforce de ramener à une question de présentation. Il convient de citer en entier le développement qu'il propose de substituer au texte officiel pour se rendre compte de ce que les opposants eux-mêmes n'auraient guère osé refuser ouvertement au pouvoir.

« La plupart des enfants, affirme l'évêque, ne pourront ni les apprendre ni les retenir. En m'abstenant de toute autre observation sur le mode, voici comment j'aurais traité cette matière pour rendre les demandes et les réponses plus courtes et plus claires.

D. — Quels sont les devoirs, etc... ? — R. — Les voici : 1° la fidélité ; 2° le respect ; 3° l'obéissance et 4° l'assistance.

D. — Pourquoi sommes-nous obligés... ? — R. — Parce que : la réponse du catéchisme, mais abrégée.

D. — En quoi consiste la fidélité due au souverain et en particulier à notre Empereur ? — R. — 1° A ne rien tramer contre lui, ni contre son trône, ni contre l'Etat ; 2° A faire connaître au besoin toute trame, ligue ou complot attentatoire à sa personne, à la sûreté de son trône ou à la tranquillité de l'Etat.

D. — En quoi consiste le respect que nous lui devons ? — R. — A avoir pour lui les sentiments d'une profonde vénération et à nous conduire envers lui en toutes circonstances conformément à ces sentiments.

D. — A quoi nous oblige le devoir de l'obéissance ? — R. — Que nous l'aidions selon nos moyens soit par rapport au temporel soit par rapport au spirituel.

D. — En quoi devons-nous l'aider par rapport au temporel ? — R. — Nous devons l'aider à supporter les charges et à soutenir les intérêts de l'Etat ainsi qu'à conserver et à défendre son empire et son trône, et maintenir l'honneur de la couronne tant contre les ennemis du dehors que contre ceux du dedans.

D. — Comment devons-nous l'aider par rapport à ces objets ? — R. — 1° Par nos services personnels autant qu'il en est besoin ; 2° En contribuant selon nos facultés à l'acquit des charges publiques par le paiement des impositions.

D. — Quelle aide ou assistance devons-nous lui donner par

rapport au spirituel ? — R. — Celle de prières ferventes pour son salut et la prospérité spirituelle et temporelle de l'Etat.

D. — Les devoirs dont nous sommes tenus envers notre Empereur nous lient-ils envers ses successeurs ? — R. — Oui sans doute, car... comme au catéchisme. »

Le sort des réclamations de Mgr Hirn est étrange et assez obscur. Il avait demandé au Légat une réponse d'urgence : six semaines s'écoulèrent sans rien lui apporter. Portalis le relançait, exigeait un mandement d'approbation. Pour obtenir un délai, Hirn expliqua qu'il avait soumis à Caprara des observations. En répondant, le Ministre fit allusion à ces observations, que le Légat, dit-il, avait jugées des « subtilités méprisables ou ridicules ». Ainsi l'évêque apprit que, tandis qu'il observait une stricte discrétion, son mémoire avait été communiqué au Gouvernement, si bien qu'il ne recevrait de réponse qu'avec l'agrément du pouvoir civil. Il protesta avec indignation, revendiqua à nouveau pour lui toute la responsabilité des objections ; mais il sut désormais à quoi s'en tenir sur le crédit à accorder aux réponses du Légat.

Le plus piquant est que Caprara, dans la réfutation qu'il concertait avec Portalis (15), s'entêtait à défendre l'indépendance de sa conduite. Après avoir vanté les mérites du catéchisme, d'une manière très générale, il prenait pour morceau de résistance la comparaison qu'on ramenait sans cesse entre son décret et celui de l'Empereur. Sa justification était, en gros, celle qu'il avait opposée aux critiques des cardinaux romains : l'Empereur montrant des dispositions favorables à l'unité de l'enseignement religieux, lui, Légat, avait cru bon d'approuver le Catéchisme. Il était faux de dire que

(15) Le 31 décembre 1806, Caprara adresse à Portalis le texte des *Observations* de Tournai, qui sont dans A. N., F¹⁹ 5439. Dans F¹⁹ 5438, il y a un long mémoire en latin — qui vient évidemment de la légation, et ne peut être qu'une réponse aux dites Observations. On ne peut dire si cette réponse a été envoyée. — En tous cas, elle est indispensable à consulter en même temps que la correspondance de Hirn dans F¹⁹ 1073 (B) ; elle semble avoir échappé à M. LANZAC DE LABORIE, dont le récit est par ailleurs très sûr (*Dominion française*, II, 118) et nous la résumons ici.

Napoléon avait imposé une volonté absolue ; on ne pouvait rien déduire de pareil du texte des décrets ni des circonstances où ils avaient été préparés. Mais cette fois, Caprara, plus à l'aise avec un simple évêque qu'avec le Sacré-Collège, est très catégorique. Même s'il était prouvé, dit-il, que l'Empereur exigea que ce catéchisme devînt seul en usage, cette volonté formelle ne porterait aucune atteinte (*injuria*) aux droits de l'Eglise. Puisque l'Eglise souhaite vraiment l'unité d'enseignement, que pourrait-elle trouver de répréhensible dans cet ordre ?

« N'est-ce point l'Eglise elle-même qui engage les Princes à seconder ses desseins ?... N'est-il pas manifeste que l'Empereur donne son assentiment à ce qui est exprimé et dans ledit Décret et dans le Catéchisme, puisque, ayant examiné l'un et l'autre à fond, il a donné l'ordre de les publier ? Lorsqu'il décida que le Catéchisme devait être approuvé et proposé par l'autorité du Cardinal Légat, et lorsque, à peine recueilli le sentiment du même Cardinal, de la meilleure grâce, il voulut que certaines choses omises dans l'édition fussent sans retard ajoutées, ne donna-t-il pas la preuve d'une volonté étrangère aux détours intéressés, accueillante aux vœux de l'Eglise et du bien ? Pourquoi dans son décret de publication fit-il expressément mention de l'autorité apostolique, et pourquoi les mots qui conviennent sont-ils transcrits dans les lettres aux évêques sinon pour qu'il ne parût, en tout cela, s'attribuer aucune faculté ? »

L'évidente conviction de Caprara prouve au moins sa sincérité. Les critiques venues de Rome ne l'ont ni atteint dans sa confiance à l'égard de l'Empereur, ni, ce qui est plus étrange, détourné de s'intéresser encore personnellement au succès du catéchisme. Lorsqu'un évêque, pensant satisfaire à son devoir et obtenir l'audience du représentant du Pape, formule des représentations graves, Caprara, piqué au vif, juge ce zèle intempestif. Au point que, par un paradoxe singulier, les évêques belges trouvèrent plus de recours du côté du Ministère des Cultes que du côté de la Légation pontificale.

Si Tournai ne publia pas le catéchisme, c'est qu'il s'y crut autorisé par deux lettres de Portalis, approuvant sa conduite,

et par l'assentiment du préfet, soucieux de la tranquillité publique (16). Il en alla de même à Namur où la situation était plus délicate encore. Stevens ayant été grand vicaire de Namur, se cachant peut-être encore dans la région, la secte qu'il animait avait là son centre de résistance. Lorsque, en 1804, Mgr Pisani de la Gaude avait été désigné pour ce poste délicat, il avait manifesté des appréhensions très vives, que seules avaient apaisées l'intervention de Portalis et sa promesse que le Ministre des Cultes saurait, selon les circonstances, déférer aux représentations de l'évêque. Le catéchisme ayant paru, Pisani de la Gaude se tourna vers Portalis, qui, par une lettre confidentielle du 30 août 1806, lui donna à peu près un blanc-seing :

« Vous pensez, M. l'Evêque, que dans la Belgique la méfiance repoussera le nouveau catéchisme, et que les évêques ont besoin d'user de beaucoup de prudence : à la bonne heure... Il faut que le catéchisme soit connu, et qu'il se recommande de lui-même... Point de mesure coactive, point de contrainte...

L'exécution est dans les mains de chaque évêque qui aura égard aux circonstances locales, à l'état de son diocèse et à la disposition des esprits ».

Namur en tira la conclusion qu'il était autorisé à différer au moins la publication du catéchisme. Dans la suite, la situation ne fit que s'aggraver. En décembre 1807, le Ministère souleva à nouveau la question. Mgr Pisani de la Gaude, confidentiellement encore, exposa à Portalis fils les preuves de la tolérance de son père, et lui demanda de la continuer :

« Je puis vous assurer, Monsieur, que jamais ou du moins de très longtemps dans ce diocèse ni dans aucun de la Belgique, les fidèles ne verront de bon œil un code de doctrine (élémentaire ou tout autre) à la tête duquel se trouvent ou se trouveront un décret de la puissance séculière qui en ordonne *seulement* l'usage, et une griffe d'un vérificateur, griffe que le peuple

(16) Hirn à Portalis, 30 novembre 1806, A. N., F⁹ 1073 (B).

ici appelle la *griffe du diable*, et des personnes un peu instruites le *signe de la bête* dont parle l'Apocalypse...

Je connais des diocèses en France même, et surtout dans notre ancienne Belgique, où les évêques n'ont pas jugé utile ni prudent de l'adopter, de le publier même comme leur catéchisme propre : notamment MM. les évêques de Liège et de Tournai : du moins j'ignore s'ils l'ont publié depuis peu ».

L'évêque s'efforçait de démontrer que cette liberté laissée aux ecclésiastiques dans l'enseignement, qui permettait de prouver aux consciences inquiètes que l'Empereur n'empiétait point sur le domaine de la religion, tournait en définitive à l'avantage de la tranquillité publique (17). Il n'ajoutait pas, évidemment, qu'ayant soumis directement au Saint Siège la conduite qu'il avait tenue, il avait été, — nous l'allons voir —, encouragé à persévérer dans la même attitude.

C'est, en effet, à ce recours au Docteur suprême de l'Eglise, que les Belges, déçus par les réponses de Caprara, en venaient peu à peu, et là encore sous la pression du clergé de second ordre. Ainsi, dans une pétition à leur évêque, les prêtres du diocèse de Tournai affirmaient-ils :

« Frappés... du danger par trop imminent de contribuer à l'anéantissement du pouvoir de l'Eglise, et à l'établissement d'une suprématie anticatholique en France (chose à laquelle tous les fidèles doivent s'opposer par motif de foi et de conscience) nous vous déclarons, Mgr, tant en notre nom qu'au nom des paroissiens qui nous sont confiés, que nous ne recevrons point le nouveau catéchisme, à moins que le Saint Siège... n'en ordonne l'usage et ne le déclare licite (18) ».

II

C'était une chance inestimable pour Portalis que de pouvoir être absolument sûr du représentant du Saint Siège à

(17) Pisani de la Gaude à Portalis (fils), 21 décembre 1807 : sont jointes les remarques personnelles de l'évêque sur le Catéchisme. A. N., F¹⁰ 5438.

(18) Copie, non signée, s. d., A. N., F¹⁰ 1073 (B).

Paris, et de pouvoir adresser à Caprara, sachant d'avance dans quel sens il jugerait, les évêques soucieux de n'être pas désavoués par l'Autorité Apostolique. Certains cependant n'étaient pas rassurés ; ils auraient voulu la sentence de Rome :

« Vous me demandez l'impossible, répondait à l'un d'entre eux Portalis, en exigeant que le Souverain Pontife porte un jugement doctrinal sur le nouveau catéchisme. Jamais le Saint Siège n'a donné sa sanction à un corps entier de doctrine. Il condamne les erreurs quand il croit les rencontrer, il s'explique sur un point particulier et termine des questions controversées, mais il ne prend jamais sur lui d'adopter formellement un ouvrage qui embrasse le corps entier des Dogmes et de la Morale. A cet égard le Saint Siège est censé approuver ce qu'il ne censure pas. Il sait que les Evêques sont juges de la foi. Il n'a donc garde de s'arroger un droit qui serait une entreprise sur la liberté de l'Episcopat (19) ».

Sophisme aimablement flatteur pour la liberté des Evêques ; il était vrai que le Saint Siège n'a pas coutume d'adopter un ouvrage contenant tout l'exposé de la doctrine, mais Portalis oubliait — volontairement — d'envisager l'hypothèse où, rencontrant des erreurs sur des points particuliers, il pourrait fort bien condamner l'ensemble d'un ouvrage, sans s'en remettre au jugement des évêques. Les archives romaines prouvent qu'il s'en manqua de fort peu que cette mésaventure n'arrive au Catéchisme.

Pour comprendre dans quelle atmosphère s'engagea la discussion autour du Catéchisme, il faudrait retracer les événements politiques qui, au printemps de 1806, avaient amené une tension voisine de la rupture entre l'Empereur et la Papauté (20). Il faut surtout se souvenir des plaintes qui, depuis le Concordat et les Articles Organiques, retentissaient dans les congrégations romaines, sur la servitude imposée à l'église et aux évêques de France par le gouvernement napoléonien. Précisément à l'époque de la publication du

(19) Portalis à l'Evêque de Liège, 23 janvier 1807. A. N., F¹⁰ 202*.

(20) Cf. A. LATREILLE : *Napoléon et le Saint Siège*, chap. XI.

Catéchisme, ces plaintes venaient d'être avivées encore par la création en France de la fête de Saint Napoléon.

Le 10 avril 1806, le cardinal Di Pietro achevait sur la nouvelle fête un long mémoire, qui aboutissait à une condamnation motivée de « l'attentat commis par la puissance laïque (21) ». Le gouvernement en effet ne pouvait en aucun cas se mêler d'une affaire de cette nature. Sans doute, il avait évité de faire de la Saint Napoléon une fête de précepte, mais seulement (Portalis l'avouait) pour ne pas porter le nombre des solennités d'obligation au delà du chiffre fixé par les Articles Organiques ; autrement, il n'aurait eu aucune hésitation. Sa manière de procéder le disait assez. L'Empereur avait d'abord signé son décret, le 19 février ; le 22, Portalis demandait par lettre la sanction du Légat :

« Ce qui revient à dire que d'abord l'Empereur a fait la loi et puis a ordonné au légat comme à son ministre subalterne de décréter la solennité en question, et non pas de rendre valable un acte nul par défaut de compétence, mais « d'exciter la piété des fidèles à célébrer le 15 août la fête de Saint Napoléon », — précisément comme le ferait le Pape qui, après avoir ordonné une fête de l'Eglise, exciterait les évêques et curés à en promouvoir l'observance. Et le cardinal Légat, que fait-il ? Imitant servilement l'autorité civile, il exécute tout ce qu'on lui demande, publiant une circulaire, qui, au su de tous, est donnée en exécution du décret impérial, et reconnaissant ainsi comme légitime et régulière la décision impériale.

Au moins eût-il dû le faire d'une manière plus convenable pour l'autorité de l'Eglise, et moins servile. Même pas cela. Au contraire, il n'a pas de difficulté pour admettre au dispositif de son décret, que « Imperatoris majestas... diem 15am Augusti... » *« sancto etiam Napoleoni dictam esse decrevit... »* ; et dans le dispositif même, il expose : « Nos hisce religionis et grati animis sensibus aequè excitati, et pii Imperatoris voluntati morem gerentes », ce qui équivaut à dire : le Gouvernement commande et l'Eglise exécute ; le Gouvernement excite l'Eglise à la piété, et lui suggère des sentiments de religion. »

(21) Vat., Ep. Nap. Francia 17 b.

Qu'était d'ailleurs cette fête en elle-même ? Qu'elle ait été antérieurement célébrée, aucune preuve. L'introduire dans l'Eglise, du moins dans une vaste portion de l'Eglise, n'appartenait qu'au Pape, *causa cognita*. La faire coïncider avec le jour de l'Assomption était irrégulier, complètement absurde, injurieux pour la Vierge. Et :

« ...non seulement ce saint inconnu est placé en compagnie de la Mère de Dieu, mais en vertu du Décret, il Lui est en fait préféré, tant de la part du Gouvernement, qui ordonne une procession, un discours analogue à la circonstance, un *Te Deum*, et finalement la présence des Autorités, que de la part du Légat, qui accorde des grâces singulières, telles que la Bénédiction Papale, et l'Indulgence plénière, et tout cela en considération de la fête de Saint Napoléon. Qu'est cela, sinon détourner expressément la dévotion du Peuple de la Fête de Marie Très Sainte vers cette nouvelle Fête ? »

Le Légat avait excédé tous ses pouvoirs : en conférant aux évêques la faculté de donner la Bénédiction Papale, à quoi il n'était pas autorisé ; en accordant une indulgence plénière, quand il ne pouvait accorder que sept années ; en tranchant sans référer au Saint Siège, quand il n'avait pas l'excuse de la précipitation, puisque, du 22 février au 15 août, il y a six mois. Enfin, on aurait pu espérer des protestations épiscopales qui eussent donné plus de force à celles du Pape ; mais le Légat s'étant prononcé, les évêques, croyant tout parfaitement régulier, n'auraient plus le courage d'élever la voix.

Que dire enfin du saint proposé aux fidèles ? En admettant avec Caprara que l'Eglise reconnaît un saint Neopolo (d'après les Bollandistes, le 2 mai), comment passer de là à Saint Napoléon ? Di Pietro rappelait la prudence qui s'imposait, en France surtout où l'incrédulité a toujours reproché à l'Eglise de fonder le culte des Saints sur des contes nés de la superstition et de l'ignorance. Il évoquait le livre de l'athée Dupuis sur *l'Origine de tous les cultes*, et exprimait la crainte qu'on n'exposât la religion aux sarcasmes et aux plus domma-

geables dérisions des incrédules en proposant le culte d'un saint sans pouvoir le fonder sur des arguments sérieux.

Quelques jours plus tard, Consalvi transmettait aux cardinaux della Sommaglia, Crivelli, Saluzzo, Litta, Galeppi, l'ordre de Sa Sainteté de former une congrégation en vue d'examiner le décret de l'Empereur et le rescrit du Légat sur la fête de Saint Napoléon :

« Tous les EEmm. Cardinaux, écrivit le 1^{er} mai le secrétaire de la Congrégation, Mgr Napolioni, furent d'avis que Sa Sainteté, par un acte public comme serait une encyclique aux évêques, affirme la *maxime* de la juridiction et de la compétence *exclusives*, dans la matière dont il est question, de l'Eglise et du Siège apostolique ; — réproouve et casse comme nulle l'œuvre du Cardinal Légat pour *manque de faculté*, tant *in genere* par l'institution de la fête de saint Napoléon (sur ce point le Saint Père se réserverait de prendre la chose en mûr examen et de la résoudre, *servatis servandis*, selon les règles apostoliques) que *in specie* par l'union de la dite fête de Saint Napoléon avec la fête de l'Assomption de la Vierge le 15 août, avec indult de la Bénédiction Papale, et indulgence plénière *in perpetuum*.

Seuls les Cardinaux Sommaglia et Crivelli furent d'avis que le Saint Père pourrait dire dans son Encyclique que, la fête de la seule Assomption de la Vierge restant fixée le 15 août, il trouve convenable que les évêques fassent faire une procession et chanter le *Te Deum* en mémoire et remerciement à Dieu du rétablissement en France de l'exercice public de la religion catholique ».

Le tour angoissant pris par les débats entre le Saint Siège et Napoléon, le projet fortement soutenu par des cardinaux influents de condamner dans une même Encyclique toutes les innovations religieuses survenues en France, détournèrent vraisemblablement Pie VII de rendre publique cette condamnation particulière. Mais le sévère verdict demeurerait comme une préface aux travaux de la Congrégation chargée d'examiner le Catéchisme à l'usage des Eglises de l'Empire. L'histoire de cette Congrégation est typique des méthodes de travail de la Curie. Cinq consultants furent désignés pour la

former ; pas un n'avait la pourpre : le Fr. Angelo de Merenda, des Prêcheurs, était commissaire du Saint Office ; Don Francesco Fontana, préposé général des Barnabites ; Michel Angelo Toni, consultant du Saint Office ; Alfonso Muzzarelli, théologien de la Sacrée Pénitencerie ; Camillo Rubbi, professeur de Sacrée Théologie. Le secrétaire fut l'aumônier du Pape, Bertazzoli, archevêque d'Edesse ; les réunions eurent lieu le plus souvent dans ses appartements du Quirinal. L'Eminentissime Antonelli dirigeait les travaux de la Congrégation, étant particulièrement désigné par sa connaissance des affaires de France et par la part qu'il avait prise aux discussions antérieures à la promulgation du Catéchisme (22).

Le premier résultat des études entreprises par les consultants fut transmis au Pape par Antonelli, le 2 avril 1807. Il était défavorable. Cependant on constate avec intérêt que, à le juger intrinsèquement, des théologiens eussent, non pas accepté, mais toléré le Catéchisme sans le noter de graves censures. N'eût été le chapitre sur les « devoirs des sujets », l'œuvre de Bossuet eût été assez apparente dans le manuel de 1806 pour le sauver. Le Fr. Merenda et le P. Fontana tombent d'accord pour regretter qu'à tant faire l'on n'ait pas réimprimé le catéchisme de Meaux sans changement.

« Alors, déclare le Fr. Merenda, la méthode d'enseignement eût été plus adaptée et mieux proportionnée aux divers âges et capacités des Enfants. Il y aurait eu un ordre meilleur et plus de connection entre les choses qui y sont enseignées et les explications qu'on donne ; tout eût été exact et sans équivoque ; et finalement on aurait fait *une nouveauté de moins*, en donnant à la France un catéchisme accrédité, authentique, et à l'abri de toute critique, plutôt qu'un catéchisme bâtarde, biforme, et non exempt de tache ».

(22) Vat., Ep. Nap. Francia 7. : sous cette cote, se trouvent tous les documents que nous citons ici.

Hommage indirect au grand Docteur Gallican, qui n'est pas sans valeur sous la plume d'un théologien ultramontain !

Entrant dans les détails, le Fr. Merenda retient quelques additions opportunes aux textes de Bossuet : les leçons sur la Grâce (part. I, XIII), sur les devoirs envers les parents et les pasteurs (part. II, V et VI), sur l'amour du prochain (*id.*, XV), sur les Sacrements des Vivants (part. III, V), le sacrifice de la Messe (*id.*, IX) et la Communion (*id.*, XIII-XIV). Certains points omis, comme l'obligation de payer la dîme, la prescription de ne pas se marier dans les temps défendus et avant l'âge légitime, étaient déjà omis dans Bossuet et dans la plupart des catéchismes français. Si bien que « rien n'est laissé de côté de ce qui est nécessaire à croire et à savoir pour tout chrétien ».

Les défauts du Catéchisme consistent moins dans des omissions que dans des redondances et des inexactitudes. Le point central, on le devine, c'est la leçon de la partie II, relative aux devoirs et aux motifs d'attachement envers Napoléon I^{er}, Empereur des Français. Le Fr. Merenda part du principe suivant :

« Les circonstances particulières et personnelles sont l'objet de l'histoire et des Fastes Nationaux, mais jamais d'un catéchisme. Depuis que s'enseigne la doctrine chrétienne, on ne trouvera pas un catéchisme dans le monde entier, qui prenne pour motif d'inspirer le respect et l'obéissance aux Pasteurs, aux magistrats, aux princes, leurs qualités et leurs mérites personnels. Ces motifs disparaissent tout à fait et sont inefficaces et nuls en face des motifs d'ordre moral suggérés par la Religion. »

Le fondement de notre soumission au Prince ne repose pas et ne peut reposer sur son mérite particulier, mais sur le Commandement divin :

« Pour justifier cette leçon, on a dit que les circonstances et le temps exigeaient que l'on expliquât avec plus de développement les devoirs des sujets à l'égard des Princes. Cela peut être

tout à fait vrai ; mais ces circonstances ne pouvaient exiger qu'une explication ainsi étendue fût faite dans un catéchisme, qu'elle fût faite sur la base de motifs aussi peu consistants, équivoques, sujets à varier, ou qu'on fit un panégyrique plutôt qu'une instruction. Si dans ce catéchisme on avait dit à ce propos cela seulement qui se trouve dans le catéchisme de Mgr Bossuet, ou, encore mieux, si on avait littéralement rapporté tout ce qui est enseigné et expliqué dans le catéchisme romain (III^e part. sur le quatrième commandement, ch. V, n° 15 et sq.), on n'aurait rien pu désirer de plus sur ce sujet, compte tenu de toutes les circonstances de notre temps, et rien n'aurait été dit qui ne fût fondé sur les principes sûrs et invariables de la Foi. »

Les inexactitudes relevées par le consulteur portaient ensuite sur quelques définitions relatives aux sacrements et au culte. Ainsi il reprochait aux rédacteurs d'affirmer l'Immaculée Conception de la Vierge, alors que « l'Eglise avec beaucoup de prudence n'a rien défini là-dessus ».

En définitive, Sa Sainteté devait-elle désapprouver le Catéchisme ? le Fr. Merenda répondait :

« Considéré *intrinsèquement*, le Catéchisme, quoiqu'il porte le poids de quelques défauts, attendu néanmoins tout l'ensemble complexe de ce que nous venons d'exposer, pourrait être toléré, s'agissant surtout d'un catéchisme déjà publié et imprimé. Mais considérant *extrinsèquement* toutes les circonstances qui l'ont précédé et accompagné, et celles surtout qui regardent son origine et la manière et les termes dans lesquels il a été publié, dans lesquels sont encore intimés et ordonnés son adoption et son usage exclusif, je le tiens pour intolérable et méritant seulement d'être réprouvé par le Saint Père. » Reprenant en effet la genèse du Catéchisme, le consulteur aboutissait à la conclusion qu'avec des lois comme les Articles Organiques d'où tout procédait, « on vise à réduire pratiquement et par voie de fait l'Eglise au système des Protestants, et à la soumettre exclusivement à la juridiction de la puissance séculière (pouvoir unique et universel, a dit Portalis dans son rapport à l'occasion du Concordat) dans tout ce qui regarde le gouvernement extérieur de l'Eglise ».

Le même argument, mais entouré de développements plus amples, faisait le fond des observations d'un autre consulteur

de haute autorité. Le P. Fontana tenait pour dangereux le Catéchisme parce qu'il réduisait la puissance du Chef de l'Eglise et de l'Eglise elle-même, pour élever à sa place la puissance impériale, dans toutes les affaires de Religion.

On aurait gagné, disait Fontana, à suivre exactement Bossuet dans tout ce qu'il disait du Pape. A vrai dire, la leçon IX du catéchisme de Meaux (sous le titre *du Saint-Esprit*) paraît de l'autorité pontificale en termes très insuffisants ; elle n'affirmait que sa primauté d'honneur, et n'établissait comme il convenait ni son pouvoir de juridiction ni la nécessité de rester uni avec lui par la communion de foi et d'obéissance. Exposé incomplet de la doctrine, susceptible d'autoriser l'erreur de schismatiques comme les constitutionnels français, voire de protestants, qui « reconnaissent dans le Pape une primauté d'honneur, ou ministérielle, c'est-à-dire dérivant du droit humain, mais sans le pouvoir véritable d'obliger les chrétiens à obéir à ses ordres et à ses enseignements ». Mais le catéchisme de Bossuet est fait en quelque sorte de trois livres gradués suivant l'âge des enfants. Dans le troisième, s'adressant aux sujets les plus avancés, il y a (*Pour les fêtes des Saints*, leçon III) un enseignement plus complet et meilleur. L'Eglise Romaine est dite « établie *de Dieu* pour être la mère des Eglises et la principale gardienne de la vérité » ; « toutes les Eglises doivent garder l'unité avec elle », et les fidèles doivent au pape « une véritable obéissance ».

« Ainsi la primatie de droit divin, l'autorité principale dans l'enseignement, la nécessité de la communion avec le Pape, et le pouvoir de juridiction qui réside en Lui, sont expressément enseignés dans le catéchisme de Bossuet ; toutes vérités au contraire entièrement omises dans le nouveau catéchisme. Quelle différence énorme ! combien essentielle ! combien importante !... Si le nouveau catéchisme avait rapporté fidèlement les susdits enseignements de Bossuet, il aurait enlevé aux Evêques et aux curés constitutionnels de France, qui sont encore aujourd'hui nombreux obstinés dans leurs erreurs, tout moyen de justifier les innovations de la prétendue « Constitution Civile du Clergé »,

condamnée par Pie VI, et, par conséquent, la conduite schismatique qu'ils tinrent en cette occasion et soutinrent en grand nombre même ensuite, — puisqu'ils ne pourraient plus agir ainsi sans être en contradiction avec le catéchisme et soulever l'objection de la Foi des simples... »

Au contraire le nouveau catéchisme autorise une pareille conduite et confirme le mot de Portalis (dans son discours sur l'organisation des Cultes), que le pouvoir du Pape est plutôt un simple ministère qu'une juridiction.

On devait encore déplorer dans le nouveau catéchisme la disparition de quelques réponses sur ceux qui rejettent les décisions de l'Eglise, car les fidèles ne sont plus prévenus de la légitimité des anathèmes lancés de tous temps par l'Eglise contre les réfractaires, — anathèmes que le même Portalis a appelés des « malédictions » et attribués à un « intolérable fanatisme ». Destructeur de l'autorité religieuse, le catéchisme était donc, du même coup, propagateur d'un dangereux esprit de tolérance religieuse, ou, comme disait la philosophie, de « respect pour tous les cultes ».

Cette double insuffisance faisait ressortir le singulier développement donné aux devoirs des fidèles envers leurs supérieurs. D'abord on séparait les supérieurs ecclésiastiques des supérieurs politiques, n'accordant aux uns qu'une demande et une réponse, aux autres une leçon entière. D'où ce paradoxe : tandis que Bossuet prescrivait aux fidèles des devoirs semblables de respect et d'obéissance à l'égard des deux catégories de supérieurs, le nouveau catéchisme, au contraire, enlevait l'obéissance des devoirs dus aux pasteurs, aux évêques et au pape, pour ne laisser que ceux qu'on doit à des maîtres dépourvus de moyens d'autorité et n'ayant que des moyens de persuasion !

Et quelle prodigieuse exaltation de la puissance civile !

« En lisant cette septième leçon, dans laquelle la Puissance Impériale est exaltée avec tant d'ampleur, et sans limites, il me semblait entendre le cri des Hébreux refusant le Christ devant

Pilate : *non habemus regem, nisi Caesarem !* Certes ici aucune puissance authentique n'est laissée debout, que celle de César ! »

De là toutes ces maximes que « la puissance publique doit se suffire à elle-même » ; « elle n'est rien si elle n'est tout » ; « les ministres de la religion ne doivent point avoir la prétention de la partager ni de la limiter », etc... : il faudrait, assure le P. Fontana, recopier tous les discours de Portalis pour les énoncer toutes.

« Malheureux fidèles de l'immense Empire français ! concluait le consultant. Obligés d'observer dans toutes les matières de Religion ces maximes, en observant les Articles Organiques, que leur imposent les lois, et à se les rendre ainsi familiers et naturels, — ils ne trouvent même pas dans le Catéchisme un antidote pour s'immuniser ni un remède pour guérir ; tel est l'artifice dont on use pour leur soustraire les maximes contraires, qui sont les véritables, ou pour les contrefaire, ou pour les affaiblir. Qu'adviendra-t-il donc de leur foi avec le temps ? qu'adviendra-t-il d'eux surtout, si, comme il peut arriver, survient un conflit, dans les affaires de dogme ou d'immuable discipline, entre la Puissance laïque et l'Écclesiastique ? Laquelle des deux sera obéie par une population à qui le catéchisme même n'aura pas appris ses devoirs d'obéissance, sauf lorsqu'il s'agit de la Puissance civile ? Et c'est là un Catéchisme approuvé, et recommandé, en vertu de l'Autorité Apostolique, par un légat du Saint Siège ! »

★★

Sans chercher à voir si loin dans un avenir d'ailleurs fort sombre, il fallait prendre une décision immédiate. Le Catéchisme étant condamné, comment Rome manifesterait-elle son improbation ? Parler, tous les consultants en faisaient un devoir au Saint Père, mais quand et comment parler ? La lenteur dont elle avait fait preuve, par souci d'exactitude scrupuleuse, avait déjà mis la Curie en fâcheuse posture. Neuf mois après la distribution du Catéchisme à Paris, combien d'évêques l'avaient-ils accepté, — bien aises d'avoir l'excuse du silence de Rome, ou renonçant à lutter contre les

instructions formelles du Légat ! Quels ravages avaient fait l'obstination véritablement sénile de Caprara, son zèle à défendre une entreprise où il engageait, avec sa responsabilité, l'autorité apostolique elle-même, — les nouvelles venues d'Italie le démontraient à chaque instant : publication de l'édition de Milan en avril 1807, extension du Catéchisme à tous les diocèses du royaume en mai et juin, publication à Lucques en juillet. Il semble que les Romains prirent pleine conscience du péril lorsqu'ils le virent s'étendre si rapidement à l'Italie, car l'été de 1807 marque une période de grande activité pour la Congrégation.

N'était-il pas trop tard pour prononcer une condamnation ? Certains consultants se le demandaient. L'un d'entre eux, le P. Rubbi, faisait valoir qu'après tant de temps écoulé, tous ou presque tous les évêques du Royaume d'Italie avaient adopté le Catéchisme en en faisant l'éloge et en le recommandant dans leurs lettres pastorales. Il serait donc peu expédient, préjudiciable et grandement injurieux à l'autorité épiscopale, de porter une censure pontificale, puisque aussi bien les inexactitudes du livre ne méritaient pas en soi d'être flétries d'une note grave. Ceci ne pouvait servir qu'à provoquer un horrible incendie entre les deux Puissances et à discréditer les Pasteurs devant leurs troupeaux et à leur donner l'aspect de prévaricateurs ou d'ignorants. Il convenait cependant que le Pape parlât ; ne pourrait-il, dans une Encyclique aux Evêques de l'Empire et du Royaume, faire savoir qu'il n'avait eu, malgré l'approbation du Légat, aucune part dans la publication, qu'on ne lui avait pas donné le Catéchisme à lire ni à approuver, et établir encore une fois le principe que l'enseignement est exclusivement le droit des Pasteurs de l'Eglise ?

Inclinant en raison des événements vers cette solution d'indulgence, le P. Rubbi n'était pas cependant très ferme dans son opinion. Quelques jours après avoir émis ce premier avis, ayant lu posément les mémoires des autres consultants, il

avouait qu'il devait entrer dans leur sentiment. Il revenait à l'idée d'un acte public de protestation, ne fût-ce que pour le motif de rompre ainsi « une fois, s'il est possible, par un acte solennel, la dure et honteuse servitude que le Gouvernement français a tenté d'imposer à l'Eglise avec ses Articles Organiques », dont le Catéchisme était trop évidemment le résultat.

Ces incertitudes où l'âme d'un consultant, pris entre les exigences de la doctrine et les contingences de la politique, se débattait, nous les lisons aussi dans les procès-verbaux des assemblées où tous les membres de la Congrégation se réunirent pour confronter leurs opinions et émettre un avis collectif à proposer au Saint Père.

La première eut lieu au Quirinal, sous la présidence de l'archevêque d'Edesse, le 15 mai. On se rallia à un projet d'encyclique à tous les évêques français. Le Pape exprimerait sa surprise, l'ignorance où il avait été tenu, et déclarerait qu'après un examen soigneux, il avait dû reconnaître que, « attendues principalement les adjonctions, omissions et changements faits à celui de Bossuet, ce Catéchisme pourrait être en différents lieux facilement sujet (surtout dans le temps présent) à des interprétations fausses et erronées ». Le principe serait à nouveau proclamé qu'en pareille matière les évêques ne peuvent avoir à subir aucune contrainte de la part de la Puissance laïque. On conclurait en exhortant les évêques

« ...à résister solidement dans la Foi, à conserver inviolablement les droits qui ont été confiés par Jésus Christ à son Eglise, à ne pas se laisser arracher des mains la verge pastorale, qui leur est confiée pour conduire les brebis, à veiller avec un soin jaloux sur leur troupeau, à ne point craindre enfin les vents et les tempêtes, se souvenant que dans la barque de l'Eglise il y a le Sauveur qui saura faire régner le calme et les soustraire au naufrage (Matth., ch. 8) ».

En ce qui concernait le Légat, les consultants, eu égard au scandale donné, et afin de prévenir tout nouveau désordre que l'on avait trop de raisons de redouter, furent unanimes à conseiller à Sa Sainteté de le rappeler sans délai.

Lors de la seconde réunion (27 juin), la sévérité s'adoucit. On invoqua l'inconsistance de quelques faits donnés d'abord pour certains, le temps écoulé depuis la publication du Catéchisme. On réfléchit que la majorité des évêques ayant adopté ou recommandé l'ouvrage, ce qui était à l'origine une décision de la puissance civile devenait en fait une décision de l'épiscopat. Revenant sur ce qui avait paru nécessaire le 15 mai, la Congrégation conseilla à Sa Sainteté d'écrire aux évêques et aux pasteurs qui avaient eu recours au Saint Siège une lettre manuscrite, où Elle exprimerait sa surprise de voir ce qui avait été entrepris par le gouvernement français et exhorterait tous les pasteurs à « veiller sur l'intégrité de la Foi et à prévenir les abus qui pourraient découler du nouveau Catéchisme ». Une lettre privée au lieu d'une Encyclique ; — une réponse à quelques évêques au lieu d'un appel à tous ; — une exhortation à la vigilance au lieu d'une interdiction !

A la réflexion, deux consultants au moins ne furent pas satisfaits. Merenda et Muzzarelli déclarèrent reprendre leur opinion première, pour trois raisons essentielles. Le petit nombre de ceux qui en avaient appelé à Rome : si on n'écrivait qu'à ceux-là, il serait difficile que le jugement du Saint Père eût une publicité suffisante. L'intérêt qu'il y avait à avertir les évêques français « pour qu'ils soient plus prudents à l'avenir et ne se fient pas avec trop de déférence au Cardinal Légat, qui pourrait de nouveau abuser de l'autorité à lui confiée ». Le désir de rendre manifeste la pensée du Saint Père afin d'éviter que ce mal ne se répande...

« ...et aussi afin d'encourager tous les Evêques du monde catholique lesquels, sans la voix du Suprême Pasteur pour leur

donner des avis et des encouragements, risquent très sérieusement de prévariquer en ces temps ou par faiblesse ou par erreur, s'ils n'ont personne pour leur donner l'exemple du courage pastoral et de la fermeté nécessaire dans les intérêts de Dieu et de son Eglise, et qui écarte les doutes et les perplexités qui doivent nécessairement naître dans une nuit aussi profonde, dans laquelle aucun avertissement ne retentit pour dénoncer les embûches et le péril ».

Cependant le temps s'écoule. Certains évêques, en Belgique et en Italie, attendent des réponses. Le 16 juillet, la Congrégation se réunit pour établir le plan des lettres à faire ; pour ceux qui ont écrit, on se met d'accord. Mais, pour les autres, pour l'avenir ? On parle d'une Encyclique ; mais sur les termes à employer, le partage s'opère, inégalement d'ailleurs : Fontana, Muzzarelli et Merenda voudraient que les défauts intrinsèques du catéchisme fussent signalés ; Toni et Rubbi s'en tiennent à la formule adoucie, *qu'on ne fasse pas abus du catéchisme*. Le secrétaire Bertazzoli paraît pencher vers la majorité.

L'avis des indulgents prévaudra. Le Pape se bornera à donner des instructions à ceux qui en demandaient. Le type de ces avertissements nous est donné dans la correspondance entre l'évêque de Namur et la secrétairerie d'Etat. Mgr Pisani de la Gaude avait en effet soumis au Saint Siège ses hésitations et son trouble. Le 18 juillet, le cardinal Casoni lui adressa la réponse et les instructions du Pape. Le plan suivi est celui que la Congrégation a préparé. D'abord s'expriment la désapprobation à l'égard du nouveau catéchisme, l'amertume qu'on éprouve à le voir circuler revêtu d'une pareille formule d'approbation. Puis le Saint Père conjure l'archevêque, « par les entrailles de Jésus-Christ, de ne jamais cesser de veiller sur la pureté et la conservation de la saine doctrine » en matière de foi. Il lui donnera toute l'aide possible dans les respectueuses et sages représentations qu'il adressera, afin que les droits du Saint Ministère dans l'enseignement de la doctrine de Jésus-Christ ne soient point lésés

par la puissance civile. Il lui recommande de faire usage de l'avertissement qui lui est donné, mais avec sagesse, prudence et mansuétude. L'évêque s'étant plaint des agitations et des dissensions dont son diocèse était déchiré, le Pape insiste sur la nécessité de démentir les bruits qui courent d'une rupture du Concordat entre la France et le Saint Siège.

Dans la préférence donnée à la solution la plus conciliante, s'exprime peut-être encore une fois le caractère de Pie VII. Mais, — la fin de la lettre à l'évêque de Namur le dit clairement —, ce qui domine tout en ce moment, c'est le souci de ne pas pousser aux extrémités l'Empereur des Français. Au point où en est le débat avec la France, sur l'insertion de l'Etat pontifical dans le Grand Empire, sur les transformations politiques et religieuses dans les pays italiens, un acte solennel de condamnation contre le Catéchisme, tel que les théologiens le souhaitaient, remettant en cause toute la politique ecclésiastique de Napoléon, dut paraître dangereux pour le Concordat lui-même.

D'ailleurs les condamnations théologiques avaient pour fondement essentiel le droit sacré des Pasteurs à assurer l'enseignement de la doctrine. Une protestation publique du Pape n'était utile qu'autant qu'elle trouverait celles des Evêques pour lui faire écho. Or, comme l'avouaient avec tristesse les cercles romains, trop d'évêques avaient, au moins en apparence, accepté le Catéchisme pour qu'on ne parût pas les désavouer en le réprouvant. Les lenteurs de la Curie avaient cette fois tourné contre ses propres intérêts. Les adversaires du Catéchisme napoléonien se trouvaient enfermés dans ce cercle : les évêques les plus audacieux demandaient, pour se déclarer, le jugement du Saint Siège ; Rome comptait pour défendre ses principes sur l'énergie des évêques.

*
**

Portalès, qui est loin d'avoir su exactement ce qui se passait à Rome, et qui, — peut-être par politique —, sous-esti-

mais l'importance des inquiétudes religieuses du Saint Siège, devina néanmoins que, faute d'une action concertée entre les évêques et le Pape, l'opposition au Catéchisme manquerait de cohésion.

« Je n'ai jamais douté, écrivait-il dans un rapport à l'Empereur, de l'esprit d'intrigue qui a toujours agité la cour de Rome, ni de la malveillance qu'ont pour nous quelques têtes turbulentes qui la gouvernent...

Quand le catéchisme publié par décret de Votre Majesté parut, on voulut me donner quelques inquiétudes sur les démarches de la cour de Rome. J'étais rassuré par le catéchisme lui-même qui ne renferme que la saine doctrine, et par la propre conduite de la cour de Rome, dans tout ce qui touche aux affaires dogmatiques. Cette cour, selon les circonstances, élève des prétentions ambitieuses ou fait naître des querelles sur des questions de juridiction. Mais dans tout ce qui est doctrine dogmatique, elle ne procède qu'avec une lenteur extraordinaire. Souvent une proposition est censurée comme hérétique par tous les évêques de la chrétienté, sans que Rome se permette de juger elle-même. Je n'avais donc aucune crainte sur le catéchisme.

Tout ce que je prévoyais sur cet objet c'est que, dans la correspondance secrète, la cour de Rome désapprouverait la conduite de son Cardinal Légat. C'est ce qu'elle a fait. Mais le Cardinal Légat a su se défendre. Tout le reproche s'est borné à lui témoigner qu'il avait mal fait de se mêler de la chose. L'ouvrage en lui-même n'a pu fournir le moindre prétexte à la malveillance. Il s'est soutenu par son propre poids...

Je ne puis donc voir aujourd'hui sur quoi la cour de Rome pourrait asseoir une dispute religieuse. Tout est calme, tous les évêques français ne sont occupés qu'à remplir les vues supérieures de V. M. en facilitant de toute l'influence de leur ministère les opérations politiques de la conscription.

Cependant je donnerai une attention plus particulière à ce qui se passe à Rome malgré l'impossibilité absolue où elle est de nous troubler et de nous nuire, dans l'état actuel des choses ».

Deux mois plus tard, Portalis revenant sur l'affaire du catéchisme déclarait qu'elle était cette fois complètement terminée, tant dans les pays de l'ancienne France que dans les pays nouvellement conquis ou réunis. Dans le royaume d'Ita-

lie, en particulier, il notait que presque tous les évêques avaient publié le nouveau catéchisme avec de bonnes instructions pastorales. La cour de Rome, concluait-il, ne peut plus élever aucune véritable controverse sur un catéchisme approuvé par le Cardinal Légat, reçu et admis dans toutes les Eglises nationales (23).

Ces deux rapports constituent les derniers documents rédigés sur le Catéchisme par le Ministre des Cultes qui en avait assumé toute la responsabilité. Portalis mourut en août 1807, sincèrement convaincu du succès de l'entreprise.

(23) Portalis à l'Empereur, 13 mai et 24 juillet 1807, A. N., AF IV 1046.

CHAPITRE VI

L'ÉCHEC

I. — ALTERATION DES RAPPORTS ENTRE NAPOLEON ET LE CLERGE GALLICAN. — *Le Clergé Gallican perd les chefs dont l'autorité morale s'imposait. Il est ébranlé par la « persécution de l'Eglise ». Il partage les alarmes de l'opinion. Napoléon mécontent du langage public des évêques. Incidents provoqués par les mandements pour Wagram (1809). Défiance croissante entre l'administration et les évêques. Le clergé est réduit au silence. La presse disparaît. Les écrits sont surveillés par la Direction de la Librairie.*

II. — CONdamnATION DU CATECHISME IMPERIAL. — *Pendant les dernières années de l'Empire, l'article 39 des Organiques se révèle inapplicable. La liturgie n'est pas unifiée, le Catéchisme n'est pas enseigné. Comment l'obligation est tournée par certains évêques, par les curés. Après 1811, la désobéissance s'étend.*

En 1814, elle se révèle. Circulaire de l'abbé de Montesquiou aux évêques (22 juillet). Le Catéchisme de 1806 est aussitôt abandonné. Le principe même de l'unité est compromis.

I

Le succès du catéchisme universel, — succès beaucoup plus apparent que réel, tenait, en dehors du mérite propre de l'ouvrage et de l'impuissance de l'opposition, à trois causes principales : l'action concertée de trois hommes qui avaient une réelle influence sur le clergé, le ministre Portalis, le Légat Caprara, l'archevêque de Paris de Belloy ; le loyalisme de l'épiscopat envers le chef de la nation ; l'adhésion

de l'opinion au régime, qui rendait naturelle et facile de la part du clergé la prédication des devoirs des sujets. Or ces trois conditions favorables allaient disparaître ou s'altérer à partir de 1808 avec une extrême rapidité.

En août 1807, Portalis meurt, emportant les regrets du clergé. « Le souverain, écrivent les *Mélanges* de l'abbé Picot (perd) un serviteur fidèle et le plus fait pour seconder ses desseins ; la religion, un homme qui la servit autant que les circonstances le permirent, et quelquefois malgré les circonstances même... (1) ». Un certain flottement se manifeste dans la direction des Cultes : le fils de Portalis en assure quelques mois l'intérim ; Bigot de Préameneu devenu ministre n'est pas sans se heurter à des défiances et des critiques. L'affaire du catéchisme, à laquelle son prédécesseur donnait tant d'intérêt passe à l'arrière-plan. D'abord on peut la croire terminée. Ensuite les difficultés avec le Saint Sièges absorbent toute l'attention. Le 30 mars 1808, le Légat annonce que le Pape a mis fin à ses pouvoirs. Certes Caprara, depuis deux années presque ostensiblement désavoué par Rome, avait perdu beaucoup de considération ; néanmoins il parlait *auctoritate apostolica* jusqu'au terme de sa mission. Deux mois après (10 juin), de Belloy, doyen de l'épiscopat, titulaire du premier siège de l'Empire, meurt. Là encore s'ouvre une succession difficile, que le cardinal Fesch, après un an d'hésitation, refusera, et que le cardinal Maury n'acceptera qu'en se déconsidérant aux yeux des *zelanti* du clergé.

Tandis que l'Empereur se voit enlever trois hommes sur le dévouement et les talents de qui il pouvait compter, l'épiscopat concordataire est ébranlé dans son loyalisme par les événements extérieurs et intérieurs. Le 2 février 1808, les troupes impériales entrent dans Rome : le conflit avec le Pape devient patent. La version d'un différend sur des objets purement temporels, présentée par le gouvernement, est d'a-

(1) *Mélanges de philosophie...*, t. III (1807), p. 188.

bord acceptée par les catholiques français, qui s'intéressent peu à la chute de la souveraineté pontificale. Mais leur pitié s'émeut lorsque Pie VII, arraché à la Ville apostolique, est traîné en France, puis installé à Savone sous une étroite surveillance. Ils apprennent bien vite qu'une bulle d'excommunication a été publiée contre l'Empereur, et si les évêques admettent qu'elle n'interdit pas de continuer à prier pour le souverain, beaucoup de prêtres, surtout dans les pays extérieurs, flamands et hollandais, refusent de le faire (2). Napoléon s'indigne, mais il croit encore garder la confiance des chefs du clergé qui, à la Commission ecclésiastique de 1810 affirment que l'Empereur, loin de violer le Concordat, n'a cessé de l'améliorer (3). L'Eglise gallicane cependant est loin d'obtenir tous les bienfaits que prophétisaient naguère les mandements épiscopaux ; elle s'est sentie atteinte par les décrets constituant l'Université en 1808, par les mesures contre les congrégations et les missions en 1809 ; la vacance d'un nombre croissant de sièges épiscopaux jette le trouble dans l'Empire, en attendant que le Concile National de 1811 fasse éclater la « désolation » de l'Eglise impériale (4).

La fidélité du clergé n'est pas seulement entamée par les désillusions et le mécontentement ; elle devient difficile à soutenir dans la crise de désaffection que traverse la nation entière. Presque aveuglément dévouée au chef victorieux qui lui promettait la paix, l'allègement des charges, la tranquillité après toutes les secousses subies depuis vingt ans, — la masse de la population se détache du conquérant insatiable qui la lance dans des entreprises dont elle ne sait pas les rai-

(2) Cf. LENFANT : *Maurice de Broglie, évêque de Gand, R. H. Egl. France*, juillet-sept. 1931. — Le 16 mai 1810, à Bréda, Napoléon s'emporte contre les ecclésiastiques hollandais : « Je n'ai pas besoin de vos prières... Si vous persistez dans de telles maximes, vous serez malheureux ici-bas et damnés dans l'autre monde... ».

(3) DE BARRAL : *Fragments relatifs à l'histoire ecclésiastique... du XIX^e siècle*, partie IV, p. 114.

(4) Le meilleur tableau de l'Eglise concordataire en 1811 est celui que trace PARiset : *Histoire de France contemporaine*, III, 307-312.

sons, mais seulement les fatigues et les dangers. Bien malaisée devient la tâche de ceux qui doivent prêcher la confiance, enseigner la soumission.

Le haut clergé dans l'ensemble n'a pas failli à ce qu'il avait accepté comme un devoir. Certains évêques ont même réagi contre le relâchement, on pourrait dire la trahison de l'esprit public, avec une énergie qui prouvait leur sincérité. Tel Le Coz écrivant à Emery, le 10 juin 1809 :

« Vous paraissez affligé, monsieur, de ce que quelquefois nos mandements ont l'air de manifestes ; plaignez-nous en cela ; presque tous nous y sommes forcés par les murmures de certains hommes. A les entendre, notre Empereur n'est qu'un ambitieux qui veut tout envahir, qui par ses victoires et par ses conquêtes ruine la France, etc... Et ces propos séditieux, le peuple hélas, n'est que trop enclin à y ajouter foi. C'est donc pour instruire nos diocésains qu'on voudrait égarer que nous nous permettons certains détails relatifs aux causes de la guerre. Si nos mandements diffèrent de ceux des Bossuet, des Massillon, etc..., on doit s'en prendre non seulement à notre défaut de talents, mais aussi à la différence des temps où nous sommes placés. Plaignez, monsieur, plaignez les évêques actuels Si vous saviez combien leur administration est délicate et pénible (5) ! »

Fatalement cependant la lassitude gagne. A lire les discours et les écrits du clergé, on a l'impression d'une conviction de moins en moins assurée chez ceux qui répètent toujours les mêmes choses. Si l'on était tenté de s'en étonner, que l'on songe à ce que pouvaient être ces fêtes, monotones comme toutes les fêtes officielles, où, devant des fonctionnaires en service commandé, des prêtres eux-mêmes en service commandé, et qui savaient que leur langage leur aliénerait peut-être les fidèles, associaient la religion aux fastes de la Saint Napoléon ou du 2 décembre. Et que l'on parcoure les comptes rendus que les préfets rédigent sur ces solennités, affirmant partout le même enthousiasme de rigueur, auquel le peu-

(5) Le Coz à Emery, Papiers Emery, V, f° 5208, Arch. Saint Sulpice.

ple, dans un moment d'espoir comme après la naissance du Roi de Rome, se laisse sans doute gagner, mais où il n'est guère associé la plupart du temps que par l'optimisme des témoins officiels (6).

L'orateur habile trouve mille ressources dans le récit des prodiges de Napoléon et de ses bienfaits passés. Ce n'est pas la partie la plus difficile à réussir. Elle constitue en tout cas une précaution dont on s'acquitte sans hésitation, et d'autant plus largement même qu'on veut se permettre plus d'audaces. L'éloge personnel de Napoléon ne revient si souvent dans la bouche ou sous la plume des ecclésiastiques que parce que l'on s'en sert pour désarmer la censure et pour faire passer des idées qui risqueraient d'être mal accueillies. Bien significatif est le cas d'un Lamennais qui débute dans la carrière de publiciste avec ses *Réflexions sur l'état de l'Eglise en France* (1808). Le bouillant polémiste, dont on ne peut nier l'indépendance de caractère, ayant à faire entendre des « leçons sévères » au gouvernement impérial, n'hésite pas à insérer dans la première partie de son ouvrage un panégyrique de Napoléon qui contient en résumé tous les éloges que nous avons lus dans les mandements épiscopaux (7). Ce qui n'empêche pas du reste l'Empereur d'interdire un livre dont la thèse fondamentale porte atteinte à l'autorité civile et à sa politique.

(6) On trouve des rapports de préfets à ce sujet, avec des échantillons de discours envoyés en hommages dans A. N. F¹⁹ 1074, et 7048-49. Cf. Quelques souvenirs de préfets dans PLANCY : *Souvenirs...*, p. 91 ; PINGAUD : *J. de Bry*, p. 327 et quelques incidents pittoresques dans GEOFFROY DE GRANDMAISON : *La Saint Napoléon en Espagne*, in *R. Hebd.*, 13 août 1910. — Dès 1807, d'ingénieux publicistes publiaient des *Essais de discours religieux pour la fête anniversaire du couronnement de S. M. Napoléon, pour celle de sa naissance et pour l'anniversaire du rétablissement de la religion*. En signalant ce recueil de modèles à l'intention des ecclésiastiques qui auraient à traiter ces sujets, les *Mélanges de philosophie* avouaient qu'il y régnait « je ne sais quel ton étranger à la chaire », qui rendait nécessaire des corrections ou des adaptations (III [1807], p. 37).

(7) FEUGÈRE : *Lamennais avant l'Essai sur l'Indifférence*, donne (p. 90, sqq.) le texte de ces pages très curieuses que Lamennais fit cartonner dans l'édition de 1814, et dont il s'excusa gauchement comme d'une « précaution nécessaire », lorsque le changement fut découvert. (*Journal des Débats*, 16 décembre 1824).

Car Napoléon ne se laisse pas prendre aux apparences. Il ne se contente pas d'une admiration qui dispenserait d'un assentiment complet à ses volontés. Les évêques en font l'expérience à partir de 1809.

Le 13 juillet, du camp de Znaïm, Napoléon prie les évêques de faire chanter un *Te Deum* d'actions de grâces pour la victoire de Wagram. Sa circulaire contient des allusions voulues au conflit avec le Pape. Pie VII vient d'être enlevé à sa capitale, et l'Empereur écrit : « N.-S. Jésus-Christ quoique issu du sang de David, ne voulut aucun règne temporel... ». Que vont faire les évêques ? La plupart sont prudents (8) : ou ils reproduisent la circulaire et s'empressent, sans commentaire, de fixer la date du *Te Deum* ; ou ils reprennent des thèmes éprouvés : l'admiration excitée par les exploits du vainqueur, sa considération pour la religion... Cinq d'entre eux entreprennent de rassurer les catholiques sur le sort du Pape : on remarque surtout Duvoisin, qui ajoute à son mandement une manière de consultation théologique où il établit la fausseté de « certaines opinions contraires à l'indépendance et aux droits » du Trône. Mais si les allusions aux événements récents sont tolérées, comment empêcher qu'elles ne tournent parfois à l'avantage du Saint-Siège ? Ainsi Caffarelli répète la fameuse invocation de Bossuet : « Sainte Eglise romaine, mère de toutes les Eglises et de tous les fidèles... » et Demandolx commente en termes extérieurement irréprochables la lettre de Napoléon :

« Il nous prévient encore que Dieu l'a assez éclairé, pour être loin de partager les erreurs de ces Princes séparés de l'Eglise, qui, sous le vain prétexte de l'incompatibilité des principes de la Religion avec l'indépendance des Trônes, ont prétendu réunir à leur couronne la suprématie spirituelle, puisqu'il sait que la

(8) On a, cette fois, la bonne fortune de posséder *tous* les mandements épiscopaux réunis en un volume A. N., AF IV* 86 ; et les commentaires de Bigot de Préameneu dans une série de rapports à l'Empereur, AF IV 1046.

Religion catholique ne peut subsister sans un chef visible, successeur de Saint Pierre, tel que J. C. l'a établi, tel qu'il a été reconnu par les vrais chrétiens jusqu'à nos jours, et qu'il le sera jusqu'à la consommation des siècles. Ces sentiments et ces promesses ne doivent-ils pas dissiper toutes craintes, animer toutes nos espérances ?... »

Cinq prélats enfin négligèrent de reproduire, avant ou après leur mandement, la lettre de l'Empereur : les archevêques de Lyon et Malines, les évêques de Namur, Quimper et Soissons. Aussitôt le ministre demanda des explications à Fesch pour l'Empereur. Celui-ci invoqua un malentendu. Il avait défendu à ses grands vicaires de Lyon, non pas d'imprimer, mais de commenter la circulaire, par respect pour « un écrit rédigé avec autant de mesure et d'aussi profondes réflexions » ; il avait été mal compris. Bigot de Préameneu admit qu'il n'y avait eu ni mauvaise pensée ni mauvaise intention quelconque. Fesch écrivit alors à son neveu une lettre bien intéressante par ce qu'elle révèle d'inquiétude dans des cercles d'hommes jusque-là tout acquis au régime (9) :

« ...Ils ont dû craindre, dit-il de ses vicaires généraux, qu'une grande partie des curés, effrayés d'ailleurs par la voix sourde de la malveillance, n'augmentât les alarmes, ce qui n'aurait pas manqué, n'eussent-ils fait qu'exhorter les fidèles à redoubler leurs prières dans les circonstances actuelles. En retranchant dans le mandement les susdites observations, ils ont obvié à l'inconvénient d'être obligés de sévir contre ceux qui, par indiscretion et plus encore par ignorance, auraient pu déraisonner.

...Du reste je puis témoigner à V. M. qu'Elle n'a pas en France de sujets plus fidèles et plus attachés à sa personne que ces Grands Vicaires. Je crois les connaître : ils peuvent avoir manqué par trop de prudence et s'ils ont trop osé, c'est qu'ils sont accoutumés à prêcher toute la journée la confiance que les catholiques doivent avoir en elle et à écrire sans cesse pour dissiper les craintes et les alarmes.

Permettez, Sire, que j'exprime à V. M. le désir de la voir arri-

(9) Fesch à Napoléon, 27 août 1809, Arch. Rh., Série V (1) ; Cf. MAYOL DE LUPPÉ, in *Le Correspondant*, CIII, p. 27.

ver bientôt au sein de son Empire. Sa présence produira des biens immenses. Un mot d'encouragement rétablira la paix et la confiance : oui, Sire, non seulement le clergé, mais tous vos sujets catholiques s'affligent, se désolent, s'exaltent : les meilleurs sont calmes : ils se reposent sur la Providence et sur la direction des premiers Pasteurs ; les plus faibles s'inquiètent ; les mauvais veulent prévoir l'avenir et croient effacer leurs démerites par de vains soucis et des présages sinistres ».

Ainsi, au lendemain de Wagram, l'oncle de l'Empereur, faisant écho aux constatations de Le Coz, décrit la province en proie aux alarmes, inquiète au point que les paroles mêmes qui devraient rassurer risquent d'être interprétées fausement. Napoléon repousse ces raisons, qui prouvent « une extrême pusillanimité et une excessive circonspection... Qu'importent les clameurs des méchants et des malintentionnés ! » Il consent à ne pas les imputer à Fesch (de qui cependant elles viennent). Mais il pose la règle que les évêques ont le devoir de publier, à la suite de leurs mandements, la lettre qui les motive.

« Quand je parle à mes peuples, il n'appartient à qui que ce soit de les empêcher de m'entendre, et je suis trop bon catholique et trop éclairé sur les principes de ma religion, pour jamais penser et dire rien qui soit contraire aux vérités et aux principes de l'Eglise... Quant à la recommandation que vous aviez faite à vos Grands Vicaires de ne pas commenter ma lettre, vous avez en cela parfaitement rempli mes intentions et personne n'a le droit d'interpréter autrement que par le sens naturel ce que j'écris et proclame (10)... »

Idéal bien difficile à atteindre ! Comment imposer aux évêques le devoir de répandre un texte et leur dénier le droit

(10) Napoléon à Fesch, 22 septembre 1809, dans LECESTRE : *Lettres inédites* ». On notera que, peu de temps auparavant, un préfet de Belgique s'était plaint que les évêques fissent imprimer en tête de leurs mandements les circulaires officielles, comme pour prévenir le peuple qu'ils ne parlaient pas librement. Il estimait qu'on manquait le but visé « celui de renforcer l'obligation civile par l'obligation religieuse, dès qu'on fait savoir au peuple que c'est le gouvernement qui fait parler les évêques ». (LANZAC DE LABORIE : *La domination française en Belgique*, II, 130).

de commenter ? à défaut d'allusions directes, une amplification, un silence ne sont-ils pas des commentaires ? Pour les éviter tous, il faut aller jusqu'à imposer une sourdine aux zélés qui gardent le ton d'autrefois. En octobre 1812, les évêques publient des mandements pour rendre grâces de la victoire de la Moskowa. Paris, Orléans, Angoulême, se distinguent par la chaleur de leur enthousiasme. Le cardinal Maury s'écrie :

« Les Ministres des Autels remplissent toujours avec autant d'amour que de zèle pour la gloire du Souverain l'heureux devoir d'adresser à l'Eternel des cantiques d'actions de grâces.

Eh ! comment en effet notre saint Ministère ne s'empreserait-il pas de vous retracer, dans la maison du Seigneur, le tableau des bienfaits signalés dont vous devez le remercier aujourd'hui ? »

Et cet exorde autorise un récit de la campagne en cours qui n'occupe pas moins de dix pages.

Le Ministre des Cultes félicite ces évêques, mais il suggère à l'un d'eux :

« Quant à mon opinion particulière sur les réflexions qu'il renferme concernant les causes et les suites de la guerre avec la Russie, je pense qu'un évêque ne devrait parler de politique dans son mandement qu'autant qu'il croirait pouvoir se placer dans la pensée de l'Empereur, ce dont ni lui ni personne ne peut se flatter, quelque pure que soit son intention et lors même qu'il est personnellement animé par des sentiments d'admiration et de dévouement. Ce sont ces réflexions que j'ai faites au Cardinal archevêque de Paris tout en louant son mandement. Le bien qui résulterait de quelques-uns ne compenserait pas les inconvénients qui pourraient résulter des autres si cette carrière était libre. En un mot, elle est hors de la sphère religieuse. On peut présenter au peuple toutes les idées utiles que peut faire naître un événement militaire sans chercher à pénétrer ni même à exposer les combinaisons politiques (11) ».

(11) A. N. F³⁹ 5457.

L'administration impériale n'avait pas toujours eu tant de souci du caractère religieux des instructions épiscopales. La vigilance de Bigot de Préameneu en dit long sur la défiance qui, dans les rapports avec le clergé, avait succédé à l'intime collaboration d'autrefois. Mais les thèmes purement religieux eux-mêmes étaient-ils de tout repos ? A partir de 1812 surtout, les évêques reviennent sur cette idée que les fidèles doivent par leurs prières apaiser le Seigneur en craignant d'avoir, par leurs fautes, mérité les fléaux qui affligent le pays, surtout la perpétuation de la guerre. Quel aveu de la lassitude générale ! Quelle censure détournée à l'adresse du héros dont on louait si volontiers naguère les exploits militaires ! Et les prélats sont encore dépassés par leur clergé. C'est à Dijon, où l'évêque Reymond n'a cessé de faire preuve du meilleur esprit, que se produit l'inquiétant incident rapporté par Jauffret. Pour l'anniversaire du 2 décembre, l'un des vicaires-généraux, M. Lemaître, monte en chaire, et, en pleine cathédrale, devant les autorités, dresse le bilan néfaste des guerres de conquête.

« ... Le peuple pour qui on travaille, est peu sensible à ce genre de gloire ; il pleure souvent les victoires de ses princes ; il se morfond auprès de leurs feux de joie ; il voudrait plus de pain et moins de lauriers et quelque heureux succès qui puisse accompagner nos armées, à cinq ou six cents lieues de nos frontières, il ne guérit point notre détresse domestique... Prince, cessez de vaincre ou je cesse de dire ; car l'éloquence de la chaire n'est pas propre au récit des combats. Que ma langue s'attache à mon palais, si jamais je loue, en présence du Sauveur des hommes, l'art de les détruire ».

L'audacieux orateur, arrêté, est envoyé à Pierre-Châtel, où il ne subit d'ailleurs qu'une courte détention (12).

Quand le despotisme entreprend de diriger ou de contrôler la pensée des sujets et celle des groupes surtout, il n'est

(12) *Mémoires sur les affaires ecclésiastiques*, II, 500.

pas une manifestation extérieure qui ne puisse un jour lui donner de l'ombrage. Napoléon, après avoir rêvé de faire des curés de paroisse autant de hérauts répandant les nouvelles de la Grande Armée, avait reculé devant le danger de les laisser raisonner sur la guerre et la politique. Après avoir enjoint aux évêques de commenter les motifs particuliers qui devaient attacher les catholiques à l'Empereur, il interdisait presque d'y revenir dans les mandements ? Que restait-il à la disposition des mieux intentionnés, sinon de rappeler aux sujets le devoir d'obéissance ? Mais ce commandement, présenté sous une forme sèche et nue, peut bien courber les hommes devant le pouvoir ; il ne suscite pas les élans de générosité nécessaires dans le péril, et peut même, en cas de renversement politique, se retourner contre le régime qu'il a servi. Aussi, vers la fin de l'Empire, un silence presque absolu se fait autour des manifestations de la vie ecclésiastique. Le *Moniteur* renonce à publier les lettres pastorales qu'il répandait autrefois pour galvaniser les énergies françaises et frapper l'étranger. Les journaux catholiques, pour autant qu'il en reste et qui ne soient pas cantonnés dans des dissertations littéraires ou morales, disparaissent presque simultanément. D'abord, en juin 1811, les *Mélanges philosophiques*, suite des *Annales religieuses*, lancées par Boulogne en 1796, et qui gardaient une relative indépendance. Ensuite, en octobre, le *Journal des Curés* qui, après avoir été une sorte de *Conciones* de l'éloquence ecclésiastique officielle, était devenu suspect pour la tiédeur de son gallicanisme (13). Enfin, en 1812, s'arrête *Le Spectateur français au XIX^e siècle*.

En dehors de la presse périodique, tous les imprimés, eus-

(13) A l'inverse, on se plaignait dans le clergé du caractère trop peu religieux des articles. Courbon entendait dire « à des curés très respectables et très attachés au gouvernement que c'est une injure pour eux de leur adresser un journal de ce genre où les articles religieux n'y sont jamais traités que d'une manière à faire pitié, tandis que d'un autre côté, on a sévèrement interdit aux bons journalistes tout ce qui a rapport à la religion ». (Courbon à Fesch, 1^{er} déc. 1809, *Papiers Fesch*, Arch. Archev.).

sent-ils été antérieurement tolérés, sont l'objet d'une censure qui poursuit tout ce qui paraît contraire aux droits du souverain, aux lois et à l'intérêt de l'Etat. Le décret impérial du 5 février 1810 institue un directeur général de l'imprimerie et de la librairie, interdit de rien imprimer sans son avis (il peut prescrire des changements ou des suppressions, faire surseoir ou défendre complètement l'impression), réduit le nombre des imprimeurs qui doivent être dorénavant brevetés ou assermentés. Les livres d'église à qui jusque-là suffisait la permission de l'Ordinaire diocésain, subissent la « nouvelle inquisition ». Même les plus insignifiants : bréviaires, ordos, calendriers...; même les plus courants, admis traditionnellement pour l'enseignement : telle la *Théologie de Bailly*, en faveur de laquelle les évêques intercèdent vainement auprès du Directeur de l'Imprimerie, M. de Pommereul (14).

Retenons, car il touche de près au Catéchisme, le cas d'un ouvrage intitulé *Projet pour un cours complet d'instructions familières à l'usage des ecclésiastiques, par un Prêtre du Diocèse de Chambéry*. Le livre a paru en 1807; l'imprimeur, en 1812, veut en faire une réimpression. L'exemplaire qu'il soumet à l'administration lui revient, avec ordre de retrancher toute une série de paragraphes. Ainsi, au tome I, p. 350, la phrase : « Ceux qui se séparent de ce corps (l'Eglise) et ne veulent pas reconnaître son Chef, sont nommés schismatiques »; — au tome II, p. 134 : « Si Dieu nous commande d'avoir tant de respect pour les puissances de la terre, il nous ordonne d'en avoir encore plus pour les Prêtres et les Pasteurs. Humiliez votre tête devant les grands du monde, dit l'Ecclésiaste, mais humiliez votre âme devant un Prêtre (Ecclé. 4) »; p. 155 : « Notre propre intérêt même nous engage à prier pour le salut de notre Empereur. En effet, comme nous avons des devoirs à remplir envers lui, il en a de

(14) JAUFFRET : *Mémoires sur les affaires ecclésiastiques...*, II, 493 ; — Cf. MATHIEZ : *Contributions à l'histoire religieuse de la Révolution*, p. 82.

bien importants envers son peuple... Or, je vous le demande, n'est-il pas de notre intérêt et de notre grand intérêt qu'il soit fidèle lui-même à ses devoirs ?... Idée des avantages que retirent les peuples lorsqu'ils sont gouvernés par un Souverain sage, religieux, modéré, qui s'étudie à connaître et à remplir ses devoirs, à réprimer ses passions, etc... Malheur au contraire des peuples qui sont gouvernés par un Prince qui n'a pas de religion... (15) ».

On comprend sans peine pourquoi des phrases comme celles-ci étaient rayées des manuels d'enseignement ecclésiastique en 1812, mais cette sévérité n'en marquait pas moins un changement singulier d'atmosphère, puisque l'on proscrivait ce qui avait été jusque-là l'enseignement courant de l'Eglise, et ce que l'Etat avait toléré depuis la promulgation du Catéchisme universel.

II

L'altération des rapports entre Napoléon et « son » clergé rendit inévitable l'échec de l'article 39 des Organiques.

L'unification du catéchisme n'en était qu'une partie. Les évêques y avaient en somme donné leur assentiment, non sans prévoir les répugnances du bas-clergé et des fidèles. Jusqu'en 1811 à peu près, ils persistèrent pour la plupart à considérer comme utile et juste l'intervention du gouvernement dans la réforme du catéchisme et de la liturgie.

Le 16 juillet 1807, Mgr Mérinville, évêque de Chambéry, prenait l'initiative de rappeler au Ministre des Cultes la promesse d'un bréviaire général, contenue dans les lois sur les cultes. Elle répondait, disait-il au « vœu de tous les chefs de l'Eglise ». Il offrait son expérience et des idées susceptibles d'accélérer l'exécution de ce projet et de « tourner au

(15) DE PLACE : *Persécution de l'Eglise sous Bonaparte*, p. 86 sqq.

profit de la religion (16) ». Politique préventive probablement. Les évêques avaient gardé mauvais souvenir de la méthode suivie pour le catéchisme, qui avait abouti à leur exclusion. Et ils ne pouvaient ignorer que la question de la liturgie unifiée était à l'étude au ministère. S'il faut en croire Jauffret, l'administration tenait beaucoup à aboutir, « mais un travail relatif à la liturgie paraissait d'une trop grande importance pour rien précipiter (17) ». De fait, les archives des Cultes contiennent un exemplaire de circulaire daté : Paris... décembre 1807, et signé : le secrétaire général attaché au Ministère, Portalis; — dont le texte est le suivant :

« M...,

L'article XXXIX de la loi du 18 germinal an X porte : Il n'y aura qu'une Liturgie et un Catéchisme pour toutes les Eglises catholiques de France.

Le vœu de cette loi est en partie rempli. Il a été publié un Catéchisme à l'usage de toutes les Eglises de l'Empire et vous avez reconnu, M..., ainsi que tous les Prélats français, l'utilité de cette mesure qui assurait à des peuples déjà réunis par les mêmes lois, le même enseignement religieux, et donnait en quelque sorte une garantie de plus à la religion que nous professons.

Il reste maintenant à porter dans la liturgie cette uniformité dont l'utilité a été si bien reconnue dans l'enseignement. Il faut que le vœu de la loi soit rempli : Sa Majesté Impériale et Royale veut qu'il le soit. Je pense, M..., que vous vous empresserez de concourir de tous vos moyens à l'accomplissement de sa volonté.

En conséquence je vous prie de bien vouloir m'adresser avant le 1^{er} avril prochain, vos vues et les documents que vous pourrez avoir à donner sur la rédaction d'une liturgie uniforme pour toutes les églises de l'Empire français... »

Cette lettre fut-elle envoyée à tous les évêques ou, comme le laisserait supposer Jauffret, à un certain nombre d'entre eux ? Toujours est-il que le seul fait de consulter des chefs de diocèse indique le désir de l'administration d'éviter leurs

(16) A. N., F¹⁹ 5438.

(17) *Examen des Articles Organiques...*, p. 66.

critiques en les associant à son travail, surtout à une époque où l'on ne pouvait espérer l'assentiment du Saint-Siège.

De la part des évêques, quels furent les sentiments exprimés ? Nous sommes réduits aux hypothèses. Une lettre de l'évêque de La Rochelle au ministre, le 17 mars 1810, où il avoue son embarras devant la diversité des livres liturgiques qui bigarrait son diocèse, et demande « sur quoi on peut compter » de la part du gouvernement, nous prouve que quelques-uns regrettaient que rien n'eût été décidé. Mais qu'il fût impossible de faire l'unanimité dans l'Eglise gallicane, c'est ce qui résulte fortement des faits, qui sont signalés à propos du catéchisme.

Ces faits sont malheureusement peu nombreux. La seule tactique des mécontents était le silence, la soumission extérieure, et la désobéissance. Il n'y avait qu'un d'Aviau pour oser résister ouvertement. En 1809, l'archevêque de Bordeaux fit réimprimer le catéchisme de son prédécesseur Mgr Armand Bazin de Besons, pour l'usage de son diocèse : bien entendu, le chapitre sur les devoirs envers l'Empereur n'y figurait pas (18). Dans d'autres diocèses, on tournait la loi par des subterfuges dont un rapport du préfet de la Seine-Inférieure, Rollin, peut donner une idée :

« Quoiqu'il n'y ait qu'un seul catéchisme d'approuvé pour tout l'Empire et qu'il soit par conséquent le seul qui doit avoir cours, on continue dans mon département de vendre l'ancien catéchisme du diocèse et plus particulièrement un abrégé de ce catéchisme dont la dernière édition sous l'Ancien Régime date de 1792, mais qui a été réimprimé depuis plusieurs fois sous le même millésime, ce qui prouve le grand usage qu'on en faisait. Il est sûr qu'il est le seul qu'on enseigne dans le diocèse de Rouen, et comme l'instruction religieuse dans les campagnes n'est jamais poussée très loin, il en résulte que le grand catéchisme de l'Empire n'y est ni connu ni employé. Il est évident que, si cet ordre de choses durait, le Gouvernement aurait manqué

(18) Nous devons ce renseignement à l'obligeance du chanoine Lelièvre, archiviste diocésain de Bordeaux.

son but de n'avoir partout que la même doctrine religieuse et le même livre élémentaire pour l'enseigner. J'ai pris d'après les ordres de M. le Directeur général de l'Imprimerie et la librairie toutes les mesures nécessaires pour retirer du commerce l'ancien catéchisme et son abrégé et pour arrêter les impressions de celui-ci (19) ».

Et le diocèse dont il s'agissait était celui du cardinal Cambacérès, frère de l'archichancelier de l'Empire ! Que supposer des autres diocèses, surtout dans les pays récemment annexés, où le personnel ecclésiastique partageait les préventions religieuses et nationales des peuples contre les innovations imposées par la France ? Jusque dans les anciens Etats Pontificaux, le catéchisme, « code religieux de tout l'Empire », devait être substitué aux anciens ouvrages recommandés par le Saint-Siège. En juillet 1811, le préfet de Trasimène était chargé de répandre la version italienne de Caprara. Il faisait arrêter l'impression du catéchisme de Bellarmin, que deux libraires de Foligno entreprenaient. Mais comment s'assurer que les résistances locales ne déjoueraient pas toutes les surveillances ?

A l'autre extrémité de l'Empire démesurément agrandi, la lutte se poursuivait entre l'administration et les catholiques. Le préfet de Jemmapes, ayant eu ordre de proscrire les catéchismes locaux, donnait au Directeur de la librairie les résultats de l'enquête à laquelle il s'était livré (20) :

« M. l'évêque vient de me répondre que les deux catéchismes enseignés dans le diocèse (de Tournai) sont celui de Cambrai rédigé par Fénelon, et celui de Tournai qui diffèrent peu entre eux. Il ajoute que soit par une correspondance suivie, soit dans plusieurs conférences avec S. E. le Ministre des Cultes, il a exposé les raisons qui devaient porter à attendre encore pour exiger l'exécution du décret précité. Il finit par me dire qu'une

(19) Cité par Mme DERIES (malheureusement sans indication d'origine), dans *Le Catéchisme universel du Premier Empire*, p. 12.

(20) Le Préfet de Jemmapes au Directeur Général de la Librairie, 27 mars 1811, A. N., F¹⁹ 1073 (B).

détermination contraire ne pourrait manquer de faire éclater des troubles.

Je n'ai pas besoin de vous assurer, M. le baron, que s'il éclatait des troubles dans le département dont l'administration m'est confiée, ils seraient étouffés à l'instant... Je m'abstiendrai toujours des ménagements d'une molle pusillanimité... mais je vous prie d'examiner, avant de donner suite à l'ordre qui me met dans le cas de vous présenter ces réflexions, s'il ne serait pas utile que vous prissiez la peine de vous concerter avec LL. EE. les Ministres des Cultes, de l'Intérieur et la Police Générale ».

De fait, le 12 avril suivant, le baron de Pommereul informait le Ministre des Cultes qu'il donnait ordre aux inspecteurs de son administration de saisir les catéchismes des anciens diocèses, dans les départements de la Belgique et des bords du Rhin. Et il avouait, par une phrase qui en disait long, qu'il eût été convenable d'étendre cette précaution « à plusieurs diocèses de l'ancienne France dans lesquels on m'assure que les catéchismes même des diocèses supprimés continuent d'avoir cours ».

Mais les évêques protestaient auprès du Ministre. Celui de Namur rappelait que c'est avec l'approbation de Portalis qu'il avait fermé les yeux sur l'enseignement des anciens livres.

« A moins de faire une publication légale du nouveau Catéchisme qui m'ôterait la confiance des trois quarts et demi de mes diocésains prêtres et laïques, il ne me restait... que de l'autoriser pour les personnes qui, convaincues par mes raisonnements, me le demanderaient. C'est ce que j'ai fait et n'ai pu faire mieux.

...Plus on insisterait à le mettre par force en usage, plus le peuple se persuaderait qu'il est différent en doctrine de l'ancien, et il s'éloignerait de ses pasteurs (21) ».

Les doléances des évêques, les constatations des fonctionnaires concordent : si le catéchisme n'est pas enseigné, c'est qu'il se heurte à une résistance parfois active, le plus souvent

(21) A. N. F¹⁹ 5438 : l'évêque de Namur au Ministre des Cultes (avril 1811).

sourde, dans le bas-clergé. La publication par l'évêque du diocèse, même ordonnée sans délai, même réalisée avec un respect scrupuleux du texte, n'a jamais été qu'une première étape. L'adoption du petit livre dépend des prêtres de paroisse. Moins obligés et moins intéressés à l'obéissance empressée, en contact constant avec les populations dont ils partagent la répugnance aux nouveautés, les curés ne s'en laissent pas imposer. Dès 1806, le préfet de Jemmapes a annoncé que les prêtres se partageraient en trois classes : ceux qui recevront et enseigneront le catéchisme ; ceux qui le recevront et ne l'enseigneront pas ; et ceux qui, en petit nombre, le refuseront ouvertement et tâcheront de le rendre odieux. De fait, dès le début, il s'est trouvé des audacieux pour protester que, si on le leur mettait dans les mains, ils le laisseraient sur l'autel, et apprendraient l'ancien aux enfants (22). D'ailleurs, un professeur n'a-t-il pas toujours la ressource d'invoquer les adaptations et les simplifications nécessaires aux enfants, pour s'affranchir d'un texte ? On devine combien doivent le faire, pour peu qu'ils aient des raisons de croire que l'évêque n'a approuvé que par ordre ou de deviner, derrière les termes de son mandement, des sentiments intimes peu favorables. Même s'il a dit sa volonté en 1806, ses collaborateurs, en lui désobéissant, peuvent, en 1811, se croire justifiés par leur conscience, par la « persécution de l'Eglise ». Les jeunes séminaristes ont été élevés, la plupart, dans des sentiments ultramontains, que les tribulations du Pape exaltent certainement. Le bas-clergé échappe à l'épiscopat (23) : des Le Coz et des Fesch, chefs pénétrés

(22) Le Ministre de la Police au Ministre des Cultes, 4 septembre 1806. A. N., F¹⁰ 1073 (B).

(23) Dès 1809, dans le diocèse de Besançon, les prêtres ultramontains envisagent la possibilité d'une révolte de paysans, dirigée par les prêtres, comme en Vendée et en Espagne : BORREY : *L'esprit public chez les prêtres franc-comtois pendant la crise de 1813 à 1815*, p. 15. Il n'y a peut-être là qu'une dénonciation suspecte mais l'auteur rapporte de nombreux faits qui prouvent combien l'opposition ecclésiastique était violente. Cf. pour Lyon, LYONNET : *Le Cardinal Fesch*, II, chap. XXIV.

de leur autorité cependant, le constatent et s'efforcent en vain de réagir.

On aimerait suivre dans des cas concrets cette lutte contre le pouvoir le plus fort, le plus exigeant qui fût jamais. Cela est très difficile. On est réduit à des inductions. Comment admettre qu'un prêtre comme l'abbé Borderies, qui s'est fait une réputation de catéchiste à Saint-Thomas-d'Aquin, à Paris, qui, royaliste au fond du cœur, s'est imposé comme règle de ne pas aborder le domaine de la politique dans son enseignement, puisse inculquer à ses auditeurs tout le terrible chapitre sur les devoirs envers l'Empereur (24)? Quand on sait que le jeune séminariste Jean-Marie Vianney, réfractaire pendant deux ans (plus par l'effet des circonstances si l'on veut que par volonté délibérée), considérait comme une grâce de la Providence de n'avoir pas porté les armes, on soupçonne que l'obligation de la conscription n'était pas très ancrée dans les consciences (25). Mais il est difficile de saisir de plus près la réalité. L'enseignement donné par les prêtres de paroisse est un enseignement oral ; le catéchisme ne dépasse guère le cercle restreint des enfants ; les paroles passent et sont malaisées à saisir. En 1812, dans la Loire, à Arbel, on reproche au curé son discours dominical. Il répond qu'il n'en a pas de copie. Au reste, il n'a parlé que religion, et personne n'aurait trouvé dans ses propos rien de contraire au respect dû au gouvernement. Et il s'enhardit jusqu'à donner cette leçon au sous-préfet :

« C'est dans les vérités et les sentiments de religion et ce n'est que là que se trouve la base solide de la fidélité des sujets envers leur souverain. Si dans ces circonstances, il fallait un discours littéralement tel, il ne resterait qu'à demander un modèle dont

(24) DUPANLOUP : *Monseigneur Borderies, évêque de Versailles*, chap. VI.

(25) Le futur curé d'Ars aurait dû jouir de l'exemption gracieuse accordée aux séminaristes ; l'autorité diocésaine oublia de faire figurer son nom sur la liste officielle, il fut enrôlé, mais ne rejoignit pas son corps. Cf. TROCHU : *Le Curé d'Ars*, chapitre VI.

nous prendrions soin de ne pas nous écarter, mais S. M. n'a jamais eu l'intention de nous assujettir à une répétition ennuyante (*sic*) des mêmes mots qui pourraient rappeler ses victoires et toutes les entreprises de son génie (26) ».

On pressent souvent la révolte qui couve. Il faudra que l'Empire s'effondre pour qu'on en recueille enfin les preuves incontestables.

★★

Le Catéchisme universel ne devait pas survivre à l'Empire.

Moins heureux que l'Université Impériale, dont l'idée fut adaptée aux exigences politiques du régime nouveau, il fut condamné sans appel dès la Première Restauration. Le 22 juillet 1814, le ministre de l'Intérieur, abbé de Montesquiou, adressait aux évêques, en termes mesurés et habilement respectueux de leur liberté, l'invitation suivante :

« Monseigneur,

Je ne crois pas nécessaire d'appeler votre attention sur les articles du Catéchisme que le dernier gouvernement y avait fait insérer. Je vous félicite de pouvoir faire disparaître de nos dogmes les plus saints des flatteries si indignes des premières leçons de l'enfance. La Religion fait des sujets fidèles, mais c'est en nous apprenant à connaître le Souverain auteur de tout ordre et de tout bien...

Profitez, Monseigneur, de cette occasion pour épurer tout ce qui pourrait alarmer votre sollicitude dans votre catéchisme et peut-être pour reprendre celui qui était enseigné dans votre diocèse lorsque l'Etat faisait respecter également la religion et les leçons de ses ministres (27) ».

Cette circulaire provoqua, de la part du clergé, des aveux qui ne sauraient être tous pris au pied de la lettre (il faut faire la part du désir de plaire au nouveau pouvoir), mais qui aident à saisir les moyens employés pour tourner les lois, sous l'Empire.

(26) Le Curé d'Arbel au sous-préfet de Roanne, 11 décembre 1812, Arch. Loire, Série V (1).

(27) A. N., F²⁹ 5438.

Quelques évêques se flattent de n'avoir jamais publié le Catéchisme Impérial. En tête, d'Aviau, qui écrit de Bordeaux, le 30 juillet :

« Monseigneur,

J'ai toujours fait en sorte de me maintenir pour l'enseignement dans la liberté convenable à un Evêque. Quand le Catéchisme appelé *national* nous fut adressé muni d'une approbation respectable, si je l'autorisai, ce ne fut que moyennant les corrections, suppléments et interprétations que portait ma *Lettre Pastorale* du 20 novembre 1806. Mais je me suis constamment refusé à aller plus loin et à l'adopter, malgré ce que le Ministre excité par des plaintes et dénonciations réitérées m'en a pu écrire à diverses fois. »

De l'archevêque de Bordeaux qui a pour lui ses écrits publics, très clairs, cette protestation n'étonne pas. Mais que dire de l'évêque d'Angoulême qui, jusqu'à la fin, avait encensé bassement l'Empereur, et qui assurait qu'il n'avait jamais publié le catéchisme de 1806 ?

« J'ai toujours laissé subsister cette multiplicité de doctrines pour ne pas adopter et pour ne pas faire adopter le catéchisme dont vous venez de me demander la réforme. Pour le cas dont s'agit, j'ai été désobéissant. Je m'en réjouissais au fond de mon cœur. »

Que dire de Clermont qui avait reçu « avec soumission et respect » le catéchisme de l'Empereur, et déclarait en 1814 : « Je n'avais pas ordonné d'enseigner ce catéchisme. (28) » ? Que dire de Bayonne dont Grégoire stigmatise la « misérable palinodie » ? Mgr Loison avait, en 1807, donné un mandement sinon très élogieux, en tout cas de nature à garantir l'orthodoxie du Catéchisme, où il voyait toute la doctrine de l'Eglise distribuée dans un ordre admirable. En 1814, il proclama dans un nouveau mandement qu'il avait tout de suite senti

(28) A. N., F¹⁹ 5438.

les imperfections du Catéchisme. Dans des jours mêlés de violence et d'espoir, il avait cédé à l'autorité qui se prononçait fortement.

« Aujourd'hui qu'il nous est libre de supposer que des copies informes ont altéré ce qui avait été soumis à l'autorisation du Légat du Saint Siège, et que des articles étrangers à la foi chrétienne y ont été ajoutés, nous profitons avec empressement de la liberté de notre ministère, et à ces causes nous prohibons le catéchisme français, etc... (29) ».

A Carcassonne, l'évêque n'avait pu se dispenser de la publication, mais s'en était remis aux prêtres et aux catéchistes du soin de taire les passages inconvenants :

« Nous gémissions sans doute, écrit-il, sur la manière dont étaient rédigés certains articles du Catéchisme à l'usage de toutes les Eglises de France, et nous voyions avec la plus grande peine les flagorneries les plus absurdes défigurer l'exposition de nos dogmes les plus saints. Il ne nous avait pas été possible de les effacer du catéchisme général. Nous les avons retranchés des exemplaires des catéchismes moyens et nous voyions avec plaisir que la grande majorité des curés ne les enseignaient pas aux enfants de leurs paroisses. Mais ces articles aussi absurdes qu'indécents existaient dans la généralité des éditions, et nous nous empressons de les retrancher ».

Le témoignage des curés corrobore celui des chefs de diocèses. Un desservant de l'Ardèche écrit au ministre :

« J'ai l'honneur de dire à Votre Excellence que dans ma paroisse (chose rare) je n'aurai pas lieu de supprimer le Catéchisme, car je ne m'en suis jamais servi. Toute innovation en fait de catéchisme a souvent de grands inconvénients parmi le peuple. »

(29) GRÉGOIRE : *Histoire des Sectes*, III, 124. Le catéchisme que l'évêque substitue au précédent porte, assure Grégoire, que « l'Eglise ordonne de payer fidèlement les dîmes aux évêques, aux curés et aux personnes à qui elles sont dues ». Le cas n'est pas exceptionnel, et l'administration dut plusieurs fois faire disparaître « une disposition qui se trouve en opposition formelle avec la Charte constitutionnelle » (arrêté du 10 janvier 1816).

Le brave homme se vante. Son cas n'était pas exceptionnel. L'évêque du Mans estimait que, chez lui, il n'y avait pas beaucoup de curés qui « eussent enseigné en entier le dernier catéchisme ». Les Vicaires Généraux d'Aix (le siège étant vacant) rapportaient comme une chose toute simple :

« Nous n'avions pas connaissance que les chapitres relatifs à ces instructions aient jamais été enseignés dans le Diocèse. Ces leçons auraient scandalisé. Il était dans nos vœux de faire reprendre le Catéchisme autrefois en usage et c'est ce qui va se pratiquer (30) ».

Ce qui se passa à Lyon achève de prouver combien peu d'adhésions sincères le Catéchisme avait rencontrées. Le 28 juillet 1814, les grands vicaires Courbon et Renaud répondaient à l'abbé de Montesquiou :

« Les leçons déplacées dans cet ouvrage ne s'enseignent plus dans les paroisses ni dans les écoles du diocèse de Lyon : nos circulaires et nos mandements ramènent là-dessus les fidèles aux vrais principes et à l'obéissance au légitime souverain. Le libraire a ordre de ne plus en distribuer aucun exemplaire sans en avoir retranché ces feuillets. Nous en avons écrit à Mgr notre Archevêque pour lui proposer de rétablir l'ancien catéchisme de ce diocèse, et nous espérons qu'il y consentira d'autant plus volontiers que le Catéchisme national lui a toujours déplu et qu'il improuvait même la leçon qui provoque la juste réclamation de Votre Excellence. Nous vous prions de croire que c'est une des réformes dont nous nous occupons particulièrement ».

En effet, le 2 août, une circulaire des mêmes vicaires généraux ordonnait aux desservants d'omettre dans leurs catéchismes et instructions la leçon relative aux devoirs des sujets. Elle leur enjoignait aussi d'enseigner et de veiller à ce que fût enseignée dans les écoles et les familles « la doctrine qui vous a été expliquée dans les Mandements du 25 mai et du 5 juillet 1814 ». Ces mandements prescrivaient des

(30) A. N., F¹⁹ 5438.

prières publiques ou des instructions religieuses en faveur de la nouvelle dynastie. Sans doute ils étaient signés des vicaires généraux, mais ils étaient mis sous le nom du cardinal Fesch (31).

Dans les mêmes conditions, le 6 octobre, fut annoncée la publication d'un nouveau catéchisme :

« Nous vous rendons, N. T. C. F., faisait-on dire à l'archevêque, conformément au vœu que vous nous en avez manifesté, le Catéchisme publié en 1767 par Mgr Malvin de Montazet, un de nos illustres prédécesseurs ; nous y avons fait les changements que vous désiriez et que nous avons jugés nécessaires. Cette édition est la seule que nous autorisons et dont nous permettons l'usage... »

Ainsi parut, chez le libraire Rusand le « Catéchisme imprimé par l'ordre de S. E. Mgr le Cardinal Fesch, archevêque de Lyon, Primat des Gaules, pour être seul enseigné dans son diocèse », qui devait être constamment réédité jusque vers la fin du Second Empire. Par un étrange retour de la destinée, l'ouvrage qui fit vivre le plus longtemps dans le diocèse le nom du cardinal Fesch n'était point son œuvre (il n'était pas d'ailleurs la reproduction du catéchisme en usage avant la Révolution), et c'est dans le diocèse de l'oncle de l'Empereur que la réaction contre le Catéchisme de 1806 eut gain de cause de la manière la plus rapide et la plus définitive.

Car il était facile de condamner le Catéchisme à l'usage de toutes les Eglises de France ; il était souvent moins aisé de le remplacer. Le vide laissé par sa disparition fut si sensible que la plupart des diocèses se trouvèrent démunis. Entre 1814 et 1840, un peu partout, les évêques durent entreprendre un travail de coordination et de rédaction. Dans les dio-

(31) Arch. Rhône, Série V (2). Il y a une série d'imprimés et de brochures se rapportant à ce nouveau changement de catéchisme dans le Fonds Coste (Bibl. Ville de Lyon), nos 110433, 110566, 353230.

cèses où, avant 1806, l'initiative de l'Ordinaire avait préparé ce travail, il fut facile de revenir en arrière.

Ainsi à Aix, le 20 octobre 1814, le Vicaire général Martin, spécialement chargé de la section de Marseille, autorisait l'imprimeur Mossy à rééditer le catéchisme de Mgr de Bel-sunce, qui paraissait bientôt sous le titre : « Catéchisme ou Instruction familière sur les principaux points de la religion chrétienne ». Mais il y avait des évêques bien embarrassés, qui regrettaient qu'on détruisît un indispensable travail d'unification.

« Votre Excellence, écrivait La Rochelle au Ministre, paraît m'engager à reprendre le catéchisme qui était enseigné dans mon diocèse avant le nouveau catéchisme, ce serait le vœu de tous mes diocésains. Mais mon diocèse est composé de partie de celui de La Rochelle, de la majeure partie de celui de Saintes et de tout l'ancien diocèse de Luçon, ce serait reprendre trois catéchismes car les trois chefs-lieux sont dans mon diocèse. N'y a-t-il pas un inconvénient à avoir trois catéchismes dans le même diocèse ? Ne serait-il pas même à désirer qu'il n'y en eut qu'un pour tout le royaume ? Le peuple en général est attaché aux mots et quand il passe d'un diocèse dans un autre, il ne sait plus rien. Je désirerais que cela fût examiné par les évêques et qu'ils jugeassent ce qui est expédient (32) ».

Dans ce langage, Portalis aurait avec plaisir reconnu sa pensée, et trouvé la justification de son entreprise.

D'autres hommages d'ailleurs devaient lui être rendus. Parfois les mérites du catéchisme napoléonien lui valurent d'être conservé ou repris. Les vicaires généraux capitulaires de Poitiers, en 1814, prévinrent le ministre qu'ils le garderaient, sauf le commentaire du quatrième commandement, mais en l'abrégeant : « Le dogme qui en est la partie la plus difficile y est en effet longuement traité et les leçons en ont été extraites du catéchisme du célèbre évêque de Meaux dont la sublimité surpasse l'intelligence du peuple et des enfants ».

(32) A. N., F¹⁹ 5438.

Grenoble conserva purement et simplement l'ancien texte ; Strasbourg le vit réédité en 1815, et admis jusqu'en 1825 (33). Enfin c'est à Toulouse qu'il survécut le plus longtemps : jusqu'en 1822 circula une édition expurgée, traduite dans l'idiome local ; en 1835, Mgr d'Astros devenu archevêque, avouant sa paternité, le reprit en le remaniant partiellement.

La destinée de ces rééditions fut le plus souvent précaire. Le principe de l'unité parut vaincu. Qu'on l'ait regretté dans les sphères gouvernementales, c'est ce que prouvent les Archives des Cultes. Sous le Second Empire, on songea à y revenir. Un rapport anonyme, reprenant tout l'historique de la question, insista « à la veille du jour où la déclaration du dogme de l'Immaculée-Conception va obliger l'Episcopat à publier une nouvelle édition des catéchismes diocésains », sur l'opportunité d'une pareille réforme (34). Si elle ne fut plus jamais tentée, c'est sans doute à cause des souvenirs laissés de part et d'autre par l'échec du Premier Empire pour l'imposer à l'Eglise.

(33) A. N., *ibid.* Les vicaires-généraux de Poitiers tenaient toute prête une « nouvelle édition » du catéchisme, où la partie dogmatique avait été abrégée et la leçon sur les devoirs des sujets supprimée. C'était en réalité un catéchisme complètement refondu, qui avait été élaboré et imprimé dès la fin de 1813, alors que « le gouvernement oppresseur sous lequel l'Eglise gallicane gémissait » était encore debout : ce qui prouve une fois encore comment le clergé tournait les interdictions administratives. Cf. DE MOUSSAC : *Un prêtre d'autrefois, l'abbé de Moussac*, p. 411-413.

(34) A. N., F¹⁹ 5440.

CONCLUSION

L'épisode du Catéchisme unique nous a paru mériter dans l'histoire religieuse du Premier Empire plus de place qu'on ne lui en a accordé jusqu'ici. Quatre questions principales se posent à ce propos :

— Quelle est la place du Catechisme dans le systeme napoléonien de gouvernement ?

— Dans quelle mesure le clergé gallican s'est-il soumis à cette innovation ?

— Quelles ont été les répercussions sur les rapports avec le Saint-Siège ?

— Quelle portée pratique la tentative de Napoléon a-t-elle eue ?

L'idée d'unifier les catéchismes diocésains est d'origine ecclésiastique. Au lendemain de la Révolution, la réorganisation administrative et religieuse de la France permettait d'en tenter la réalisation. Le gouvernement consulaire s'en est emparé, avec l'ambition de faire du petit livre d'enseignement populaire le véhicule d'une doctrine d'Etat. Bonaparte y a vu un moyen d'action sur les consciences et les esprits, et s'est flatté de l'utiliser au profit de l'autorité de l'Etat, au profit de sa personne et de la dynastie qu'il allait fonder. Dès 1804, le rétablissement de l'autorité qui avait largement bénéficié du concours du clergé concordataire, était réalisé.

Mais l'Empereur, habitué à obtenir de faciles adulations, se flatta encore de faire enseigner, au nom de la religion, à ses sujets, plus que la soumission chrétienne au Pouvoir : la fidélité au Prince, honoré pour ses mérites propres, obéi dans la mesure nécessaire à sa conservation et à la défense de l'Empire et du Trône. Il voulait, moralement comme matériellement, plier les Français à la conscription.

La publication du Catéchisme, avec son nouveau chapitre sur les devoirs des chrétiens envers l'Empereur, se place à une date significative, entre le Sacre et les premiers décrets organisant l'Université. Au lendemain de la fondation de l'Empire ; à la veille de la création du grand « corps destiné à régler les principes de la morale et de la politique ». En un sens, Catéchisme et Université se complètent : celle-ci est le moule qui façonnera à l'ordre impérial les cerveaux de la bourgeoisie ; celui-là liera les consciences d'une manière plus générale et plus absolue. Par ailleurs, ils représentent deux politiques qui, dans une certaine mesure, s'opposent : l'une excluant de l'enseignement le clergé, l'autre reposant sur l'exactitude avec laquelle il répandra une doctrine d'Etat.

Napoléon a cru que le clergé ne refuserait rien à celui qu'il venait d'acclamer comme l'« Oint du Seigneur ».

Les évêques avaient d'abord laissé à l'administration l'initiative de réformer le catéchisme, — à l'exception de quelques prélats, habitués, comme Champion de Cicé, à défendre leur « autonomie administrative ». Il se peut simplement qu'ils aient été absorbés par d'autres soucis dans la tâche immense de réorganisation qui était la leur. Il est certain que beaucoup ont fait confiance à la Direction des Cultes qu'ils savaient favorable à la « bonne » doctrine et respectueuse de l'ordre hiérarchique (1).

(1) Voir sur tous ces points la pénétrante conclusion de LEVY-SCHNEIDER : *Champion de Cicé*, p. 572 sqq.

Cependant, l'ouvrage achevé et imposé du dehors, ils ont réagi. On a trop jugé de leurs dispositions, d'après les rapports de Portalis et d'après des extraits choisis de mandements. Portalis obéit à un calcul constant, parfaitement sincère : obtenir pour le clergé les faveurs de l'Empereur, en étalant les preuves de son concours politique efficace (2). Un trop grand nombre d'évêques sacrifie à la mode de l'adulation. Il n'est pas question d'excuser des hommes qui devaient à leur caractère de garder plus de dignité; étudions néanmoins de près leur langage, nous lisons bien des réserves, qu'un petit nombre ose exprimer, que la plupart font passer à travers le fatras des louanges. L'empreinte mise par l'autorité civile sur le Catéchisme choque presque tout le monde. La majorité se tait par faiblesse, par une conscience très nette du bienfait que constitue l'entente avec l'Etat, par un fond obscur de gallicanisme.

Le Saint-Siège s'est trouvé engagé d'avance par l'attitude des évêques. Il l'était bien plus encore par la désobéissance formelle de son représentant à Paris. Les travaux des congrégations romaines ne laissent aucun doute sur la désapprobation de la Papauté à l'égard de cette application des Articles Organiques. Depuis la promulgation du Concordat, Rome se plaignait de la politique ecclésiastique de Napoléon. Les cardinaux répétaient que l'Etat français faisait peser sa tutelle sur l'Eglise, intervenait abusivement dans le domaine propre à la religion. Le grave vice du Catéchisme fut probablement de fournir, après la Saint Napoléon, un argument à des accusations que le gouvernement impérial repoussait, et qui avaient un écho dans les pays de traditions ultramontaines. En Belgique, la paix religieuse qui régnait presque complète depuis 1804 a été troublée : non seulement « les cen-

(2) Il « sentit tous les avantages que l'Empire peut retirer de l'Eglise, et pour l'avantage de l'Eglise en exigea avec rigueur, et obtint sans efforts tous les égards dus à l'Empire », dit de lui, en manière d'oraison funèbre, le *Journal des Curés*, du 31 août 1807.

dres encore chaudes de la querelle fébronienne (3) » ont été ranimées, mais un état d'esprit s'est répandu qui préparait le bas-clergé et les fidèles à considérer Napoléon comme le persécuteur de l'Eglise Romaine.

Et cela pour quels avantages pratiques ? Il est malaisé de dire si l'enseignement du Catéchisme, en admettant qu'il ait été vraiment étendu, eut une réelle efficacité. Un prêtre qui touchait de près à deux personnages considérables du clergé gallican, les archevêques d'Aviau et Fesch, avait, dès 1806, prononcé ce jugement prophétique :

« ...Il (le catéchisme) renferme très clairement l'abrégé de la doctrine catholique. L'empereur a bien le droit d'y mettre son nom ; il fait seulement en cela l'application du principe : mais les prêtres bien soumis au gouvernement n'en pourront être plus dévoués, et on se fera difficilement une idée de l'avantage qu'en tireront les dissidents pour affermir secrètement leurs adeptes dans leurs principes (4). »

Tant que l'Empire jouit de l'adhésion générale de la nation, les efforts qu'un zèle très souvent sincère inspirait aux évêques, semblèrent couronnés de succès. Mais le jour où la lassitude engendra la désaffection, leurs exhortations tombèrent dans le désert. Comment d'ailleurs y eussent-ils mis la même chaleur qu'autrefois ? Le clergé et les catholiques ne partageaient pas seulement l'angoisse de la nation ; ils avaient contre Napoléon leurs griefs propres, que d'aucuns jugeaient, en conscience, suffisants pour se sentir déliés de leur fidélité. A la collaboration spontanée, parfois enthousiaste, succède la collaboration contrainte. Le silence cache des résistances accrues, poussées jusqu'à la désobéissance délibérée (5).

(3) PIRENNE : Histoire de Belgique, VI, 201-203 ; SAGNAC : *Le Rhin français...*, p. 308-311.

(4) DELAPORTE : *L'abbé Rauzan*, I, 58.

(5) Lammenais attribuée à un Conseiller d'Etat de Bonaparte, à la fin de l'Empire, cette constatation (où se trahit, il est vrai, l'emphase de l'apologiste) : « Il existe encore de la religion dans quelques provinces ; ce sont celles

Ces résistances échappent au contrôle du gouvernement le mieux armé. On a conclu avec raison, des récentes études sur l'administration de l'Empire, que « l'édifice napoléonien, imposant de loin, présente de près bien des lézardes (6) ». Aulard en a montré quelques-unes à propos du monopole universitaire qui fut toujours très incomplet et desservi par ceux même qui devaient l'appliquer. On en trouve au moins autant lorsqu'il s'agit de l'enseignement du Catéchisme : des évêques qui refusent la publication, le ministre obligé de fermer les yeux, la plupart des chefs de diocèse impuissants à le faire entrer dans les habitudes, l'inquisition de la police déjouée. A la base, n'y avait-il pas une contradiction entre les calculs de Napoléon et certains principes fondamentaux de sa politique ecclésiastique ? En exigeant du clergé qu'il diffusât une doctrine d'Etat, l'Empereur ne manquait-il pas à sa maxime qu'il ne faut pas « donner plus d'importance aux prêtres qu'ils n'en doivent avoir » ? Bignon le pense, qui n'est point malveillant. Dans « ce catéchisme, qui plaçait la dynastie... sous la garde des sentiments religieux, qui faisait presque de cette dynastie un article de foi », Napoléon, dit-il, ne voulut « voir que le service qui lui était rendu. Il ne songeait pas qu'en étendant ainsi, même dans son intérêt direct, l'action du Saint-Siège en France, il préparait à l'autorité pontificale des moyens d'influence dont elle pourrait un jour se servir contre lui. L'utilité présente lui cachait, comme il arrive trop souvent, les dangers à venir (7) ». Si l'on applique au clergé en général ce que Bignon applique, peu exac-

que nous avons le plus de peine à gouverner. La levée de la conscription, la perception des impôts y éprouvent des difficultés incroyables, tandis qu'ailleurs on paye, on marche sans résistance, presque sans murmurer ; et les décrets de l'empereur qui semblent lasser la docilité de certains départements, s'exécutent dans ceux où le christianisme expire avec la ponctualité des décrets mêmes du destin ». (*Réflexions... suivies de Mélanges religieux* : Sur la Dotation du Clergé (1814), p. 205).

(6) SAGNAC : in *Napoléon*, juillet 1926, p. 56.

(7) BIGNON : *Histoire de France depuis le 18 Brumaire*, V. p. 176.

tement, au Saint-Siège, on ne peut guère échapper à cette conclusion.

La crise de 1814 a fait éclater l'antagonisme qui opposait le régime impérial et le clergé et montré que l'autorité morale de celui-ci s'employait déjà en faveur d'un pouvoir nouveau.

Vu le 18 Février 1935 :

LE DOYEN DE LA FACULTÉ DES LETTRES
DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS,

H. DELACROIX.

Vu et permis d'imprimer

LE RECTEUR DE L'ACADÉMIE DE PARIS,

CHARLÉTY.

INDEX ALPHABÉTIQUE DES NOMS PROPRES

- Aix-en-Provence*, p. 10, 11, 26, 90, 108, 199, 201.
Agen, p. 135.
Aldini, p. 111.
Alexandrie, p. 132.
Ambroise (St), p. 116.
Amiens, p. 28, 119.
Angleterre, p. 148.
Angoulême, p. 185, 197.
Antonelli, p. 12, 57, 66, 163.
Arbel, p. 195.
Ardèche, p. 198.
Astros (d'), p. 46-48, 51, 63, 86, 111, 114, 140, 202.
Attila, p. 146.
Aulard, p. 35, 207.
Austerlitz, p. 62, 128, 134.
Autriche, p. 147.
Aviau (d'), p. 90, 104, 126, 191, 197, 206. Vz aussi *Bordeaux*.

Bailly, p. 288.
Ballanche, p. 35.
Barral (de), p. 90, 120, 138. Vz aussi *Tours*.
Bayonne, p. 197.
Bazin de Besons, p. 191.
Bécherel, p. 119.
Belgique, p. 23, 123, 149, 157, 172, 193, 205.
Bellarmin, p. 16, 192.
Belloy (de), p. 26, 28, 74, 83, 85, 119, 135, 136, 140, 177, 178. Vz aussi *Paris*.

Benoît XIV, p. 8, 59.
Berger de Charency, p. 8.
Bernier, p. 49, 51, 52, 56, 68, 121, 122. Vz aussi *Orléans*.
Bertazzoli, p. 57, 163, 172. Vz aussi *Edesse*.
Bignon, p. 207.
Bigot de Préameneu, p. 114, 178, 183, 186.
Blanchard, p. 112.
Bonald (de), p. 21.
Bonaparte, p. 17, 21, 26, 31, 33-35, 42, 51, 52, 203.
Bordeaux, p. 5, 102, 126, 191.
Borderies, p. 195.
Borromée (St Charles), p. 6.
Bossuet, p. 6, 26, 40, 49, 66, 72, 77, 80, 82, 87-89, 91, 96, 119, 120, 127, 133, 146, 153, 163, 164, 166, 167, 170, 182. Vz aussi *Meaux*.
Bouches-du-Rhône, p. 24.
Boulogne (de), p. 88, 93, 94, 187.
Bourges, p. 90.
Branças (de), p. 11.
Broglie (de), p. 149, 152.
Brunswick, p. 140.

Caffarelli, p. 30, 182. Vz aussi *Saint-Brieuc*.
Cahors, p. 109.
Calonne, p. 21.
Cambacérès, p. 30, 109, 125, 192. Vz aussi *Rouen*.
Cambrai, p. 135, 192.

- Canisius, p. 5.
 Caprara (C^{te} Charles), p. 64.
 Caprara (cardinal Jean Baptiste),
 p. 12, 44, 51, 56, 59, 60-69, 83, 87,
 112, 113, 131-33, 143, 145, 151,
 155, 156, 159, 169, 177, 178, 192.
Carcassonne, p. 107, 198.
 Caselli, p. 57.
 Casoni, p. 172.
Chambéry, p. 24, 129.
 Champion de Cicé, p. 11, 22, 108,
 110, 125, 133, 204. Vz aussi *Aix-
 en-Provence*.
 Charlemagne, p. 123, 133.
 Charrier de la Roche, p. 133, 134.
 Vz aussi *Versailles*.
Clermont, p. 197.
 Clovis, p. 123.
 Colbert, p. 7, 8.
 Colonna d'Istria, p. 111.
 Condé, p. 97.
 Consalvi, p. 59, 161.
 Constantin, p. 39, 85, 123.
 Courbon, p. 95, 96, 137, 199.
 Crivelli, p. 162.
 Cyrus, p. 30, 35, 39, 122.

Dantzig, p. 139.
 Demandolx, p. 182.
Dijon, p. 11, 29, 186.
 Dioclétien, p. 132.
 Dombideau de Crouseilles, p. 111.
 Vz *Quimper*.
 Dupin, p. 42.
 Duvivier, p. 150.
 Duvoisin, p. 74, 119, 182. Vz aussi
 Nantes.
 Duwalk de Dampierre, p. 125. Vz
 Clermont-Ferrand.

Edesse, p. 170.
 Elisa Bonaparte, p. 112.
 Emery, p. 46-48, 58, 63, 66, 180.
Etrurie, p. 140.

 Eugène Beauharnais, p. 112.
Evreux, p. 90.
Eylau, p. 139.
 Ezéchiel, p. 30.

 Faipoult, p. 149.
 Fallot de Beaumont, p. 152. Vz aussi
 Gand.
 Fénelon, p. 192.
 Ferrare, p. 112.
 Fesch, p. 30, 32, 34, 46-48, 57, 88,
 89, 92-104, 106, 112, 114, 121, 132,
 137, 138, 141, 178, 183, 184, 194,
 200, 206. Vz aussi *Lyon*.
 Fleury, p. 7, 48, 49, 82.
Foligno, p. 192.
Fontana, p. 163, 165, 166, 168, 172.
 Fontanes, p. 20, 21.
 Frayssinous, p. 34.
Friedland, p. 139.

 Galeppi, p. 162.
Gand, p. 100, 150, 152.
Gènes, p. 107, 111, 112.
 Grégoire, p. 10, 86, 197.
Grenoble, p. 201.
 Groboz, p. 98.

Hanovre, p. 140.
 Harlay, p. 11.
 Henry VIII, p. 117.
 Herhan, p. 73.
 Hézard, p. 16.
 Hirn, p. 152-55. Vz aussi *Tournai*.
Hollande, p. 140.

Iéna, p. 139.
Imola, p. 112, 113.
 Irénée (St), p. 95.
Irlande, p. 138.
Italie, p. 107, 113, 169, 172, 174.

 Jauffret (Gaspard André), p. 47, 48,
 58, 63, 92, 93. Vz aussi *Metz*.

- Jauffret (Joseph), p. 87, 88, 186, 190.
 Jean Chrysostome (St), p. 49.
Jemmapes, p. 192, 194.
Jérusalem, p. 130.
 Joseph II, p. 150.
 Justinien, p. 123.

 Lacombe, p. 133. Vz aussi *Angoulême*.
 Lally-Tollendal, p. 21.
 Lamennais, p. 181.
 La Tour d'Auvergne, p. 32, 125.
 Leblanc de Beaulieu, p. 31, 119.
 Le Coz, p. 28, 99, 122, 180, 184, 194. Vz aussi *Besançon*.
 Lemaître, p. 186.
Liège, p. 152, 158.
Ligurie, p. 131.
Lisieux, p. 144.
 Litta, p. 162.
Loire, p. 24, 195.
 Loison, p. 10, 121, 197. Vz aussi *Bayonne*.
Lombez, p. 143.
Londres, p. 144.
Lot-et-Garonne, p. 148.
 Louis XIV, p. 37.
 Louis XVIII, p. 22, 142, 147.
Louvain, p. 149.
 Lucien (Bonaparte), p. 21.
Luçon, p. 201.
Lucques, p. 112, 169.
Lyon, p. 7, 10, 30, 47, 92-96, 98, 103, 108, 109, 142, 183, 199.
 Lyonnet, p. 94.
Lys, p. 152.

Malines, p. 123, 151, 152, 183.
 Mangenot, p. 8.
Mans (Le), p. 123, 199.
Marengo, p. 17, 139.
 Marion, p. 19.
Marseille, p. 201.

 Martin, p. 201.
 Maurice (St), p. 117.
 Maury, p. 178, 185. Vz aussi *Paris*.
Meaux, p. 6, 72, 84, 111, 163, 166, 201.
Melun, p. 5.
Mende, p. 136.
 Merenda, p. 163, 164, 165, 171, 172.
 Mérinville, p. 189. Vz aussi *Chambéry*.
Metz, p. 107.
Milan, p. 17, 60, 61, 112, 116, 169.
 Mons (Morel de), p. 125.
 Montault des Isles, p. 124.
 Montazet (Malvin de), p. 7, 200.
 Montesquiou, p. 196, 199.
Mont-Blanc, p. 24.
Morbihan, p. 148.
 More, p. 117.
Morrovalle, p. 133.
 Mossy, p. 201.
 Muzzarelli, p. 163, 171, 172.

Namur, p. 152, 156, 157, 173, 183, 193.
Nancy, p. 10, 73, 101.
Nantes, p. 74, 114, 119.
Naples, p. 140.
 Napoléon, p. 18, 19, 23, 54, 55, 60, 64, 65, 80, 81, 83, 86, 103, 106, 119, 123, 124, 129, 130, 138, 143, 156, 164, 173, 181-84, 187, 204, 207.
 Napoléon (Saint), p. 61, 62, 130-34, 140, 143, 159-62, 180, 205.
 Napolioni, p. 162.
 Nicolle, p. 75, 102.
 Noé, p. 32.
 Nyon, p. 73, 75, 76, 98, 100, 102, 108, 115.

 Ollier, p. 6.
Orléans, p. 49, 51, 121, 143, 185.

- Osmond (d'), p. 74. Vz aussi *Nancy*.
- Padoue, p. 112.
- Paillou, p. 23, 124. Vz aussi *La Rochelle*.
- Pancemont (Maynaud de), p. 22, 29, 125, 133, 136. Vz aussi *Vannes*.
- Paris, p. 10, 11, 27, 41, 48, 52, 57, 73-75, 93, 98, 102, 103, 110, 114, 119, 129, 140, 144, 168, 178, 185.
- Pariset, p. 37, 131.
- Paul (St), p. 22, 49, 50, 117.
- Pelet de la Lozère, p. 149.
- Périer, p. 119.
- Picot, p. 177.
- Pidoll (de), p. 123. Vz aussi *Le Mans*.
- Pie IV, p. 4.
- Pie V, p. 4, 59.
- Pie VI, p. 167.
- Pie VII, p. 1, 12, 52, 57, 60, 65, 124, 162, 173, 179, 182.
- Piémont, p. 107, 131.
- Pierre (St), p. 22, 117.
- Pierre-Châtel, p. 186.
- Pietro (di), p. 58, 66, 67, 69, 160, 161.
- Pisani de la Gaude, p. 157, 172. Vz aussi *Namur*.
- Poitiers, p. 135, 202.
- Pologne, p. 139, 140.
- Pommereul (de), p. 188-193.
- Portalis, p. 11, 17, 21, 24, 26-28, 31, 38, 42-49, 51, 52, 54-57, 60-67, 72, 73, 75, 77, 78, 87-91, 93, 94, 96, 97, 99, 106-110, 122, 128, 131, 134, 137, 143, 145, 148, 149, 152, 153, 155, 156-60, 167, 168, 173-78, 190, 193, 201, 205.
- Pothin (St), p. 95.
- Primat, p. 100. Vz aussi *Toulouse*.
- Prusse, p. 129.
- Quimper, p. 111, 136, 183.
- Ravenne, p. 112.
- Renaud, p. 199.
- Reymond, p. 11, 29, 37, 185. Vz aussi *Dijon*.
- Rochelle (La), p. 191, 201.
- Rodez, p. 142.
- Rodocanachi, p. 132.
- Rome, p. 9, 37, 41, 47, 58, 60, 62, 66, 68, 92, 112, 113, 116, 121, 131, 156, 158, 168, 171, 173, 174, 175, 178, 205.
- Roquelaure, p. 112, 148, 152. Vz aussi *Malines*.
- Rouen, p. 108.
- Rousseau, p. 133. Vz aussi *Orléans*.
- Rubbi, p. 163, 169, 172.
- Rusand, p. 96-98, 102, 104, 108, 200.
- Russie, p. 129, 147.
- Saint-Brieuc, p. 30-36.
- Saintes, p. 201.
- Sala, p. 46.
- Saluzzo, p. 162.
- Saturnin (St), p. 132.
- Saurine, p. 30, 90, 91, 133. Vz aussi *Strasbourg*.
- Savone, p. 179.
- Seine-Inférieure, p. 191.
- Sèvres (Deux), p. 142.
- Sidon, p. 30.
- Soissons, p. 31, 119, 183.
- Sommaglia (della), p. 162.
- Spina, p. 112. Vz aussi *Gênes*.
- Staël (M^{me} de), p. 129.
- Stevens, p. 150, 151, 153, 157.
- Strasbourg, p. 30, 110, 202.
- Talleyrand, p. 51.
- Tertullien, p. 16.
- Théodose, p. 116, 123, 133.
- Tilsit, p. 128.
- Toni, p. 163, 172.
- Toulouse, p. 142, 202.
- Tournai, p. 100, 104, 150, 152-56, 158, 192.

Tours, p. 89, 120.

Tourves, p. 46.

Trasimène, p. 192.

Trente, p. 4, 5, 95, 96, 122.

Trêves, p. 90, 110.

Tyr, p. 30.

Vannes, p. 22, 25, 136.

Var, p. 17, 46.

Vaublanc, p. 33.

Velde (van de), p. 150.

Vendée, p. 15, 23, 24, 142.

Venise, p. 112.

Vercel, p. 101, 112.

Versailles, p. 88, 94.

Vianney, p. 195.

Vicence, p. 112.

Wagram, p. 182, 184.

Znaïm, p. 182.

TABLE ANALYTIQUE DES MATIÈRES

CHAPITRE PREMIER. — *Les origines.*

- I. — *Le point de vue ecclésiastique.* — L'idée d'un enseignement uniforme de la doctrine catholique depuis le Concile de Trente. Le « Catéchisme Romain ». Principaux catéchismes français au xvii^e et au xviii^e siècles. Le Saint Siège souhaite l'unité, mais respecte la liberté des évêques.
- Situation des diocèses français au lendemain du Concordat. Nécessité de refondre les anciens catéchismes. Vœux dans le clergé en faveur de l'unité. Portalis en tire argument pour justifier l'article 39 des Organiques 3
- II. — *Le point de vue politique.* — Rôle traditionnel du Catéchisme dans l'enseignement populaire. Les Catéchismes révolutionnaires. Conflit entre la morale civique et les consciences catholiques. Conséquences sur l'esprit public. Bonaparte souhaite le concours de l'Eglise pour restaurer la notion d'autorité dans l'Etat 13
- Comment le clergé se prête à la collaboration demandée, facilite la soumission des pays extérieurs, la conscription, etc... Il fait prier pour l'Etat et pour la personne du Premier Consul. Prières publiques lors de la rupture de la paix d'Amiens (1803). Motifs de cette soumission: reconnaissance des catholiques; entraînement de l'enthousiasme général. Faveur que le clergé témoigne à la restauration d'un gouvernement monarchique 19
- En 1806, les évêques ont fourni à Napoléon un précieux concours et les éléments d'une véritable doctrine sur l'obéissance due aux pouvoirs établis.

CHAPITRE II. — *La rédaction et l'approbation.*

- I. — *Du côté français*, Portalis fait sienne l'idée du Catéchisme unique. Il renonce à consulter les évêques. Premiers projets rédigés par ses collaborateurs ecclésiastiques. L'abbé d'Astros. Rôle de MM. Jauffret et Emery 41
- Bernier chargé de rédiger un projet de chapitre sur l'obéissance due au chef de l'Etat. Critique du Premier Consul, qui ajourne la question. Elle est reprise au moment du Sacre. L'Empereur corrige la première version. Portalis propose de solliciter l'approbation de Pie VII .. 49
- II. — *Du côté romain*, Pie VII soumet à une Congrégation le projet français. Napoléon le fait redemander brusquement (septembre 1805). L'impression des théologiens est mauvaise. Le Secrétaire d'Etat interdit formellement au Légat Caprara de s'associer à la publication d'un tel ouvrage. 56
- Caprara, gagné par Napoléon, donne la main à ses projets: il approuve l'institution de la fête de Saint Napoléon (février 1806); il est amené par Portalis à approuver le futur catéchisme (30 mars). Décret de l'Empereur ordonnant que le Catéchisme soit seul en usage dans l'Empire (4 avril). Comment Caprara explique sa conduite, qui engage le Saint-Siège 60

CHAPITRE III. — *La publication.*

- I. — *Le plan de Portalis.* — Rapport de Portalis à l'Empereur (4 avril 1806). Il est chargé de surveiller l'impression. Comment il pense en assurer l'uniformité: privilège accordé à la maison Nyon-Nicolle. Les évêques invoquent leur droit de régler l'impression des livres religieux. Les imprimeurs diocésains protestent 71
- II. — *Le texte du Catéchisme.* — Plan général. Comparaison avec le Catéchisme de Bossuet. Simplifications et omissions. Une addition considérable: le chapitre sur les devoirs envers le prince, — qui n'a aucun précédent dans la tradition gallicane 76
- III. — *Malaise dans l'opinion catholique.* — Le mandement du cardinal de Belloy publié au « Moniteur » du 23 août. Il annonce la soumission, mais révèle les inquiétudes du clergé. Entre l'adoption du Catéchisme par l'Empereur (avril) et la mise en circulation dans le public (août), il y a eu des protestations. Des corrections de fond ont été consenties 83

- IV. — *Rôle du Cardinal Fesch*. — Il ne s'est jamais déclaré contre le principe du catéchisme unique. Son mandement d'approbation (novembre 1806). Mais il improuve le procédé de publication. Il lance une édition lyonnaise. Fin du privilège des libraires parisiens. Les évêques de l'Empire approuvent son action 92
- Fesch affirme à Napoléon qu'il a contribué au succès du Catéchisme.

CHAPITRE IV. — *Les acceptants*.

- I. — *Correspondance de Portalis avec les évêques*. — Le Ministre excite les évêques à hâter la publication des éditions diocésaines. Il s'en remet à eux du soin de les surveiller. Il refuse les corrections, autorise et suit les traductions. Le Catéchisme se répand très rapidement dans les pays italiens. La question des « petits catéchismes ». Danger des commentaires. Le clergé manifeste sa volonté de corriger le Catéchisme 105
- II. — *Le langage de l'Episcopat*. — Revue des mandements épiscopaux, publiés fin 1806 et début 1807. Ceux qui suivent le cardinal de Belloy: approbation nuancée de réserves des théologiens de Barral et Duvoisin. — Ceux qui vont au delà: louanges et adulations. — Ceux qui se dérobent. — Impression générale 118
- III. — *L'action de l'Episcopat*. — Entre 1806 et 1808, elle est conforme à la doctrine du Catéchisme et aux espérances de Napoléon. Le clergé est requis:
- d'associer la religion aux fêtes d'Etat: la « Saint Napoléon » (15 août). L'histoire du saint, forgée par Caprara est adoptée par les évêques;
 - de prêcher l'obéissance à la conscription: répugnances manifestées par certains évêques;
 - de répandre les nouvelles de la Grande Armée: comment le gouvernement renonce à faire lire les Bulletins officiels 128
- A mesure que la guerre se prolonge, le clergé subit la lassitude générale et avoue l'aspiration des citoyens à la paix.
- Après Tilsit, le 15 août 1807 fait éclater l'harmonie entre le régime et le clergé.

CHAPITRE V. — *Les opposants.*

- I. — *Dans l'Empire*, deux foyers d'opposition : les groupes de dissidents dans l'ancienne France; les populations ultramontaines de Belgique.

La « Petite Eglise » lutte contre la tyrannie que « l'usurpateur » fait peser sur la religion. Brochure de l'abbé Blanchard contre le Catéchisme. L'exagération de son langage et ses intentions politiques lui enlèvent de la portée.... 141

En Belgique, l'opposition est à peu près générale dans le bas-clergé et chez les fidèles. Elle entraîne l'épiscopat : les évêques qui approuvent le catéchisme ne peuvent le faire adopter; les autres ne le publient pas. Mémoire de Mgr Hirn au Légat. Réplique de Caprara. Portalis consent un sursis aux évêques de Tournai et Namur 149

- II. — *A Rome.* — Atmosphère dans laquelle l'affaire du Catéchisme est examinée. Plaintes sur la servitude qui pèse sur l'Eglise gallicane; condamnation de la Saint Napoléon. Travaux de la Congrégation chargée d'examiner le Catéchisme (août 1806-juillet 1807). L'ouvrage serait admis pour le fond, mais son origine le rend condamnable.... 158

Hésitations du Saint Siège, en raison de l'attitude décevante de l'épiscopat et de la gravité des circonstances. Le Pape encourage secrètement les évêques qui résistent, sans prononcer une condamnation qui consommerait la rupture avec Paris 168

CHAPITRE VI. — *L'échec.*

- I. — *Altération des rapports entre Napoléon et le Clergé Gallican.* — Le Clergé Gallican perd les chefs dont l'autorité morale s'imposait. Il est ébranlé par la « persécution de l'Eglise ». Il partage les alarmes de l'opinion. Napoléon mécontent du langage public des évêques. Incidents provoqués par les mandements de Wagram (1809). Défiance croissante entre l'administration et les évêques. Le clergé est réduit au silence. La presse disparaît. Les écrits sont surveillés par la Direction de la Librairie 177

- II. — *Condamnation du catéchisme impérial.* — Pendant les dernières années de l'Empire, l'article 39 des Organiques se révèle inapplicable. La liturgie n'est pas unifiée, le Catéchisme n'est pas enseigné. Comment l'obligation est tournée par certains évêques, par les curés. Après 1811, la désobéissance s'étend 189

En 1814, elle se révèle. Circulaire de l'abbé de Montesquiou aux évêques (22 juillet). Le Catéchisme de 1806 est aussitôt abandonné. Le principe même de l'unité est compromis 196

CONCLUSION 203

INDEX DES NOMS PROPRES 209



BOÏC FRÈRES, M. & L. RIOU

ou ou IMPRIMEURS - ÉDITEURS ou ou

no 42, QUAI GAILLETON, 42, ou

ou ou ou ou LYON ou ou ou ou



